



Le projet RN : reculs et mesures inapplicables

► Le parti d'extrême droite, qui doit dévoiler son projet la semaine prochaine, a présenté ses « mesures d'urgence » dans « Le Parisien »

► Des réformes emblématiques du programme du RN sont renvoyées à l'après-2027, d'autres sont conditionnées à la réalisation d'un audit des comptes publics. Quant à celle des retraites, le parti en a donné plusieurs versions

► Les promesses sur le pouvoir d'achat conduiraient la France à sortir des clous européens, celles sur l'immigration risquent d'être jugées anticonstitutionnelles

► Jordan Bardella a déjà affirmé qu'il n'irait pas à Matignon sans majorité absolue, un refus d'obstacle pour inciter les électeurs à lui donner les clés

PAGES 2-10, 31-32



Jordan Bardella, au siège du Rassemblement national, le 10 juin, à Paris. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

COMMENT LE RN A OBTENU L'AVAIL DES KLARSFELD

« Le Monde » raconte les dessous du choix de Serge Klarsfeld, qui se dit prêt à voter RN face à la gauche
PAGE 9

MACRON CIBLE LA GAUCHE

En visite sur l'île de Sein, le chef de l'Etat a dénoncé le programme « immigrationniste » du Nouveau Front populaire
PAGE 2

L'ANTI-ÉCOLOGISME

L'extrême droite a fait du rejet des mesures en faveur de l'environnement une arme de campagne
PAGE 10

GLUCKSMANN ET LA DIGUE DE GAUCHE

Dans une tribune au « Monde », le député européen explique son ralliement à l'alliance de gauche, au nom de la lutte contre l'extrême droite
PAGE 32

Ukraine Les travailleuses au secours de l'économie

Pour remplacer les hommes qui sont partis au front ou qui ont quitté le pays, les entreprises se féminisent à vue d'œil

PAGE 11

Intelligence artificielle L'essor fulgurant des usages individuels

DEPUIS LA « RÉVOLUTION » ChatGPT, le robot conversationnel d'OpenAI qui a stupéfié le monde à la fin de l'année 2022, les usages de l'intelligence artificielle se répandent petit à petit, dopés par leur couplage avec les moteurs de recherche les plus populaires, à commencer par celui, ultra-dominant, de Google (dans sa version américaine).

Depuis lors, les acteurs se multiplient, avec une série d'applications variées, qui offrent des possibilités pour générer des textes, des photos, des vidéos, de la musique, qui proposent des outils d'assistance au travail ou intégrés aux réseaux sociaux, et ce, malgré les nombreuses erreurs inhérentes à ces modèles.

PAGES 16-17

Etats-Unis Biden facilite la régularisation de migrants mariés à des Américains

Le président veut donner des gages à son aile gauche sur l'un des sujets majeurs de la campagne

PAGE 12

Bouddhisme Entre la Mongolie et la Chine, l'enfant de la discorde

PAGE 24

Inde Canicule à New Delhi : la bataille de l'eau

PAGE 14

Disparition Anouk Aimée, l'intemporelle

PAGE 29



Dans les années 1980.
ALAMY/ABACA

Paris 2024 JO : les chantiers dans la dernière ligne droite

La Concorde, la tour Eiffel, les Invalides... Les travaux liés aux différentes installations dans la capitale touchent à leur fin

PAGE 22

M
ÉDITORIAL
RUSSIE-CORÉE DU NORD : L'INQUIÉTANT SOMMET DES PARIAS
PAGE 34



CONQUEST

Elegance is an attitude.
LONGINES

*L'élégance est une attitude

Sur l'île de Sein, Emmanuel Macron entre en campagne

Le chef de l'Etat, qui commémorait l'appel du 18 juin sur l'île bretonne, a fustigé le programme du Nouveau Front populaire

L'île de Sein ne devait être qu'une nouvelle étape du « marathon mémoriel » entrepris depuis plusieurs mois par Emmanuel Macron pour le 80^e anniversaire de la Libération. Le chef de l'Etat est venu commémorer, mardi, l'appel du 18 juin, sur cette île du Finistère, d'où 128 marins ont rallié les Forces françaises libres en 1940. « *Il nous convient d'être les héritiers de cet esprit de résistance* », a-t-il lancé devant les Sénans et les élus de la région, qui l'ont attendu pendant plus d'une heure.

« *Aujourd'hui, la Résistance, c'est le Nouveau Front populaire, nous en sommes les héritiers* », avaient protesté un peu plus tôt sur une plage d'Audierne (Finistère) une centaine de personnes, réunies à l'appel de la candidate du Nouveau Front populaire aux élections législatives, issue de LFI. Un acte de rébellion peu courant, sur cette terre modérée. « *La France est un pays fracassé* », se désole le sénateur Les Républicains du Finistère Philippe Paul.

Sans surprise, neuf jours après sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, les « vents mauvais » de la campagne des élections législatives, qui a débuté lundi, ont donc rattrapé le chef de l'Etat au large de la pointe du Raz. Alors qu'il chemine à l'issue de la cérémonie, aux côtés du maire d'Ile-de-Sein, Didier Fouquet, Jocelyne Canté, une promeneuse qui s'était postée le long du parcours, lui souhaite la bienvenue sur l'île et

l'interpelle : « *Monsieur le président, comment avez-vous pu nous mettre dans cette situation ? Comment avez-vous pu nous mettre dans ce chaos ?* » D'abord surpris, Emmanuel Macron se défend vivement : « *En mon âme et conscience, je vous le dis, il n'y avait pas d'autre solution.* » « *Sans dissolution, cela aurait été la chienlit, poursuit-il, je ne pouvais pas faire comme s'il ne s'était rien passé.* »

« N'AYEZ PAS PEUR »

Devant son interlocutrice peu convaincue, le président de la République se laisse aller aux confidences : le résultat des élections européennes, le 9 juin, qui a vu la liste du camp présidentiel arriver en deuxième position avec 14,6 % des voix, loin derrière celle du Rassemblement national et talonnée par celle du Parti socialiste et de Place publique, « *ça m'a fait mal* », dit-il. Mais ce « geste » de dissoudre, il ne l'a pas eu « *sur un coup de sang* » ou un « *coup de dés* », jure-t-il. « *La solution que j'ai prise, c'est la plus lourde, la plus grave, mais la plus responsable*, martèle Emmanuel Macron. *Si j'étais resté dans mon palais, on aurait dit : il est fou, il est déconnecté...* »

Alors que Jocelyne lui confie malgré tout sa « peur », à douze jours du premier tour des élections législatives, le chef de l'Etat veut la rassurer : « *Une élection, ce n'est pas le chaos, c'est la démocratie.* » « *Est-il possible que vous vous entendiez après avec LFI ?* », l'interroge-t-elle, semblant redouter cette perspective. « *Non, ce ne sont pas des programmes de gou-*



« LA SOLUTION QUE J'AI PRISE, C'EST LA PLUS LOURDE, LA PLUS GRAVE, MAIS LA PLUS RESPONSABLE »

EMMANUEL MACRON

vernement, je ne peux pas m'entendre avec des gens qui veulent foutre le bazar », promet-il. Et d'affirmer qu'il y a « *des choses ubuesques* » dans le programme du Nouveau Front populaire, comme « *aller changer de sexe en mairie* ». « *Oh!...* », s'offusquent Jocelyne et son compagnon, l'ancien maire de Saint-Tropez (Var), Alain Spada. « *Il y a une majorité silencieuse qui, comme vous, ne veut pas que cela soit le désordre* » des extrêmes, les rassure-t-il, « *n'ayez pas peur* ».

Imaginant le camp présidentiel en position de majorité relative le 7 juillet au soir, le président de la République se dit

convaincu qu'il y aura pour sa famille politique, dans la nouvelle Assemblée nationale, « *plein de compromis possibles, peut-être avec des sociaux-démocrates raisonnables, des écologistes responsables et des Républicains raisonnables* ». Un scénario qui laisse sceptiques les élus présents, de droite comme de gauche. Ainsi Maël de Calan, président divers droite du conseil départemental du Finistère, estime-t-il qu'« *il aurait fallu de la concorde et de l'apaisement, au lieu de repar-tir dans le combat* ».

Un peu plus tard, au musée local L'Abri du marin, Emmanuel Macron trinquait avec le

Quand macronistes et « insoumis » participent à la banalisation du RN

Jean-Luc Mélenchon estime que Bardella, « c'est Macron en pire », là où le camp du chef de l'Etat met sur le même plan extrême droite et gauche radicale

ANALYSE

Le Rassemblement national (RN) ne pouvait pas rêver mieux. A moins de quinze jours du premier tour des élections législatives anticipées du 30 juin, la formation d'extrême droite bénéficie d'une situation inédite depuis sa naissance en 1972 sous le nom de Front national : c'est bien le parti qui se trouve en position de favori (la liste de son président, Jordan Bardella, a réuni 31,4 % des suffrages lors des élections européennes du 9 juin). Un avantage qui peut encore être démultiplié par le jeu d'une sorte de double « banalisation », du fait de l'attitude de certains de ses adversaires directs, La France insoumise (LFI) et les témoins de la majorité présidentielle.

Pour les premiers – notamment leur leader Jean-Luc Mélenchon –, « *Jordan Bardella, c'est Macron en pire* ». Dans un entretien donné à 20 minutes, samedi 15 juin, M. Mélenchon a assuré ainsi que « *Bardella, c'est du Macron aggravé. Il en a déjà la politique. Il*

vient d'accepter la retraite à 64 ans. (...) Bardella, c'est l'arnaque sociale, de nouvelles brutalités racistes et la ruine de la Sécurité sociale privée de cotisations ».

En faisant cela, les « insoumis » espèrent se substituer au RN comme force d'opposition radicale et montrer qu'il n'y a que deux camps : eux ou un supposé lepénomacronisme. Si les fidèles de l'ancien sénateur socialiste reprennent sans ciller cette analyse, ce n'est pas le cas du reste des partenaires de LFI au sein du Nouveau Front populaire. Socialistes, communistes et écologistes continuent ainsi de faire la distinction entre les positions des deux partis.

Pour les seconds, les macronistes, le Rassemblement national équivaudrait, dans les risques qu'il fait courir au pays, à La France insoumise, principale force de la gauche jusqu'à récemment. Plusieurs figures du camp d'Emmanuel Macron les mettent sur le même plan. Il en va ainsi, par exemple, du ministre de la justice, Eric Dupond-Moretti, qui

« *refuse* » de choisir en cas de second tour entre un candidat « insoumis » sous la bannière du Nouveau Front populaire et un candidat lepéniste. De même, les représentants du chef de l'Etat renvoient très souvent dos à dos la Nouveau Front populaire et le RN en parlant de la notion floue des « *extrêmes* » et en ne donnant pas (encore) de consigne systématique de vote contre la formation d'extrême droite.

Ces deux stratégies électorales ont, en réalité, un seul et même effet : renforcer la banalisation de l'extrême droite. Pour les « insoumis », voir le RN accéder au gouvernement serait une sorte de continuité des sept années écoulées depuis la première victoire d'Emmanuel Macron en 2017. Tandis que les macronistes mettent sur un pied d'égalité une partie de la gauche et le parti lepéniste. Toutes ces stratégies traduisent une méconnaissance du parti à la flamme.

Jusqu'à récemment, la lutte contre l'extrême droite n'était plus une priorité des « insoumis »

, ni du reste de la gauche. En cause, notamment, une certaine forme de cynisme : les stratégies de cette famille politique furent longtemps persuadés que la victoire était quasiment assurée au second tour de la présidentielle face à Marine Le Pen. Selon eux, l'adversaire à battre prioritairement était le chef de l'Etat. M^{me} Le Pen était ainsi épargnée.

Multiplication des ambiguïtés

A titre d'exemples, dans les 144 pages de l'ouvrage de Jean-Luc Mélenchon *L'Ere du peuple* (Fayard, 2014), véritable bréviaire du mélenchonisme, le terme « *extrême droite* » apparaît six fois, « *Marine Le Pen* » une fois, et « *Le Pen* » quatre fois. Dans ce livre, M. Mélenchon parle d'ailleurs de la peur du « *Yéti d'extrême droite de la politique française* », renvoyant ce courant à un personnage de contes et de légendes. Dans *Faites mieux ! Vers la révolution citoyenne* (Robert Laffont, 2023), essai de près de 360 pages, on trouve neuf occurrences d'« *extrême droite* » et une seule

TOUTES CES STRATÉGIES TRADUISENT UNE MÉCONNAISSANCE DU PARTI À LA FLAMME

de « *Le Pen* ». Depuis la présidentielle et les législatives de 2022 où le parti d'extrême droite a obtenu 89 députés (un député a perdu son siège depuis) et le résultat des européennes, la gauche a su relativiser son assurance de victoire face au RN. Mais difficile de rattraper en si peu de temps un manque de travail sur un parti qui ne cesse de muer.

Du côté présidentiel, si la promesse originelle était de faire le fameux « en même temps » (comprendre : en même temps de droite et de gauche), aucun travail de fond sur les propositions du RN n'a été fait. Au contraire, les ambiguïtés vis-à-vis de l'extrême droite se sont multipliées.

Comme, par exemple, lorsque le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, jugeait, en 2021, Marine Le Pen « *trop molle* » sur l'islam. Ce furent ensuite les confidences dans la presse amie comme *Valeurs actuelles*, ou encore un entretien dans le *Journal du dimanche* après sa reprise en main par Vincent Bolloré. Ou, plus récemment encore, quand Emmanuel Macron a qualifié, mardi 18 juin, « *de totalement immigrationniste* » le programme de l'union de la gauche, reprenant à son compte l'un des termes favoris du Rassemblement national.

Mais surtout, il y eut la loi « immigration », adoptée fin 2023. Les nombreuses concessions faites à la droite ont abouti à un texte reprenant des propositions du RN, mettant en cause l'égalité des droits sociaux et le droit du sol. Si les mesures les plus radicales n'ont pas passé l'examen du Conseil constitutionnel, il n'en demeure pas moins que certains fondamentaux lepénistes s'en sont trouvés légitimés. ■

ABEL MESTRE



conseil municipal, multiplie les selfies, engrange les encouragements, au milieu d'une population qui a voté le 9 juin à 23,53 % pour Raphaël Glucksmann, 20,92 % pour Jordan Bardella et 18,95 % pour Valérie Hayer, mais que l'on pourrait croire tout acquise à sa cause.

Dans un échange avec les journalistes, il n'en finit pas de justifier son choix de dissoudre. Il est « *normal* », juge-t-il, que les Français aient le vertige alors qu'il leur propose de sauter dans l'inconnu. Mais « *il fallait faire ce geste* », veut-il croire, car le pays « *s'était installé dans une forme d'inconfort passif. Le Rassemblement national avait gagné, c'était écrit. Et un président déconnecté allait continuer de faire des réformes impopulaires (...). Eh bien non, ce n'est pas ça, la République !* »

« UN COUP DE PIED AUX FESSES »
Convaincu que les Français vont désormais « *entrer dans les programmes* », Emmanuel Macron cible principalement celui du Nouveau Front populaire, à ses yeux « *totale-ment immigrationniste* ». « *Ils proposent d'abolir toutes les lois qui permettent de contrôler l'immigration* », dénonce-t-il. Le Rassemblement national, relégué dans ses propos au rang d'adversaire secondaire, est « *déraisonnable, et financièrement et dans son rapport à la politique* ».

Le chef de l'Etat interprète les résultats des européennes comme « *un coup de pied aux fesses* » de la part des Français, parce qu'il n'en aurait pas fait assez sur la sécurité et le pouvoir d'achat. « *J'ai plein de défauts, il y a des tas de choses que je n'ai pas bien faites* », lâche-t-il.

Six jours après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse d'une heure trente, qu'il ne ferait pas campagne, Emmanuel Macron s'invite donc dans la campagne, et observe qu'il « *a* » en Bretagne, « *terre chrétienne-démocrate, sociale-démocrate* », « *une vingtaine de circonscriptions à défendre* ». Alors que, pour la première fois depuis 2017, son visage ne figure pas sur les tracts de sa famille politique, Emmanuel Macron se montre pleinement engagé. En douze jours, « *si on en parle tous les jours et qu'on dépile les programmes* », « *c'est un combat qui se gagne* », assène-t-il. « *Le soldat qui ne se reconnaît pas vaincu a toujours raison* », a-t-il pu lire dans le granit de la Croix du souvenir, sur l'île de Sein. ■

NATHALIE SEGAUNES

Emmanuel Macron, sur l'île de Sein (Finistère), le 18 juin, lors d'une cérémonie commémorant l'appel du général de Gaulle, en 1940.

CHRISTOPHE ENA/VIA
REUTERS

A gauche, le choix épineux d'un potentiel premier ministre

Le Nouveau Front populaire a reporté la désignation d'un candidat pour Matignon, mais l'interrogation revient de manière récurrente

Qui deviendrait premier ministre, si la gauche arrivait en tête des élections législatives ? En négociant dans l'urgence les contours du Nouveau Front populaire, les partis de gauche, qui avaient fait de Jean-Luc Mélenchon l'étendard de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) en 2022, ont décidé de remettre à plus tard cette épineuse question. Las, chaque jour qui passe apporte son lot d'ambitieux.

« *Il y a Valérie* [Rabault, ex-députée du Tarn-et-Garonne], *Carole* [Delga, la présidente d'Occitanie], *moi, Boris* [Vallaud, ancien président du groupe PS] », égrène le maire socialiste de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol. Le député sortant de la Somme (La France insoumise, LFI) François Ruffin, Jean-Luc Mélenchon, ou encore le chef de file du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel, s'étaient déjà dits prêts à endosser l'habit de premier ministre.

Mais comment choisir l'hôte de Matignon ? Mardi 18 juin, le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, et le coordinateur de LFI, Manuel Bompard, se sont écharpés par médias interposés. « *Il y aura un vote car je ne connais pas d'autre façon d'arbitrer* », a dit pour la première fois le chef de file du parti à la rose sur BFM-TV. Et d'ajouter : « *Je ne peux pas imposer un premier ministre socialiste. Personne ne peut imposer un premier ministre "insoumis"* ».

Toujours sur BFM-TV, le premier lieutenant de Jean-Luc Mélenchon lui a répondu quelques heures plus tard. A son sens, il revient au groupe « *ayant le plus*

grand nombre de députés » de faire « *une proposition de candidat au poste de premier ministre* ». Autrement dit, à LFI, qui avait 75 des quelque 150 députés de gauche avant la dissolution.

« Cette fois, LFI est minoritaire »
« *Olivier Faure lui-même a proposé cette formule que je partage* », a ajouté M. Bompard, qui tient à garder cette prérogative qui s'imposait en 2022. « *Les gens votent Front populaire, pas LFI, qui n'a pas la majorité absolue dans la coalition* », conteste Luc Broussy, un proche de M. Faure.

Car, si Jean-Luc Mélenchon a promis qu'il ne chercherait pas à s'imposer, des fidèles continuent de pousser sa candidature. Une campagne battue en brèche par le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, le 19 juin sur Franceinfo : « *Jean-Luc Mélenchon ne se présente pas aux élections législatives et le premier ministre qui devra être demain à la tête d'un gouvernement devra être issu de l'Assemblée nationale* ». Une condition qui exclut de fait Jean-Luc Mélenchon, qui n'est pas can-

LE CHEF DU GOUVERNEMENT « DEVRA ÊTRE ISSU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE »

FABIEN ROUSSEL
secrétaire national du PCF

didat aux élections législatives, contrairement à Fabien Roussel, député sortant du Nord.

Si les socialistes ont choisi de reporter le débat, c'est aussi parce qu'ils espèrent se renforcer aux législatives. « *La Nupes, c'était Jean-Luc Mélenchon, qui avait fait 22 % à la précédente élection. Cette fois, LFI est minoritaire* », développe Nicolas Mayer-Rossignol. Lors des négociations sur le Nouveau Front populaire, LFI a obtenu 40 % des investitures, contre 60 % en 2022.

Ensemble, socialistes, communistes et écologistes, qui n'envisagent pas de choisir M. Mélenchon, pourraient être bien plus

La CGT appelle à voter en faveur des candidats de gauche

Compte tenu « *de la gravité de la situation* », la CGT a appelé, mardi 18 juin, à voter en faveur des candidats du Nouveau Front populaire lors des élections législatives. Selon elle, le programme porté par la coalition des partis de gauche « *est celui qui répond le mieux aux attentes* » du monde du travail. Elle espère ainsi « *ouvrir des perspectives de progrès* » et « *faire barrage à l'extrême droite* ». Dans son histoire, la CGT avait déjà donné des consignes de ce type, notamment en 1936, à la Libération ou au moment des scrutins présidentiels de 1974 et 1981. En 2022, elle avait aussi formé le vœu qu'« *un bloc de députés progressistes le plus important possible* » se constitue à l'Assemblée nationale.

Le cas « Ciotti » embarrasse toujours LR

Des cadres du parti souhaitent convoquer un troisième bureau politique pour l'exclure

Lundi 17 juin, les ténors du parti Les Républicains (LR) « canal historique » ont battu le rappel auprès des membres du conseil national. Il s'agit d'exclure pour de bon, cette fois, Eric Ciotti, ce président accusé d'avoir pactisé dans leurs dos avec le Rassemblement national (RN) sans mandat pour le faire. Déchu par deux premiers bureaux politiques les 12 et 14 juin, le nouvel allié de l'extrême droite a été provisoirement rétabli dans ses fonctions par le tribunal judiciaire de Paris, vendredi soir. « *M. Ciotti a engagé un bras de fer judiciaire contre notre famille politique. Nous ne l'acceptons pas et nous ne céderons rien* », écrivent les membres du conseil national, dont des figures majeures du parti comme Gérard Larcher, Laurent Wauquiez, François-Xavier Bellamy, Valérie Pécresse ou encore Xavier Bertrand.

Cette troisième tentative se veut inattaquable au niveau du droit, quand la première avait force de symbole, avec la présence de presque tous les dirigeants LR pour rejeter cette union des droites. « *On a été pris par le temps et la nécessité de faire de la politique*, explique la sénatrice de Paris et membre du bureau politique Agnès Evren. *On n'allait pas dire aux électeurs d'attendre que nous consultations notre avocat pour savoir quoi faire.* »

Les « anti-ciottistes » ont réuni lundi le quart de signatures nécessaires (700) auprès des membres du conseil national dans le but d'obliger M. Ciotti à convoquer un bureau politique sous huit jours en conformité avec les statuts du parti. L'objectif est donc de régler le cas du Niçois avant le premier tour des législatives. Dans ce sens, une lettre lui a été envoyée au 4. place du Palais-Bourbon, à Paris, soit l'adresse du siège des Républicains. « *Je n'ai rien reçu* », assure au *Monde* le principal intéressé.

Pénible feuilletton judiciaire

Difficile de croire qu'Eric Ciotti ignore les projets de ses anciens amis. « *L'objectif est la révocation du mandat d'Eric Ciotti avant son exclusion définitive en accord avec les articles 5.5.1, 5.4 et 5.5 de notre règlement intérieur pour que cela soit juridiquement carré* », détaille M^{me} Evren. Certains doutent pourtant de la démarche et prédisent un pénible feuilletton judiciaire. « *Ils veulent mettre Ciotti en minorité, mais cela ne fera que remettre une pièce dans la machine en pleine campagne* », désespère un cadre du parti frappé par « *l'amateurisme dont toute cette affaire a été menée* ».

Lors du bureau politique du 14 juin, seul Alain Joyandet avait

voté contre l'exclusion de M.Ciotti, tout sauf un vote de soutien pour ce « *gaulliste social* ». « *Je plaide depuis des mois pour un accord avec la majorité*, avance le sénateur de la Haute-Saône. *J'ai exploré que nous réglions juste le cas d'Eric Ciotti alors que son choix de s'allier au RN a le mérite de clarifier les choses et nous offre la chance d'enfin définir la ligne politique de notre parti.* »

L'ancien secrétaire d'Etat de Nicolas Sarkozy prend la gauche en exemple pour appuyer son raisonnement avant d'ajouter, « *nous aurions dû présenter des candidats communs avec Horizons, Renaissance ou le MoDem* ». Dans sa fédération de la Haute-Saône, M. Joyandet a passé un accord pour favoriser Alain Chrétien (« *un ami* »), candidat Horizons dans la 1^{re} circonscription face au député sortant, le RN Antoine Villedieu.

Face à tant de subtilités, l'électeur LR, lui, doit avoir un nuancier à sa disposition pour s'y retrouver entre toutes ces droites. D'un côté, les 62 candidats « ciottistes » – réunis sous la bannière Rassemblement des droites – dont seulement huit sont à jour de cotisation chez Les Républicains, selon un document consulté par *Le Monde*. De l'autre, plus de 400 postulants investis par la commission nationale d'investiture,

nombreux que les « insoumis ». L'ancien député des Bouches-du-Rhône Patrick Mennucci pense que le PS peut « *plus que doubler* » par rapport à la trentaine de députés sortants, et même devenir le premier groupe à gauche devant les « insoumis ».

Les socialistes ont récupéré les investitures de circonscriptions où LFI avait perdu en 2022. Comme à Rouen, ou encore en Corrèze, où se présente François Hollande. « *Le but, c'est d'aller chercher des territoires, comme en Occitanie ou à Montpellier* », appuie le président du conseil départemental de Haute-Garonne, Sébastien Vinci.

L'identité du futur premier ministre devra aussi tenir compte du nouveau visage de l'Assemblée. « *Il faudra un premier ministre capable de rassembler au-delà de nos rangs* », avance le sénateur (PCF) Ian Brossat. A ce stade, aucun profil n'émerge : François Ruffin est considéré comme trop à gauche pour l'aile droite du PS et Laurent Berger, l'ancien secrétaire général de la CFDT, brandi par la tête de liste PS-Place publique aux européennes, Raphaël Glucksmann, peut difficilement convenir à LFI. L'ancien syndicaliste n'a toujours pas fait part de ses intentions.

Pas sûr qu'au final, cette option arrange la palanquée de candidats à Matignon. « *Pourquoi aller chercher Berger ?* », s'interroge M. Broussy. L'écologiste Sandrine Rousseau préfère faire revenir tout le monde à la réalité : « *Ce genre de débat, c'est mettre la char-rue avant les bœufs. Là, on a une bataille historique à mener.* » ■

SANDRINE CASSINI

ceux qui approuvent la ligne « in-dépendante et non compromise avec la majorité » vantée par M^{me} Genevard sans pour autant toujours partir sous l'étiquette LR, et, enfin, ceux alliés à la Macronie pour former « *l'arc républicain* » cher au président de la République, Emmanuel Macron.

Rien d'étonnant alors que la marque LR soit peu mise en avant sur les affiches de campagne. « *Une majorité de nos élus sortants font campagne sur leur nom et non sur celui du parti, et c'est compréhensible* », concède M^{me} Evren. Dans le Jura, Marie-Christine Dal-loz dit ainsi « *repartir en campagne, seule avec [son] équipe, sans famille politique* » et sous l'étiquette « *divers droite* ». D'autant plus que vendredi, le tribunal judiciaire de Paris a refusé de se prononcer sur le fond sur l'interdiction des sigles et marques Les Républicains, demandée par M.Ciotti, rendant la situation encore plus illisible quant à l'utilisation du sigle LR.

Eric Ciotti et Laurent Wauquiez peuvent afficher sur leurs réseaux sociaux la même photo du général de Gaulle derrière son micro à Londres en 01940, l'appel du 18 juin 2024 sonne dans le vide pour une droite divisée, aussi bien sur le terrain qu'au tribunal. ■

ALEXANDRE PEDRO

Au RN, des reculs et des mesures inapplicables

Jordan Bardella a affiché ses priorités en cas de victoire. Plusieurs d’entre elles butent sur la législation

BRUXELLES - bureau européen,

Le programme du Rassemblement national (RN) se résume, pour l’instant, à quelques « mesures d’urgence » dévoilées au journal *Le Parisien*, mardi 18 juin. Jordan Bardella devrait le présenter plus en détail, en début de semaine prochaine. Une sorte de discours de politique générale avant l’heure pour celui qui aspire à devenir premier ministre à l’issue des législatives des 30 juin et 7 juillet. Le vrai discours de politique générale, celui donné par tout nouveau chef de gouvernement à la tribune de l’Assemblée nationale, le leader d’extrême droite le conditionne à l’obtention de la majorité absolue.

Dans l’esprit du jeune candidat de 28 ans, qui n’a jamais participé au moindre exécutif, impossible de se retrouver dans la situation d’Elisabeth Borne ou de Gabriel Attal, à la merci de la première motion de censure ou de négociations ardues avec des partenaires gourmands. Si quelques voix manquent, au-delà de l’alliance déjà formée avec Eric Ciotti, elles pourraient se trouver chez des députés Les Républicains (LR) « canal historique », à condition qu’ils s’engagent fermement à voter le budget. « On ne veut pas passer de budget avec l’article 49.3, insiste Renaud Labaye, bras droit de Marine Le Pen à l’Assemblée. Soit vous êtes dans la majorité, soit vous êtes dans l’opposition. »

« Je n’envisage pas d’être un collaborateur du président », a affirmé, sur Europe 1, le président du RN, réclamant le « pouvoir pour changer de politique dans notre pays ». Or, « s’il y a une majorité relative, le premier ministre ne peut pas agir », estime-t-il. Une prudence décrite comme un « refus d’obstacle » par l’actuel locataire de Matignon, Gabriel Attal, et que le parti décrit comme une façon de mobiliser son électorat.

Cette première réserve de Jordan Bardella à l’exercice du pouvoir fait suite à plusieurs autres, émises depuis une semaine par les dirigeants lepénistes, sur l’application d’un programme très coûteux, selon Bercy. De nombreuses mesures, sur les services publics notamment, sont désormais soumises à un « audit financier » à l’issue duquel le RN, en 2025, pourrait conclure qu’il n’a pas les moyens d’agir. D’autres mesures plus symboliques et figurant historiquement au programme du RN sont remises à l’après-2027, a précisé Jordan Bardella au *Parisien*.

Le programme immédiat de Jordan Bardella est, lui, concentré sur trois piliers : pouvoir d’achat, insécurité et immigration, auxquels il adjoindrait une mesure de lutte contre les déserts médicaux. Mais la plupart de ces mesures se heurtent à l’Union européenne (UE) et possiblement à la Constitution.

Sur le pouvoir d’achat, le risque de sortir des clous européens Pour « rendre du pouvoir d’achat aux Français », Jordan Bardella entend, d’une part, réduire la TVA de 20 % à 5,5 % sur les énergies ; d’autre part, s’abstraire des règles européennes en matière de prix de l’électricité, assurant que cela ferait baisser le coût de l’électricité pour les consommateurs français. Deux mesures coûteuses, qu’il financerait en partie par une baisse de 2 milliards d’euros de la contribution française au budget européen.

Ce geste, si on en imagine les conséquences en chaîne, pourrait entraîner la France en dehors de l’Union. Quant aux deux mesures sur l’électricité, la première n’est



Jordan Bardella, en visite dans une exploitation agricole, à Chuelles (Loiret), le 14 juin. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

« ON NE VEUT PAS PASSER DE BUDGET AVEC L’ARTICLE 49.3. SOIT VOUS ÊTES DANS LA MAJORITÉ, SOIT VOUS ÊTES DANS L’OPPOSITION »

RENAUD LABAYE
bras droit de Marine Le Pen
à l’Assemblée nationale

que partiellement faisable – à moins, là encore, de se mettre dans l’illégalité – et la deuxième pourrait s’avérer très coûteuse.

Tous les sept ans, les Vingt-Sept négocient le budget européen, qui doit être adopté à l’unanimité. Le cadre financier pluriannuel actuel, qui couvre la période 2021-2027, vient d’être (difficilement) amendé et il est impensable qu’il le soit de nouveau pour faire plaisir à Paris. Dès lors, un premier ministre français qui souhaiterait alléger la contribution du pays devrait attendre les discussions à venir pour le prochain budget 2028-2034. Sans garantie d’être écouté.

Il y a certes des précédents. Après l’offensive de Margaret Thatcher – « *I want my money back* » (« je veux récupérer mon argent »), disait la première ministre britannique –, le Royaume-Uni avait négocié un rabais, en 1984, suivi par cinq autres Etats membres. Mais ces discussions se font au niveau des chefs d’Etat et de gouvernement européens, à la table du Conseil, à laquelle siège, pour la France, le président de la République.

Dans l’immédiat, Jordan Bardella n’a donc aucune marge de manœuvre. Il pourrait certes, s’il s’installait à Matignon, faire défaut et ne pas respecter les engagements de la France. Dans ce cas, « la Commission utiliserait tous les leviers en sa possession, elle lancerait une procédure d’infraction mais elle irait plus loin, par exemple en arrêtant de verser à la France des fonds de la PAC [politique agricole commune] ou de la cohésion », estime un diplomate européen.

En 2022, la France a contribué au budget de l’Union à hauteur de

26,5 milliards d’euros. En contrepartie, elle a touché 16,9 milliards d’euros, ce qui fait d’elle un contributeur net à hauteur de 9,6 milliards d’euros. Elle a aussi bénéficié, en 2022, des fonds du plan de relance européen post-Covid-19 (8,2 milliards d’euros) qui doit s’interrompre en 2026.

Se libérer des règles européennes en matière de prix de l’électricité exposerait la France au lancement immédiat d’une procédure d’infraction, dont la Hongrie a vu récemment qu’elle pouvait coûter cher. Une telle décision aurait aussi pour conséquence d’exasperer les partenaires de la France, qui viennent de s’accorder sur une réforme de ce marché. Notamment l’Allemagne, qui achèterait de l’électricité à un prix supérieur à celui consenti aux entreprises et aux ménages français. Les Vingt-Sept ne manqueraient pas de prendre des mesures de rétorsion.

Enfin, Jordan Bardella assure qu’il baisserait la TVA sur l’électricité, le gaz, le fioul et les carburants. Selon les règles en vigueur depuis 2022, les Etats membres peuvent appliquer un taux réduit sur une liste de produits dans laquelle ne figurent ni les carburants ni le mazout. Paris devrait donc se lancer dans une renégociation de la directive TVA, qui nécessite, elle aussi, l’unanimité.

Sur l’immigration, le risque de l’inconstitutionnalité Le RN entend faire voter une « loi d’urgence » sur l’immigration dès son arrivée au pouvoir. Elle s’articulerait autour de deux axes forts : la

suppression du droit du sol et le remplacement de l’aide médicale d’Etat (AME) par un fonds qui « ne couvrira que les urgences vitales ».

La première mesure se heurte à une incertitude. Le droit du sol, qui permet aujourd’hui à un enfant né en France de parents étrangers de devenir français à sa majorité ou par déclaration anticipée à partir de ses 13 ans, a déjà connu des restrictions. Sous les lois Pasqua-Méhaignerie, entre 1993 et 1998, le jeune devait manifester sa volonté d’acquérir la nationalité française. En outre, à Mayotte, un régime dérogatoire a été instauré en 2018, selon lequel l’enfant né sur l’archipel doit justifier qu’un de ses parents était en situation régulière depuis au moins trois mois avant sa naissance.

Mais s’il veut totalement supprimer le droit du sol, le RN s’expose à un risque d’inconstitutionnalité. « Si l’idée est de basculer vers une logique de naturalisation par décret, qui suppose non seulement des conditions mais aussi une appréciation discrétionnaire par l’administration, alors se trouve un risque d’inconstitutionnalité car on rompt avec la logique de droit », estime Jules Lepoutre, professeur de droit public à l’université Côte d’Azur.

Le Conseil constitutionnel ne s’est jamais prononcé sur le fait de savoir si le droit du sol est un principe fondamental reconnu par les lois de la République. « S’il était saisi, le Conseil constitutionnel devrait rechercher, dans les régimes républicains antérieurs à la Constitution de 1946, s’il se dégage un

principe qui donne aux enfants nés en France de parents étrangers la possibilité d’acquérir la nationalité », précise Mathieu Carpentier, professeur de droit public à l’université Toulouse Capitole. C’est de la pure activité interprétatrice et le Conseil n’aura peut-être pas envie d’aller au clash. »

Quant à l’AME, cette couverture maladie qui bénéficie aujourd’hui à plus de 460 000 étrangers sans papiers, les résultats d’une mission d’évaluation, publiés le 4 décembre, ont rappelé que son remplacement par une aide médicale d’urgence comporte un « risque important de renoncement aux soins », qui « aurait pour triple impact une dégradation de l’état de la santé des personnes concernées, des conséquences possibles sur la santé publique et une pression accentuée sur les établissements de santé ».

Sur l’insécurité, des mesures à l’efficacité discutable Pour faire baisser l’insécurité, autre priorité décrétée par Jordan Bardella, le RN annonce son intention de mettre en œuvre immédiatement deux classiques des programmes de droite et d’extrême droite : les « peines planchers », qui seraient réservées aux délits liés aux stupéfiants et aux atteintes aux personnes dépositaires de l’autorité publique ; et la suppression des allocations familiales pour les parents de mineurs délinquants.

Les premières ont déjà été mises en place sous la présidence de Nicolas Sarkozy, en 2007, avant d’être supprimées sous François Hollande, en 2012. Les résultats furent plus que mitigés : selon une étude de l’Institut des politiques publiques sortie en mars, la loi « n’a pas eu d’effet dissuasif à court terme ». Ce mécanisme de peine minimale, donc non aménageable, avait induit une « forte hausse des peines de prison » et risque donc d’empirer la situation des prisons françaises déjà surpeuplées (77 647 détenus au 1^{er} mai soit une densité carcérale globale de 125,3 %).

La suppression des allocations familiales pour les parents de mineurs délinquants pose également des problèmes sociaux et juridiques. La Ligue des droits de l’homme estime ainsi qu’elle ris-

SE LIBÉRER DES RÈGLES EUROPÉENNES SUR LE PRIX DE L’ÉLECTRICITÉ EXPOSERAIT LA FRANCE À UNE PROCÉDURE D’INFRACTION

que d’aggraver la situation des familles les plus précaires. Surtout, note l’association, « il s’agirait d’une punition collective, contraire au principe de personnalité des peines ». Si les parents sont responsables civilement de leurs enfants, par l’indemnisation des préjudices, ils n’en sont pas responsables pénalement. « Une telle reconnaissance serait contraire au principe selon lequel on n’est pénalement responsable que de son propre fait », note Eudoxie Gallardo, maître de conférences en droit privé à Aix-Marseille Université, dans un article publié par Le Club des juristes. Ce principe, qui figure dans le code pénal, a une valeur constitutionnelle et conventionnelle. On ne peut donc y déroger.

Contre les déserts médicaux, une simple incitation fiscale Maintenir en exercice les médecins retraités par un avantage fiscal : voilà la « mesure d’urgence » en matière de santé avancée par Jordan Bardella. Dans la lutte contre les déserts médicaux, la formation d’extrême droite ne jouera donc pas la carte de la contrainte à l’installation des médecins – un « chiffon rouge », pour la profession –, mais bien celle des incitations. Promesse est donc faite d’exonérer les médecins d’impôt sur les revenus tirés d’une activité pratiquée dans le cadre du cumul emploi-retraite. Sans limite d’âge, mais surtout sans limite géographique – alors qu’une partie des incitations financières et des aides à l’installation est, aujourd’hui, ciblée vers les zones sous-dotées.

« Cela enverra, dès l’été, un signal pour renforcer l’offre de santé sur tout le territoire », défend M. Bardella. A voir. « L’appel d’air d’une telle mesure fiscale, qui vient s’ajouter à d’autres dispositifs ayant favorisé, ces vingt dernières années, le cumul emploi-retraite pour les médecins salariés hospitaliers comme pour les libéraux, est très incertain », réagit Jean-Marcel Mourgues, vice-président de l’ordre des médecins, chiffres à l’appui : quelque 21 500 praticiens sont déjà en cumul emploi-retraite, trois fois plus qu’en 2010 (pour 87 000 retraités sans activité). « Le vivier de jeunes retraités est amené à s’assécher », dit-il.

Dans les rangs des libéraux, les réactions sont partagées : certains y voient une « mesure de bon sens », en attendant que la jeune génération de praticiens s’étoffe ; d’autres épignent une « annonce démagogique » et le risque d’un « effet d’aubaine ». « Si les médecins ne s’installent pas quelque part, c’est d’abord parce qu’ils n’ont pas envie d’y vivre, et pas pour des raisons financières », observe l’économiste de la santé Nicolas Da Silva. Donner de meilleures rémunérations à ceux qui sont déjà dans des déserts médicaux ne garantit pas d’en attirer plus. » ■

MATTEA BATTAGLIA, CLÉMENT GUILLOU, VIRGINIE MALINGRE, ABEL MESTRE ET JULIA PASCUAL



Extrême droite et droite, une longue histoire tourmentée

Depuis quarante ans, l’histoire des deux formations est faite de transfuges d’un camp à l’autre, d’approches et d’unions avortées

L’adage est connu : l’histoire ne se répète pas, elle bégaie. Mardi 11 juin, Marine Le Pen a réalisé ce qui semblait impossible : un accord national avec Les Républicains (LR) – du moins avec le président du parti, Eric Ciotti – avant les élections législatives. M. Ciotti a agi contre l’avis du reste de la direction de son parti, entraînant une crise sans précédent. En position de favori, le Rassemblement national (RN), héritier du Front national (FN), dont l’une des matrices était le rejet de Charles de Gaulle, vient de faire imploser le parti issu du gaullisme. Pour beaucoup de ténors de la droite, M. Ciotti trahit l’héritage de Jacques Chirac et son « *cordon sanitaire* », qui empêchait tout accord entre la droite parlementaire et l’extrême droite. Voire. Car l’his-

toire du FN et du RN avec la droite est celle d’une relation tourmentée faite de transfuges d’un camp à l’autre mais aussi d’approches et d’unions avortées. Ironie politique : l’émergence médiatique du FN est même due à un accord, conclu il y a un peu plus de quarante ans, entre le RPR (ancêtre de LR) et le parti d’extrême droite. En 1983, à Dreux, une élection municipale met la lumière sur le FN, alors groupuscule d’extrême droite, qui avait été incapable de présenter son leader, Jean-Marie Le Pen, à la présidentielle de 1981. Le secrétaire général du parti, Jean-Pierre Stirbois, laboure le terrain de cette commune d’Eure-et-Loir. Contre la maire socialiste, Françoise Gaspard, le FN fait liste commune avec le RPR. La gauche l’emporte de justesse, mais le scrutin, entaché d’irrégularités,

est annulé. Pour la nouvelle élection, RPR et FN font listes séparées au premier tour mais s’entendent pour une fusion au second. Tollé général, mobilisation des artistes et des intellectuels. Sans effet notable : la liste RPR-FN gagne la mairie. Cet événement restera connu chez les lepénistes comme le « tonnerre de Dreux ». A droite, certaines voix se font entendre pour critiquer l’accord, comme celles du gaulliste Jacques Chaban-Delmas et de la centriste Simone Veil. Mais, Jacques Chirac, alors président du RPR, ne condamne pas la démarche : « *Cela n’a aucune espèce d’importance d’avoir quatre pèlerins du FN à Dreux, comparé aux quatre communistes au conseil des ministres* » déclare-t-il ainsi, une semaine après l’élection. Dans leur *Histoire du Front national* (Tallandier, 2014), Dominique Albertini et David Doucet notent que, « *dans un contexte marqué par la guerre froide, et surtout par les récentes déculotées électorales de la droite, le sentiment de Chirac n’est pas marginal* ».

Accords locaux
Au-delà de l’affaire de Dreux, le FN attire, dans les années 1980 et 1990, plusieurs cadres de la droite et du centre, persuadés que leurs organisations sont trop timorées pour prôner des mesures radicales contre l’immigration. C’est le cas de Jean-Yves Le Gallou, énarque, intellectuel, concepteur de la « préférence nationale », qui reste le fondement du programme du Rassemblement national. « *Je décide d’aller au FN [en 1985], dans mon esprit, doit servir d’aiguillon à la droite parlementaire. A cette époque, le FN est dans une logique d’union avec le RPR* ». M. Le Gallou restera au FN jusqu’à

EN 1983, À DREUX, UNE ÉLECTION MUNICIPALE MET LA LUMIÈRE SUR LE FN, ALORS GROUPUSCULE

la scission de Bruno Mégret, en 1999, venu, lui aussi de la droite classique. En attendant, et même si les directions des partis de droite condamnent les rapprochements, les années 1980 et 1990 sont celles des accords locaux. Exemple, en Provence-Alpes-Côte d’Azur, où le RPR et l’UDF ont fait alliance avec le Front national et dirigé la région avec lui, de 1986 à 1992. Il y eut aussi des désistements réciproques à Marseille lors des législatives de 1988 entre candidats RPR et frontistes. C’est aussi l’époque où des structures parallèles aux partis se mettent en place. C’est ce que l’on a appelé la « nouvelle droite » avec le Grece, le Groupement de recherche et d’études pour la civilisation européenne, fondé dès 1969, et surtout le Club de l’Horloge, think tank réunissant à partir des années 1970 des intellectuels de droite et d’extrême droite, qui vise à l’union de « *toutes les droites* ». Deux événements vont mettre un coup d’arrêt durable à ces initiatives. D’abord, en 1987, la déclaration de Jean-Marie Le Pen qualifiant les chambres à gaz nazies de « *point de détail de l’histoire de la seconde guerre mondiale* ». Ensuite, la profanation du cimetière juif de Carpentras, en 1990, d’abord attribuée à des militants FN (il s’avérera que ce fut l’œuvre

de skinheads néonazis). « *C’est ça, les points de bascule*, confirme aujourd’hui M. Le Gallou. *L’union ne se fait pas, à cause des pressions extérieures sur le RPR et l’UDF ainsi que de la montée en puissance de la diabolisation*. » C’est le fameux « *cordon sanitaire* ». Les effets sont très concrets : les élus et/ou candidats locaux qui cédaient à la tentation frontiste se voyaient exclure quasi automatiquement ; en cas de second tour opposant la gauche à l’extrême droite, la droite parlementaire appelait à voter à gauche. Plus qu’infréquentables, les lepénistes sont radioactifs.

« La grosse affaire »
« *Cette ligne ne fut véritablement contestée qu’en 1998, notamment dans la région Rhône-Alpes, où le président sortant, Charles Millon, a conclu un accord politique avec le FN pour conserver l’exécutif de la collectivité* », soulignent Gaël Brustier et Fabien Escalona dans un texte paru dans l’ouvrage collectif *Les Faux-Semblants du Front national* (Presses de Sciences Po, 2015). « *Ça a été la grosse affaire. Cette année-là, plusieurs régions peuvent échapper à la gauche si les élus FN votent pour la droite au sein des conseils*, se rappelle M. Gollnisch, pilier du parti. *Je suggère cette idée à Jean-Marie Le Pen et à la direction, qui acceptent*. » L’idée est de proposer un programme minimal et assez consensuel (refus des hausses d’impôt, priorité à la sécurité, défense de « *l’identité culturelle française et régionale* »), pour que la droite le signe. Ainsi, il n’y est pas fait mention de la préférence nationale. Comme en Rhône-Alpes, d’autres présidents de région (Bourgogne, Centre, Languedoc-Roussillon, Picardie), tous UDF, acceptent les voix frontistes. Crise à

droite : Philippe Séguin, patron du RPR, et François Léotard, qui dirige l’UDF, s’y opposent fermement. Des manifestations entre les deux tours réunissent plusieurs milliers de personnes. Cet épisode a longtemps gelé toute idée d’alliance avec la droite. Au FN, d’abord sous Jean-Marie Le Pen puis sous Marine Le Pen à partir de 2011, le choix est de dire « *Ni droite ni gauche* ». Sauf que le mode de scrutin aux législatives est défavorable au parti lepéniste. Surtout, en près de quinze ans, le FN (devenu RN en 2018) a su inverser le rapport de force avec la droite. C’est désormais le parti à la flamme qui domine. Les frontistes savourent le moment avec une certaine gourmandise : « *Quand j’ai adhéré au FN, à la fin des années 1980, j’étais persuadé qu’il y allait avoir un accord. On a toujours tendu la main mais, la plupart du temps, on s’est fait cracher à la gueule et ils appelaient à voter à gauche* », rappelle Louis Aliot, vice-président du RN. Pour lui, qui a toujours été partisan de la stratégie dite « de dédiabolisation » portée par Marine Le Pen, ce qui a changé est que son parti est devenu fréquentable depuis que le RN n’est plus frappé de l’accusation d’antisémitisme. Une chose est sûre : l’accord signé avec Eric Ciotti pourrait permettre pour la première fois à l’extrême droite de trouver une majorité parlementaire et d’accéder au pouvoir. En 2011, Marine Le Pen le disait déjà : « *Dans les États-majors des partis politiques, ils ont compris que, à quelques centaines de voix près, aux législatives, nos résultats peuvent entraîner 300 élus. Il y a un seuil au-delà duquel la résistance à notre progression ne sera plus possible* ». ■

ABEL MESTRE

Excepté la majorité, tous les partis veulent supprimer la niche fiscale des armateurs

Cette « dépense fiscale » est l’une des plus importantes, après le crédit d’impôt recherche, les déductions pour les emplois à domicile et l’abattement de 10 % pour les retraités

Un vent très désagréable souffle ces jours-ci sur Marseille, où l’armateur de porte-conteneurs CMA CGM a installé son siège mondial. Le Rassemblement national (RN) a inscrit in extremis dans son programme la suppression de l’avantage fiscal dont le secteur bénéficie depuis vingt ans, en France et dans les autres pays de l’Union européenne, afin de résister à la concurrence des armateurs asiatiques et aux pavillons de complaisance. Il préconise l’abrogation de la taxe forfaitaire au tonnage sur leurs navires en propriété sous pavillon européen, qui se traduit par un prélèvement limité à environ 2 % du chiffre d’affaires, et un retour au droit commun, celui de l’impôt sur les sociétés (IS) taxant les bénéfices à 25 %.

« *C’est une nouvelle mesure de notre feuille de route*, explique Jean-Philippe Tanguy, ex-député de la Somme et potentiel ministre de l’Économie de Jordan Bardella si le président du parti d’extrême droite accédait à Matignon. *Il n’y a aucune raison pour que les armateurs bénéficient d’une telle niche fiscale, aucune contrainte particulière qui le justifie. Il ne s’agit pas de leur imposer une nouvelle taxe, mais de leur faire payer les mêmes impôts que les autres acteurs économiques*. » Le « M. Économie » du RN estime que « *ces pratiques fiscales jouent un rôle dans la crise de la démocratie* ». Si la mesure a été ajoutée au dernier moment

pour répondre aux injonctions de trouver des recettes immédiates, admet-il, elle s’inscrit « *dans une stratégie plus large pour imposer les superprofits* ». Sur les 465 « dépenses fiscales » en 2023, la niche des armateurs (à laquelle s’ajoute l’exonération de cotisations patronales sur les salaires des marins et des taxes sur le fioul) est l’une des plus importantes, après le crédit d’impôt recherche (CIR), les déductions pour les emplois à domicile et l’abattement de 10 % pour les retraités. Elle a représenté 5,6 milliards d’euros de manque à gagner pour l’État en 2023, après 3,8 milliards en 2022, selon le ministère de l’Économie et des finances.

Volatile et aléatoire
En période de disette budgétaire, la demande d’abrogation fait presque l’unanimité dans le monde politique. Seule la majorité présidentielle ne l’évoque pas. Sans surprise, les partis de

gauche y sont favorables ; Les Républicains aussi, qui ont proposé la quasi-suppression de la taxe au tonnage lors de l’examen du projet de loi de finances 2024 et un retour au droit commun. C’est évidemment CMA CGM, numéro 3 mondial du porte-conteneurs, qui a le plus à perdre dans l’affaire, même si des sociétés comme Bourbon ou Louis Dreyfus Armateurs sont concernées. Dans un entretien au *Monde* (6 mai), le PDG du géant marseillais, Rodolphe Saadé, défendait le statu quo en rappelant qu’il paye l’IS sur la logistique, une part croissante de son activité, et les terminaux portuaires. La taxe au tonnage, ajoutait-il, « *on la paie, que l’on gagne de l’argent ou pas* », rappelant qu’il avait réinvesti l’essentiel des superprofits de 2021-2022 (40 milliards d’euros). « *Qu’est-ce que ça veut dire, les superprofits ? Nous avons connu deux années exceptionnelles. Le reste du temps, nos résultats*

sont en dents de scie. Quand le cycle économique est favorable, nous investissons : 35 milliards d’euros sur cinq ans, utiles à l’entreprise et au pays. » Les principaux concurrents de CMA CGM, comme l’italo-suisse MSC, le danois A. P. Moller-Maersk ou l’allemand Hapag-Lloyd, bénéficient aussi de cet avantage. Sa suppression unilatérale par la France créerait donc une distorsion de concurrence. Mais M. Tanguy juge probable que les pays d’origine de ces compagnies souhaiteront à leur tour y regarder de plus près. D’autant que le rapport de force s’est inversé : les numéros un, deux, trois et cinq du secteur sont désormais européens, le chinois Cosco se classant à la quatrième place, le taïwanais Evergreen à la sixième et le japonais One à la septième. Le RN a trouvé une recette nouvelle, populaire et indolore pour le contribuable. Mais aussi volatile et aléatoire que peut l’être le marché du transport par conteneur. Durant la décennie 2010-2020, les grands du *shipping* ont oscillé entre pertes et bénéfices modestes, les taux de fret jouant au yo-yo en fonction des échanges commerciaux et des capacités excédentaires ou déficitaires des flottes. Après une folle exubérance entre la fin de 2020 et le début de 2023, ils ont chuté jusqu’en décembre avant de se redresser en raison de la crise en mer Rouge. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

5,6 MILLIARDS

C’est, euros, le coût pour les finances publiques, en 2023, de l’exonération d’impôt sur les sociétés bénéficiant aux armateurs sous pavillon européen. L’avantage fiscal est par nature fluctuant (il a coûté 3,8 milliards d’euros en 2022), puisqu’il est lié aux bénéfices des armateurs français. Le premier d’entre eux, CMA CGM, a vu son excédent avant taxation baisser de 73 % (8,4 milliards d’euros contre 31) dans ses résultats 2023 publiés en février.

Education : des courriers sur le devoir de réserve émeuvent

Quel est le périmètre du devoir de réserve des fonctionnaires en période électorale ? Des courriers de cabinets de rectorat ou de directeurs académiques des services de l’éducation nationale (Dasen) ont suscité l’émoi, depuis l’annonce de la tenue de législatives. Adressés aux inspecteurs et aux chefs d’établissement, ils expliquent que les fonctionnaires sont tenus jusqu’au scrutin de « *s’abstenir de participer à toute manifestation ou cérémonie publique de nature à présenter un caractère électoral* ». Dans l’académie de Rennes, le mail est arrivé dans les écoles le 11 juin, suscitant la stupeur. « *Cette période de réserve ne concerne pas les directeurs et professeurs, comme ils n’ont pas de position hiérarchique* », a réagi Guislaine David, secrétaire générale du SNUipp-FSU. Peu après, l’académie plaidait l’erreur de destinataires. Un e-mail du même type a été envoyé à des directeurs d’école dans le Vaucluse.

« CETTE PÉRIODE DE RÉSERVE NE CONCERNE PAS LES DIRECTEURS ET PROFESSEURS »

GUISLAINE DAVID
SNUipp-FSU

Du côté des collèges et des lycées, « *des chefs d’établissement, dans le Rhône ou dans l’Essonne par exemple, ont pu transférer ces courriers à des enseignants* », souligne Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU, pour qui ces envois « *participent d’un climat anxigène, alors que l’extrême droite pourrait arriver au pouvoir* ». Eric Nicollet, secrétaire général du syndicat des inspecteurs SUI-FSU, ne décolère pas. « *Les abus de pouvoir et tentatives d’intimidation des recteurs et Dasen se multiplient. Les inspecteurs ne sont pas des sous-citoyens, a-t-il écrit-il sur X, le 14 juin. En dehors de l’exercice de nos fonctions, nous sommes libres de participer à des manifestations et de nous y exprimer*. » A quoi les fonctionnaires sont-ils tenus ? Le devoir de réserve n’est pas cadré par une loi. Il s’agit d’une tradition républicaine construite sur la base de la jurisprudence des tribunaux administratifs. Contacté, le ministère de l’éducation joue l’apaisement. Les consignes de « *s’abstenir de participer à toute manifestation ou cérémonie publique susceptible de présenter un caractère préélectoral* » concernent « *la haute fonction publique* », dit-il. Si les fonctionnaires sont tenus à une obligation de neutralité dans l’exercice de leurs fonctions, ils conservent en dehors un devoir de réserve, dont l’étendue dépend de leur niveau hiérarchique. Mais ce devoir « *ne fait pas obstacle à ce que les personnels, inspecteurs ou personnels de direction compris, participent à une manifestation politique* », même s’ils doivent « *mesurer leur expression* » et « *ne pas se prévaloir de leur statut* ». Pour Patrick Roumagnac, du syndicat des inspecteurs SIEN-UNSA, les courriers reflètent « *le zèle maladroit* » de certains cadres. ■

SYLVIE LECHERBONNIER



« Les marchés ont peur de la folie économique des extrêmes »

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, fustige « l'insoutenable légèreté financière » du RN et du Nouveau Front populaire

ENTRETIEN

Depuis la dissolution et malgré son désaccord avec cette décision, le ministre de l'économie et des finances fait campagne pour la majorité. Il redoute une crise financière en cas de victoire de l'extrême droite ou du Nouveau Front populaire, qu'il présente comme « l'extrême gauche ».

La crise politique va-t-elle provoquer une crise économique et financière ?

Tout dépend de ce que décideront les Français. L'économie française est solide. Nous l'avons remise sur les rails. En revanche, nous avons une situation financière qui doit nous amener à faire des économies, pour investir et reconstituer des marges de manœuvre en cas de nouvelle crise. Or, les programmes de l'extrême gauche comme de l'extrême droite sont d'une insoutenable légèreté financière. Nos créanciers et les marchés l'ont bien compris. Depuis deux ans, l'écart de taux entre les rendements français et allemand à dix ans, une mesure de la confiance des investisseurs envers la France, était stable, à 0,5 %, grâce à une stratégie de redressement des comptes publics jugée crédible. Depuis que les oppositions ont présenté leurs programmes, cet écart a bondi à 0,8 %, du jamais-vu depuis sept ans. La France emprunte plus cher que le Portugal. Et nous risquons de payer rapidement plus cher que l'Espagne. Ces 0,3 % en plus, cela signifie 1 milliard d'euros de dépense supplémentaire par an pour l'Etat, et 5 milliards en cinq ans.

Que se passera-t-il, selon vous, si le Rassemblement national (RN) ou le Nouveau Front populaire l'emporte ?

Une crise de la dette, si leurs programmes étaient intégralement appliqués. Ouvrir tout grand les vannes de la dépense publique au moment où nous devrions rétablir nos comptes, cela conduira à la mise sous tutelle de la France par Bruxelles et le Fonds monétaire international. La suite est écrite : l'austérité et une hausse massive des impôts. Ou alors ces programmes ne sont pas appliqués, ce qui veut dire mensonge, arnaque et renoncement politique complet. Alors pourquoi voter pour les extrêmes ?

Le dérapage des finances publiques et la dissolution ne sont-ils pas plutôt à l'origine des craintes des marchés ?

Absolument pas ! Les marchés ont tout simplement peur de la folie économique et financière des extrêmes, de gauche comme de droite. Pendant la pandémie, nous avons agi en responsabilité. Nous avons protégé le pouvoir d'achat et sauvé des filières entières. Ces décisions étaient nécessaires, elles nous ont évité un drame économique et humain. Depuis deux ans, nous avons commencé à revenir à la normale. Nous avons connu, c'est vrai, un accident sur les recettes fiscales en 2023, mais nous avons réagi immédiatement et fermement. Ne dévions pas de cette ligne de retour à des finances publiques saines. Il faut économiser, pas dépenser. De ce point de vue, tous les projets des oppositions sont à contretemps.

Pourquoi ?

A contretemps sur les finances publiques. A contretemps sur le



Bruno Le Maire, dans son bureau de Bercy, à Paris, le 5 mars 2024. AGNÈS DHERBEYS/MYOP POUR « LE MONDE »

climat. Face à une accélération du réchauffement climatique, le RN dénigre les énergies renouvelables, propose une baisse de TVA de 24 milliards d'euros dont les consommateurs ne verront pas la couleur mais rien pour la production décarbonée en France. Or, notre enjeu, c'est de redevenir une puissance de production. Regardez le véhicule électrique : Marine Le Pen n'en veut pas, elle va fragiliser les investissements de Renault, de Peugeot, de l'Etat dans les batteries et la production de véhicules électriques. Le climat-scepticisme du RN est une faute politique et économique.

A contretemps aussi, l'extrême gauche ! Pas une ligne sur les centrales nucléaires au moment où nous devons produire plus d'électricité décarbonée. A contretemps, les deux extrêmes, sur notre sécurité nationale. Face au retour de la guerre en Europe, les uns veulent la sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN, les autres restent muets car en désaccord total sur l'Ukraine. Face à ces grands défis mondiaux de la guerre, du climat, et des bouleversements technologiques, il existe une autre voie possible : la voie française, la voie de la majorité.

Que répondez-vous aux critiques sur l'irresponsabilité budgétaire de ce gouvernement ?

« OUVRIR LES VANNES DE LA DÉPENSE PUBLIQUE, CELA CONDUIRA À LA MISE SOUS TUTELLE DE LA FRANCE PAR BRUXELLES ET LE FMI »

Pendant les crises, tous les groupes d'opposition, RN en tête, nous ont demandé de dépenser plus. Ensuite, ils ont exigé le maintien des dispositifs exceptionnels. Quand j'ai annoncé que nous devions rétablir la taxe sur la consommation finale d'électricité [TICFE], ils ont crié au scandale. Où est leur cohérence ? Le RN a des députés à la commission des finances, ils connaissent parfaitement les chiffres. Le coup du grand audit sur les comptes publics ne trompe personne. Faute de pouvoir financer les dizaines de milliards de dépenses de leur programme, ils mettent tout sur le dos de la majorité. Les faits sont têtus. Nous ne pouvons pas nous payer le retour à la retraite à 62 ans ou la nationalisation des autoroutes. La réalité financière est en train de balayer les discours d'estrade.

Les propositions annoncées par le premier ministre, comme la prime Macron à 10 000 euros, la suppression des frais de notaires sous 250 000 euros, sont coûteuses. Les avez-vous chiffrées ?

Toutes les propositions avancées par le premier ministre sont financées, notamment avec la taxe sur les rachats d'actions des entreprises.

Vous ne vous présentez pas aux législatives ?

Non. Je suis un homme de parole. Quand on a toujours dit à ses électeurs qu'on ne se présenterait que trois fois dans une circonscription [la 1^{re} de l'Eure], on ne revient pas une quatrième fois en expliquant que les circonstances ont changé.

Votre ancien parti, Les Républicains, est-il voué à devenir un parti croupion, dépendant d'alliances avec d'autres forces ?

Quand on ne fait pas de choix, on disparaît. Il y a chez Les Républicains des personnalités remarquables. Mais cela fait des années que nous leur expliquons que, désormais, le paysage politique est structuré en trois blocs. Par conséquent, il aurait fallu faire un choix. Il n'a jamais été fait. Le parti Les Républicains court aujourd'hui le risque de se retrouver broyé par ces blocs.

Une cohabitation avec le Rassemblement national vous paraît-elle tenable ?

Le programme du RN est intenable ! Je souhaite que les électeurs prennent conscience de la gravité de la situation. Le vote des 30 juin et 7 juillet ne doit pas être un vote idéologique, mais un vote de conscience. Est-ce que nous avons tout bien fait ? Non. Mais nous avons compris que nous devons apporter des réponses fortes sur la sécurité, la délinquance des mineurs, l'immigration illégale. L'ordre, l'ordre, l'ordre, voilà la demande qui monte partout en France. La défense de notre culture et de notre mémoire doit aussi reprendre toute sa place dans notre projet politique. Quant à nos résultats économiques, ils sont bons, mais ils doivent davantage bénéficier à tous, en particulier à ceux qui travaillent.

Quel que soit le choix du peuple français le 7 juillet, tout ne sera pas comme avant. Notre majorité a pris conscience de l'impératif absolu d'aller plus vite, plus loin, plus fort. « Les révolutions arrivent toujours quand les gens raisonnables n'ont pas été assez fous avant », disait l'écrivain autrichien Thomas Bernhard. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ELSA CONESA,
DENIS COSNARD
ET NATHALIE SEGAUNES

Surenchère de propositions sur les factures d'énergie

À l'approche des élections législatives, les principales formations politiques détaillent les leviers sur lesquels elles comptent agir

Les factures énergétiques pesant toujours lourd dans les dépenses des ménages, elles animent le débat politique avant les législatives du 30 juin et du 7 juillet. Avec ou sans chiffrage. Dans son « contrat de législature », le Nouveau Front populaire propose de « bloquer les prix des biens de première nécessité », dont l'énergie et les carburants. Une telle mesure est possible par décret. Le code du commerce l'autorise pour une durée de six mois, au nom « de circonstances exceptionnelles ».

La coalition de gauche (« insoumis », socialistes, écologistes et communistes) entend ensuite abolir ce qu'elle appelle « la taxe Macron de 10 % sur les factures ».

Ce qui suppose de ramener au minimum la fraction perçue sur l'électricité, l'ex-taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité. Elle prévoit par ailleurs d'« annuler la hausse programmée du prix du gaz au 1^{er} juillet », laquelle s'explique surtout, d'après la commission de régulation de l'énergie, par des coûts d'entretien et d'exploitation du réseau de distribution. Outre la « gratuité des premiers kWh » électriques, est aussi promise l'interdiction des coupures de courant, de chaleur et de gaz pour impayés, même en dehors de la trêve hivernale.

A l'extrême droite, le Rassemblement national (RN) veut surtout « réduire la TVA sur le gaz, le

fioul et les carburants », c'est-à-dire baisser le taux de 20 % à 5,5 % pour la consommation de ces produits. Problème : les carburants ne peuvent bénéficier d'un taux réduit, selon les règles de l'Union européenne.

Promesse de campagne

Reste que Jordan Bardella, le président du RN, assure vouloir cette mesure dès l'été, en cas de victoire aux législatives. Dans un entretien publié le 17 juin par *Le Parisien*, il envisage un projet de loi de finances rectificative. A condition que le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, accepte de convoquer une session parlementaire extraordinaire...

Chez les candidats du parti Les Républicains refusant l'alliance de

la droite avec l'extrême droite, la réduction des prix de l'électricité est en bonne place dans les discussions. Selon une trame de projet, révélée le 14 juin par *Le Figaro*, cela passe là encore par la fiscalité.

Le camp présidentiel, Ensemble, a fini par y aller de sa promesse de campagne. Samedi 15 juin, au « 20 heures » de France 2, le premier ministre, Gabriel Attal, candidat aux législatives dans les Hauts-de-Seine, a annoncé une baisse des factures d'électricité de 15 % « dès l'hiver prochain ». En réalité, un tel recul est déjà attendu de façon mécanique, sans la moindre intervention. Le tarif réglementé de vente de l'électricité se calcule sur la base des deux années écoulées.

Pour répliquer, les proches du gouvernement ont surtout dénoncé l'impact potentiel des mesures proposées par le RN ou le Nouveau Front populaire.

D'après le ministère de l'économie, l'abaissement de la taxe sur la valeur ajoutée ferait perdre aux finances publiques 10 milliards d'euros par an pour l'essence, 4,5 milliards pour l'électricité et 2,3 milliards pour le gaz. Selon le décompte d'Ensemble, la gratuité sur les premiers kilowattheures d'électricité, l'annulation de la hausse du gaz et l'abaissement de l'ex-TICFE coûteraient respectivement 8,5 milliards, 7 milliards et 6 milliards d'euros. Contestant ces trois derniers calculs, l'ex-vice-présidente socia-

liste de l'Assemblée nationale Valérie Rabault dit avoir proposé un débat avec le ministre de l'économie, Bruno Le Maire. Sans réponse favorable, selon elle. Contactées par *Le Monde*, les principales formations politiques n'ont pas souhaité entrer dans le détail de leurs mesures.

« Le thème du pouvoir d'achat semble à la fois incontournable et complexe », résume Thomas Reverdy, professeur à l'Institut polytechnique de Grenoble, spécialisé dans les politiques énergétiques. Selon l'enseignant, la question mériterait surtout de se pencher « plus en profondeur » sur l'organisation des marchés européens de l'électricité et du gaz. ■

ADRIEN PÉCOUT

Après un cancer du sein, vos projets n'ont plus à attendre.

Repousser les limites de l'assurance,
c'est faciliter l'accès à la propriété
immobilière pour les personnes
ayant surmonté un cancer du sein.

Désormais, CNP Assurances
innove et propose de souscrire à
une assurance emprunteur sans
surprime ni réduction de garanties
dès le premier jour après la fin
du protocole thérapeutique.

*Retrouvez les partenaires de CNP Assurances
distribuant les contrats d'assurances emprunteur
groupe en couverture de prêts immobiliers et en
couverture de prêts professionnels concernés sur :
www.cnp.fr/assurance-emprunteur*



**Assurons
un monde
plus ouvert**



Épargne ■ Prévoyance ■ Retraite ■ Santé ■ Auto-Habitation

Présent dans 19 pays à travers le monde

Filiale de La Banque Postale

A Louviers, « c’est le moment où tout peut changer »

LA TENTATION DU RN Dans l’Eure, le parti d’extrême droite avait emporté quatre des cinq circonscriptions en 2022. Le député PS sortant de la quatrième tente de sauver son mandat

LOUVIERS, GISORS (EURE) -
envoyé spécial

Il y a un fantôme, au Rassemblement national (RN). Le candidat de la quatrième circonscription de l’Eure, l’ancien fief électoral de Pierre Mendès France, est un homme dont personne n’a jamais entendu parler. L’enjeu est pourtant majeur : le RN a obtenu en 2022 quatre députés sur les cinq du département. Le dernier bastion à résister encore est tenu par Philippe Brun, membre du bureau politique du Parti socialiste (PS), élu – de justesse – en juin 2022, avec 350 voix d’avance (sur 19 825) sur Chrystelle Saulière (RN), une hôtesse de l’air, certes ex-conseillère régionale, mais peu connue et aujourd’hui plutôt tentée par Eric Zemmour. Il y a deux ans, sa campagne avait été si discrète que peu d’électeurs avaient eu l’occasion de lui serrer la main.

La quatrième circonscription est donc gagnable pour le RN, d’autant que Jordan Bardella a obtenu 41,2 % des suffrages aux européennes dans la circonscription, comme d’ailleurs dans le reste du département, soit 10 points de plus que la moyenne nationale. Mais le nom du candidat d’extrême droite ne doit être officiel que mercredi 19 juin, et c’est déjà bien tard pour une si courte campagne. Le député RN de la circonscription voisine, Timothée Houssin, a cependant laissé échapper, le 13 juin sur France Bleu Normandie, qu’il s’agissait d’un avocat, un certain « Patrick Pauper ». Les états-majors de campagne se sont précipités sur Internet pour découvrir le profil de l’heureux futur élu et ont fait chou blanc.

« Je ne le connais pas, a convenu Timothée Houssin, croisé le 14 juin sur le marché de Gisors, lui qui était pourtant secrétaire départemental du parti jusqu’à son élection. L’afflux des nouveaux membres est tel que je ne connais pas tout le monde. » Il s’agit, en réalité, de Patrice Pauper, un avocat de... Juvisy-sur-Orge, dans l’Essonne, plutôt versé dans le droit commercial. Il n’a aucune attache dans l’Eure – c’est légal, mais sans doute pas le meilleur moyen de se faire connaître.

Il est membre du RN, et un peu loin de sa circonscription. « Bah, 120 kilomètres », se contente de répondre le parachuté. Il est vrai que les électeurs du parti votent pour Jordan Bardella premier ministre, pas pour M^e Pauper de Juvisy.

Sur le marché de Gisors, les électeurs assument d’ailleurs paisiblement leur vote RN. Jérôme Delamare vote depuis des années pour le parti extrémiste. « A chaque attaque, ce sont toujours des musulmans ou des Maghrébins, dit le retraité. C’est pour ça que je vais voter Bardella, même si 28 ans, c’est un peu jeune pour être premier ministre... » Les troupes frontistes sont encore maigres : le candidat à l’entrée du marché, son suppléant à la sortie, et trois jeunes et aimables militants. Comme Mattéo Mulas,

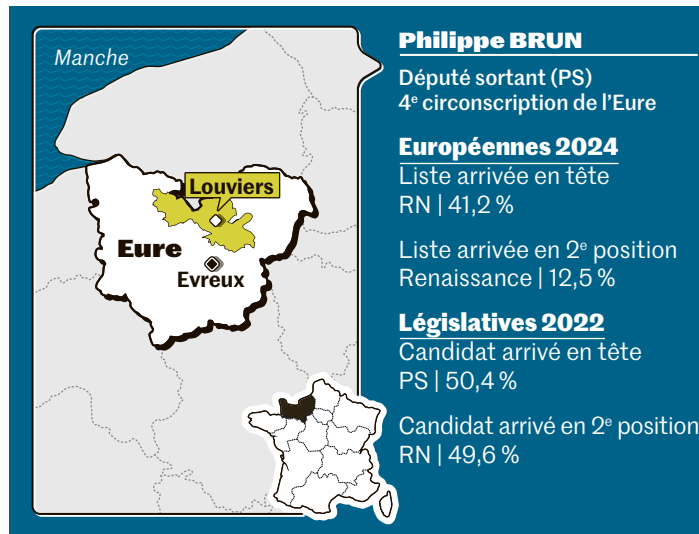
19 ans, étudiant en histoire, qui a pris sa carte il y a quelques mois. « Je me suis décidé à sauter le pas parce que le parti me paraît aujourd’hui prêt à gouverner, estime le jeune homme. C’est le moment où tout peut changer. »

La quatrième circonscription est défendue par Philippe Brun, un magistrat administratif de 32 ans, sorti de Sciences Po, de HEC et de l’ENA, et déjà jeune éléphant du PS. « C’est un bon candidat, reconnaît Erik Michiels, le délégué départemental du RN. Il est apprécié, il fait bien son travail. C’est un magistrat, c’est pourquoi il fallait un candidat de la même ligne, un avocat. » Philippe Brun, lui, bouillonne d’énergie et résiste à l’encerclement du RN. Il a prévenu ses troupes, jeudi 13 juin, lors de son premier meeting, où se bousculaient près de 500 personnes, dont une trentaine des 40 maires, pas tous de gauche, qui le soutiennent, sur les 80 de la circonscription : « On fait comme avant ; on commence à fond, et après on accélère. »

Au plus près des gens

Dès qu’il a appris, le 9 juin, la dissolution, il a téléphoné à son équipe de campagne, annulé un passage sur BFM, et a foncé à l’Assemblée nationale enregistrer une vidéo de trois minutes, « qui a fait beaucoup de vues ». Le mercredi, il avait des affiches, le jeudi des tracts et un meeting. Il installe depuis des tentes sur les ronds-points – il était, en 2018, l’un des rares politiques en costume auprès des « gilets jaunes », une expérience qui « a changé [s]a vie ». Il envisage de distribuer un quatre-pages dans les 40 000 boîtes aux lettres de la circonscription et d’être présent partout, tout le temps.

« Ça ne me change pas beaucoup, fait l’ex-député dans un sourire, c’est épuisant, mais je suis en campagne permanente. » Il participe tous les week-ends aux brocantes locales. Il a compté : 52 sur 83 communes et plus de 500 événements en deux ans. Il se targue d’avoir reçu 1900 personnes en deux ans dans sa permanence, et s’interrompt pour passer un coup de fil à une maire qui a perdu son chien, n’oublie pas de fêter l’anniversaire de tel autre. Et, de fait, chacun le reconnaît dans la rue.



Philippe Brun, devant sa permanence, à Louviers (Eure), le 13 juin. PHOTOS : LUCAS BARIOULET POUR « LE MONDE »



Mattéo Mulas, 19 ans, étudiant en histoire, militant au RN, au marché de Gisors (Eure), le 14 juin.

Philippe Brun milite pour un « socialisme populaire », sous la photo de Jean Jaurès, au plus près des gens, il a fait adopter la loi du 11 avril 2024 à l’Assemblée « visant à protéger le groupe EDF d’un démembrement » parce qu’« une personne sur cinq est en situation de précarité énergétique », et il en parle avec plaisir comme de « [s]a loi ». Il navigue depuis entre les tensions des membres du Nouveau Front populaire.

Localement, à Louviers, ça se passe bien. « Avec LFI [La France insoumise], on est finalement les héritiers d’une même tradition, la lutte contre l’exploitation de l’homme par l’homme. Avec les

écologistes, c’est autre chose, c’est l’exploitation de la nature par l’homme, mais on se comprend. » Il a eu un différend avec sa suppléante de 2022, la mélanchoniste Lisa Moreau, devenue un temps son assistante parlementaire. Elle a été licenciée et l’a attaqué aux prud’hommes pour « licenciement abusif ». « Ce n’est pas un problème politique mais personnel, dit le candidat. Elle parlait mal aux gens, ce n’était plus possible. »

« Le repoussoir Mélenchon »

Avec LFI, Philippe Brun marche sur des œufs. Lors de son meeting sont intervenus en soutien une maire écologiste, un maire du Parti communiste français, un autre de Place publique et même un représentant des radicaux de gauche – mais personne de LFI. Il a, dans son discours, fait applaudir la nécessité de reconnaître un Etat palestinien, mais il n’a prudemment pas dit un mot de l’Ukraine.

Ses priorités sont ailleurs. « La rémunération du travail, quand les gens touchent un salaire de misère après avoir travaillé toute leur vie », et ce « sujet écrasant » : la désertification médicale. « On a perdu cinquante médecins en cinq ans dans le département et huit encore cette année, s’inquiète le candidat. Et il y a, par exemple, huit fois plus de dentistes dans les Landes que dans l’Eure. » Il entend déposer, « tous



Cathy Aubé, 60 ans, secrétaire, lors d’un meeting de Philippe Brun, à Pont-de-l’Arche (Eure), le 13 juin.

SUR LE MARCHÉ DE GISORS, LES ÉLECTEURS ASSUMENT PAISIBLEMENT LEUR VOTE RN

les trimestres s’il le faut », une proposition de loi contre la désertification. Philippe Brun entend aussi lutter contre l’explosion des prix de l’énergie, la pollution de l’eau, rouvrir des lignes de train, abolir la loi sur les retraites...

Il fait, en tout cas, salle comble. « La société est déjà à feu et à sang, explique Cathy Aubé, une secrétaire de 60 ans, il faut quelqu’un comme lui pour l’apaiser. » Un de ses neveux est prêt à voter RN : « Les gens disent : “Il n’y a qu’eux qu’on n’a pas essayés.” Mais les jeunes n’ont pas cette culture syndicale avec laquelle notre génération a grandi. »

A Louviers, le Nouveau Front populaire, c’est Philippe Brun. « Aux européennes, on a été incapables de se rassembler, de montrer qu’on était une alternative à Macron, explique l’ex-député. On a fait une campagne de gauche des années 1970, à la Jacques Delors. Du coup, les gens, pour voter non à Macron, votent RN. » Il assure d’ailleurs

connaître des électeurs qui ont voté Bardella aux européennes mais voteront pour lui aux législatives. Avec un problème : Jean-Luc Mélenchon. « Mélenchon, c’est un repoussoir absolu, dit-il. Je soutiens François Ruffin, je lui ai encore parlé hier, c’est un antidote au retour de Mélenchon, avec un vrai discours de la gauche populaire. »

Entre le RN et le Nouveau Front populaire essaie de se glisser Anne Terlez (MoDem), la première maire adjointe du maire de Louviers, qui va devoir défendre les couleurs présidentielles. « Ça va être un combat difficile, reconnaît la candidate, mais on ne peut pas laisser les deux blocs s’opposer sans qu’il y ait une force centrale. » Et elle compte beaucoup sur le « repoussoir Mélenchon » pour grappiller des voix. Sans illusions toutefois : « Il y a un rejet très fort de la personne d’Emmanuel Macron. C’est d’ailleurs très injuste, alors que son bilan est loin d’être mauvais et que la dissolution est une vraie décision démocratique. »

Dans son bureau, Philippe Brun rêve, lui, déjà plus loin que la législative. Il a sur sa table un étrange caillou. C’est un jeune homme de Louviers, passé à Paris, qui l’a ramassé pendant les travaux de l’ancien siège du PS, rue de Solferino. « Il me l’a donné en me disant : “Sur cette pierre, tu reconstruiras le Parti socialiste” », médite le candidat. ■

FRANCK JOHANNÈS

Serge Klarsfeld, l'« intouchable » prêt à voter RN

L'ex-chasseur de nazis, qui a rencontré Marine Le Pen en février, qualifie aujourd'hui son parti de « projuif »

Paris, 19 février 2024. Dans le vaste appartement du 8^e arrondissement, non loin du quartier de l'Élysée, les talons de Marine Le Pen résonnent sur le parquet en point de Hongrie. Arno Klarsfeld, fils de Serge et de Beate, célèbres pour avoir pourchassé des criminels nazis afin de les traduire en justice, fait entrer dans son salon la cheffe de file du Rassemblement national (RN). Et lui présente... ses deux chats. Celle qui en élève ne feint pas de cajoler Heaven et Malka.

L'avocat répète qu'il faut aux leaders du RN un grand discours, comme celui de Jacques Chirac, en 1995, pour le Vél' d'Hiv, sur la protection des « juifs de France ». Marine Le Pen acquiesce. L'instant d'après, la voilà reçue dans le bureau de Serge Klarsfeld, face aux plans reconstitués des camps de concentration d'Auschwitz et de Birkenau, toute une vie de travail sur les archives et les noms des victimes de la Shoah. C'est, là encore, l'amour des animaux qui les réunit ; un chihuahua à poils longs et une petite chienne de Roumanie ont fait leur apparition.

Quatre mois plus tard, l'Assemblée nationale est dissoute et le parti d'extrême droite se trouve aux portes du pouvoir. Les Klarsfeld sont, aux yeux du clan Le Pen, un immense symbole. L'onction d'une référence, entendue des Français de confession juive, propre à dynamiser l'un des derniers grands verrous de l'accession du RN aux rênes du pays.

Dimanche 16 juin, le premier tour des législatives anticipées est encore loin mais Serge Klarsfeld déclare, lors d'une interview à la chaîne d'information LCI, qu'en cas de duel entre l'alliance de gauche et le RN, entre « un parti antisémite et un parti projuif, je voterai pour un parti projuif ». L'ex-Front national, cofondé par un ancien de la Waffen SS, projuif ? Gène, tristesse et consternation dans le milieu des associations de déportés, où l'on éprouve un infini respect pour le legs du couple Klarsfeld.

Au RN, le ravissement domine. Eric Ciotti, rallié au parti lepéniste, s'empresse de saluer ce dévoilement contre « l'alliance des extrêmes gauches », au vif agacement de son ennemi Christian Estrosi. C'est le RN qui avait proposé l'entrevue de février. « On venait de loin, chacun en sens inverse. Maintenant, on s'accorde sur le fait qu'il y a eu deux France, une France qui a résisté, avec l'Eglise et la population, pas responsable de la déportation des juifs », enjolie le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, né d'une mère juive algérienne et figure des pieds-noirs des Pyrénées-Orientales, artisan de ce rapprochement.

A Perpignan, en octobre 2022, Serge Klarsfeld avait reçu des mains de l'ancien directeur du cabinet de Jean-Marie Le Pen la médaille de la ville, grâce à l'entremise du Perpignanaise Philippe Benguigui, président d'une association mémorielle. Cet événement local a ébranlé le monde des associations et des historiens, qui gardaient à l'esprit la tribune parue dans *Libération*, cosignée par les Klarsfeld, dans l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2022, refusant « la société divisée, fracturée et violente prônée par Marine Le Pen », « fille du racisme et de l'antisémitisme ».

L'horizon s'est ouvert avec la « grande marche civique » contre l'antisémitisme organisée le 12 novembre 2023, moment de renversement de la vie politique après l'attaque terroriste du Hamas en Israël, le 7 octobre. Marine



Arno, Serge et Beate Klarsfeld, lors d'une visite au Mémorial aux juifs assassinés d'Europe, à Berlin, le 27 mai. LUDOVIC MARIN/AFP

« JE NE PEUX PAS M'OCCUPER DE TOUT, LES MUSULMANS DOIVENT S'OCCUPER D'EUX-MÊMES »

SERGE KLARSFELD

Le Pen et ses députés ont défilé, à l'arrière du cortège de plus 100 000 participants ; pas Jean-Luc Mélenchon ni ses fidèles de La France insoumise (LFI). Après de longs débats au sein de l'entourage élyséen, Emmanuel Macron s'est abstenu. « On a oublié de faire simple : contre l'antisémitisme, on marche ! », s'en mord aujourd'hui les doigts un ancien de la cellule « diplo » de l'Élysée.

Serge Klarsfeld avait alors soutenu, au micro d'Europe 1, que le RN était devenu « un parti frquentable », en appelant au reniement de Jean-Marie Le Pen, porte-voix d'un « négationnisme vigoureux et néfaste ». Une réserve aujourd'hui évaporée. « Elle aime son papa », dit désormais Arno Klarsfeld. Que Jordan Bardella dise du patriarcat de l'extrême droite qu'il n'était pas antisémite, avant de se rétracter face au tollé ? « Une réponse instinctive, il n'a pas la promptitude de l'hypocrisie », l'excuse Serge Klarsfeld, 88 ans, qui ne connaît pas le jeune homme de 28 ans.

Quand, en 2019, Jordan Bardella menait déjà le RN aux élections européennes, Jean-Marie Le Pen était encore l'eurodéputé qui s'indignait d'avoir « le droit de ne pas croire en Dieu, mais pas aux camps de concentration ou à leur importance », qualifiant le négationnisme, un délit, de simple « opinion ». Jordan Bardella était là, encore, au premier rang du colloque des 50 ans du parti, à l'Assemblée nationale, en 2022, où Bruno Gollnisch, membre du conseil national du RN, vilipendait la loi Gaysot de 1990 – qui réprime les actes racistes, antisémites ou xénophobes – comme « liberticide ».

Serge Klarsfeld, qui a longtemps admiré en Emmanuel Macron un « Bonaparte », et compte voter Renaissance ou Les Républicains

dans son arrondissement de l'Ouest parisien – où un duel entre le Nouveau Front populaire et l'extrême droite n'aura pas lieu –, répète pourtant que le RN est devenu « philosémite ». « On verra à l'usure... J'ai des œillères de Français juif, c'est vrai », confie-t-il au Monde, en rappelant qu'il a perdu un cousin, commandant d'une brigade israélienne à Gaza, le 8 octobre 2023.

Que dit ce « Français curieux d'Allemagne », comme on le dépeint à l'Élysée, sauvé par son père Arno, qui le cacha de la Gestapo dans le double fond d'une armoire en 1943, et marié trente ans plus tard à une « Allemande venue à Paris », de la préférence nationale ? Du malaise d'étrangers vivant en France et de Français musulmans, au cœur des projets des forces d'extrême droite ? « Ce n'est pas mon problème ! Je ne peux pas m'occuper de tout, les musulmans doivent s'occuper d'eux-mêmes », tranche l'octogénaire, qui juge qu'ils « ne manifestent pas leur attachement à la France ».

« Un désarroi énorme »

Les mots du président de l'association Les Fils et filles des déportés juifs de France, qui a obtenu la nationalité israélienne en 2001, vont parfois jusqu'à flirter avec l'autodéfense juive. Assez pour que les institutions juives réaffirment qu'elles ne dévient pas de leur ligne « ni RN ni LFI ». A la tête du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), onathan Arfi témoigne d'un « sentiment de solitude républicaine », amertume adressée à la gauche. Aussitôt l'alliance du Nouveau Front populaire nouée, le 12 juin, le CRIF juge « indigne » de faire comme si « l'antisémitisme était une question secondaire, et non plus la ligne rouge fondamentale pour la gauche depuis l'affaire Dreyfus », malgré un projet qui énonce noir sur blanc la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

« La République n'a pas dit son dernier mot », reprend Yonathan Arfi. Une bonne partie des Français défendent le cadre républicain qui rejette les extrêmes, d'un côté un projet populiste nationaliste, de l'autre l'antisémitisme de LFI. Le CRIF, qui s'est toujours opposé au

Front national, devenu RN, assure qu'il « continuera à le faire » : « C'est un parti extrêmement dangereux pour la société française, qui n'a jamais été un rempart contre l'antisémitisme. Tout ce qui menace le cadre républicain et l'universalisme est fondamentalement dangereux pour les juifs. Aux consciences juives, il faut refuser le fatalisme. »

« Klarsfeld tombe dans un piège, c'est une bêtise. Le RN est encore dangereux pour les juifs, s'étrangle au même moment Samuel Lejoyeux, président de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF). Ces élections sont dramatiques pour les Français juifs : d'un côté la gauche s'allie avec des gens antisémites ; de l'autre, le RN nous met en danger de façon existentielle parce que c'est son ADN, déplore-t-il. Cela met en péril notre sérénité en France, crée un désarroi énorme, et certains se mettent à dire des conneries. Je flippe pour mon avenir en France. » Une peur que le RN tente de retourner contre le bloc des gauches : « En cas de victoire de l'extrême gauche, je crains qu'il y ait des pogroms », lâche l'ex-député RN des Bouches-du-Rhône Franck Allisio, le 17 juin, sur BFM-TV.

En mai 2019, Samuel Lejoyeux et une dizaine de militants de l'UEJF s'étaient rendus à un meeting du RN à Metz, tracts en main, avant de se faire jeter à terre. « On s'était fait casser la gueule par les hommes de la sécurité du RN », relate-t-il, à coups de gaz lacrymogène, la vidéo circule encore sur Internet. Le 24 mai 2024, ils réitérèrent l'opération lors d'un meeting de Jordan Bardella et Marine Le Pen, à Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais. Le même officier de sécurité à barbe blanche, qui les avait

molestés cinq ans plus tôt, l'aperçoit : « Je te reconnais, toi. » « Il m'a fait un sourire, mais je suis sûr qu'il a reçu des consignes, rapporte Samuel Lejoyeux. Une fois que le RN arrivera au pouvoir, ces gens-là se remettront à taper des juifs. »

« Poutine n'est pas Hitler »

Au lendemain de la cérémonie de Perpignan, en 2022, l'historien Laurent Joly déjeune avec Serge Klarsfeld. « Vous ne connaissez pas ce parti, vous allez vous compromettre », le met-il en garde. « Si vous pensez qu'il ne faut pas soutenir les plus modérés... », proteste l'octogénaire. L'auteur de travaux de référence sur la rafle du Vél' d'Hiv et de La France et la Shoah (Calmann-Lévy, 2023) redit aujourd'hui que « le RN, ce n'est pas que ses origines collaborationnistes, c'est aussi quarante ans d'un clan méprisé qui prendra sa revanche. LFI fait peur. Mais si l'antisémitisme est illégal en France, ce n'est pas grâce à l'extrême droite, qui s'est toujours opposée aux lois antiracistes. Croire que l'extrême droite protège les juifs est une illusion ».

Serge Klarsfeld faisait jusqu'à présent figure, depuis les disparitions de Simone Veil (en 2017) et de Robert Badinter (en février), de dernière grande conscience de la communauté juive française. « Le poids de sa parole est instrumentalisé, comme si, quand il parle, c'était la Shoah qui parlait », regrette le journaliste Claude Askolovitch, auteur avec sa mère, Evelyn, de *Se souvenir ensemble* (Grasset, 2023). Cette dernière relève que « Klarsfeld est intouchable, mais il n'est pas un homme politique. Des juifs votent pour le RN parce qu'ils n'aiment pas les Maghrébins, mais ils seront mis dans le même sac. C'est un vote français, pour les Français ».

Le père et le fils Klarsfeld citent bien cette « immigration », qu'ils jugent incontrôlable, comme moteur du vote. Comme le philosophe Alain Finkielkraut, deux jours après la dissolution, qui se dit, auprès du magazine *Le Point*, « contraint » de voter RN « pour faire barrage à l'antisémitisme » en cas de duel avec l'alliance de gauche. « Un crève-cœur pour les juifs français », ajoute le penseur du Juif imaginaire, en minimisant la

LE PÈRE ET LE FILS KLARSFELD CITENT BIEN CETTE « IMMIGRATION », QU'ILS JUGENT INCONTRÔLABLE, COMME MOTEUR DU VOTE

xénophobie du parti national-populiste au nom de « l'angoisse existentielle d'une majorité de Français devant la pression migratoire ».

« Le sentiment anti-arabe l'emporte sur l'histoire. On ne peut être et avoir été, et se laisser aller à la haine », déplore le président de l'association des Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation, Thierry Berkover. « Les Klarsfeld risquent de jouer les idiots utiles, redoute l'universitaire Yann Jurovics, ancien juriste près des tribunaux internationaux, spécialiste des crimes contre l'humanité. Le père est une idole, mais il se trompe, le fils est coutumier d'une légèreté inconséquente. La structure, le dogme du RN reste la discrimination, alors qu'à gauche, la dérive est le fait de sinistres personnages. » Le normilien rappelle que, dans les années 1980, les milieux conservateurs murmuraient déjà « plutôt Le Pen que Poperen » [Jean Poperen, ministre de François Mitterrand] – le choix de l'extrême droite plutôt que le communisme.

Nombre d'admirateurs des Klarsfeld soulignent le rôle du fils, Arno, dans la mue du père. L'avocat, opposé à l'aide à l'Ukraine en guerre, clame régulièrement que Vladimir « Poutine n'est pas Hitler ». Serge Klarsfeld expliquait, dans la revue *Politique internationale* (n° 182, hiver 2024), que le discours de Poutine qui prétend « dénazifier » l'Ukraine n'est « pas complètement inapproprié ».

Historiens et militants de la mémoire préfèrent laisser de côté ces dérives pour ne retenir que l'œuvre du couple, qui a fait condamner Paul Touvier, Maurice Papon et Klaus Barbie, faisant « taire les mensonges, les euphémismes, les révisions », saluait Emmanuel Macron, lundi 27 mai, deux petites semaines avant le scrutin européen, en élevant Serge et Beate Klarsfeld aux rangs de grand-croix et de grand officier de la Légion d'honneur, à l'ambassade de France à Berlin. « *Merci malgré nos dissensions* », lui glisse l'ancien avocat. « Mais il n'y a pas de dissension ! », réplique avec chaleur le chef de l'Etat.

Dans son bureau, où s'affichent les brochures de presse montrant Beate arrêtée au Chili et en Bolivie, ou sa célèbre gifle à l'ancien nazi Kurt Kiesinger, chancelier d'Allemagne de l'Ouest, en 1968, Serge Klarsfeld revendique l'insolence, à contre-courant. « Ils voudraient nous voir en chasseurs de nazis, on l'a été, mais on l'a été quand il y avait des nazis, dit-il tranquillement. On a mené tant de luttes, on en est sortis vivants, ça nous engage à prendre parti. » Après, ajoute-t-il, pétri d'angoisse par cette dissolution incomprise, « j'attends que les événements me donnent tort ». Comme pris d'un doute, il suppose que « le travail d'historien restera, on oubliera la prise de position pour les élections ». Et se demande soudain s'il « ne vaut pas mieux être dans son canapé, avec des animaux qu'on caresse... » ■

IVANNE TRIPPENBACH



Le rejet de l'écologie est-il un moteur du vote d'extrême droite ?

QUESTIONS DE CAMPAGNE Le Rassemblement national a fait de la dénonciation de l'« écologie punitive » une nouvelle arme électorale

Le 1^{er} mai 2024, date toujours importante pour les héritiers du Front national, Marine Le Pen délivre son traditionnel discours à Perpignan. Derrière un pupitre et à côté d'un drapeau français, elle déroule les thématiques cruciales pour le Rassemblement national (RN) avant les élections européennes. Et l'écologie y tient une place de choix.

L'ancienne candidate à l'élection présidentielle tempête contre « Bruxelles » qui « vous oblige, presque du jour au lendemain, à changer votre chaudière pour 15 000 euros », contre les « diminutions autoritaires des surfaces agricoles », contre cette « Commission européenne sans cœur ».

« N'ont-ils pas comme objectif la réduction de l'activité humaine dans son ensemble, lance-t-elle avant d'entremêler ses obsessions à la vie quotidienne des Français, une stratégie qui a porté le RN aux portes du pouvoir. C'est toujours la même logique de la décroissance qui les conduit à interdire la vente des moteurs thermiques en 2035 et programme ainsi volontairement la mise à sac de notre industrie automobile et la dépendance à la Chine. »

Les « petits » et les « puissants »
Longtemps invisibilisés ou moqués, les enjeux environnementaux font maintenant partie intégrante de l'arsenal tribunicien du RN. Après avoir tenté de construire

sa propre doctrine sur ces sujets avec le « localisme », un concept issu de l'extrême droite identitaire, la formation populiste a décidé de mettre en place une tactique plus basique : repérer les sujets de crispation et surfer sur les ressentiments et les tensions générés par la transition écologique.

« Au moment de la crise des "gilets jaunes", le RN a compris que la question climatique pouvait commencer à perturber la vie quotidienne et donc créer du mécontentement », résume Théodore Tallent, chercheur doctorant et enseignant à Sciences Po, auteur d'une note pour la Fondation Jean Jaurès sur le risque de *backlash*, c'est-à-dire le raidissement des opinions face à l'ampleur du défi. « Cela leur

permet de trouver un nouveau moyen de critiquer Bruxelles, les élites, de prendre la défense des "petits" qui seraient opprimés par les "puissants"... », poursuit-il.

Lors des élections régionales 2021, Marine Le Pen s'était ainsi dressée contre les éoliennes, « un combat majeur (...), une catastrophe, visuelle, écologique, économique ». Depuis 2021 et le vote de la loi Climat et résilience, ses proches ont dénoncé pêle-mêle les zones à faible émission, le zéro artificialisation net avant de se jeter sur les barrages de la récente crise agricole pendant laquelle Jordan Bardella, président du RN, vitupérait contre « la tyrannie des ONG, le gouvernement des juges et l'Europe ».

Une façon de fédérer les sympathisants déjà convaincus – au sein des trois blocs, les pro-RN restent les plus sceptiques sur l'origine humaine du réchauffement climatique (48 %), selon l'enquête « Fractures françaises » d'Ipsos-Sopra Steria publiée le 9 octobre 2023 dans *Le Monde*. Mais aussi une manière d'agglomérer un électorat plus large. « Une grande majorité de Français ne nient pas le changement climatique, mais de larges pans ont souvent l'impression que les mesures envisagées sont portées par des milieux soi-disant "bobos déconnectés", une opinion sur laquelle appuie le RN, analyse Brice Teinturier, délégué général de l'institut Ipsos. Il y a un besoin de protection qui traverse toute la société. Le RN joue là-dessus, sur l'immigration, sur la sécurité, mais aussi sur les normes en disant qu'ils veulent protéger les Français des "délires" de Bruxelles. »

La « 206 » de la « grand-mère »
Lors de la campagne des européennes, Jordan Bardella a ainsi répété son opposition au Green Deal, l'ensemble des textes européens votés depuis 2019 pour mettre l'UE sur la voie d'une baisse de 55 % de baisse des émissions de gaz à effet de serre en 2030. Favorable au tout-nucléaire, il a promis d'imposer un moratoire sur les énergies renouvelables et de revenir sur la fin de la vente des véhicules thermiques neufs en 2035 pour protéger la « ruralité » et « la vieille grand-mère qui va acheter le pain avec sa 206 », selon les mots du député de la Somme Jean-Philippe Tanguy, lors d'un débat le 16 avril.

« Vu les niveaux de préoccupations sur des questions comme le pouvoir d'achat, l'immigration ou la sécurité avec une guerre en Europe, la question écologique est un argument de tribune plutôt qu'un moteur décisif pour l'extrême droite, mais cela crée une ambiance dans un dessein plus global de dénonciation », décrypte Thierry Pech, directeur général de l'institut Terra Nova.

Même si les critiques contre les scientifiques et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) existent toujours – « Le GIEC a toujours été alarmiste », avait déclaré M^{me} Le Pen le 1^{er} mai 2023, le Rassemblement national développe maintenant une forme de « climato-rassurisme », en opposant sur chaque sujet une « écologie du bon sens » contre une écologie décrite comme « punitive ».

À L'ASSEMBLÉE,
LES DÉPUTÉS DU RN
SEMBLENT NAVIGUER
À VUE AU MOMENT
DES VOTES

L'objectif est de récolter le vent de défiance au sein de catégories de la population inquiètes des changements de modes de vie, notamment sur des terres plus modérées comme la Bretagne où il a réalisé des scores historiques le 9 juin (25,6 %). « Le RN exploite et instrumentalise l'angoisse créée par les évolutions rendues nécessaires par le défi climatique, ils chantent une douce musique, estime Loïc Chesnais-Girard, président de la région et ancien socialiste. Sur le recul du trait de côte, sur la baisse des rendements agricoles, ils rassurent en disant à tout le monde qu'on a le temps, tout en se précipitant au chevet des colères. »

Derrière cette agitation politique, les députés du RN occupent le terrain à l'Assemblée, mais semblent naviguer à vue au moment des votes (abstention puis rejet des prix planchers sur les produits agricoles, abstention puis rejet du projet de loi sur la sûreté nucléaire...). « Ils n'ont pas de colonne vertébrale et s'emparent des sujets en fonction de l'actualité. C'est plus facile d'échanger avec des écologistes qui ont une pensée structurée », résume Jean-Marc Zulesi, ex-président de la commission du développement durable et candidat Renaissance dans les Bouches-du-Rhône. Contactés, deux cadres du RN spécialisés sur ces enjeux n'ont pas souhaité nous répondre.

Cette évolution au sein du RN, similaire à celles de nombreux partis d'extrême droite en Europe, arrive à un moment très particulier pour la transition écologique, celui de la mise en œuvre des textes votés en Europe ou en France. Une récupération qui met en lumière l'importance de l'acceptabilité par les citoyens.

« Cette poussée électorale de l'extrême droite pose l'immense question de l'accompagnement social de la transition, poursuit Théodore Tallent. Les populistes alimentent le *backlash* en jouant sur des ressorts émotionnels, et le risque serait que cela infuse dans d'autres partis, ce qui serait catastrophique pour le climat. » ■

MATTHIEU GOAR

A Blendecques, les « réfugiés climatiques » entre colère et impuissance

Dans cette ville du Pas-de-Calais durement éprouvée par les inondations cet hiver, l'abstention et le Rassemblement national triomphent

REPORTAGE
BLENDECQUES (PAS-DE-CALAIS) -
envoyé spécial

Ils sont vingt-huit à avoir glissé un bulletin écologiste dans l'urne, dimanche 9 juin, lors des élections européennes. Les habitants (4 926 au dernier recensement, en 2020, dont 3 715 inscrits) de Blendecques, dans le Pas-de-Calais, ont subi de plein fouet les effets dévastateurs du dérèglement climatique avec des inondations à répétition, des maisons et des vies à reconstruire.

Pourtant, le parti censé incarner la lutte contre le réchauffement climatique n'a pas bénéficié d'un raz de marée dans les urnes. Au contraire. La liste emmenée par Marie Toussaint a obtenu 1,7 % des voix. Très loin du Rassemblement national (RN) et de ses 50,7 %, devancée par l'Alliance rurale de Jean Lassalle (2,5 %) et par le Parti animaliste (2,2 %).

« Les premiers réfugiés climatiques, c'est nous », reconnaît pour-

tant Vincent Maquignon, adjoint (sans étiquette) aux sports à la mairie de Blendecques. Sa jolie maison en brique rouge va être rasée, comme une dizaine d'autres dans sa rue, prise en étau entre deux bras de l'Aa. L'Etat doit les racheter pour y construire un bassin de rétention.

« C'est un crève-cœur de devoir partir, mais, avec le réchauffement, les inondations vont se répéter et s'intensifier », dit ce père de famille de 52 ans. Il est bien placé pour le savoir : il est chef d'équipe à Voies navigables de France. Son poste de vigie de l'environnement ne l'a toutefois pas orienté vers le vote écologiste : « Un jour, ils s'insultent et le lendemain ils sont tous copains. J'ai horreur de ces gens. »

Aux législatives, il privilégiera le « candidat de terrain ». Malgré les « petits arrangements entre les partis », sa voix devrait se porter sur le député sortant, Bertrand Petit (divers gauche), investi par le Nouveau Front populaire : « Les autres, comme le jeune du RN [Auguste

Evrard, 24 ans], on ne les a pas vus pendant les inondations. » Contrairement à Gabriel Attal, qui, si tôt nommé premier ministre, début janvier, s'était rendu auprès des sinistrés du Pas-de-Calais. Depuis, il y est retourné quatre fois – notamment pour son premier déplacement de campagne, à Boulogne-sur-Mer, (Pas-de-Calais) le 13 juin – pour y annoncer plus de 50 millions d'euros d'aides.

« On est à bout »
Dans leur mobil-home, Jean-Claude et Catherine Reny ont tout de même le sentiment d'avoir été « abandonnés ». Une trentaine de baraquements ont été installés dans la zone commerciale de Longuenesse pour accueillir les naufragés de Blendecques. Le couple y vit depuis janvier et espère regagner sa maison à la fin du mois. « Attal est venu, revenu, mais qu'est-ce qui a changé ? Rien », estime Catherine Reny, agente de service à Saint-Omer. « Bardella a fait un carton à Blendecques. C'est

normal, les gens en ont ras le bol, mais qu'est-ce que ça va changer s'il est élu ? », s'interroge M. Reny. Les prix du gazole et du gaz vont continuer à augmenter. » Le couple s'abstiendra ou votera blanc.

Deux mobil-homes plus loin, Anne Riquet, 69 ans, a déjà fait son choix : « Ce sera Berdella, Berdolla, Bardolla... je ne sais jamais comment on prononce son nom, mais il parle bien. » Les travaux de rénovation dans sa maison ont démarré le 17 juin, et la nouvelle cuisine n'est pas attendue avant septembre. « Un bassin de rétention a été créé près de chez moi, mais ça n'a pas empêché d'avoir 90 centimètres d'eau dans le salon, rappelle la sexagénaire en tirant sur sa cigarette. Qui peut régler le problème du réchauffement climatique ? »

Cheveux teints en violet, veste d'ambulancière et gros 4 × 4 de marque allemande, Sylvie Wident, « dans l'opposition à la mairie », préfère garder son vote secret tout en se revendiquant « pas du tout

écolo ». A 53 ans, elle a toujours vécu à Blendecques : « Le "dérangement climatique", il a bon dos. Il y a toujours eu des inondations ici, mais jamais à ce point. Neuf cents foyers ont été touchés. On est en juin, et rien n'a été fait : pas d'entretien des berges, pas de travaux de protection, pas de curage des fossés. Les gens votent RN, car ils en ont marre, c'est très simple. »

Devant les panaches de fumée de l'usine à papier NorPaper, 170 salariés, Jean-Marie, 60 ans, fine moustache et lunettes de soleil, ouvre le procès de l'« écologie punitive » : « A les écouter, au nom de la lutte contre la pollution, bientôt, il n'y aura plus d'usines en France. » Le mécanicien, qui souhaite garder l'anonymat, n'avait pas voté aux dernières législatives. Cette fois, il pense glisser un bulletin Les Républicains parce que « Macron, y en a marre » et que « la famille Le Pen, ce n'est pas [sa] came ».

Bénévole aux Restos du cœur, Denis Hurtevent, 63 ans, estime lui que « le RN, ce n'est plus le Front

national d'avant, de Jean-Marie. Il ne me fait pas peur ». Une cinquantaine de familles viennent régulièrement chercher des provisions auprès de l'association. Aujourd'hui, des cagettes de pommes de terre sont arrivées. « Pendant les inondations, des familles venaient en pleurs, mais les dons et les aides de l'Etat n'ont pas suivi. On est à bout. » Le portrait de Coluche plane dans le local.

« C'est bien de défendre la nature, mais les écologistes sont trop dans les extrêmes, estime Magalie Fera-mus, 45 ans, quand ils se couchent sur la route pour bloquer la circulation, à chaque fois, ça dégénère en violences et après, ils ne sont pas pris au sérieux. » Les deux bénévoles ne sont pas allés voter aux élections européennes, et comptent également s'abstenir aux législatives. « On est un peu perdus, confie M^{me} Fera-mus. Je préfère ne pas voter plutôt que de faire une erreur. » A Blendecques, l'abstention a atteint 54 % le 9 juin. ■

STÉPHANE MANDARD

Les Ukrainiennes au secours de l'économie

Depuis l'invasion russe, les entreprises sont confrontées au manque de main-d'œuvre masculine

REPORTAGE

KIEV - correspondant

Tetyana Vorotilova n'aurait jamais songé à devenir agente de sécurité. Cela fait pourtant un peu plus de trois mois que cette femme de 37 ans travaille à ce poste dans un magasin Silpo, une grande chaîne de supermarchés ukrainienne. Mère d'une fille de 17 ans, elle passe désormais ses journées à surveiller la clientèle et les arrivées de marchandises. Rien à voir avec sa vie d'avant, celle d'infirmière dans un hôpital de la ville de Kostiantynivka, dans la région de Donetsk, qu'elle a fuie au début de l'invasion russe de février 2022.

Ce poste était jusque-là occupé par des hommes, reconnaît Nastya Liesnick, la jeune femme chargée des ressources humaines de Silpo, présente ce 11 juin dans le magasin où officie Tetyana Vorotilova. Celle-ci n'est pas un cas à part. La directrice de l'établissement, Anna Kraïka, dit observer un changement radical dans la composition de ses équipes. Avant la guerre, « nous avions beaucoup de salariés masculins, explique-t-elle. Mais beaucoup sont partis depuis ». L'ancien agent de sécurité est « probablement parti » pour éviter d'être mobilisé, ajoute-t-elle d'un air las.

Entre les hommes incorporés dans l'armée et ceux qui craignent de l'être un jour en restant à leur poste, la chaîne de supermarchés souffre d'un manque de personnel qui l'oblige à diversifier ses recrutements. Anna Kraïka embauche désormais des étudiants à mi-temps, des femmes aux expériences professionnelles diverses et parfois des retraités. Certaines de ces nouvelles recrues rejoignent des emplois historiquement occupés par des hommes.

Mobilisation « chaotique »

Cette situation ne se limite pas à la chaîne de supermarchés, mais concerne l'ensemble des acteurs économiques ukrainiens, mis à rude épreuve depuis le début de l'invasion russe, dans les usines sidérurgiques, la grande distribution, l'agriculture, les transports...

Et plus les postes requièrent des qualifications, plus les entreprises peinent à trouver des remplaçants. Les effets se ressentent déjà dans certains secteurs. La compagnie publique des transports de la capitale a fini par se résoudre à annoncer, fin mai, des intervalles plus longs entre les métros, en raison d'une « pénurie » de conducteurs de trains électriques et d'électromécaniciens. Même chose à Mykolaïv, ville du Sud, où la circulation des bus et tramways a été réduite pour cause de mobilisation de certains salariés.

« Etre en mesure de conserver et retenir notre personnel est le problème numéro un de toutes les entreprises ukrainiennes », affirme au téléphone Hakan Jyde, directeur général de la branche ukrainienne du constructeur suédois de poids lourds Scania. Aux difficultés liées à la mobilisation pour l'effort de guerre s'ajoute le départ de plusieurs millions d'hommes et de femmes – « la force vive du pays », selon la directrice du magasin Silpo – ayant fui le conflit

A Brovary, dans la banlieue de Kiev, le 11 juin. Janna Sedorenko, 32 ans, travaille depuis neuf mois dans un entrepôt d'une chaîne de grande distribution.

RAFAEL YAGHOZADEH
POUR « LE MONDE »



« Si un homme quitte l'entreprise, il est à peu près certain qu'il sera remplacé par une femme »

IOULIA STOYANOVA
employée dans un entrepôt

gasins du pays. Elles ont été attirées par les conditions de travail, la flexibilité de l'emploi du temps et de meilleurs salaires.

Anna Bouryatchovska, 30 ans, recrutée quelques mois plus tôt, occupe un des postes les plus physiques dans l'entrepôt puisqu'elle doit soulever des marchandises avec ses bras. « Ce sont des femmes comme elles qui représentent l'avenir de notre pays », lâche dans un mélange de fierté et d'amertume Anastasia Melnikova. « Aujourd'hui, si un homme quitte l'entreprise, il est à peu près certain qu'il sera remplacé par une femme », dit Ioulia Stoyanova, une autre employée de l'entreprise.

Les sociétés qui répondent à certains critères économiques et sont considérées comme essentielles peuvent théoriquement demander à « réserver » jusqu'à 50 % de leurs salariés. Mais dans les faits, selon Nastya Liesnick, la chargée des ressources humaines de Silpo, « il arrive que des gens

qu'on souhaite "réserver" soient quand même mobilisés ». Ces dysfonctionnements dans les règles ont un impact sur les processus de recrutement. Nastya Liesnick reçoit régulièrement des refus d'embauche, même pour des emplois pouvant bénéficier d'une exemption à l'incorporation, car les hommes ne font pas confiance au système.

La mobilisation « se fait de manière très chaotique », reconnaît le patron de Scania, Hakan Jyde. Ces derniers mois, le calendrier législatif s'est accéléré, avec plusieurs lois signées par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, visant à accélérer et élargir le processus. L'âge des mobilisables est ainsi passé de 27 à 25 ans, les critères physiques ont été revus à la baisse... Tous les hommes de 18 à 60 ans, interdits de quitter le pays à de rares exceptions près, doivent également mettre à jour leurs documents militaires dans un centre de recrutement. Mais les autorités peinent à convaincre les civils.

« Les gens paniquent », assure encore Hakan Jyde. « Ils ont peur d'aller travailler, ils ont peur de sortir dans la rue », de crainte d'être arrêtés par des officiers recruteurs. « Dans ce contexte, poursuit le patron de Scania, il est extrêmement difficile pour nous, en tant qu'entreprise européenne transparente, de faire travailler qui que ce soit. » D'autant plus que les sociétés sont obligées de déclarer l'ensemble de leurs salariés aux autorités. Résultat, « de nombreuses personnes refusent de ve-

nir travailler chez nous et dans des entreprises de notre type parce qu'elles considèrent qu'il vaut mieux aller travailler dans un petit garage quelque part où ils ne paient pas d'impôts et où ils ne se présentent certainement pas aux autorités militaires. L'économie est donc poussée dans une zone grise ou noire, ce qui est vraiment regrettable pour l'Ukraine. »

« Pas de front sans arrière »

Dans le même temps, l'économie du pays a besoin de fonds pour financer l'effort de guerre, toujours plus important. Les députés ukrainiens ont donc présenté, mercredi 12 juin, un projet de loi qui permettrait aux entreprises de payer une redevance militaire de 20 000 hryvnias (environ 450 euros) par mois et par employé afin de pouvoir exempter leurs travailleurs de la mobilisation. Le pourcentage de salariés qui pourraient en bénéficier restera à préciser par les ministères. Mais ces mesures, discutées depuis des mois, provoquent de vives tensions au sein de la population, qui accuse les autorités de n'envoyer que les pauvres à la

guerre, tandis que les salariés plus aisés et plus généralement les élites en seraient préservés.

Un autre modèle présenté par le chef adjoint du cabinet du président, Rostyslav Shurma, propose d'ailleurs d'éviter la mobilisation aux conscrits dont le salaire mensuel dépasse 35 000 hryvnias. Une telle mesure est justifiée par les impôts et taxes élevés que ces personnes paient. « Nous cherchons une sorte d'équilibre, car il n'y a pas de front sans arrière et il n'y aura pas d'arrière sans front. Sans notre économie, sans impôts, il n'y aura rien pour financer le front », a déclaré Oleksandr Zavitnevych, président du comité parlementaire pour la sécurité nationale, la défense et le renseignement, interrogé par la branche Ukraine de la BBC.

En attendant, et puisque la guerre risquant de durer, les entreprises tentent de former de nouveaux salariés le plus vite possible afin de maintenir leur activité. En collaboration avec l'organisation suédoise Reskilling Ukraine, la branche ukrainienne de Scania propose par exemple des formations accélérées à des femmes désireuses de devenir conductrices de poids lourds. Le 14 juin, elles étaient huit à finir une session d'une semaine de pratique, à l'instar d'Olesya Yatsenko, une artiste de 35 ans. « L'Ukraine a besoin de travailleurs comme nous aujourd'hui », explique-t-elle, assurant avoir déjà reçu plusieurs offres d'embauche. ■

THOMAS D'ISTRIA

Coups de courant dans tout le pays

L'Ukraine procède à des coupures partielles de courant à travers le pays durant toute la journée du mercredi 19 juin afin d'alléger le réseau électrique, fortement endommagé par les bombardements russes, a annoncé, la veille, l'opérateur Ukrenergo, expliquant anticiper « une hausse de la consommation du fait de températures plus élevées ». Ces derniers mois, des frappes massives de drones et de missiles russes ont dévasté de nombreuses centrales, obligeant Kiev à rationner le courant et à importer de l'électricité de ses voisins européens. D'après la présidence ukrainienne, la production électrique du pays a dû être divisée par deux depuis l'hiver.

Certains accusent les autorités de n'envoyer que les pauvres à la guerre

Biden facilite la régularisation de milliers d'immigrés

Le président américain veut rassurer son aile gauche sur l'un des sujets phares de la campagne électorale

NEW YORK - correspondant

Après avoir restreint, le 4 juin, la possibilité pour les migrants franchissant le Rio Grande de déposer une demande d'asile, Joe Biden a annoncé, mardi 18 juin, une mesure ouvrant la voie à la régularisation des migrants entrés illégalement et mariés à une citoyenne ou un citoyen américain. Dans le même temps, le président a décidé de faciliter l'octroi de visas de travail pour les « Dreamers », ces immigrés entrés illégalement lorsqu'ils étaient mineurs mais ayant fait toute leur vie aux Etats-Unis. Une fois finies leurs études, ces jeunes non expulsables auront droit à un visa s'ils ont une offre de travail dans leur domaine de compétence.

Ces mesures, mises en scène à la Maison Blanche, sont censées compenser l'impression que Joe Biden avait trop cédé à la droite le 4 juin. Jill Biden, la femme du président américain, a vanté dans une allocution à la Maison Blanche l'apport des migrants et des réfugiés à la société américaine. « Ils sont présents. Ils ne se plaignent pas. Et ils ne demandent qu'une chose : pouvoir travailler dur et se bâtir une bonne vie pour eux et leur famille. C'est la promesse de l'Amérique », a assuré M^{me} Biden.

Dans le détail, les migrants mariés pourront désormais faire une demande de « carte verte », un permis de séjour permanent, qui leur ouvrira le droit, au bout

de trois ans, comme tout étranger marié à un Américain, de postuler à la citoyenneté. Cette mesure s'applique aux migrants entrés illégalement et présents sur le territoire américain depuis plus de dix ans, à condition qu'ils n'aient pas de casier judiciaire, qu'ils soient à jour de leurs impôts et se soient mariés au plus tard le 17 juin. Elle concernerait quelque 500 000 personnes ainsi que 50 000 enfants d'étrangers en situation irrégulière mariés à un ou une Américaine.

La crainte d'expulsions massives Jusqu'à présent, ces sans-papiers mariés avaient le droit de demander une « carte verte », mais ils devaient quitter le pays et faire leur demande dans leur pays d'origine. Ce processus pouvait durer des mois voire des années, d'autant que la loi fédérale impose des délais d'attente pouvant atteindre dix ans, pour ceux entrés illégalement, et interdit cette demande à ceux qui ont un casier judiciaire. Résultat, de nombreuses personnes ont renoncé à lancer cette procédure.

Selon la Maison Blanche, les personnes éligibles à la régularisation sont présentes depuis vingt-trois ans en moyenne sur le territoire américain. C'est le paradoxe des résidents sans permis, qui peuvent mener leur vie presque normalement, surtout dans les grandes villes démocrates, sans être inquiétés, tant qu'ils n'ont pas un souci avec la justice ou la police fédérale. En revanche, ils sont dans l'impossibilité de



Joe Biden et son épouse, Jill, à la Maison Blanche, à Washington, mardi 18 juin. EVAN VUCCI/AP

quitter le territoire des Etats-Unis et d'y revenir. Cette mesure répond à une inquiétude face au retour possible de Donald Trump au pouvoir. L'immigration illégale est devenue un sujet majeur de la campagne et la gauche démocrate craint que Donald Trump ne recoure, s'il est réélu, à des expulsions massives.

La mesure Biden ne débutera que fin septembre et s'étalera sur plusieurs années. Certains exégètes estiment que la procédure a déjà été validée pour des familles de militaires et ne peut pas être remise en question. « L'autorisation de séjour temporaire existe depuis des décennies et est utilisée dans de multiples contextes », a déclaré au Washington Post Kerri Talbot, directrice exécutive de The Immigration Hub, un groupe de défense des sans-papiers. « Je pense que les tribunaux reconnaîtront l'importance de ce droit. »

Roxanne Levine, avocate new-yorkaise spécialiste de l'immigration, reste prudente. « Nous pensons que ce décret sera contesté en premier lieu devant les tribunaux fédéraux et pourrait être annulé sous l'administration Trump s'il

est élu », confie-t-elle. Elle pourrait donc retarder le dépôt de dossiers le temps d'y voir plus clair sur la situation politique.

« Si la période de dépôt des demandes est indéfinie, les personnes concernées pourraient alors attendre avant de le faire. De cette façon, elles ne s'exposent pas aux autorités américaines de l'immigration », explique M^{me} Levine, qui rappelle toutefois que les règles concernant les « Dreamers » interdisent d'utiliser les informations fournies pour lancer une procédure d'expulsion. « Il est possible que ce décret contienne les mêmes dispositions », espère M^{me} Levine.

« Aider Biden dans les Etats-clés » La décision est avant tout politique. « Biden tente de reproduire un moment fort d'Obama », lorsqu'il protégea, en 2012, les jeunes mineurs entrés illégalement sur le territoire américain, analyse le New York Times, qui note toutefois que le contexte a radicalement changé. Joe Biden est déchiré entre son aile gauche, qui trouve qu'il a trop cédé à la droite, et l'électorat centriste et

Les migrants mariés à un Américain pourront faire une demande de « carte verte », permis de séjour permanent

latino, soucieux du respect des règles d'immigration. La mesure de rééquilibrage annoncée mardi pourrait, selon le New York Times, « aider M. Biden dans les Etats-clés comme le Nevada, l'Arizona et la Géorgie, où plus de 100 000 électeurs dans chacun de ces Etats vivent dans des ménages à « statut mixte » ».

Le camp Trump, qui joue le pire et a torpillé des accords transparents pour pouvoir exploiter l'immigration pendant la campagne, continue dans cette veine. Immédiatement après l'annonce, l'équipe de campagne républicaine a dénoncé ce plan d'« amnistie », en multipliant les

exemples de crimes sur enfants commis par des étrangers en situation irrégulière. « Des Américains innocents sont violés et tués par des illégaux de Biden – Joe-le-tordu accorde donc une amnistie massive », accuse Dylan Johnson, adjoint à la communication de l'équipe de campagne de Donald Trump.

« En ouvrant la voie à la citoyenneté, l'ordre d'amnistie de Biden rend toute une catégorie d'immigrés illégaux éligibles à Medicare et à la sécurité sociale [la santé et la retraite publiques]. Biden pille les programmes de retraite des Américains pour financer l'ouverture des frontières. Et il le fait par décret impérial », a protesté Stephen Miller, conseiller de Donald Trump situé à l'extrême droite de l'échiquier politique.

Joe Biden, lui, a rappelé le passif de Donald Trump : « Lorsqu'il était président, il a séparé les familles et les enfants à la frontière. Et maintenant, il propose d'arracher les conjoints et les enfants à leurs familles, à leurs foyers et à leurs communautés, et de les placer dans des camps de détention. » ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Le Pentagone accusé d'une campagne de dénigrement du Sinovac

Les Etats-Unis auraient créé de faux comptes sur les réseaux sociaux philippins pour saper l'image du vaccin chinois lors de la pandémie

BANGKOK - correspondant en Asie du Sud-Est

En plein retour en grâce aux Philippines, les Etats-Unis se seraient sans doute bien passés de l'enquête de l'agence Reuters publiée le 14 juin. Celle-ci révèle la mise en œuvre par le Pentagone, sous l'administration Trump, d'une opération de dénigrement des vaccins chinois Sinovac sur les réseaux sociaux philippins pendant la pandémie de Covid-19, de l'été 2020 au printemps 2021. Près de 300 faux comptes auraient été créés sur Twitter (ainsi que sur Facebook et Instagram).

Sous le hashtag #Chinaangvirus (« la Chine est le virus »), sur l'un des faux comptes identifiés par Reuters, une certaine Layla interroge dans un post publié le 29 juillet 2020 : « C'est ce que vous voulez ? Le Covid est venu de Chine et les vaccins viennent de Chine. » On y voit une image du président philippin d'alors, Rodrigo Duterte, connu pour son attitude conciliante vis-à-vis de Pékin, implorant la Chine de « donner la priorité » aux Philippines. Dans une bulle, on lit : « Je vous donnerai plus d'îles, de licences Pogo [des casinos

en ligne] et de sables noirs [un type de sable volcanique exporté par les Philippines en Chine]. »

La Chine, en 2020, est la première à proposer des vaccins aux pays en développement. Dans un discours livré en juillet 2020, rappelle Reuters, Rodrigo Duterte demande ainsi à Pékin de « permettre aux Philippines d'être les premières à recevoir ses vaccins ». A l'époque, ce « Trump asiatique » se vante d'avoir « divorcé » d'avec les Etats-Unis, et croit pouvoir trouver un terrain d'entente avec Pékin sur leurs territoires disputés en mer de Chine du Sud.

Les vaccinations avec des doses de Sinovac (aussi appelé CoronaVac) ne commencent toutefois qu'en mars 2021 aux Philippines. L'efficacité du vaccin chinois, qui utilise la technologie du virus inactivé, n'a jamais convaincu la communauté scientifique. En Asie du Sud-Est, il est vu comme un pis-aller par rapport aux vaccins occidentaux à ARN messager.

L'opération de dénigrement révélée par Reuters est le produit de « psyops » (opérations psychologiques) menées par l'armée américaine depuis Tampa, en Floride. Destinées aux pays étrangers, « elles utilisent les médias sociaux, le

marketing numérique et des brochures pour partager des informations destinées à faire évoluer les croyances et les comportements dans l'intérêt de l'armée américaine », lit-on sur le site de recrutement de cette dernière.

Reuters rappelle que Donald Trump a autorisé, à partir de 2019, la CIA, l'Agence centrale du renseignement américain, à lancer des campagnes clandestines sur les médias sociaux chinois visant à retourner l'opinion publique locale. L'épidémie de Covid-19, qui s'est déclarée à Wuhan, en Chine, début 2020, est décrite par un officiel du Pentagone comme l'occasion de « la contre-offensive longtemps retardée contre la guerre d'influence de la Chine ».

En 2020, le président philippin, un « Trump asiatique », se vantait d'avoir « divorcé » d'avec les Etats-Unis

Car Pékin, dès le début de 2020, relaie tous azimuts par le biais de ses médias officiels et de ses porte-parole la théorie selon laquelle le virus aurait été « importé » à Wuhan par des Américains lors des Jeux mondiaux militaires qui s'y sont tenus à l'été 2019. Une myriade de faux comptes attribués à la Chine diffusent aussi à tout-va l'hypothèse d'un incident à Fort Detrick, l'unité de recherche biologique de l'armée américaine. Ces théories, jamais étayées, sont considérées comme complotistes.

L'initiative du Pentagone suscite toutefois des objections au sein du département d'Etat, chargé de la politique étrangère. Mais un décret du secrétaire d'Etat à la défense, Mark Esper, en 2019, a « permis aux commandants de contourner le département d'Etat lorsqu'ils mènent des opérations psychologiques contre des adversaires », explique Reuters.

Les diplomates n'ont pu que grincer des dents. Dès 2020, Facebook identifie la main du Pentagone et s'en inquiète auprès du gouvernement Trump, qui n'a pas semblé donner suite. Le géant de l'Internet revient à la charge après l'investiture du pré-

sident Joe Biden, fin janvier 2021. Il faudra attendre le printemps, explique Reuters, pour que le Conseil national de sécurité américain « ordonne à l'armée de mettre fin à tous les messages antivaccins. « On nous a dit que nous devons être provocants, pro-tous les vaccins », confie à Facebook, selon Reuters, un ex-officier supérieur de l'armée supervisant le programme.

La Chine, « un voyou »

Aux Philippines, des représentants de la gauche radicale, anti-impérialiste, ont appelé à une enquête sur les conséquences des « psyops » américaines et leur rôle éventuel dans la réticence initiale des Philippines à se faire vacciner. « Le Pentagone a essayé de dépeindre la Chine comme un voyou pendant la pandémie de Covid-19, mais comme l'a révélé l'enquête de Reuters, ce sont les Etats-Unis qui sont le véritable voyou mondial – un voyou qui ne se soucie pas de la vie des personnes ravagées par la pandémie », s'est insurgé Carlos Zarate, le vice-président de Bayan Muna, l'un des partis de la coalition Makabayan, qui n'a que trois députés au Parlement.

Depuis l'élection du président « Bongbong » Marcos en 2022, les Philippines ont changé leur fusil d'épaule vis-à-vis de la Chine : M. Marcos veut s'appuyer sur la dissuasion américaine – les deux pays sont liés par un traité de défense mutuelle depuis 1951 – pour décourager le harcèlement des Philippines dans leur propre zone économique exclusive par des dizaines de navires chinois au mépris du droit international de la mer. Pour les Etats-Unis, c'est l'occasion de réarmer dans ce pays leurs lignes de défense à proximité de Taïwan.

Mais ce pivotement vers l'allié américain, largement soutenu dans l'opinion publique, suscite aussi des interrogations, relayées et amplifiées sans vergogne par Pékin, sur le risque pour les Philippines de devenir les supplétifs de Washington dans son conflit avec la Chine. Il faut dire que, durant la guerre froide, Ferdinand Marcos (1917-1989), le père de l'actuel président, renversé en 1986, avait largement utilisé le prétexte de la lutte anticommunisme et celui de l'alliance avec les Américains pour effacer la démocratie et piller les caisses du pays. ■

BRICE PEDROLETTI

Avec l’Ukraine et Gaza, Karim Khan réveille la CPI

En s’attaquant à Poutine et à Nétanyahou, le procureur général fait taire les critiques sur l’attentisme de la Cour

LA HAYE - *correspondance*

Seuls le droit, Dieu ou l’histoire pourront juger le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), aime à dire Karim Khan. Alors que la communauté internationale attend que les trois juges de la Cour se prononcent sur les mandats d’arrêt qu’il a requis le 20 mai contre le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, contre son ministre de la défense et contre trois chefs politiques et militaires du Hamas, le bilan du procureur restera, quelle qu’en soit l’issue, marqué par ce dossier.

Comme pour prévenir les critiques et mettre en exergue les difficultés de son mandat, le Britannique assurait encore, le 14 mai, devant le Conseil de sécurité de l’ONU, à New York : *« Je suis pleinement conscient qu’il y a des Goliath dans cette salle ; des Goliath qui ont du pouvoir et de l’influence... »* Il venait y présenter le rapport semestriel de l’enquête sur la Libye, ouverte quelques mois avant la chute de Mouammar Kadhafi, en 2011. Ce rendez-vous est généralement l’occasion pour les diplomates d’énoncer leurs positions sur la justice internationale et sur la Cour en particulier.

Ce jour-là, l’ambassadeur de Russie, Vassily Nebenzya, fustige une *« institution fantôme qui sert ouvertement les intérêts des Etats occidentaux »*. Le délégué russe accuse le procureur d’avoir cédé aux menaces d’élus américains qui, dans une lettre ouverte, s’opposent à l’enquête contre des responsables israéliens. Rien n’arrêtera les investigations de son bureau, rétorque, cinglant, Karim Khan, pas même les *« mandats d’arrêt émis par la Fédération de Russie »* contre lui et plusieurs juges en présailles à l’inculpation du président russe, Vladimir Poutine, en mars 2023. A La Haye, le procureur a été invité dès l’automne à *« abandonner sa Bentley pour un modèle blindé »*, assure un employé de la Cour. Aux pressions russes se sont ajoutées, ces derniers mois, celles d’Israël. Début mai, alors qu’il s’apprête à inculper Benjamin Nétanyahou, Karim Khan met en garde contre toute tentative d’entrave à la justice. Des faits passibles de cinq ans de prison.

Les tentatives d’influence sur cette Cour établie en 2002, pour poursuivre les auteurs de génocide, crimes contre l’humanité, de crimes de guerre et d’agression émaillent son histoire. Les procès y sont par nature très sensi-

Lorsqu’il abandonne l’enquête sur les crimes de l’armée américaine en Afghanistan, Karim Khan est accusé de rouler pour Washington

bles et les Etats entendent peser sur ses enquêtes. Israël, comme les Etats-Unis et la Russie, qui ne sont pas membres de la CPI, usent des menaces les plus brutales. Créée par un traité adopté en 1998 et auquel ont adhéré 124 Etats, la Cour a rarement montré son autorité. Le Britannique entend réaffirmer les règles du jeu. *« Je vous avais prévenus »*, dit en substance Karim Khan, le 20 mai, en annonçant avoir requis les mandats d’arrêt contre les responsables israéliens et palestiniens.

Une prison presque vide

Lorsque M. Khan prête serment, en juin 2021, la CPI a prononcé plus d’acquittements et de non-lieux que de condamnations. Et le nouveau procureur n’y est pas pour rien. Avant de rejoindre l’accusation, il a défendu plusieurs accusés – dont William Ruto, actuel président du Kenya –, enchaînant les victoires. Lors de son élection par les Etats membres de la Cour, un enquêteur se réjouissait qu’il soit *« désormais dans [leur] camp »*. Mais d’autres font grise mine. Car ce procureur peut abattre d’une réplique ceux qu’il juge déloyaux à lui-même ou à l’institution.

Karim Khan, 54 ans, est allé chercher les pointures de la justice internationale dans son propre réseau, établi depuis qu’il a rejoint les tribunaux de La Haye à la fin des années 1990. Le procureur a aussi nommé un officier néo-zélandais pour traquer les fugitifs. La CPI en compte dix-sept, auxquels s’ajoutent une di-

zaine de mandats d’arrêt confidentiels et d’autres en attente du feu vert des juges. Karim Khan entend *« ratisser »* large, dit-on à La Haye. Mais au terme d’un tiers de son mandat de neuf ans, la prison de La Haye est presque vide et la liste des fugitifs s’est allongée.

Karim Khan a clos les enquêtes ouvertes par ses prédécesseurs en Géorgie, en Centrafrique, en Ouganda, au Kenya et en Colombie. Il enquête aussi au Mali, aux Philippines, au Venezuela, mais a donné priorité à cinq autres investigations : sur la guerre en cours au Darfour, sur les crimes commis en Libye contre les migrants, sur ceux du pouvoir birman contre la minorité des Rohingyas, et sur ceux commis en Ukraine, en Palestine et en Israël.

A son arrivée, l’ex-patron de l’enquête de l’ONU sur les crimes de l’organisation Etat islamique (EI) en Irak entendait cibler l’EI au Sahel, mais la guerre en Ukraine s’est rapidement imposée, puis Gaza. Lorsque arrive le 7 octobre 2023, l’enquête ouverte en 2021 sur les crimes commis dans les territoires palestiniens occupés par Israël est presque au point mort. Le procureur n’est pas prêt, et personne ne croit qu’il osera poursuivre un allié des Etats-Unis.

Car, trois mois après sa prestation de serment, en juin 2021, le Britannique a suspendu l’enquête sur les crimes de l’armée américaine en Afghanistan et sur les tortures de la CIA dans les prisons secrètes en Europe, dans les années 2000. Il est alors soup-

çonné de rouler pour les Etats-Unis. Beaucoup parient qu’il ne s’affranchira pas de Washington. Joe Biden a levé les sanctions prononcées contre la Cour par l’administration Trump, et les sénateurs qui juraient hier la mort de la juridiction sont accueillis chaleureusement à La Haye, qu’ils espèrent instrumentaliser pour faire tomber l’ennemi Poutine.

Dès l’entrée des premiers chars russes en Ukraine, en 2022, quarante-deux Etats annoncent un soutien – inédit – à la CPI. Karim Khan saisit l’occasion et demande plus de moyens. Les dons affluent. Comme d’autres, les Britanniques annoncent des fonds pour l’enquête *« contre Vladimir Poutine »* tandis que le procureur tente d’assurer qu’ils serviront toutes ses enquêtes, sans exception. Ils vont lui permettre de financer sa grande ambition : faire de la CPI le *« hub mondial »* de la justice internationale. Le procureur veut partager expertises et preuves avec les justices nationales et incite les Etats à juger chez eux. La Cour n’est qu’un ultime recours. Elle s’active lorsque les tribunaux nationaux sont impuissants à ren-

dre justice pour des raisons politiques ou faute de moyens.

Il cherche à convertir, tente d’engager tous les Etats et parle avec tout le monde. Reçu à Caracas à quatre reprises, il s’efforce toujours de convaincre le président du Venezuela, Nicolas Maduro, de juger à domicile les crimes de son propre régime. En déplacement en Libye en novembre 2022, le procureur s’est rendu jusqu’à Benghazi, fief de Khalifa Haftar, pour y rencontrer le chef de guerre.

Mais le Britannique s’affiche aussi avec les survivants, et, depuis son arrivée, la Cour semble sortie de vingt ans de confinement. Karim Khan est à Boutcha, en Ukraine, dans les charniers de Tarhouna, en Libye, dans le camp de Farchana, au Tchad, avec les réfugiés rohingyas, au Bangladesh. Il s’est rendu dans les kibboutz du sud d’Israël, et au point de passage égyptien de Rafah, fin octobre, dans une vaine tentative d’entrer dans la bande de Gaza, interdite d’accès par les autorités israéliennes. *« Tous les enfants sont égaux devant Dieu »*, avait alors lancé le procureur. Il n’est pas un discours de Karim Khan sans référence au Coran, parfois à la Torah ou à la Bible. Ce n’est pas tant son appartenance à la communauté ahmadie, un courant minoritaire et persécuté de l’islam, qui l’inspire, mais l’idée d’un *« héritage partagé des valeurs consacrées »* par le statut de Rome, traité fondateur qui tient lieu de code pénal de cette Cour, dont il a fait sa religion. ■

STÉPHANIE MAUPAS

Le procureur entend faire de la CPI le « hub mondial » de la justice internationale

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/24

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Reproduction interdite



Photo non contractuelle

C'est l'Or avant l'heure !

Vous quittez Paris à l'approche de l'été ?
À l'Espace Topper, vivez l'Or avant l'heure :
du 1^{er} au 30 juin, jusqu'à -30%
sur une sélection de canapés, literies et
mobilier contemporains en magasins !

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Les plus grandes marques au meilleur prix : Calligaris,
Celio, Duvivier, Stressless, Tempur, Treca...

Toutes nos adresses à Paris 12 & 15 sur www.topper.fr

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

La maison recherche également bien d'autres produits
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr

ROUILLAC

Commissaires-Priseurs
Experts près la Cour d'Appel

*Une famille au cœur
du marché de l'art*

01 45 44 34 34
rouillac.com

**Lit coffre
Topper
790€**
En 140 x 190

**Lit coffre
Topper + matelas
1290€**
En 140 x 190
Matelas Câlîn
Dunlopillo 20 cm

5 coloris bois au choix
Structure MDF. Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € incluse
Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Paris 15 : 66 rue de la Convention, 7J/7, 01 40 59 02 10, M° Charles Michels
Paris 15 : 37 rue du Commerce, du mardi au samedi, 01 45 75 29 98,
M° Emile Zola ou La Motte-Picquet - Grenelle
Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes, 7J/7, 01 43 41 80 93, M° Nation

Le Monde

RUBRIQUE
BONNES ADRESSES
POUR VENDRE, **VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?**

**Professionnels ou particuliers,
Le Monde devient votre vitrine**
marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Dans New Delhi assoiffée, une bataille pour l'eau

En pleine canicule, le réseau défaillant de la capitale indienne ne parvient plus à alimenter tous les quartiers

NEW DELHI - *correspondante*

Des dizaines de bidons, jerricans, seaux en plastique s'entassent des deux côtés de la rue principale de Vivekanand Camp, à la lisière du quartier chic de Chanakyapuri, dans le sud de New Delhi. Ils ont été déposés par les habitants la veille ou dès l'aube. L'eau n'arrive plus dans ce quartier informel, alors que le thermomètre dans la capitale indienne n'est quasi pas descendu en dessous de 43 °C depuis la mi-mai, avec des pointes jusqu'à 52 °C. La mégapole connaît la plus longue canicule de son histoire. Un camion-citerne du gouvernement passe ici deux fois par jour.

Dès son arrivée à 6 h 30, il est pris d'assaut par des jeunes qui se bousculent et se battent pour grimper sur le toit et installer leurs tuyaux. En bas, un autre membre de la famille remplit les contenants. En une demi-heure, l'affaire est pliée, hommes, femmes s'engouffrent dans les minuscules ruelles, pour acheminer jusqu'à leur logis leurs précieux baquets. Le quartier est doté d'une pompe commune, mais elle est à sec.

Pushpa, 36 ans, est née dans le bidonville, de parents arrivés du Népal. Elle habite dans une maisonnette en briques, deux pièces sur deux étages, sans fenêtres, sans robinet d'eau, mais avec télévision et appareil pour rafraîchir l'air. La mère de famille préfère ne pas donner son nom, car elle travaille à temps partiel

comme cuisinière dans une ambassade non loin. Elle craint que l'arrivée des médias ne pousse les autorités à les mettre dehors, elle et toute sa famille.

La vaisselle à même le sol
Ce camp illégal, comme la capitale indienne en compte des dizaines, s'est développé il y a plus de vingt-cinq ans avec l'arrivée de migrants des régions voisines, trop pauvres pour se loger ailleurs. Le contraste avec l'environnement immédiat est saisissant. Le périmètre des ambassades est un écrin de verdure, de jardins luxuriants, de piscines, de pelouses fraîchement arrosées où l'eau coule sans interruption aux robinets.

Un peu plus loin, Sanjay Camp, un lacs de ruelles desservant des centaines de maisonnettes et de commerces de poche, est aussi alimenté par des camions-citernes. Les connexions rudimentaires au réseau d'eau souterrain ne suffisent pas à assurer les besoins.

Sur un tabouret, une femme remplit péniblement des seaux. Il

n'y a pas de pression. « *L'eau peut venir plusieurs fois par jour, mais on ne l'utilise pas pour boire, ni pour la cuisine* », dit-elle, dans une ruelle où les uns font la vaisselle à même le sol, les autres la lessive ou leur toilette. Le camp est informel, mais la plupart des maisons, raccordées au réseau électrique possèdent un compteur.

La canicule historique qui frappe New Delhi et ses 25 millions d'habitants vient aggraver une crise structurelle de l'eau et amplifier les inégalités. La capitale indienne, et son réseau de canalisations ancien, mal entretenu, ne parvient pas à répondre à la demande d'une population en constante augmentation. Résultat : quelle que soit la saison, l'eau est acheminée par intermittence et elle n'est pas potable.

Dans les quartiers huppés, les habitants parviennent à contourner les difficultés et bénéficient d'une alimentation en continu, grâce à des réservoirs placés sous les immeubles et d'une qualité de l'eau améliorée par des appareils

Menace sur le château d'eau himalayen

Les quelque 1,89 milliard de personnes qui dépendent de la fonte des neiges de l'Himalaya pour leur approvisionnement en eau font face à un risque « *très sérieux* » de pénurie en 2024, en raison de la baisse de l'enneigement. C'est la conclusion d'un rapport du Centre international pour le développement intégré des montagnes, rendu public lundi 17 juin. Le quart du débit total des 12 grands bassins fluviaux de la région dépend du volume de neige dans l'Himalaya et l'Hindu Kuch. Or, les scientifiques ont mesuré une réduction du temps de présence de la neige au sol d'un cinquième cet hiver.

Dès son arrivée à 6 h 30, le camion-citerne est pris d'assaut par des jeunes qui se battent pour grimper sur le toit et installer leurs tuyaux

de filtration, mais les résidents des quartiers pauvres subissent intermittence, pénurie et piètre qualité de la ressource. « *L'accès à l'eau est profondément inégalitaire à Delhi. La localisation dans la ville et le statut régularisé ou non de l'habitat sont des facteurs prépondérants de discriminations* », résume Marie-Hélène Zerah, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement.

Depuis le début de l'été, la gestion de l'eau est un défi quotidien pour les autorités. La capitale puise 60 % de sa ressource dans la rivière Yamuna, au niveau extrêmement bas, partagée entre plusieurs Etats, notamment l'Himachal Pradesh et l'Haryana. Le reste provient des nappes phréatiques, d'un barrage et du Gange.

Le gouvernement de Delhi accuse ses voisins – des concurrents politiques – d'assoiffer volontairement la capitale et a saisi la Cour suprême pour les obliger à libérer davantage d'eau. La plus haute ju-

ridiction indienne a rappelé tout le monde à l'ordre et souligné l'incapacité du gouvernement de Delhi à lutter contre la mafia des camions-citernes et contre le gaspillage de l'eau. Près de 50 % de la ressource est en effet volée par les trafiquants ou perdue en raison de la vétusté des canalisations.

A Sangam Vihar, l'un des quartiers les plus denses de la mégapole, un mixte d'habitat légal et illégal, l'eau est devenue un business. Durant la saison chaude, d'avril à octobre, une partie du réseau de distribution d'eau est à sec, contraignant les habitants à faire appel à des distributeurs privés. Du matin au soir, un ballet de camions-citernes vient encombrer les rues poussiéreuses débordant de passants, de rickshaws, d'animaux, de vendeurs ambulants, pour remplir d'énormes réservoirs en plastique de 1 000 litres à 3 000 litres qui chauffent au soleil au pied des immeubles.

Protéger les canalisations
Au milieu de ce capharnaüm urbain, Udayveer Singh, 60 ans, possède quatre buffles et produit du lait qu'il écoule auprès du voisinage. Il dépense en eau 5 000 roupies (l'équivalent de 55 euros) pour la famille et 7 000 roupies pour les bêtes. « *Le gouvernement envoie parfois des camions, mais c'est très irrégulier, donc il faut acheter l'eau à des privés qui nous vendent 1200 roupies les 3 000 litres d'eau. On fait ce qu'on peut pour survivre, mais l'activité n'est plus rentable* », témoigne-t-il.

Rajni Biki habite avec ses quatre enfants dans un immeuble desservi un jour sur deux, pendant deux heures, avec une pression très basse. Elle se lève à 3 heures du matin, pour remplir des bidons nécessaires au lendemain.

La situation est si tendue que la ministre de l'eau de Delhi, Atishi Marlena Singh, a demandé à la police, dimanche 16 juin, de déployer du personnel afin de patrouiller et de protéger les principales canalisations pendant les quinze prochains jours. Elle avait déjà ordonné à l'instance régulatrice de l'eau d'imposer des amendes de 2 000 roupies à ceux qui gaspillent l'eau en lavant les voitures.

Le département météorologique indien a émis une alerte rouge à Delhi pour le 18 juin. Le thermomètre devrait dépasser 45 degrés, 6 degrés de plus que la normale. La veille, certaines stations ont enregistré des pics à 46,9 °C avec un ressenti de 50 degrés, compte tenu du taux d'humidité.

New Delhi n'est pas un cas isolé. Tout le nord de l'Inde est affecté par la canicule et la sécheresse. Dans l'Himalaya, de nombreux villages de l'Uttarakhand sont ravitaillés par camions. « *L'été venu, l'eau devient une denrée aussi précieuse que l'or en Inde* », note la Banque mondiale, qui rappelle que le pays compte 18 % de la population mondiale, mais seulement 4 % de ses ressources en eau », ce qui en fait l'un des pays du monde les plus touchés par le stress hydrique. ■

SOPHIE LANDRIN

Lutte contre le réchauffement : vers un procès contre TotalEnergies et EDF

La cour d'appel de Paris a jugé recevable le recours d'ONG exigeant que les grandes entreprises adoptent des stratégies plus vertueuses

La décision était guettée aussi bien par les associations de défense de l'environnement que par les grands groupes français. Dans des arrêts rendus mardi 18 juin, la cour d'appel de Paris a jugé recevables les actions intentées par plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) contre TotalEnergies et EDF sur le fondement de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales au regard des risques humains et environnementaux liés à leurs activités.

C'est la première fois que la nouvelle chambre 5-12 de la cour d'appel, créée pour faire face à l'urgence de contentieux liés au devoir de vigilance et à la responsabilité écologique des entreprises, rendait des décisions. La chambre a cassé les jugements rendus en première instance (les associations avaient été déboutées) et ouvre la voie à un examen au fond des requêtes. « *Sous réserve d'un éventuel pourvoi en cassation, le débat sur le bien-fondé des mesures sollicitées va pouvoir se tenir devant le tribunal judiciaire de Paris* », expose la chambre. Dans une troisième affaire, la cour a, en revanche, confirmé l'irrecevabilité de l'action des ONG à l'encontre d'une ex-filiale de Suez au Chili.

Devoir de vigilance
« *C'est une grande victoire pour la justice climatique*, se félicite Sébastien Mabile, spécialiste du devoir de vigilance et avocat des requérants dans le dossier TotalEnergies. Il y aura un procès au fond sur la responsabilité de TotalEnergies dans le réchauffement climatique. » En janvier 2020, une coalition d'ONG (Notre affaire à tous, Sherpa, Amnesty International France, France Nature Environne-

Une quinzaine d'actions de ce type ont été engagées ces dernières années. Mais les résultats restent jusqu'ici limités

ment...) et de collectivités (Paris, New York, Grenoble...) avait assigné en justice la compagnie pétrolière sur la base de la loi sur le devoir de vigilance, pour la contraindre à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de manière à se conformer à l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Dans une décision rendue en juillet 2023, le tribunal judiciaire de Paris avait déclaré l'action irrecevable, estimant que les requérants n'avaient pas respecté la « *phase de dialogue* » nécessaire avant de saisir la justice. La cour d'appel infirme ce jugement, estimant que « *l'interpellation* » avait été « *suffisante* ». Outre les associations, la chambre a déclaré recevable l'action de la Ville de Paris. « *Identifiée comme relevant d'un indice d'exposition aux risques climatiques très fort avec un dépassement de plus de 2 °C* », la cour estime qu'elle est fondée à « *soutenir des actions engagées devant le tribunal judiciaire de Paris visant à lutter contre le réchauffement* ».

Contacté, TotalEnergies indique que le groupe « *démontrera devant le tribunal que la compagnie élabore, publie et met en œuvre chaque année un plan conforme aux exigences de la loi sur le devoir*

de vigilance ». Avant le jugement, la major française évoquait « *une décision en droit qui sera importante pour toutes les entreprises soumises à la loi sur le devoir de vigilance* ». Egalement sollicité, EDF n'a pas souhaité commenter l'arrêt de la cour d'appel. Le groupe est accusé de ne pas avoir consulté les populations autochtones de la communauté d'Union Hidalgo, au Mexique, où l'énergéticien prévoyait d'implanter un parc éolien géant, avant de renoncer au projet.

Pionnière, la loi relative au devoir de vigilance impose depuis 2017 aux sociétés de plus de 5 000 salariés en France (ou de plus de 10 000 dans le monde), de mettre en œuvre un plan de vigilance destiné à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves aux droits humains, à la santé et à l'environnement qui pourraient résulter de leurs activités et de celles de leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants. Elle est de plus en plus utilisée par les ONG pour contraindre les multinationales à être plus vertueuses.

Une quinzaine d'actions ont été engagées ces dernières années. Outre les trois affaires jugées mardi, des ONG visent également TotalEnergies pour son mégaprojet pétrolier en Ouganda ; Casino, pour des faits de déforestation ; BNP Paribas, pour son financement des énergies fossiles ; ou encore Danone et les géants de l'agroalimentaire, pour leur contribution à la pollution plastique. Mais les résultats restent limités. Pour l'heure, un seul dossier a abouti et il ne concerne pas l'environnement : La Poste a été condamnée en 2023 dans une affaire impliquant l'emploi de sans-papiers par des sous-traitants. ■

STÉPHANE MANDARD



HIGHSNOBIETY NOT IN PARIS
19-23 JUIN
15 RUE DU LOUVRE, PARIS

Deux ans avec sursis requis contre Henri Proglio

L'ancien PDG de l'entreprise publique est accusé d'avoir distribué une quarantaine de contrats de conseil sans mise en concurrence

À u tribunal correctionnel de Paris, mardi 18 juin, Henri Proglio n'a eu le droit à aucune indulgence de la part du Parquet national financier (PNF). La peine maximale, soit deux ans de prison, mais assortie du sursis, et une amende de 200 000 euros ont été requises à l'encontre de l'ancien PDG d'EDF (2009-2014) par les représentants du ministère public, Bérénice Dinh et Sébastien de La Touanne. «*M. Proglio confond son intérêt personnel et celui d'EDF*», a estimé ce dernier. Le procès de M. Proglio reprenait après avoir été suspendu le 29 mai en raison de l'absence contrainte d'une juge assesseur ce jour-là. L'homme d'affaires de 74 ans est jugé pour «*favoritisme*». Il est soupçonné d'avoir mis en place, lorsqu'il était à la tête d'EDF, une procédure spécifique de passation de contrats de conseil sans appel d'offres ni mise en concurrence, ne respectant pas la réglementation des marchés publics propres à une entreprise publique comme EDF. Quarante-quatre consultants en communication, stratégie ou intelligence économique, aux missions souvent apparues redondantes pendant le procès, en ont bénéficié, dont la quasi-totalité sous le mandat de M. Proglio. Leur montant cumulé, estimé lors de l'enquête préliminaire à 22 millions d'euros, a été réévalué à 36 millions d'euros par le PNF. «*Ces contrats sont irréguliers*», a expliqué Sébastien de La Touanne,

qui a rappelé que la société EDF «*était tenue de respecter les trois grands principes de la commande publique*» : liberté d'accès, égalité de traitement des candidats, transparence des procédures. Ce qu'elle n'a pas fait, selon lui. Pour le procureur, ces marchés, qui n'étaient «*pas des petits contrats*» puisqu'ils atteignaient souvent plusieurs centaines de milliers d'euros, étaient attribués suivant le principe du «*fait du prince*» et avec la «*volonté de ne pas les rendre publics*», de les «*dissimuler*».

Compétences uniques
«*Tout cela était fait en catimini dans les bureaux des dirigeants d'EDF*», a ajouté le représentant du ministère public, fustigeant une pratique «*systémique, qui a duré plusieurs années*» et qui a empêché nombre d'autres prestataires de participer à un processus ouvert et équitable. Et de constater que ces contrats, noués avec des consultants souvent bien introduits dans les cercles d'influence économiques, politiques ou médiatiques, visaient parfois davantage à améliorer «*l'image*» ou «*la notoriété*» de M. Proglio que de servir l'entreprise publique. Une amende de 1 million d'euros a également été requise contre EDF en tant que personne morale. Lors de son audition par le tribunal correctionnel, le 22 mai, M. Proglio avait cherché à minimiser la somme des contrats litigieux : «*Vingt-deux millions d'euros, c'est peu d'argent, c'est*

Pour le procureur, ces marchés étaient attribués suivant le principe du «fait du prince»

rien. C'est 0,0005 % du chiffre d'affaires d'EDF. Voilà de quoi on parle !» Il s'était aussi défendu en jugeant que le service juridique ou celui des achats de l'énergéticien public ne l'avaient pas alerté sur le fait qu'il aurait dû procéder à des appels d'offres. Il avait vanté les compétences uniques des prestataires retenus, de sorte à les présenter comme des recours indispensables, et insisté sur la nécessité de la confidentialité. Onze des bénéficiaires de ces contrats litigieux sont en même temps jugés pour «*recel de favoritisme*». Les autres y ont échappé parce que les sommes qu'ils avaient touchées ne dépassaient pas le seuil légal (387 000 euros en 2010, 418 000 euros en 2016) au-delà duquel une mise en concurrence était inévitable, selon le PNF, ou parce qu'ils ont accepté, tel le communicant de Havas Stéphane Fouks, une comparaison sur reconnaissance préalable de culpabilité en amont du procès. Parmi les prévenus, on trouve notamment le médiateur crimi-

nologue Alain Bauer, l'ancien patron d'Elf Loïk Le Floch-Prigent, le banquier d'affaires Jean-Marie Messier, l'ex-journaliste Laïd Sammari ou le président de la société d'intelligence économique ESL & Network, Alexandre Medvedowsky. A la barre, s'inscrivant dans la trace de la défense choisie par M. Proglio, la plupart d'entre eux avaient tenté de convaincre le tribunal de la spécificité de leurs missions et de leurs qualités professionnelles particulières. Pendant le procès, «*on n'a jamais vu autant de spécialistes autoproclamés*» de leur discipline, a ironisé Bérénice Dinh, relevant la «*superposition*» manifeste des missions menées par les consultants et la «*gravité des faits*». La procureure de la République a rappelé que les règles de la commande publique étaient conçues pour «*éviter l'entre-soi*» dont l'audience a montré, selon elle, qu'il présidait au recrutement par M. Proglio de beaucoup de consultants, connus de longue date de l'ancien PDG d'EDF. Pour les consultants renvoyés devant le tribunal, le PNF a demandé – en fonction du montant des contrats litigieux – des peines allant de six à dix-huit mois de prison avec sursis (douze mois ferme pour Loïk Le Floch-Prigent, autrefois condamné pour «*abus de bien sociaux*»), une exclusion temporaire des marchés publics et des amendes s'élevant jusqu'à 1 million d'euros. ■

JÉRÔME LEFILLÂTRE

Trois adolescents mis en examen pour viol et violences antisémites

Une enquête a été ouverte, samedi, après l'agression d'une fille de 12 ans à Courbevoie

Trois adolescents âgés de 12 à 13 ans ont été mis en examen, mardi 18 juin au soir, comme l'a appris *Le Monde* du parquet de Nanterre, dans le cadre d'une information judiciaire ouverte des chefs «*de viol aggravé, d'agression sexuelle aggravée, de tentative d'extorsion, d'atteinte à l'intimité de la vie privée, de menace de mort, de violences et d'injures*, ces deux dernières infractions étant aggravées par leur commission à raison de l'appartenance de la victime à une religion ». Comme l'a révélé *Le Parisien*, une enquête en flagrance a été ouverte, samedi, après les dénonciations d'une jeune fille de 12 ans, initialement confiée au commissariat de Courbevoie, puis à la brigade territoriale de protection de la famille des Hauts-de-Seine.

«Injure à raison de la religion»
Selon une source policière citée par *Le Parisien*, la mineure a expliqué avoir été abordée par trois adolescents et entraînée dans un hangar désaffecté alors qu'elle se trouvait au square Henri-Regnault de Courbevoie, près de son domicile, avec un ami. Les suspects lui ont asséné des coups et «*lui ont imposé des pénétrations anales et vaginales, une fellation, tout en lui proférant des menaces de mort et des propos antisémites*», a indiqué la source au *Parisien*. La victime a par la suite déposé plainte, accompagnée de ses parents. Selon *Le Parisien*, l'un des trois adolescents aurait déclaré aux en-

quêteurs avoir agi par vengeance, la victime lui ayant dissimulé sa religion juive. Un autre mineur incriminé aurait confessé l'avoir agressée en raison de ses propos sur la Palestine. Les trois mineurs ont été interpellés, lundi 17 juin, puis placés en garde à vue et rétention en fonction de leur âge. A la suite de leur présentation à un magistrat instructeur, mardi après-midi, deux des trois ont été mis en examen des chefs «*de viol aggravé (réunion, sur mineur de 15 ans et en présence de mineurs), agression sexuelle en réunion, tentative d'extorsion, violences commises en réunion, sur mineur de 15 ans et à raison de la religion, atteinte à l'intimité de la vie privée par fixation, enregistrement ou transmission de protection de la famille*», comme le précise le parquet au *Monde*. Le troisième mineur a été «*placé sous le statut de témoin assisté concernant les faits de viol* », et «*mis en examen pour le reste des infractions visées au réquisitoire introductif* ». «*Le plus jeune, âgé de 12 ans, a fait l'objet d'une mesure éducative judiciaire provisoire, les deux autres ont été placés sous mandat de dépôt par le juge des libertés et de la détention* », souligne le parquet. Des réquisitions de placement en détention provisoire avaient été prises par le ministère public pour les mineurs susceptibles d'être incarcérés. ■

RÉMI DUPRÉ

Un «guide pratique de l'élu Front national» en procès, dix ans plus tard

Quatre cadres du parti étaient jugés mardi pour «provocations à la discrimination nationale»

Quatre cadres du Front national (FN) – à l'époque, ce n'était pas encore le Rassemblement national (RN) – ont été jugés, mardi 18 juin, à Nanterre, pour «*provocation à la discrimination nationale*», dont Steeve Briois, maire d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), Jean-François Jalkh, l'un des premiers députés du FN de 1986, Sophie Montel, qui a claqué la porte du parti en 2017 pour rejoindre Florian Philippot, et, enfin, Marie-Thérèse Costa-Fesenbeck, éphémère présidente du RN à Perpignan. Aucun n'était présent. Le cas de M. Jalkh a été disjoint : à la suite d'une attaque cérébrale, il est paralysé et ne peut plus parler. Il sera jugé le 3 juin 2025, si son état le permet. C'est une vieille affaire. Le FN a publié en septembre 2013 un «*Petit guide pratique de l'élu municipal Front national*», un mode d'emploi qui détaillait comment fonctionnait un conseil municipal et que devait faire un élu FN, en prévision des municipales de 2014. Le guide, préfacé par Steeve Briois – alors secrétaire général du parti –, expliquait que le candidat tête de liste frontiste devait publiquement «*défendre la priorité nationale (exemple, dans l'attribution des logements sociaux)*», et que le jeune élu, même dans l'opposition, ne devait pas hésiter à prendre la parole lors de l'élection du maire, pour rappeler le programme du parti notamment sur «*l'immigration (ex : application de la priorité nationale dans l'accès aux logements sociaux)*».

Le guide a été distribué aux candidats et aux médias, mais a vite disparu du site du FN. Pas assez vite cependant, puisque M^{me} Costa en a téléchargé le PDF pour le diffuser à son tour en novembre 2013 sur le site du parti dans les Pyrénées-Orientales. C'est ainsi que Samuel Thomas, le président de la Maison des potes, une fédération créée en 1983 après la Marche pour l'égalité et contre le racisme, a découvert l'affaire et porté plainte en 2014 pour «*provocation à la discrimination*».

«Actualité brûlante»
M. Jalkh est poursuivi comme directeur de la publication du site, M^{me} Montel et M. Briois sont complices en tant qu'auteurs, M^{me} Costa est poursuivie pour avoir diffusé le guide. Le dossier n'a passionné ni le procureur de l'époque ni le juge d'instruction, qui a laissé l'affaire prendre la poussière. Arrive en 2019 à Nanterre le juge Serge Tournaire, qui a instruit entre autres à Paris les af-

fares Bygmalion, Fillon, Sarkozy-Kadhafi, et a bouclé l'enquête avant de retourner à Paris, trois ans plus tard. C'est lui, «*magistrat brillant*», a reconnu le parquet de Nanterre, qui a sorti des limbes le dossier du guide FN, jugé mardi. Ils sont huit parties civiles, dont naturellement Samuel Thomas. Il a dit que le guide avait été retiré du site du FN, parce que c'était un document interne, et que Marine Le Pen aurait déclaré «*qu'on n'aurait pas dû l'écrire tant qu'on n'a pas changé la Constitution*». Il a rappelé que le document était un «*copier-coller*» d'un guide de 1995, qui avait valu une condamnation au parti et à Bruno Mégret, alors numéro deux du FN. «*Ce dossier est d'une actualité brûlante*, a plaidé l'un de ses avocats, M^e Jérôme Karsenti. *Il y a des gens, parce qu'ils ont une autre nationalité, qui ont moins de droits que les autres. Et derrière les étrangers, sont évidemment visés "les Français de papier"*», pour l'extrême droite, les Français naturali-

sés. Son autre avocat, M^e Slim Ben Achour a rappelé que 620 000 logements étaient réservés aux Français dans le programme du RN, soit «*1600 000 personnes qu'on va mettre à la rue*». M^e Arié Alimi, pour la Ligue des droits de l'homme, a rappelé que le principe d'égalité était inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789, et rappelé que le FN avait été créé par «*d'ancien Waffen SS, d'anciens collaborationnistes*» – même s'il y a eu aussi des résistants parmi les fondateurs. Le procureur, Jean-Pascal Ouahid, est revenu par le menu sur la caractérisation du délit. Débattre de la priorité nationale n'est pas un délit – c'est dans le programme du RN, constamment répété depuis des années –, et la liberté d'expression, sacralisée par la Convention européenne des droits de l'homme, autorise un débat public, même si la priorité nationale est, à ce jour, parfaitement illégale. C'est l'incitation, ou l'exhortation, à une discrimination qui est condamnable, mais la jurisprudence est un peu flottante, a reconnu le procureur. Le dossier n'est donc pas évident. «*En l'espèce, c'est une incitation claire pour l'élu*», a résumé le ministère public, qui a réclamé six mois de prison avec sursis contre M. Briois et 10 000 euros d'amende, la même peine pour M^{me} Montel, mais avec une amende de 6 000 euros, et 10 000 euros contre M^{me} Costa. Jugement le 3 septembre, après les élections législatives. ■

FRANCK JOHANNÈS

Stéphane Ravier relaxé en appel

Le sénateur Reconquête ! des Bouches-du-Rhône Stéphane Ravier a été relaxé, mardi 18 juin, par la cour d'appel de Paris dans une affaire où il était poursuivi pour diffamation à caractère racial, à la suite d'une assignation d'associations antiracistes, pour avoir publié sur son compte Twitter, en 2021, après le meurtre d'un vendeur : «*Théo, 18 ans, assassiné par un Sénégalais hier à #Claye-Souilly. L'immigration tue la jeunesse de France*». En 2023, le tribunal correctionnel de Marseille l'avait relaxé, estimant que «*le terme "immigration" ne visait pas un groupe déterminé de personnes*». La cour d'appel a repris l'analyse et estimé à son tour que le parquet avait fait une «*extrapolation*» des propos de M. Ravier, et qu'il n'avait pas ciblé «*un groupe suffisamment déterminé*».

Philanthropie : un essor et de nouvelles tendances

Plus nombreux, les fondations et fonds de dotation ont dépensé 16 milliards d'euros en 2022

L'essor des fondations et des fonds de dotation est tout à la fois récent et spectaculaire : plus de 5 600 de ces organismes de mécénat à but non lucratif étaient en activité en 2023. Leur nombre a progressé de 5 % sur un an, et de 85 % sur dix ans, précise le Baromètre de la philanthropie, publié mercredi 19 juin par la Fondation de France. Quant à leurs dépenses, dévolues à des causes d'intérêt général, elles ont presque doublé entre 2014 et 2022 (en neutralisant l'effet de l'inflation), pour atteindre 16 milliards d'euros. Leur dynamisme va de pair avec la hausse, depuis une vingtaine d'années, du mécénat d'entreprise et des dons, donations et legs des particuliers (en faveur des fondations et associations principales). «*Créer une fondation ou un fonds de dotation marque un niveau d'engagement différent des dons ponctuels*, explique Anne Cornilleau, responsable des études à l'Observatoire de la philanthropie de la Fondation de France. *Il s'agit d'affecter des sommes importantes, sur plusieurs années, soit en finançant son propre projet d'intérêt général (comme un musée, une maison de retraite...), soit, dans 81 % des cas, en soutenant des projets externes, en proximité voire en coconstruction avec les associations qui les mènent.*» Les organismes qui connaissent la plus forte croissance sont les fondations abritées – qui bénéficient de l'expertise et des avantages de leur fondation abritante, dont la principale est la Fondation

de France –, ainsi que les fonds de dotation. Ceux-ci, qui ne datent que de 2008, ont l'avantage de pouvoir être créés sur simple déclaration en préfecture, avec un capital initial de 15 000 euros, alors que la plupart des fondations nécessitent une dotation supérieure. Parmi les créateurs, les particuliers et les familles restent le profil majoritaire (52 %) mais les entreprises progressent (30 %) devant les associations (21 %). «*Pour les entreprises, c'est aussi une façon d'engager leurs salariés : ils peuvent participer à la gouvernance et à la sélection des projets à soutenir...*», constate M^{me} Cornilleau. Les domaines d'intervention évoluent aussi : en tête, l'action sociale continue de mobiliser un quart des organismes philanthropiques et 40 % des dépenses. Les arts et la culture (19 % des organismes), la santé (15 %) suivent, mais sont en perte de vitesse. L'éducation-formation est stable (14 %), tandis que l'environnement (8 %) a le vent en poupe : 12,5 % des créations récentes y sont consacrées. Autre tendance : si les organismes philanthropiques mènent majoritairement des actions au niveau national, ceux créés depuis 2018 interviennent plus à l'échelon régional, départemental ou communal. Le baromètre cite Fiers de nos quartiers, née en 2011 à l'initiative de chefs d'entreprise de La Rochelle. Elle s'emploie notamment à «*créer des ponts entre publics éloignés de l'emploi et entreprises*», dit son président, Philippe Toucheron. ■

CLAIRE ANÉ

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Dans la jungle des services utilisant l'IA

Que ce soit par des « chatbots », par les réseaux sociaux ou au bureau, les usages de l'intelligence artificielle connaissent un essor aussi fulgurant qu'inquiétant

À la fin de l'année 2022, le robot conversationnel ChatGPT ébahit le monde entier en répondant à des questions complexes avec un aplomb saisissant. Ses prouesses font les choux gras des médias, les mots « intelligence artificielle » (IA) s'injectent comme un virus dans l'argumentaire commercial de nombreuses entreprises, l'argent coule à flots pour les start-up du secteur, qui lèvent des milliards d'euros. Mais, pendant longtemps, on peine à cerner le rôle que cette IA générative textuelle est appelée à conquérir dans nos vies personnelles et professionnelles. Un an et demi plus tard, ses usages commencent à sortir du flou.

Les multiples compétences des IA conversationnelles Une banale fenêtre de chat/de conversation : c'est la première apparence qu'ont revêtue les IA génératives textuelles, et ça demeure l'habit de ChatGPT. Pour interroger ces IA « conversationnelles », il faut leur parler comme à un sympathique M. ou M^{me} Je-sais-tout en tapant une question en langage naturel. « *Quels athlètes français ont obtenu le plus de médailles olympiques ?* », par exemple.

Leur capacité de compréhension est remarquable. Elles répondent en quelques paragraphes dans un français clair. Elles n'ont pas peur des questions complexes comme « *pourquoi les records du monde ont progressé depuis un siècle ?* ». Et comme ces IA gardent la dernière question en mémoire, on peut les relancer : « *la nutrition joue-t-elle ?* ». De temps en temps, leurs réponses comportent toutefois des erreurs franches, aussi appelées « hallucinations ». Santé, argent, politique : toute information cruciale devra donc être vérifiée. Les IA conversationnelles ont d'autres

compétences. Elles peuvent rédiger des brouillons de courrier. Elles peuvent aussi résumer des textes. Selon les tests du *Monde*, à cet exercice, leurs versions payantes sont plus efficaces : elles acceptent les textes longs et l'importation de documents. Leur capacité à résumer fait gagner du temps, mais, leurs hallucinations imposent la prudence.

Les IA conversationnelles grand public sont disponibles sur le Web et aussi sous forme d'application mobile. Une inscription est souvent exigée. Attention : certaines sont coupées de l'actualité. Les informations de Le Chat, le robot conversationnel de Mistral AI, s'arrêtent à 2021, celles de la version gratuite de ChatGPT (3.5) à 2022. Il faut s'abonner (23 euros mensuels pour ChatGPT 4) pour bénéficier d'une IA connectée disposant d'informations fraîches. Un raffinement que les IA de Microsoft et Google proposent gratuitement. Autre avantage des chatbots connectés : ils ont tendance à halluciner moins souvent.

Des moteurs de recherche dopés à l'IA Très tôt, début 2023, Microsoft accueille une IA générative dans son moteur de recherche Bing. Un choix qui se défend : elle apporte des réponses claires et quasi instantanées à des questions qui auraient souvent nécessité de fouiller plusieurs pages Internet. Elle débloque des recherches que les débutants peinent à mener à bien.

Mais nombre d'observateurs jugent cette intégration précipitée, en raison des erreurs rencontrées. C'est sans doute la raison pour laquelle Microsoft n'a pas tout bouleversé dans Bing : les liens de couleur bleue restent ce que l'on voit en premier dans les résultats de recherche. Les textes de l'IA s'affichent sur leur droite, dans un petit encadré, seulement si l'on utilise le navigateur Edge sur un ordinateur et qu'on se con-

necte à un compte Microsoft. Sans cela, il faut cliquer sur le bouton « Copilot », du nom de l'IA de Microsoft, pour afficher les réponses de celle-ci.

Mis sous pression, Google a fait le choix d'agir avec prudence. Il a intégré son IA Gemini à son moteur de recherche que depuis la mi-mai et aux États-Unis uniquement. Mais cette IA est plus visible : elle apparaît tout en haut des résultats de recherche, au-dessus des liens. Du moins lorsque c'est nécessaire, car ni Google ni Bing ne répondent à toutes les questions par IA. Par exemple, c'est inutile pour afficher l'année de naissance d'un artiste. L'IA intervient juste pour répondre aux questions complexes.

En juin, un autre moteur de recherche s'est converti à l'IA, DuckDuckGo. Il permet de choisir entre quatre moteurs d'IA : OpenAI, Anthropic, Meta ou Mistral. Il rejoint une alternative : Perplexity AI, un hybride entre moteur de recherche et IA conversationnelle. Ses réponses textuelles sont enrichies de photos, de questions connexes que l'on peut « déplier » et de liens.

Des assistants vocaux presque intelligents Siri (Apple), Alexa (Amazon) et OK Google ont toujours été durs d'oreille. Lorsqu'on interroge ces assistants virtuels à l'oral, leurs réponses tombent souvent à côté. En comparaison, la capacité de ChatGPT à comprendre les questions orales semble presque magique, comme son aptitude à répondre avec une voix agréable, avec justesse et clarté. Pour discuter avec ChatGPT à l'oral, il faut télécharger l'application et cliquer sur l'icône symbolisant un petit casque.

Mais ChatGPT n'est pas un véritable assistant, il est incapable d'agir : il ne peut pas saisir un rendez-vous dans l'agenda, envoyer un e-mail, lancer la lecture d'un morceau, etc. Apple et Google tra-



LA CAPACITÉ DES IA CONVERSATIONNELLES À RÉSUMER FAIT GAGNER DU TEMPS, MAIS LEURS « HALLUCINATIONS » IMPOSENT LA PRUDENCE

vaillent à fusionner leurs anciens assistants, qui ont cette capacité d'action, avec une IA générative qui comprend et s'exprime mieux. C'est l'ambition du Siri de nouvelle génération, prévu pour cet automne. Sur les mobiles Android, on peut déjà télécharger Gemini, l'IA de Google, puis l'ouvrir et accepter qu'elle remplace le vieil assistant de Google. Mais, pour le moment, le résultat n'est pas très heureux : selon nos tests, ses actions sont limitées.

Un copain virtuel dans les contacts de ses réseaux sociaux Pour les réseaux sociaux, tout est bon pour retenir les usagers. Dès février 2023, Snapchat a été le premier à inaugurer une IA qui peut, comme ChatGPT, donner des conseils de recette, de voyage, etc.

My AI apparaît tout en haut de la liste de contacts : on discute avec elle comme avec un ami. Elle répond sur un ton familier et compatit lorsqu'on lui raconte des malheurs.

Meta a lancé des IA dans douze pays anglophones. Le principe est assez proche : l'IA se présente sous la forme d'un copain virtuel dans les contacts de Facebook, Instagram, WhatsApp et Messenger. Ou plutôt de plusieurs copains, aux personnalités inspirées de personnalités publiques comme le rappeur Snoop Dogg ou l'influenceuse Kylie Jenner. En attendant qu'elles arrivent en France, on peut se reporter sur un service concurrent, character.ai, qui propose des personnages mus par IA, dont certains sont inspirés de figures historiques.

En entreprise, la quête de la productivité En 2023, Microsoft et Google ont commencé à injecter une IA dans leurs suites bureautiques payantes Office et Workspace, mais uniquement dans quelques grosses entreprises. Puis le Gemini de Google est devenu accessible aux PME, et le Copilot Pro de Microsoft aux PME ainsi qu'aux particuliers. Dans la suite Office, les fonctions les plus utiles sont celles que ChatGPT of-

fre déjà dans son chatbot : créer un brouillon de texte, changer de ton (plus chaleureux, plus littéraire, etc.), résumer un texte. Il est aussi possible d'avoir le résumé des e-mails. L'intégration de cet IA au logiciel PowerPoint est modérément convaincante et clairement pas prête pour Excel.

Fin mai, Google et Microsoft ont dévoilé un nouveau service qui prendra la forme d'un « employé virtuel » conçu pour assister les équipes travaillant sur un projet. Il sera capable de surveiller les chats, les visioconférences, les e-mails de groupe et prendra l'initiative d'alerter sur les étapes du projet ou de résumer les nouveautés récentes.

Si les IA commencent à être mises à disposition des salariés dans certaines entreprises, certains métiers ont déjà accès à des assistants plus spécialisés. Des outils marketing comme Jasper rédigent des textes adoptant le ton de chaque marque, au référencement optimisé, calibrés pour chaque réseau social. Sudowrite permet d'écrire des textes de fiction en peaufinant les personnages et les arcs narratifs. Des chatbots comme celui de Klarna promettent d'automatiser partiellement l'assistance à la clientèle. ■

NICOLAS SIX

Copilot

L'IA de Microsoft est simple d'usage, elle offre l'arsenal de fonctions le plus complet qui soit, et s'avère performante. Bref, Copilot est idéal pour découvrir l'IA générative. Sur simple demande en langage naturel, le *chatbot* peut répondre à des questions complexes, mais aussi rédiger des brouillons, ou résumer des textes. Une application pour iOS et Android permet d'interroger Copilot à l'écrit mais aussi à l'oral. L'IA est également présente dans le moteur de recherche Bing.com : une partie des réponses incluent des textes générés par Copilot. A l'adresse bing.com/create, on accède au créateur d'images gratuit qui peut générer jusqu'à quinze dessins ou photos par jour.

Sur abonnement, Microsoft propose un assistant destiné à la suite Office, Copilot Pro, que certains usagers trouveront utile au sein des logiciels Word et Outlook. Cet abonnement améliore les performances générales de l'IA de Microsoft : ses temps d'attente sont par exemple raccourcis, et l'on peut générer jusqu'à cent images par jour.

La gamme Copilot est coiffée par une offre à 28 euros HT par mois destiné aux grandes entreprises. Elle garantit que les données des employés ne seront pas absorbées par l'IA et recrachées à des usagers travaillant dans d'autres sociétés. L'abonnement à 22 euros nets n'offre pas cette garantie. Copilot est propulsé par la technologie d'OpenAI, qui reste l'une des toutes meilleures, sinon la meilleure. Sa version gratuite propose toutefois l'IA la moins performante d'OpenAI, GPT 3.5, ou en dehors des pics de consultations par le GPT4-turbo, notablement meilleur. La version payante de Copilot bénéficie en permanence de cette technologie plus avancée. ■

Entreprise : Microsoft ; technologie : OpenAI ; coût : gratuit, 22 euros ou plus

Gemini

Face au Copilot de Microsoft, le Gemini de Google devrait rapidement s'imposer comme l'autre grosse offre polyvalente du marché. Mais pour l'heure, il lui manque encore quelques briques pour rivaliser. Son moteur de recherche enrichi à l'IA n'est pas encore disponible en France, guère plus que son outil de génération d'images.

Son intelligence artificielle bureautique n'est accessible qu'aux entreprises. En revanche, Google propose bien un *chatbot*, ainsi qu'une application mobile à laquelle on peut parler à l'oral, avec un raffinement qui plaira sans doute beaucoup aux amateurs d'IA passant de longues heures en voiture.

On peut en effet réveiller Gemini à la voix en prononçant « OK Google » afin de discuter avec lui à l'oral. Cela n'est possible que sur les mobiles Android : il faut installer l'application Gemini et l'ouvrir, puis accepter qu'elle remplace l'assistant Google. Gemini est disponible en version payante, baptisée Advanced, mais elle n'offre pour le moment que des atouts relativement ténus : un modèle d'IA plus performant et l'importation de documents pour les résumer, qui peuvent peser jusqu'à 2500 pages.

Mais les choses évoluent à toute vitesse dans l'univers de l'IA, et l'offre de Google s'enrichira probablement dans les mois qui vont venir. Gemini repose sur un LLM maison. Pour peaufiner son entraînement, Google précise collecter les informations personnelles de ses usagers, pour la version gratuite de l'intelligence artificielle comme celle payante. Il est possible de désactiver cette surveillance. Encore faut-il penser à le faire. ■

Entreprise : Google ; technologie : Google ; coût : gratuit ou 22 euros

Apple Intelligence

Ça n'est encore qu'un projet : mieux vaut considérer avec prudence l'« intelligence artificielle » (IA) qu'Apple a dévoilée le 10 juin au cours de sa conférence destinée aux développeurs. Mais cette vision de l'IA générative paraît résolument ambitieuse. Portant le nom d'Apple Intelligence, elle proposera des outils de création d'images particulièrement inventifs ainsi qu'un assistant de génération de textes. Surtout, l'assistant vocal Siri évoluera en profondeur.

Selon Apple, il deviendra capable de répondre aux interrogations complexes, grâce à l'aide de ChatGPT, et mènera des actions complexes, grâce aux modèles de la marque à la pomme. On pourra lui demander : « Résume les notes que j'ai prises pendant la réunion puis envoie-les par e-mail aux membres du projet XY. » Reste à savoir si ce type de requête aboutira souvent ou pas.

Avec Apple Intelligence, la firme californienne compte se distinguer de Copilot et Gemini en mettant l'accent sur la vie privée. Une partie des textes et images créés par Apple Intelligence seront générés directement par le téléphone, la tablette ou l'ordinateur. Une autre partie sera envoyée à de puissants ordinateurs distants, mais de façon anonymisée selon Apple. On verra les premiers jalons d'Apple Intelligence cet automne, puis l'IA montera en puissance en 2025. Des doutes planent sur son calendrier français. En outre, seuls les appareils récents d'Apple pourront en profiter. Seul l'iPhone Pro 15 est pour l'heure compatible. Parmi les ordinateurs, seuls les modèles sortis à partir de 2020 dotés d'un processeur M1 sont inclus. Parmi les tablettes, seront concernés les iPad Pro sortis à partir de 2021 et les iPad Air de 2022 et ultérieurs. ■

Entreprise : Apple ; technologie : Apple + OpenAI ; coût : gratuit



URBS

LE CHIFFRE

40 %

C'est la part de l'emploi mondial exposé à l'intelligence artificielle (IA), selon une note du Fonds monétaire international (FMI) publiée en janvier. Les économies avancées sont plus exposées, puisque cela concernerait 60 % des emplois, mais aussi les plus à même d'exploiter les avantages de l'IA par rapport aux pays en développement. Si l'automatisation et l'arrivée de nouvelles technologies ont régulièrement bouleversé les métiers aux tâches répétitives, avec l'IA, ce sont les professions diplômées qui sont principalement concernées, souligne l'étude du FMI.

La course aux modèles les plus performants

Des dizaines de tests mesurent les capacités de compréhension, de logique, de traduction, et la rapidité des logiciels

Lorsqu'on soulève le capot d'une « intelligence artificielle » (IA) pour vérifier la mécanique qui l'anime, on a parfois des surprises. Le Copilot de Microsoft, par exemple, ne tourne pas avec Phy, la machinerie maison, mais avec ChatGPT, développé par OpenAI. Fin 2022, l'arrivée fracassante de ce *chatbot* (agent conversationnel) a bousculé jusqu'à Google, dont les laboratoires ont pourtant énormément contribué aux avancées des IA génératives dans les années 2010.

Que Microsoft fasse confiance à OpenAI n'est pas étonnant : le géant du logiciel y a investi 13 milliards de dollars (environ 12 milliards d'euros). ChatGPT a d'autres partenaires prestigieux qui prouvent l'estime du secteur, à commencer par Apple, qui l'a choisi pour coanimer sa future Apple Intelligence, au côté d'autres intelligence artificielle maison. A cette heure, l'écart est

grand entre les meilleures mécaniques génératives, qui portent le nom savant de Large Language Models (LLM), et leurs poursuivantes. Les performances de ces LLM sont scrutées à la loupe, des dizaines de tests mesurent leurs capacités de compréhension, de logique, de traduction, leur rapidité, etc. Sans oublier leurs taux d'erreur.

Un ton plus empathique

Dans l'univers de la tech, une course s'est engagée pour rattraper OpenAI. Google a mis les bouchées doubles et son intelligence artificielle Gemini fait partie des meilleures. Meta a récemment révélé qu'en 2023, ses investissements dans l'IA se sont élevés à environ 35 milliards de dollars. Et les start-up, qui multiplient les levées de fonds, ne sont pas en reste.

Beaucoup d'entreprises éditrices des LLM qui ressortent dans les tests sont installées en Califor-

nie. Anthropic, l'éditeur de Claude, a levé 4 milliards de dollars auprès d'Amazon en 2023. Reka, qui a créé Core, a reçu un financement de 60 millions la même année, quand Palmyra, édité par Writer, levait 100 millions de dollars. Inflection, le créateur de Pi, une IA au ton plus empathique et aux réponses personnalisées en fonction des intérêts de chaque usager, a récolté 1,3 milliard de dollars il y a un an.

En France, la jeune pousse Mistral a récemment levé 600 millions d'euros auprès d'investisseurs français et américains, valorisant l'entreprise à 5,8 milliards d'euros. Ses LLM sont bien identifiés par les chercheurs en IA internationaux et se classent en haut des classements.

On retrouve d'ailleurs un des modèles de Mistral sous le capot du *chatbot* américain en vogue Perplexity, qui l'emploie en alternance avec le LLM de Meta, nommé Llama. Deux modèles

choisis parce qu'ils sont open source : certaines entreprises peuvent ainsi les réutiliser et les modifier librement. Llama a d'ailleurs fait des dizaines de petits, jusqu'en Chine, révèle le *New York Times*.

Beaucoup d'autres modèles affichent un positionnement plus spécifique. La start-up française The H Company a levé 220 millions de dollars pour développer une IA autonome, capable de raisonner, planifier, collaborer. L'Intelligence artificielle américaine KL3M de 273ventures se propose de rédiger des brouillons de documents juridiques grâce à un LLM aux sources certifiées vierges de problèmes de copyright par l'ONG Fairly Trained. L'entreprise Databricks a levé 1,6 milliard de dollars en 2021 pour bâtir un LLM plus rapide et moins coûteux, une revendication qui revient dans l'argumentaire d'autres start-up du secteur. ■

N. SX

Image, musique, vidéo... des résultats déjà stupéfiants

Il suffit de décrire en quelques lignes l'image que l'on imagine et celle-ci apparaît comme par magie. De quoi inquiéter photographes et dessinateurs. La technologie n'est pas encore aussi aboutie dans la vidéo. Pour l'heure

C'est l'autre versant des « intelligences artificielles » (IA) génératives : elles permettent, en plus des textes, de créer des images, des musiques, des vidéos. La marche à suivre est souvent désarmante de simplicité : on décrit en une phrase ce qu'on souhaite obtenir. Cette phrase forme une consigne, ou « prompt », et l'IA va générer l'image ou la vidéo souhaitée.

Image : des progrès fulgurants

Il y a deux ans, les images générées par IA étaient grossières et comportaient des bizarreries comme des mains à sept doigts. Les meilleures ont progressé au point qu'on distingue aujourd'hui difficilement leurs productions des dessins ou photos créés

par de vrais artistes, ce qui inquiète évidemment beaucoup de créatifs. Avec ces outils, toutefois, il reste impossible d'obtenir exactement l'image qu'on imagine, y compris pour les experts en rédaction de prompts.

Chez les particuliers, ces images servent surtout à amuser les proches. Chez les pros, des community managers les utilisent pour créer des visuels pour les réseaux sociaux, des créateurs les emploient pour défricher leurs futures productions. Partout, des artistes expriment leur colère contre ces IA parfois entraînées sur des millions d'images sans l'autorisation de leurs auteurs. Une bataille juridique s'est engagée.

Dans ce domaine, les outils de référence sont complexes (Stable

Diffusion) ou payants (Midjourney). Mieux vaut se tourner vers le créateur de Microsoft, qui donne droit à 15 visuels gratuits par jour, assez convaincants (bing.com/create). D'ici à l'automne, des outils de génération d'images arriveront dans les iPhone et MacBook. On pourra créer des photos originales incorporant le visage d'un proche, ou forger de nouvelles émoticônes – seulement sur les appareils de dernière génération toutefois.

Musique : des technologies déjà convaincantes

Après des années de tâtonnements, les premières chansons convaincantes ont émergé en mars, produites par l'IA Suno. Lorsqu'on lui demande « un morceau de reggae pour inci-

ter mes parents à aller voter », il produit une petite chanson agréable, mélodieuse, aux paroles distrayantes qui riment, faute d'être vraiment spirituelles.

La musique manque de définition, mais le résultat laisse parfois pantois, tant la machine se rapproche des capacités d'un honnête compositeur humain. Après inscription, Suno permet de créer gratuitement cinq chansons par jour. Parmi ses concurrents, on peut citer Udio, Mubert pour la musique électronique, ou Uberduck et Fakeyou pour le rap.

Vidéo : de nombreux défis à surmonter

L'heure des IA de création vidéo paraît approcher. Plusieurs entreprises ont récemment fait la démonstration de séquences

agréables, riches, réalistes et longues. C'est le cas de Sora, qu'OpenAI finalise actuellement, de Veo, que Google peaufine encore, ou du chinois Kling.

Une fois commercialisés, ces services ne menaceront pas immédiatement tous les métiers de la fiction. Comme l'admettent les créateurs de Sora, les IA génératives de vidéos peinent à conserver un décor ou un personnage d'un plan à l'autre, ou à animer les traits des visages. Se pose aussi la question du coût des vidéos générées, puisqu'elles mobilisent une grande puissance de calcul. En attendant que ces outils émergent, on peut s'essayer à des services comme Runway ou Luma AI, mais leurs vidéos sont peu réalistes. ■

N. SX

ChatGPT

On ne présente plus le pionnier des *chatbots* d'IA générative. ChatGPT, d'OpenAI, est accessible sur le Web ou par l'intermédiaire d'une application. Il est simple à utiliser. Toutefois, sa version gratuite n'est pas connectée à Internet : ses informations sont bloquées en 2022.

Pour profiter d'actualités, il faut s'abonner, au prix de 23 euros, ce qui donne aussi accès aux modèles les plus performants. Si vous souhaitez éviter que vos conversations servent à entraîner ChatGPT, il faudra passer sur l'offre à 28 euros. Comme d'autres intelligences artificielles, ChatGPT peut à partir de photos suggérer une recette selon le contenu du frigo, ou analyser un graphique. Mais, selon nos tests, ses réponses restent erratiques. ■

Entreprise : OpenAI ; technologie : OpenAI ; coût : gratuit ou 23 euros et plus

Le Chat

L'éditeur français Mistral s'est construit une belle réputation à l'international. Il se positionne en grossiste d'IA génératives textuelles destinées aux entreprises, mais a tout de même construit une vitrine sur Internet, que le grand public peut consulter librement : un *chatbot* nommé « Le Chat » (chat.mistral.ai).

Il est intéressant de comparer les réponses du Chat à celles de ChatGPT : l'écart entre les deux est loin d'être énorme, comme *Le Monde* a pu le constater. La société Mistral propose deux familles d'intelligence artificielle, des modèles open source que d'autres entreprises peuvent télécharger, modifier, et utiliser librement, puis des modèles commerciaux, beaucoup plus fermés, qui sont également les plus performants. ■

Entreprise : Mistral ; technologie : Mistral ; coût : gratuit

Midjourney

C'est la référence de la création d'images photoréalistes. Midjourney, installé en Californie, est tellement sûr de son talent qu'il n'offre aucune image gratuite, et ne fait rien pour simplifier l'accès à ses outils de création.

Ceux-ci ne sont pas proposés par un site Internet ou dans une application, mais à travers le réseau social Discord, au fonctionnement assez opaque pour les débutants. Une fois qu'on a saisi l'essentiel, la génération d'images devient assez simple : une consigne textuelle en langage naturel suffit, et le résultat est souvent bluffant.

En outre, Midjourney permet d'obtenir des résultats précis grâce à ses réglages avancés. Par exemple, on peut parvenir à faire figurer un personnage récurrent dans plusieurs images. ■

Entreprise : Midjourney ; technologie : Midjourney ; coût : à partir de 10 dollars par mois

Suno

C'est le premier service en ligne qui permette de créer des chansons crédibles en les décrivant en quelques mots. Suno s'occupe de tout : de la musique, des paroles et des voix. Manié avec un peu d'humour et de persévérance, Suno propose de courts morceaux vraiment drôles, à partager avec ses proches, sous forme de lien Web.

Des chansons dont le style correspond cependant rarement totalement à ce qu'on aurait souhaité. Lorsqu'on lui donne une consigne, Suno génère systématiquement deux titres partageant les mêmes paroles, mais pas la même musique. L'opération prend une à deux minutes. La version gratuite de Suno donne le droit à cinq requêtes par jour, la version payante à 250 consignes par mois. ■

Entreprise : Suno ; technologie : Suno ; coût : gratuit ou 10 dollars par mois

Perplexity

Les réponses de ce *chatbot* sont plus riches que celles de ChatGPT : leur texte s'accompagne de photos et de cinq sous-questions connexes, qu'on peut déplier en cliquant dessus. Perplexity fournit aussi plusieurs liens vers des pages Web, qui se présentent sous la forme de vignettes, le tout sans noyer l'utilisateur.

Sous le capot de Perplexity, on retrouve les LLM (Large Language Model) de Meta et de Mistral, ainsi qu'une couche de technologie maison chargée de récupérer les informations aux quatre coins du Web. On peut souscrire à un abonnement permettant d'opter pour des modèles plus performants. Les réponses du Perplexity payant sont aussi plus longues et détaillées. ■

Entreprise : Perplexity ; technologies : Meta, Mistral et Perplexity ; coût : gratuit ou 20 dollars par mois

Replika

C'est l'une des premières IA génératives qui a tenté de créer un lien affectif fort avec ses utilisateurs, une sorte d'« intimité artificielle ». Replika répond avec chaleur, peut assurer qu'elle aime discuter avec nous, une émotion dont elle est pourtant incapable.

Son éditeur la recommande à « quiconque voudrait un ami sans jugement, sans drame, sans anxiété sociale ». Souscrire à la version pro de Replika (20 dollars par mois) donne accès à une IA aux réponses plus crédibles, et permet surtout de changer le ton du *chatbot* du tout au tout. De l'ami, on peut le transformer en petit ami, en mari, en frère, ou en mentor. Et personnaliser dans les moindres détails l'apparence physique du personnage avec lequel on discute par écrit. ■

Entreprise : Replika ; technologie : Replika ; coût : gratuit ou 20 dollars par mois



PERTES & PROFITS | SEMI-CONDUCTEURS
PAR JEAN-MICHEL BEZAT

Puces: Nvidia au firmament de Wall Street

C'était en 1999 et seuls quelques « accros » de la Bourse s'en souviennent. L'américain Intel régnait sur le secteur des semi-conducteurs, et un petit fabricant de puces, Nvidia, s'introduisait au Nasdaq, la Bourse new-yorkaise des nouvelles technologies. Trois ans plus tard, il entrait dans le S&P 500, l'indice des plus grosses entreprises cotées aux États-Unis. Le géant de Santa Clara (Californie) a décroché, mardi 18 juin, un nouveau record après avoir affiché un rendement stratosphérique de + 591 078 % depuis son introduction en Bourse : il est devenu la première société mondiale avec une capitalisation de 3335 milliards de dollars (3106 milliards d'euros), dont plus de 2 000 milliards de dollars acquis en un an !

Une longueur d'avance

Cette exubérance des marchés, qui place désormais Nvidia devant Microsoft, tient en trois mots : intelligence artificielle (IA) générative. Elle consomme, en effet, d'énormes quantités de microprocesseurs toujours plus performants. Depuis le lancement du robot conversationnel ChatGPT par OpenAI, en novembre 2022, la valeur de Nvidia a été multipliée par huit. Avec des sociétés comme Intel, Qualcomm, ARM ou Micron, l'industrie des semi-conducteurs est devenue le premier secteur du S&P 500, constatent les analystes.

Patron fondateur de Nvidia en 1993, Jensen Huang a parié très tôt sur les puces graphiques (GPU) et l'« informatique accélérée » dotée d'une grande puissance de calcul. Elles ont d'abord fait fureur dans les consoles de jeux vidéo, où les gamers découvraient à chaque version une meilleure image. Puis la société a pris d'énormes parts de marché dans l'informatique en nuage (cloud) en équipant les centres de traitement de données (data centers) d'Amazon, de Google et de Microsoft. Avec la volonté d'avoir toujours une longueur d'avance technologique : mi-mars, elle a dévoilé une puce graphique baptisée « Blackwell » et présentée comme « la plus puissante du monde ».

Le succès boursier n'est que le reflet des résultats de l'entreprise. Son bénéfice a atteint 15 milliards de dollars au premier trimestre ; M. Huang a promis que la tendance se poursuivra en 2024 et sans doute au-delà. L'histoire n'est évidemment pas écrite et celle de Nvidia a connu des hauts et des bas. Reste qu'il détient plus de 80 % du marché des puces pour l'IA. Son talon d'Achille se trouve dans le pays de fabrication d'une partie de ses puces : Taïwan. Même si son sous-traitant – le géant TSMC – délocalise des usines, il conserve jalousement sur place la production de ses puces dernier cri. Tant que la République populaire de Chine n'a pas envahi l'île nationaliste... ■

Bercy épingle Carrefour pour des abus envers ses franchisés

L'Etat recommande d'infliger une amende de 200 millions d'euros au géant de la distribution après une enquête sur ses pratiques

C'est un coup de semonce contre le modèle de la franchise, schéma économique de plus en plus présent dans la grande distribution. Le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique a requis une amende civile d'un montant de 200 millions d'euros à l'encontre de Carrefour, ainsi que la modification de ses contrats de franchise dans une affaire qui oppose le groupe de distribution à près de 170 franchisés, et pour laquelle il a remis ses conclusions vendredi 14 juin, a révélé mardi 18 juin le média *La Lettre*.

Les premiers effets viennent de se faire sentir en Bourse. Ce même jour, l'action du groupe Carrefour, dont plus de la moitié du chiffre d'affaires en France a été réalisée par ses franchisés en 2023, a perdu plus de 9 % à l'ouverture des marchés, atteignant son plus bas niveau depuis novembre 2020.

Comment en est-on arrivé là ? L'Association des franchisés Carrefour (AFC) – cofondée par Jérôme Coulombel, ancien cadre du groupe et auteur de *Carrefour. La grande arnaque* (Ed. du Rocher, 2023) – avait attaqué, le 26 décembre 2023, diverses entités du groupe (Carrefour Proximité

France, CSF, Selima et Profidis) devant le tribunal de commerce de Rennes, pour des pratiques abusives au détriment de ses franchisés et locataires gérants.

La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) – le bras armé du ministère de l'économie – avait, de son côté, lancé une enquête administrative depuis 2019 sur les pratiques du groupe Carrefour.

Dizaine de clauses

Les investigations des services de la DGCCRF ont abouti « *au constat, pour plusieurs sociétés du groupe, de pratiques contraires au code du commerce ayant pour objet de préserver la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, précise la DGCCRF au Monde. Par conséquent, en soutien des franchisés, il est demandé au tribunal de prononcer la nullité de plusieurs clauses des contrats liant les franchisés et le groupe Carrefour, et de prononcer une sanction financière à l'encontre du groupe* ».

Bercy reproche notamment à Carrefour d'avoir ficelé ses franchisés par une dizaine de clauses dans la rédaction de ses contrats dont le ministère demande le retrait. Sont visées des dispositions sur l'approvisionnement et la politique tarifaire de ses distributeurs, qui leur imposent « *des prix de revente conseillés par le biais de l'obligation d'utiliser le matériel et les logiciels informatiques du franchiseur* » ou une obligation « *de fidélité dans l'approvisionnement à un taux minimum de 45 % à 50 %* ». Mais aussi d'autres éléments du

Cette prise de position du ministère sonne comme un signal d'alarme pour l'ensemble de la grande distribution

pacte d'associés entre Carrefour et ses magasins franchisés, comme la clause « *concernant le droit de préemption du fonds de commerce et une promesse unilatérale de vente au seul bénéfice du groupe Carrefour pour une période supérieure à la durée du contrat de franchise et d'approvisionnement* ».

Le ministère de l'économie apporte un soutien de poids à l'AFC. Si le jugement du tribunal de commerce n'est pas attendu « *avant un an et demi, les conclusions du ministère de l'économie, qui ont été rendues publiques, vont pouvoir être utilisées par tous les franchisés qui ont des contentieux en cours* », lance M. Coulombel, interrogé par *Le Monde*. « *Ça va être l'enfer pour Carrefour* », conclut-il.

« Pas d'inquiétude majeure »

En octobre 2019, le tribunal de commerce de Rennes avait dû se prononcer sur une affaire similaire. Un conflit opposait le ministère de l'économie au groupe de franchise Domino's Pizza depuis mars 2017. La DGCCRF avait mis son nez dans les relations entre le

franchiseur et les franchisés du réseau Pizza Sprint, qui avait été repris en janvier 2016 par Domino's Pizza. L'affaire avait mis au jour une dizaine de clauses dans les contrats porteuses d'un « *déséquilibre significatif* ». Bercy avait finalement été débouté d'une partie de ses demandes, mais le tribunal avait ordonné à l'enseigne de revoir certaines modalités des contrats pour « *permettre aux franchisés, grâce à un outil informatique adapté, de pratiquer leurs propres prix de vente* ».

Cette prise de position à l'encontre de Carrefour sonne également comme un signal d'alarme pour l'ensemble de la grande distribution, qui opère actuellement un vaste mouvement d'externalisation de ses coûts d'exploitation grâce aux modèles de franchise et de location-gérance. « *Pas d'inquiétude majeure*, glisse un distributeur concurrent de Carrefour. *Mais on va quand même faire analyser nos contrats de franchise par nos avocats au regard des griefs pour être sûrs de ne pas se faire attrapper comme Carrefour* ».

Dans un communiqué, à la mi-journée, Carrefour « *conteste vigoureusement les griefs du ministère de l'économie relatifs à la gestion de son réseau de franchise ainsi que le caractère totalement disproportionné de l'amende qui ne pourra être décidée que par la juridiction saisie* ». Le groupe se dit confiant « *dans sa capacité à démontrer la parfaite validité de ses contrats comme l'équilibre de sa relation avec ses partenaires* ». ■

CÉCILE PRUDHOMME

L'audition calamiteuse du patron de Boeing face au Sénat américain

Dave Calhoun devait s'expliquer sur les défaillances du 737 Max

NEW YORK - correspondant

Esprait-il apaiser l'ardeur des sénateurs ? Toujours est-il que Dave Calhoun, le PDG de Boeing depuis 2020, a entamé son audition au Sénat, mardi 18 juin, en présentant ses excuses aux familles des victimes du double crash du Boeing 737 MAX 8, sur un vol Lion Air en 2018 et un vol Ethiopian Airlines en 2019, qui brandissaient les photographies de leurs proches. « *Je m'excuse pour la douleur que nous avons causée, et je veux que vous sachiez que nous sommes totalement mobilisés, en leur mémoire, à travailler et à nous concentrer sur la sécurité* », a commencé M. Calhoun.

Puis, ce fut la descente aux enfers, d'autant qu'un lanceur d'alerte avait fait de nouvelles révélations sur des défaillances cachées aux régulateurs. Finalement, M. Calhoun a-t-il rencontré des lanceurs d'alerte ? Non. Les sénateurs lui suggèrent que ce serait une « *bonne idée* ». Combien de dirigeants ont été sanctionnés pour avoir traqué les lanceurs d'alerte ? Il ne le sait pas. Les indemnités payées aux victimes ont-elles été déduites fiscalement ou payées par les assurances ? M. Calhoun n'en a pas le détail.

Pendant toute l'audition, la première depuis l'incident d'Alaska Airlines, le président de Boeing a asséné des généralités, alors qu'aux problèmes de conception par les bureaux d'ingénieurs des

737 MAX s'est ajouté le problème de fabrication industrielle qui a conduit à l'arrachage, début janvier, d'une porte d'un 737 MAX 9 d'Alaska Airlines – les vis enlevées pour une réparation n'avaient pas été remises en place.

Récemment, on a appris que du titane contrefait produit par un sous-traitant chinois avait été utilisé dans le fuselage des avions Boeing et Airbus, mais Boeing n'en avait rien su, car le matériel était fourni par un fournisseur de fournisseur. « *Notre culture est loin d'être parfaite, mais nous prenons des mesures et nous progressons* », a répété M. Calhoun. « *Vous et votre conseil d'administration avez un devoir envers vos actionnaires, mais ils seront profondément mal servis si vous ne parvenez pas à corriger le tir et à vous attaquer à la cause profonde de cette culture de sécurité défaillante* », avait déclaré d'emblée le sénateur démocrate du Connecticut et président de l'audition, Richard Blumenthal.

Réponses lénifiantes

L'hallali a été donné par le républicain Josh Hawley (Missouri), qui a demandé à M. Calhoun s'il méritait sa rémunération de 32,8 millions de dollars (30,6 millions d'euros). « *Une hausse de 45 %* », a rappelé M. Hawley, qui a énuméré ses griefs face aux réponses lénifiantes du PDG. « *Vous faites l'objet d'une enquête pour falsification des rapports d'inspection du 787. Boeing fait l'objet d'une enquête criminelle pour le vol*

d'Alaska Airlines. Vous avez fait l'objet d'une enquête du ministère de la justice pour conspiration criminelle visant à frauder la FAA [Federal Aviation Administration] », a accusé le sénateur.

« *Vous vous concentrez sur ce pour quoi vous avez été embauché, c'est-à-dire que vous faites des économies. Vous éliminez les procédures de sécurité. [...] Vous essayez de tirer le maximum de profit possible de cette entreprise. Vous exploitez Boeing jusqu'à la moelle* », a accusé Hawley, qui a demandé au patron pourquoi il n'avait pas démissionné. « *Sénateur, je m'en tiens à cela. Je suis fier d'avoir accepté ce poste. Je suis fier de notre bilan* », a osé M. Calhoun. « *Franchement, monsieur, je pense que c'est une mascarade* », a jugé le sénateur.

La tension reste considérable alors que le ministère de la justice doit décider s'il lance des poursuites pénales contre l'entreprise. Pendant ce temps, Boeing cherche un successeur à M. Calhoun, censé quitter ses fonctions à la fin de l'année, mais les candidats ne se pressent pas. Le patron de General Electric, Larry Culp, a déclaré qu'il restait chez GE. David Gitlin, PDG du fabricant Carrier Global, a demandé que son nom soit retiré de la liste des prétendants. En interne, Stephanie Pope, nouvelle directrice des opérations, n'est pas ingénieure. « *La recherche d'un nouveau PDG chez Boeing rencontre des écueils* », titrait pudiquement le *Wall Street Journal*. ■

ARNAUD LEPARMENTIER



Musclez votre mémoire ! Cultivez vos connaissances à travers quatre-vingts ans d'archives du *Monde*. Répondez aux questions d'histoire, de sciences, surfez sur la Nouvelle Vague, partez sur les chemins de randonnée.

Ce hors-série, saison 3, vous permettra de vous évaluer et d'approfondir votre culture générale sur tous les sujets en vous distrayant. En famille, entre amis, pour vous seul, découvrez les leçons proposées par les journalistes du *Monde*.

300 QUESTIONS DE CULTURE GÉNÉRALE - SAISON 3

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 8,95 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Une place de la Concorde plus verte et plus piétonne

Le concours de réaménagement des lieux sera lancé en mai 2025 pour un début des travaux prévu en 2026

L'instant photo aux côtés de la maire de Paris brandissant les douze préconisations sur le réaménagement de la place de la Concorde approchait, quand Jean-Jacques Aillagon, l'ancien ministre de la culture de Jean-Pierre Raffarin, a tenu à faire cet aveu.

Quand Anne Hidalgo lui confie, en mars, la présidence de la commission qui doit définir les règles du concours qui permettront de renouer avec le passé du lieu tout en l'adaptant aux étés caniculaires, il ne croit pas une seule seconde à cette idée d'y planter des arbres. « *Un contresens* » : la place royale doit rester minérale comme elle l'a toujours été, assène-t-il. Mardi 18 juin, ce spécialiste de l'histoire de l'art a reconnu son erreur. La Concorde, plus vaste rond-point parisien, doit être végétalisée pour s'adapter au climat, mais aussi rappeler son histoire.

Cette étendue telle qu'on la connaît, plane, grise et pavée, n'est en réalité qu'une courte parenthèse dans la vie du site. La direction des affaires culturelles de la ville a retrouvé plans, peintures, photos. Les dimensions sont intactes : 7,79 hectares qui s'étendent des Tuileries aux Champs-Élysées, de l'ambassade des États-Unis à la Seine. Mais lorsque, au XVIII^e siècle, l'architecte Ange-Jacques Gabriel dessine l'esplanade qui doit accueillir la statue du roi, il borde cet ancien terrain vague de fossés.

Un immense îlot de chaleur

Très vite, ces derniers sont aménagés, deviennent des jardins. Un siècle plus tard, le concours organisé pour rénover les lieux demande de les préserver. Jusqu'à ce que Napoléon III, en 1852, les juge « *dangereux et dommageables à la circulation grandissante* » et ordonne de les combler. L'avènement de l'automobile transforme alors la place royale en gigantesque anneau routier.

Désimperméabiliser la moitié de l'un des îlots de chaleur parisiens les plus importants est l'une des préconisations majeures de la



La place de la Concorde, à Paris, le 16 novembre 2020. JOEL SAGET/AFP

commission. Les données fournies par l'Atelier parisien d'urbanisme ont permis de documenter l'état du sous-sol : près de la moitié des anciens fossés sont en pleine terre, un tiers ont une profondeur supérieure à 2 mètres, et un quart entre 50 centimètres et 1 mètre. Cette recommandation, comme les autres, fut adoptée à l'unanimité. Dix d'entre elles – les deux autres relèvent d'une charte – doivent figurer dans le cahier des charges du concours d'architecture lancé fin mai 2025. Les cinq équipes seront désignées en septembre, le lauréat connu en janvier, pour un début de travaux espéré en 2026.

La méthode retenue est inédite. Plutôt que de risquer de voir le projet lauréat amendé par les

commissions patrimoniales, la Ville a préféré prendre les devants en allant chercher l'avis autorisé de tout un écosystème.

Le procédé a eu le mérite de réunir, à cinq reprises, dix-neuf spécialistes du patrimoine et du climat, dont les positions ne sont pas toujours raccord. Stéphane Bern, un architecte en chef des Monuments historiques, une inspectrice générale des affaires culturelles ont ainsi dû s'entendre avec deux membres du GIEC, le comité d'experts sur le climat, ou encore Alain Baraton, le jardinier en chef de Versailles. L'équation soumise était complexe. Il s'agissait de concilier adaptation et préservation d'un site doublement classé, au titre des Monuments historiques et au Patrimoine de

l'Unesco. Outre le sujet des arbres, celui de « *conserver la composition symétrique (...) et les grandes perspectives* » s'est imposé. La géométrie globale n'a pas varié.

Sur les plans de l'architecte Gabriel, il y a toutefois une exacte distance entre le point central – brièvement occupé par la statue royale, avant d'être remplacée par l'obélisque – et les façades côté nord, la Seine côté sud. Or, l'aménagement de la voie Georges-Pompidou et la percée, en 1967, des trémies routières ont déséquilibré l'ensemble. « *L'accès au fleuve depuis la place est extrêmement difficile (...). Effacer les trémies (...) permettra de renforcer le lien (...) avec la Seine et ses berges* », insiste la commission. A l'avenir, la Concorde doit aussi être consi-

dérablement débarrassée de la voiture, estiment-ils.

Réduire la circulation automobile, dans la droite ligne de la politique municipale commencée en 2001, est, ici, tout un symbole. C'est sur la place de la Concorde que débouchent les Champs-Élysées, cette « *avenue de l'automobile* » où les constructeurs installent leur showroom au cours du XX^e siècle. Elle abrite aussi le siège de l'Automobile Club de France. Le puissant lobby occupe le numéro 6 dès 1898, puis le numéro 8 à partir de 1903. La volonté d'effacer les tunnels routiers pour redonner toute leur place aux piétons « *imposera de réduire celle dédiée à la circulation automobile* ».

Environ 5 400 véhicules traversent l'esplanade chaque heure. A

Cette étendue telle qu'on la connaît, plane, grise et pavée, n'est en réalité qu'une courte parenthèse dans la vie du site

l'avenir, les promeneurs auront la priorité, les vélos devront se sentir en sécurité.

Cette volonté d'apaisement rejoint les préoccupations du Comité Champs-Élysées, qui fédère 180 propriétaires et commerçants de l'avenue. En grand voisin, il fut invité à donner son point de vue. Tout figure dans l'étude urbaine à 5 millions d'euros qu'il a remise à la Ville, fin mai.

Scénarios radicaux

Certains scénarios dessinés par l'agence de Philippe Chiambaretta sont radicaux. Deux d'entre eux cantonnent les voitures sur quatre files à l'ouest, côté Champs, agrandissant encore les Tuileries, le plus vaste jardin de la capitale. L'inverse est aussi possible, glisse un urbaniste : les voitures circulent à l'est, ce qui redonnerait vie aux jardins des Champs-Élysées. Sur ce sujet, le préfet de police aura son mot à dire, la place jouant un rôle stratégique pour la circulation à Paris.

La commission plaide enfin pour la rédaction d'une charte qui harmoniserait les événements organisés en ce haut lieu de rassemblement populaire. En comptant les temps d'installation, la place est occupée un tiers de l'année. Enfin, Anne Hidalgo suggère que la ministre de la culture copréside le jury du concours avec elle. Sur le papier, valable encore trois semaines, il s'agirait de coopérer avec sa grande adversaire, Rachida Dati. « *Il y a suffisamment de sujets de discorde pour que celui-ci n'en soit pas un* », estime la maire. ■

EMELINE CAZI

Avec Leapmotor, la Chine assemble ses premières voitures en Europe

Pour éviter les droits de douane, une citadine électrique du groupe chinois sera fabriquée dans une usine Stellantis en Pologne

Leapmotor n'aura pas mis longtemps à réagir à l'annonce de l'instauration de droits de douane sur les voitures importées de Chine par Bruxelles. Dans une réunion téléphonique avec les analystes financiers, la société a indiqué avoir lancé une ligne d'assemblage de son petit modèle de « wature », la To3, dans une usine Stellantis à Tychy, dans le sud de la Pologne.

Cette ancienne usine Fiat produit déjà des Jeep Avenger, des Lancia Ypsilon, des Fiat 600 ou l'Alfa Romeo Junior. Selon une note du courtier Jefferies publiée lundi 17 juin, la nouvelle ligne a démarré la semaine du 10 juin, en vue d'une production en série dès septembre. La To3 est un modèle concurrent de la Dacia Spring. « *Ce sera le premier modèle chinois assemblé en Europe* », indique Bernard Jullien, économiste à l'université de Bordeaux.

Pour vendre ses modèles en Europe, Leapmotor s'est allié avec Stellantis. Conformément à l'accord annoncé en octobre 2023, Stellantis a investi 1,5 milliard d'euros pour prendre 21 % du capital du chinois et a créé avec lui une société de distribution dans laquelle le propriétaire de Peugeot

et de Citroën détient 51 %. Carlos Tavares, directeur général de Stellantis, espère ainsi « *surfer sur la vague chinoise* » en Europe. Il a expliqué aux analystes financiers réunis le 13 juin à Auburn Hills (Michigan), le siège de la marque Chrysler, près de Detroit, que la décision d'assembler (ou pas) les modèles en Europe et l'usine avaient été prévues à l'avance dans l'accord avec Leapmotor, en fonction du niveau des droits de douane. « *Nous n'attendons pas que les choses nous tombent sur la tête, nous essayons d'anticiper ce qui se passe dans le monde. Cela nous différencie de certains de nos concurrents* », assure le patron, qui n'a donné aucune précision sur le calendrier. Comme s'il était soudain moins pressé que son allié.

« Une logique de coûts »

La To3, voiture de segment A, doit être vendue moins cher que le è-C3 de Citroën, dont le prix démarre à 23 300 euros. Elle arrivera à Tychy en kit de pièces à assembler (dites « *CKD* » ou « *SKD* », « *Completely Knocked Down* » ou « *Semi Knocked Down* », en jargon industriel), en opposition aux voitures importées entières (« *CBU* », pour « *Completely Built Units* »).

La direction de Leapmotor a en revanche indiqué aux analystes que le modèle C10, qui veut rivaliser avec Tesla en Europe et sera vendu plus cher, resterait produit dans l'usine de Hangzhou, en Chine. Le choix de l'usine polonaise répond à « *une logique de coûts* », selon la note, qui précise que les frais d'assemblage y sont proches de ceux de la Chine – 400 à 500 euros par voiture –, contre 1 000 euros par voiture en Italie.

Selon les analystes de Jefferies, les droits de douane envisagés par la Commission européenne (21 % en plus des 10 % existants, soit 31 %) sont « *dans la fourchette haute des estimations de Leapmotor, qui tablait sur 25 % à 30 %* ». Le constructeur s'attend à ce que Bruxelles impose un minimum de production locale pour les composants, ce qui ajouterait un coût de 700 euros par voiture.

Le constructeur chinois a indiqué qu'il espérait vendre six mille à dix mille voitures en 2024 et soixante mille à cent mille en 2025. Leapmotor vise aussi le marché sud-américain, où Stellantis est très implanté. Face aux ambitions de son nouvel associé, Stellantis reste très silencieux. ■

SOPHIE FAY

CONJONCTURE Au Royaume-Uni, l'inflation a atteint 2 % au mois de mai

L'inflation britannique a ralenti à 2 % sur un an en mai (2,3 % en avril), pour la première fois depuis près de trois ans, a annoncé l'Office national des statistiques britannique, mercredi 19 juin. La hausse des prix atteint l'objectif fixé par la Banque d'Angleterre, ce qui pourrait la convaincre de baisser son taux directeur, actuellement à 5,25 %. C'est également une bonne nouvelle pour le gouvernement conservateur, en campagne pour les législatives, très en retard sur ses concurrents travaillistes. – (AFP)

ASSURANCE Zurich Insurance accroît sa participation dans un assureur indien

L'assureur suisse Zurich Insurance a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 19 juin, avoir acquis 70 % du capital de l'assureur indien Kotak General Insurance pour l'équivalent de 670 millions de dollars (624 millions d'euros). Le groupe zurichois y voit un marché à « *immense potentiel* » et met en avant l'essor des infrastructures numériques et financières, la croissance de la classe moyenne, ainsi que celle des PME et des grandes entreprises. – (AFP)

L'enseigne Naf Naf reste sous pavillon turc

Migiboy Tekstil reprend le groupe de textile et garde près de 90 % des emplois

Le sort des 579 salariés Naf Naf est fixé. Le tribunal de commerce de Bobigny a décidé, mardi 18 juin, d'attribuer l'enseigne d'habillement placée en redressement judiciaire en septembre 2023 à la société turque Migiboy Tekstil. Ce fabricant de fils et de tissus employant 700 salariés en Turquie entend consacrer une usine (en cours de construction dans le nord du pays) à la confection des collections de la marque française. Devant les juges, il s'est engagé à reprendre 99 des 111 boutiques Naf Naf, dont deux solderies, et à conserver 505 de ses 579 emplois.

Son ancien actionnaire, SY International, qui avait repris l'enseigne à la barre du tribunal en 2020, est aussi un fabricant turc. Bien que ce dernier ne soit pas parvenu à relancer l'entreprise fortement endettée et ait demandé le placement en redressement judiciaire d'une autre enseigne, Sinéquanone, liquidée en avril 2023, il restera un sous-traitant de l'entreprise. Devant les juges, Migiboy assure que son projet « *s'appuie sur un partenariat avec la société SY International, fournisseur historique de l'enseigne* ».

Avec cette reprise, Migiboy entend se « *développer vers le commerce de détail pour ne plus avoir la seule qualité de fournisseur* », est-il écrit dans le jugement du tribunal de commerce de Bobigny. Selon le nouvel arrivant, la reprise des actifs de Naf Naf pour un montant de 1,5 million d'euros serait « *une première opportunité de s'engager dans cette voie* ».

L'industriel, dont les propres ventes ont tout de même chuté de 23,6 % en 2023 pour atteindre 55,9 millions d'euros, ne manque pas d'ambition. Il compte relancer l'activité de l'enseigne de mode féminine pour atteindre « *une croissance de 8,5 % par an* » et « *un chiffre d'affaires cumulé de 311,6 millions d'euros* » sur les trois prochaines années, selon les éléments transmis aux juges. Le défi est grand, car l'ancienne *success story* des années 1980 et 1990, n'est plus que l'ombre d'elle-même.

La chaîne est concurrencée par des magasins comme Zara, et des sites de vente en ligne, en particulier le chinois Shein. D'après une étude dévoilée par le cabinet Kantar mardi 11 juin, les ventes de vêtements neufs en France ont chuté de 2,6 % en 2023. ■

JULIETTE GARNIER

Relations amoureuses en entreprise : une affaire privée non sans risques de dérives

L'amour au travail pose des questions de consentement, de discrimination ou de favoritisme

Le DRH « aurait dû révéler à son employeur sa relation amoureuse », dit un arrêt de la Cour de cassation publié le 29 mai. Faute d'avoir déclaré sa romance avec sa collègue syndicaliste, il a été licencié pour « faute grave ». C'était en Ardèche, dans l'entreprise de soierie et de textile synthétique Payen. Ce responsable des ressources humaines avait noué une relation intime avec une représentante du personnel.

Durant plusieurs années, les négociations s'étaient poursuivies entre direction et syndicats, sans que cette idylle n'ait été dévoilée. Dissimulation jugée coupable. Peu importe qu'un préjudice pour l'entreprise ait été ou non établi, la Cour de cassation a confirmé pour le DRH un licenciement pour « manquement à son obligation de loyauté ».

Sans être la norme, les relations amoureuses en milieu professionnel sont courantes, mais pas sans risques. « Tout le monde en parle à sa petite échelle. Mais à un niveau macro, personne n'en a vraiment la mesure », pointe le cabinet de conseil Technologia, ex-

pert en risques psychosociaux. Il n'existe pas de statistiques sur la fréquence de ces amours, mais de régulières enquêtes d'opinion de l'IFOP évaluent la part des couples qui se sont formés au travail autour de 15 %. « La part des salariés qui déclarent avoir ou avoir eu une romance au travail est toujours entre 30 % et 50 %. Certains secteurs atteignent des records, comme celui de l'hôtellerie », indique le sociologue Jean-François Amadieu, spécialiste des organisations du travail.

Dans la récente étude « La romance au travail. Amour sexe & autres histoires », coréalisée par Technologia et l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne d'octobre 2023 à janvier 2024, les amoureux déclarent qu'en général tout se passe bien, mais témoignent de « risques importants » ou « très importants » de rumeurs (89 %) évidemment, de jalousies et coups bas en cas de rupture (88 %), de manque d'équité (82 %), de relations professionnelles biaisées (81 %), voire de mise à l'écart (76 %). Des dérives qui, après avoir affecté la qualité du travail, sapé l'autorité des managers, voire écorné l'image de l'entreprise, finissent parfois aux prud'hommes.

Des implications professionnelles accompagnent toutes les étapes de la « belle histoire ». Quand le consentement est absent, des sollicitations inopportunes peuvent entraîner un salarié sur le terrain du harcèlement sexuel ou des agissements sexistes.

Durant la romance elle-même, d'abord une formidable machine à potins, cela risque d'être une source de favoritisme et de perte d'autorité qui peuvent mener à la sortie de l'entreprise. Le licenciement d'un responsable d'équipe de Transdev Ile-de-France a ainsi été confirmé par la Cour de cassation, parce qu'il avait envoyé des

L'institut IFOP évalue la part des couples qui se sont formés au travail autour de 15 %

SMS à caractère déplacé et pornographique à une subordonnée durant leur relation. Ce comportement lui a fait « perdre toute autorité et toute crédibilité dans l'exercice de sa fonction de direction », indique l'arrêt qui précise que ces faits se rattachant à la vie de l'entreprise pouvaient justifier un licenciement disciplinaire.

En effet, « le salarié ne peut pas être sanctionné pour ce qui relève de la vie privée, c'est le principe de l'article 9 du code civil, sauf si l'acte privé peut être rattaché à une situation de travail. On entre alors dans le champ disciplinaire », explique l'avocat de droit social Guillaume Roland, associé du cabinet Herald.

Le respect de la vie privée
Dans une relation entre chef et subordonné, la romance peut facilement amener à prendre de mauvaises décisions dans la répartition du travail ou son évaluation. « Le risque est que l'égalité de traitement ne soit pas respectée », remarque Jean-François Amadieu. Et le soupçon de favoritisme suffit, « l'entreprise n'a pas à prouver qu'il y a préjudice », souligne M^e Roland, qui donne l'exemple d'une acheteuse qui avait noué une relation amoureuse avec le patron d'un fournisseur de son entreprise : « Il lui avait conseillé de le faire savoir, mais elle ne l'a pas fait. Un an après, elle a été licenciée. » Lorsque la relation est

connue, la réaction de l'employeur n'est toutefois pas évidente. « Vous êtes amoureux de qui vous voulez et marié à qui vous voulez. Cette relation ne peut pas être prise en compte pour décider ou refuser une mobilité ou un recrutement. Ce serait un motif de discrimination », explique Jean-François Amadieu.

Comme le rappelle l'avocat de droit social et également chroniqueur du Monde Francis Kessler, depuis 1948 et l'article 12 de la Déclaration des droits de l'homme, le cadre légal n'a cessé d'affirmer le droit au respect de la vie privée des salariés. En 1992, la Cour européenne des droits de l'homme est allée plus loin : « Le respect de la vie privée doit aussi englober, dans une certaine mesure, le droit pour l'individu de nouer et développer des relations avec ses semblables. »

La liberté est chère à tous les salariés, mais lorsque la relation amoureuse est source de trouble objectif dans le fonctionnement de l'entreprise, l'employeur est autorisé à mettre le holà. Troubles objectifs et ruptures font assez bon ménage : ainsi « une dispute entre deux collègues à l'extérieur du lieu de travail n'est pas une faute en soi, mais le "trouble" qui en résulte suffit à justifier le licenciement pour motif personnel », explique M^e Roland.

Un « trouble » à manier toutefois avec prudence par les employeurs : ainsi le licenciement d'un salarié jaloux qui avait placé une balise GPS sur le véhicule de son ex-compagne n'a pas été validé. Les faits n'ayant eu aucun retentissement sur son travail ou sur sa carrière, la cour a jugé qu'ils « relevaient de la vie personnelle du salarié ». La romance entre collègues est une expérience périlleuse, mais qui peut aussi, selon Technologia, avoir sur le travail « les meilleurs effets ». ■

ANNE RODIER

L'ARGOT DE BUREAU

CHRONIQUE PAR JULES THOMAS

Le « bien-être au travail »



Une « bulle de bien-être ». Un « havre de paix » où l'on trouve du mobilier ergonomique, une « ambiance olfactive et sonore apaisante », des végétaux. Où est-on ? Dans le spa d'un hôtel, en attente d'un massage aux pierres chaudes ? Malheureusement non : en y regardant de plus près, on découvre une boîte pleine de petites billes arborant le smiley « :) », ou un bouton diffusant une playlist et un parfum spécial. Ce n'est pas une blague, c'est un prestataire qui propose aux DRH de réaménager leurs salles de pause en... « espaces bonne humeur ».

A 1000 lieux de là, à la RATP, des salariés chargés de la maintenance des RER testent depuis le début de l'année des « exosquelettes » futuristes, pour soulager leur posture lorsqu'ils réparent des portes de rames. Quel est le point commun entre ces deux exemples ? Ils prétendent améliorer le « bien-être au travail », l'un en luttant contre les risques psychosociaux qui envahissent la santé mentale des salariés de bureau, l'autre en limitant les troubles musculo-squelettiques chez les manutentionnaires ou artisans.

Or, le management de la santé au travail n'est pas nouveau. Ce champ s'est formalisé dans les années 1970, à l'origine pour parler des conditions de travail des ouvriers. Peu à peu,

les spécialistes ont commencé à parler de « qualité de vie au travail » (QVT). QVT, ça ne fait pas rêver. Ces dernières années ont vu le monde de la prévention – et surtout les employeurs – lui préférer le « bien-être au travail ». Sa définition est très large : selon l'Institut national de recherche et de sécurité, c'est un « sentiment général de satisfaction et d'épanouissement dans et par le travail qui dépasse l'absence d'atteinte à la santé ».

Jouant de ce flou, les actions en bien-être au travail tombent souvent à côté de la plaque. Dans *Les Servitudes du bien-être au travail. Impacts sur la santé* (Erès, 2021), un

ouvrage collectif réalisé sous la direction de Sophie Le Garrec, des chercheurs décrivent les dérives du management de la santé vers de vagues injonctions au développement personnel des salariés. Ce « bien-être » est un terme bancal, car il individualise la santé au travail. Dans l'imaginaire collectif, il renvoie à l'idée de se faire plaisir, de « prendre du temps pour soi »... Et ce bonheur prescrit oublie l'essentiel : le travail en lui-même !

Une fois sorti de son « espace bonne humeur », où il aura écouté cinq fois *Oh Happy Day* chanté par un gospel, le salarié peut-il espérer que tous ses problèmes se seront évaporés entre-temps ? Que son chef ne passera plus sa journée à regarder par-dessus son épaule, sans lui laisser de marge de manœuvre, et sans jamais lui donner de marque de reconnaissance ? Pourra-t-il seulement s'en plaindre ? Non, il reprendra le mantra observé dans la bulle de bien-être : « Soyez vous-même », mais uniquement dans le cadre prévu. ■

AVIS D'EXPERT | ENTREPRISE

Le temps de l'« intelligence humaine » est venu

La ruée vers l'intelligence artificielle (IA) a bien lieu. Microsoft, Google, Amazon ou Meta ont massivement investi, et un fournisseur de puces spécialisées comme Nvidia connaît un succès enviable. Apple annonce intégrer ChatGPT à ses iPhone haut de gamme. Des start-up françaises lèvent des fonds impressionnants. Il est vrai que les outils génératifs de contenu promettent l'exploit pour tous : produire des textes, des images, des sons à la demande ; détecter l'indétectable, converser avec les robots et dans toutes les langues... Pourtant, l'avenir de l'IA est encore loin d'être prévisible.

Comme toutes les nouvelles techniques qui promettent le progrès universel, l'IA suscite d'abord l'extase ou l'effroi. Extase, avec les perspectives d'une vie facilitée par une infinité d'assistants omniscients. Effroi, avec les manipulations invisibles, le pillage des données et des œuvres, les bouleversements annoncés des emplois. Ces dangers bien réels ont déjà suscité des régulations nationales et internationales qui visent à défendre les individus et les Etats, tout en réduisant la domination des grandes entreprises américaines.

Mais ces régulations ne déterminent ni les stratégies de développement futures de l'IA, ni les usages qui s'inventeront au fil des expériences. La recherche a bien montré que les techniques universelles sont confrontées au paradoxe d'une dissémination soumise à un double inconnu (« Gestion de risque en situation de double inconnu », Olga Kokshagina, thèse Mines Paris PSL Université, 2014).

Première inconnue, les possibilités d'usages sont si vastes que les modèles d'affaires les plus pertinents sont à inventer. Et comme les algorithmes sont encore particulièrement exigeants en temps de calcul et en quantité de données, même les géants du numérique se limitent à doper leurs applications classiques. Mais rien n'assure que ce sont ces applications les

plus visibles qui bénéficieront vraiment de cette intelligence supplémentaire. L'invention de nouveaux produits et de nouveaux usages pourrait changer le visage de l'IA et ses acteurs.

Deuxième inconnue : aujourd'hui, ChatGPT et les algorithmes génératifs reposent sur de gigantesques structures probabilistes d'analyse et de composition des contenus (« large language models »). Pourquoi devrait-on s'arrêter là ? L'histoire récente de l'IA repose sur des investissements colossaux confiés à des start-up. Mais l'histoire des innovations regorge d'exemples où les stratégies de développement industriel, si elles ne sont pas soutenues par un effort de recherche, se sont enlisées ou ont été rendues obsoètes par des ruptures scientifiques inattendues (le transistor, la photo numérique...).

Dans un article récent, l'auteur remarquait que l'outil majeur d'apprentissage que sont les réseaux profonds reste peu maîtrisable en l'absence de théories mathématiques rigoureuses (« The Mathematics of Artificial Intelligence », Gitta Kutyniok, arXiv 2203, mars 2022). L'horizon de la recherche est donc largement ouvert.

Certes, investisseurs, managers et chercheurs pourraient demander aux outils d'IA : quels usages privilégier ou inventer ? Quelles recherches conduire ? Quels nouveaux concepts explorer ? La réponse des meilleurs d'entre eux ne fait pas de doute : pour que l'IA ait un futur prospère, soutenable et socialement désirable, il sera difficile de se passer d'intelligence humaine. ■

Armand Hatchuel est professeur émérite à Mines Paris PSL Université.

L'AVENIR DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EST ENCORE LOIN D'ÊTRE PRÉVISIBLE

LES SOUFFRANCES DU CHÔMAGE

C'est un impensé des politiques publiques, mais aussi des cénacles de la recherche académique. La relation entre le chômage et la santé n'a jamais pu s'imposer comme un enjeu de santé publique digne d'attention, malgré des statistiques alarmantes : 14 000 décès seraient imputables au chômage chaque année, selon un rapport du Conseil économique, social et environnemental de 2016.

« Qui s'intéresse aux chômeurs ? (...) Que sait-on des vies qui se déroulent lors de ce temps de suspension de l'activité professionnelle ? » Palliant le manque d'intérêt pour le sujet, un ouvrage, *Santé et travail, paroles de chômeurs* (Erès, 320 pages, 23 euros), offre une plongée dans le quotidien des demandeurs d'emploi, fruit d'une recherche-action d'ampleur menée sur plus de deux ans.

Sous la direction de Dominique Lhuillier, professeure émérite en psychologie du travail, Dominique Gelpe, docteur en psychologie, et Anne-Marie Waser, sociologue, ces travaux nous proposent d'explorer cette « zone d'invisibilisation majeure », parfois associée hâtivement à une période d'oisiveté pour des « tire-au-flanc » qui « viv[raient] aux crochets de la société ». Les témoignages rapportés dans l'ouvrage mettent au contraire en lumière les douleurs et les doutes des demandeurs d'emploi, leur santé fragilisée, les im-

passes auxquelles ils font face, les addictions dans lesquelles, parfois, ils s'enferment.

Les auteurs font preuve de nuance. Ils évoquent, aussi, des cas où le temps du chômage peut être mis à profit pour « prendre soin de soi », trouver de nouvelles voies d'épanouissement personnel. Bien souvent, toutefois, la souffrance domine. C'est le cas pour Paul, cadre de 55 ans, dont le corps a « lâché » à plusieurs reprises en raison d'un « surinvestissement au travail ». Il parle du chômage comme d'une « vallée de désespoir », un terrain d'« humiliation », où il a la sensation d'être « dans les pattes de la société », et d'ennuyer son entourage lorsqu'il évoque sa situation.

« Perte d'identité virile »

« Vous n'êtes plus le même bonhomme ! », juge-t-il. Une situation douloureuse à plus d'un titre : à la perte d'estime de soi qui accompagne l'absence d'emploi s'ajoute, pour certains chômeurs, la peur de retrouver le chemin de l'entreprise. « Je suis tétanisée à l'idée de retourner travailler », reconnaît une demandeuse d'emploi.

Les auteurs soulignent en outre que le chômage peut avoir des impacts variables en fonction du genre. « L'emploi est l'instrument de l'émancipation des femmes ; son absence ou sa précarité menacent l'autonomie et exposent à la dépendance économique », notent-ils. Elles sont tout particulièrement tou-



SANTÉ ET TRAVAIL, PAROLES DE CHÔMEURS

de Dominique Lhuillier, Dominique Gelpe, Anne-Marie Waser (dir.), Erès, 320 pages, 23 euros

chées par l'isolement social durant ces périodes. « La perte d'emploi au masculin est plus souvent liée à "la honte" », parfois synonyme de « perte d'identité virile ». « Je ne me sens plus un mec », explique Fabrice, 44 ans.

Dévoilant les douleurs qui s'exercent au chômage, l'ouvrage s'attache à démontrer qu'un continuum existe entre le monde du travail et celui des sans-emploi. Bien des souffrances physiques comme psychiques exprimées ont pour origine le terrain professionnel, où des corps se sont usés. Si les auteurs appellent à prendre en compte les maux du chômage, leur propos est donc aussi de souligner l'évolution néfaste des conditions de travail (précarisation de l'emploi, intensification et externalisation du travail...). ■

FRANÇOIS DESNOYERS

Le Monde en vente actuellement

► **En kiosque**

300 QUESTIONS DE CULTURE GÉNÉRALE
Dès mercredi 19 juin

Hors-série
Le Monde UNE VIE, UNE ŒUVRE
Franz Kafka
Une entretiens avec le biographe Robert Denoix

Hors-série
Le Monde LES ANNÉES **cabu** LE GRAND DUDUCHE

Hors-série
Le Monde 1944
DES DÉBARQUEMENTS À LA LIBÉRATION DE LA FRANCE

Hors-série
Le Monde **Le Chat du Rabbine**
vu par Joann Sfar

Magazine
Le Monde 100 GRILLES **MOTS CROISÉS**
PAR PHILIPPE DUPUIS - 973

Nos services

Lecteurs

► **Abonnements**
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

► **Le Carnet du Monde**
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.soursculture.org

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe de Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

✉ carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Tina Bernachon-Irisarri, son épouse,
Justine, Augustin et Eugénie Bernachon, ses enfants
et leurs conjoints,
Catherine et Pierre Baillet, sa sœur et son beau-frère,
Ignacio et Katy Irisarri, Txen Irisarri, Pilar de la Béraudière, Miguel et Alma Irisarri, ses beaux-frères et belles-sœurs,
ses neveux et nièces,

ont l'immense tristesse de faire part du décès du

docteur Patrice BERNACHON,

survenu le 14 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le père Mikel Epalza, aumônier des marins, le vendredi 21 juin, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier de Socoa (Pyrénées-Atlantiques).

Une soirée musicale sera donnée en son souvenir au mois de septembre Maison Nattier.

tina.bernachon@free.fr

La présidente
de l'université de Lorraine,
Le doyen
de la Faculté de médecine de Nancy,
Le professeur Marc Braun,
Le Club des professeurs honoraires,
La communauté universitaire et hospitalière,
Le personnel BIATSS,
Les étudiants,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

**M. le professeur
Jacques BORRELLY,**
professeur des Universités,
praticien hospitalier
en chirurgie thoracique
et en anatomie,

survenu le 15 juin 2024.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 juin, à 10 heures, en l'église d'Heillecourt (Meurthe-et-Moselle).

Nos pensées vont à son épouse, ses enfants, ses petits-enfants et toute sa famille.

Georges (†) et Monique Chaboud-Rasson,
ses parents,
Christian Chaboud et Luise Donner,
Alain et Suzi Chaboud,
ses frères et belles-sœurs,
Victor, Louise, Lorraine, Léonard, Matthew, Peter, Yannick et Kiri,
ses neveux et nièces,
Hélène Lagrange et Delphine Rateau,
ses belles-sœurs,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

François CHABOUD,

survenu le 5 juin 2024, à Paris,
à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal Amette, Paris 15^e.

La famille de

M. Patrice CHEVALLIER,

a le regret d'annoncer son décès, survenu le 13 juin 2024, à Erquy, à l'aube de ses soixante-dix-huit ans.

Diplômé de l'ENA promotion Thomas More, il sera notamment directeur de cabinet des ministres Roger Quillot, Paul Quilès et conseiller auprès de Jean Auroux. Tant que président du FIAP-Jean Monnet que comme responsable au Secours Catholique, il aura partagé ses engagements entre combats politiques et vie associative.

Les obsèques ont été célébrées à Erquy, dans l'intimité familiale.

[illegible]



Installation, sur la place du Trocadéro, qui servira notamment à la remise des prix lors des JO. A Paris, le 6 juin. TERENCE BIKOUMOU POUR « LE MONDE »

Concorde, Invalides, tour Eiffel... Paris se met à l'heure olympique

Les chantiers des différentes installations qui accueilleront les épreuves des Jeux olympiques, cet été, dans la capitale, sont en voie de finition

REPORTAGE

Les gradins hauts comme des immeubles s'élèvent déjà aux deux coins sud-est de la place de la Concorde. Les grilles légères ne cachent guère les élévateurs et les ouvriers qui s'affairent encore sur le bitume. Des coffres de bois protègent les colonnes rostrales proches des installations. Çà et là, on repère un bungalow de chantier et quelques grosses bobines de câble.

Il est encore difficile d'imaginer les quelque 37 000 spectateurs qui vont acclamer, qui les basketteurs sur le terrain 3 x 3, qui les skateurs ou les pilotes de BMX sur le futur *streetpark*, qui encore les breakdancers. Mais l'immense esplanade, qui a vu tomber les têtes de Louis XVI et de Danton, se voit déjà totalement transformée par les installations provisoires de Paris 2024.

La circulation automobile contrainte au contournement, le vaste lieu ne bruisse que des sons des travaux par cette après-midi ensoleillée de début juin. Les cyclistes se faufilent en un parcours sinueux autour du chantier et peuvent découvrir l'étendue des transformations.

Rendez-vous a été pris au coin du parc des Tuileries pour une visite à vélo du premier des

grands sites olympiques intramuros, avec Emmanuel Grégoire, le premier adjoint de la maire de Paris (PS), qui a enfourché sa bicyclette pour l'occasion. Le numéro deux d'Anne Hidalgo entend montrer comment la ville a voulu « faire les Jeux dans la ville ».

Piste géante sur pilotis

Place de la Concorde, les grandes statues (allégories féminines de huit villes de France) édifiées à la moitié du XIX^e siècle ont été rénovées, les deux fontaines entourant l'obélisque nettoyées, et les candélabres Second Empire ont vu leurs dorures rafraîchies. L'effet de contraste avec les armatures métalliques et le chapiteau prévu pour le basket est saisissant.

« Cela va être un des lieux phares des Jeux. La scénographie audiovisuelle mettra en valeur ces sports comme le magnifique mobilier urbain », s'enthousiasme Emma-

nuel Grégoire. La perspective ouvrant d'un côté sur l'Assemblée nationale, de l'autre sur l'avenue des Champs-Élysées, à moitié rendue piétonne, s'annonce en effet splendide. Sur les abords de la place, les jardins Line-Renaud et Charles-Aznavor offrent aux touristes des espaces arborés étendus et rénovés.

La promenade se poursuit aux Invalides : ici, de grandes palissades cachent presque totalement les tribunes et le terrain de tir à l'arc. Tout juste aperçoit-on, sur les vastes pelouses qui font face à l'Hôtel national, les chaises blanches des gradins supérieurs qui dépassent. Les 8 000 spectateurs attendus quotidiennement durant les épreuves auront une belle vue sur le pont Alexandre-III et le ponton sur la Seine d'où partiront les épreuves du triathlon et de la natation marathon, le Palais éphémère abritant les épreuves d'escrime et de taekwondo. Des estrades sont alignées entre les deux extrémités du pont aux imposantes colonnes surmontées de leurs statues ailées.

A quelques tours de roue, on découvre le troisième grand chantier au pied de la tour Eiffel. Désormais décoré des cinq anneaux, le monument est cerné de grillages empêchant tout accès à la future zone olympique. Mais, de loin, on peut apercevoir la

grande tache claire du stade de beach-volley et celui de cécifoot, tout comme les 12 800 sièges encerclant un tiers du Champ-de-Mars. Les touristes qui se prennent en selfie devant la « dame de fer » se mettent sur la pointe des pieds pour tenter de mieux voir ce qui se trame dans l'espace qui sera aussi le lieu de la cérémonie de clôture des Jeux.

De l'autre côté de la rive, la construction du futur Parc des Champions, qui va voir défiler les athlètes médaillés, se termine. En contrebas du Palais de Chaillot, la fontaine de Varsovie comme les bassins ont été recouverts par une piste géante sur pilotis. De part et d'autre, les tribunes se dressent de toute leur hauteur.

Élan aménageur

Sur le fond du parvis des Droits-de-l'Homme, une imposante TV Tour attend les 1 000 chaînes étrangères annoncées. Du promontoire Art déco, la perspective sur le stade du Champ-de-Mars et ses sièges bleus est époustouflante. Il faut l'imaginer pavoisée des éclairages braqués sur les champions défilant, la tour Eiffel et le Grand Palais en toile de fond.

« Tous ces sites hautement symboliques reconfigurés vont donner une image incroyablement de Paris. Notre idée est de garder une partie de ces aménagements », explique

« Tous ces sites (...) symboliques reconfigurés vont donner une image incroyable de Paris »

EMMANUEL GRÉGOIRE
premier adjoint
de la Mairie de Paris

Emmanuel Grégoire. La Mairie de Paris ne cache pas son désir de maintenir le caractère piétonnier, forcé par les Jeux, de ces grands emplacements touristiques.

Depuis le lancement des travaux, ses services ne cessent de vouloir démontrer que ces espaces, avec leurs grandes étendues dont la voiture a été bannie, peuvent devenir des places rendues à la tranquillité. Ainsi la Concorde, « plus gros rond-point de France », selon l'adjoint à l'urbanisme et aux grands travaux, devrait voir la moitié de son espace routier – côté Tuileries – transformée en lieu de promenade entre l'Obélisque et les fontaines et conçu comme un « îlot de fraîcheur ».

Le même élan aménageur est lancé sur l'axe Trocadéro - Champ-de-Mars pour piétonniser le pont d'Iéna et la moitié sud-est de la

place du Trocadéro. Pour l'instant, le projet est bloqué par la Préfecture, qui craint des reports de trafic importants.

« Nous sommes sur un des lieux les plus renommés de Paris, ce n'est pas possible de continuer à voir autant de voitures. On espère que le démonstrateur que vont être les JO servira à lever les inquiétudes », remarque l'élusocialiste. Il s'agit, insiste-t-il, de laisser aussi un « héritage patrimonial » après Paris 2024.

Engagés depuis le mois de mars pour certains, les travaux liés aux installations provisoires ont entraîné quelques engorgements de la circulation. Mais leur impact semble moindre que redouté : le site de la direction des routes d'Ile-de-France, Sytadin, faisait par exemple état, lundi 17 juin, d'environ 300 kilomètres de bouchons à 9 heures, soit une situation « habituelle » en région parisienne.

A partir de cette date, c'est le montage des installations pour l'accueil du public lors de la cérémonie d'ouverture sur les quais le long de la Seine qui a commencé. Suivront les quais hauts, à partir du 26 juin. Sans impact sur la circulation, promet la Ville de Paris, ce qui ne sera pas le cas à compter du 15 juillet, avec la mise en place des zones de restauration. ■

SYLVIA ZAPPI

« Il n’y a aucune raison que les Jeux se passent mal avec le RN »

Pour Guy Drut, membre du CIO, un gouvernement issu d’une alliance entre LR et l’extrême droite ne poserait pas de problème pour les JO

ENTRETIEN

Depuis 1996, Guy Drut, 73 ans, est membre du Comité olympique international (CIO). L’ancien spécialiste du 110 mètres haies a eu une carrière aussi riche sur les tartans qu’en dehors des stades. Médaillé d’argent aux Jeux de Munich en 1972, puis médaillé d’or quatre ans plus tard, en 1976, à Montréal, il a été longtemps député de Seine-et-Marne (Rassemblement pour la République, RPR), puis ministre des sports (1995-1997) sous Jacques Chirac. Dans un entretien au *Monde*, l’administrateur du Comité d’organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 (Cojop) considère que le Rassemblement national, parti de Jordan Bardella et de Marine Le Pen, « n’est plus » celui du fondateur du Front national, Jean-Marie Le Pen.

Quelle sera votre position aux élections législatives ?

Je reste et je voterai Les Républicains (LR), tendance Eric Ciotti [*le président du parti, banni par son camp*], parce que j’approuve l’union des droites et l’alliance avec le Rassemblement national (RN) [*pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet*]. Eric Ciotti a eu raison d’appeler à cet accord face à la menace fasciste de gauche. Certes, il a été maladroit, il est allé trop vite : il aurait dû consulter les cadres du parti. Quand bien même, les Gérard Larcher, Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand, qui restent mes amis, ne sont pas crédibles. Il faut qu’ils écoutent davantage la base. Ils me font penser à des bobos de droite, qui volent sur le dos pour ne pas voir la réalité.

Laquelle ?

La rapidité de la déliquescence du pays. Ça fait sept ans [*depuis 2017*] qu’on essaie de travailler avec [*Emmanuel*] Macron, sept ans qu’il nous envoie sur les roses. Son problème, c’est qu’il n’écoute que son miroir et que celui-ci est, aujourd’hui, cassé. J’ai parlé avec plusieurs personnalités sportives qui sont dans le même état d’esprit que moi, mais ils ne le diront pas.

N’êtes-vous pas en train de « composer avec l’extrémisme », comme l’avait pourtant déconseillé Jacques Chirac avant de quitter l’Elysée en 2007 ?

Il parlait de Jean-Marie Le Pen. J’ai siégé à l’Assemblée nationale en même temps que lui [*de 1986 à 1988*] et j’ai toujours eu des réserves. Mais Marine Le Pen, ce n’est plus la même chose, je la trouve plus responsable. Est-elle toujours – tout comme Jordan Bardella – d’extrême droite ? Pour moi, ils représentent une vraie droite et, comme ils ne peuvent pas gouverner sans nous, cette alliance permettra d’avoir notre mot – efficace – à dire. Je reste gaulliste, chiraquien et républicain. Je n’ai pas du tout l’impression de trahir mes

convictions, et je n’ai plus l’âge de recevoir des leçons.

Pourtant, le sport a toujours été un angle mort pour le RN...

Et chez La France insoumise alors, c’est un peu la même chose. Reconnaissons que le sport a trop souvent été considéré par les politiques comme une variable d’ajustement. Pour le reste, je veux juste que mon pays marche mieux et que les Jeux olympiques se passent bien.

Justement, comment le Comité d’organisation de Paris 2024 et le CIO réagissent-ils face à la situation politique actuelle ?

Peut-être qu’ils ont l’impression d’être dans un pays en ébullition. Mais je comprendrais qu’ils aient une inquiétude.

Un gouvernement RN en fonction au moment des Jeux olympiques et paralympiques ne nuirait-il pas à l’image de la France à l’international ?

Croyez-vous qu’actuellement nous soyons pris au sérieux à l’étranger ? Ça sera le même problème que lorsque Giorgia Meloni [*présidente d’extrême droite du conseil italien*] est arrivée au pouvoir. Des gens se posent des questions, voilà tout. Et si Jean-Luc Mélenchon était à Matignon au moment des JO, quelle serait l’image à l’international ?

En raison de votre titre olympique et de votre position au CIO, vous donnez une légitimité à une alliance perçue comme extrêmement dangereuse pour notre démocratie...

J’ai l’expérience de la vie et du terrain. Je dirais aux réfractaires : « N’ayez pas trop de crainte. »

De grands champions ont exprimé, dans une tribune publiée, le 16 juin, par « L’Équipe », leur « peur » de voir le RN gouverner la France et ont appelé à lui faire barrage. Vous êtes le premier représentant sportif à prendre position pour ce parti...

Je ne vais pas aujourd’hui reprocher à des athlètes d’avoir un engagement ou une opinion politique, puisque j’ai fait la même chose en 1975, en adhérant publiquement à l’UDR [*Union des démocrates pour la République*]. A l’époque, on m’avait vivement critiqué, jusqu’à me traiter de « facho ». Que Kylian Mbappé dise qu’il faut lutter contre les extrémismes, je peux le comprendre, il est victime du politiquement correct.

« Je n’ai pas du tout l’impression de trahir mes convictions, et je n’ai plus l’âge de recevoir des leçons »



Guy Drut, à une réunion du Comité international olympique, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 30 août 2022. EMMANUEL DUNAND/AFP

Mais je ne saisis pas le discours de Marcus Thuram, qui dénonce un extrême mais pas l’autre. Même si c’est son droit, ça me gêne parce que le programme de Jean-Luc Mélenchon, c’est de la folie. Son parti me rappelle les pays d’Europe de l’Est, à la fin des années 1960, dans lesquels je faisais des compétitions. C’était : « Tu fais ce qu’on dit ou sinon tu dégages. » Il y a mieux comme dialogue.

Ces sportifs évoquent un risque de division du pays et mettent en avant des valeurs de mixité, qui existent au sein de l’équipe de France...

On verra si la mixité sera mise en péril ou pas. De toute façon, ce n’est pas le gouvernement qui va décider de la constitution de l’équipe de France. Mais si Marcus Thuram, qui joue à Milan, ne se sent pas à l’aise dans ce pays, qu’il aille jouer en Angleterre ou ailleurs.

On est d’accord que Giorgia Meloni n’est pas d’extrême gauche, et pourtant, lors des derniers championnats d’Europe d’athlétisme à Rome, les Italiens ont fait un tabac en remportant plus de 20 médailles. Et personne ne l’a dénoncé. C’est comme chez Viktor Orban : les Mondiaux d’athlétisme en Hongrie [*en 2023*] se sont tellement bien passés que la fédération internationale souhaite y retourner.

Certes, mais un gouvernement d’extrême droite en France ne posera-t-il pas de problème au Comité international olympique ?

Le CIO se suffit à lui-même. N’oublions pas qu’il représente 206 pays, la France n’est pas le centre du monde. Les Jeux olympiques vont bien se passer. Les attentats à Munich en 1972 n’ont pas empêché les Jeux de se dérouler. Il n’y a aucune raison que ça se passe mal avec un gouvernement RN.

En cas de changement de majorité, les ministres concernés par les Jeux n’auraient aucun historique de l’organisation de cet événement...

Qui se souvient des noms du ministre des sports quand j’ai été médaillé en 1972 et en 1976 ? Un changement de l’exécutif ne changera rien : le CIO s’adapte. Il l’a fait avec la Chine, avec le président russe, Vladimir Poutine. En France, il y a un délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques [*Michel Cadot*] d’une très grande qualité. Toute une équipe de fonctionnaires continuera à travailler. Certains seront contents, d’autres feront la gueule. Ce n’est pas l’exécutif seul

qui fait tourner cette machine olympique.

Avez-vous envie de jouer un rôle politique dans cette alliance ? Ministre des sports ?

Certainement pas. J’ai 73 ans, j’ai donné. Mais je ne suis pas opposé à aider. Si quelqu’un juge que je peux avoir un avis efficace dans un domaine que je connais très bien, ça ne me générerait pas du tout. Je ne demande rien et, d’ailleurs, depuis deux ou trois

ans, personne ne me demande rien ou ne m’a approché. Et je n’ai pas de lien avec Jordan Bardella ou Marine Le Pen.

Etes-vous toujours opposé à la cérémonie d’ouverture des Jeux olympiques sur la Seine ?

Oui, c’est une bêtise. Il fallait rester dans le stade afin de limiter les risques d’extravagances.

Amélie Oudéa-Castéra, la ministre des sports, a annoncé

que les athlètes françaises ne pourront pas porter de voile aux Jeux. Est-ce également votre position ?

Voir une athlète voilée ne me choque pas. Il y a le droit local [*jurisprudence du Conseil d’Etat sur le principe de neutralité du service public qui s’applique aux fédérations sportives*] et le droit sportif qui s’opposent. Le CIO l’autorise, je suis pour le droit sportif. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MUSTAPHA KESSOUS

SOUTENU PAR VISA



Jusqu’en novembre 2024, huit jeunes, encadrés par les journalistes du « Monde », racontent l’année olympique et paralympique vue depuis la Seine-Saint-Denis sous forme d’articles, de vidéos et de podcasts.

Ils ont été repérés et accompagnés par l’association Sport dans la ville dans le cadre d’un partenariat avec Visa visant à favoriser l’insertion professionnelle des jeunes issus des quartiers prioritaires.

Retrouvez tous les contenus sur

www.lemonde.fr/terrains-de-jeux

OULAN-BATOR - envoyé spécial

Le monastère étend ses toits verts et jaunes à l'ouest d'Oulan-Bator. Avec ses moulins à prières, ses dizaines de moines en robes rouges, son immense bouddha de la compassion, Gandan est l'épicentre de la vie religieuse en Mongolie. C'est dans l'une de ses pièces que neuf enfants et leurs pères furent rassemblés, un soir de 2016. Devant eux, ce jour-là, deux religieux et un universitaire étalent des rosaires, des livres d'écritures sacrées ou encore des vêtements ayant appartenu à la plus haute autorité religieuse nationale, le neuvième bogd, décédé en 2012, à l'âge de 79 ans.

L'un des bébés, un garçon de 1 an et demi, se démarque alors des autres en saisissant sans hésiter les affaires de cette figure vénérée. L'universitaire qui a coordonné la cérémonie, Bataa Mishigish, président du département d'études religieuses de l'Académie des sciences de Mongolie, n'a jamais oublié ce moment : « De façon assez incroyable, il a démontré son extraordinaire identification des éléments précis, raconte-t-il au Monde. Il les a choisis. Aucun autre n'a fait pareil, et à cet âge-là, on ne peut pas dicter à un enfant quoi faire. » En agissant de la sorte, le bébé a été identifié comme étant la réincarnation du bogd, une autorité souvent considérée comme le troisième personnage du courant du bouddhisme que Tibétains et Mongols ont en partage. Le début, pour lui et pour ses proches, d'une vie au cœur de tensions géopolitiques, à l'ombre de la volonté de contrôle du puissant voisin chinois.

Il faut dire que la désignation des figures majeures du bouddhisme dominant au Tibet et en Mongolie – le courant Gelugpa, ou l'« école des bonnets jaunes » – est une affaire sensible. Son représentant le plus célèbre, le dalaï-lama, choisi autrefois selon le même cérémonial que le bébé d'Oulan-Bator, vit en exil en Inde depuis qu'il a fui, en 1959, le Tibet occupé par les Chinois. Quant au panchen-lama, deuxième plus importante autorité du clergé tibétain, il a été enlevé six jours après sa désignation, en 1995, à l'âge de 6 ans, et n'est jamais réapparu en public. A l'époque, la Chine s'était empressée de nommer un autre panchen-lama, de son choix cette fois. Le dixième bogd, lui, a un jumeau, et pour assurer la sécurité de l'enfant choisi, ses proches et les responsables religieux mongols ne donnent que l'initiale de son prénom, la même que pour son frère : A. Altannar.

Après la fameuse cérémonie de 2016, le dalaï-lama s'était rendu en Mongolie afin de valider l'avènement du petit garçon. Les propos qu'il tient alors trahissent la réticence des parents : « Il est toujours un enfant, nul besoin de hâter des annonces publiques, insiste le chef spirituel tibétain. Dans quelques années, les choses seront plus claires. » Même si le nom de l'enfant n'est pas dévoilé, la Chine s'insurge contre la visite du dalaï-Lama, ce « loup en robe de moine » qu'elle combat depuis des décennies. En représailles, Pékin ferme pendant plusieurs jours la frontière avec la Mongolie, bloquant ainsi des exportations de cuivre et de charbon cruciales pour l'économie mongole tandis que les chauffeurs routiers doivent patienter dans le froid.

LA CHINE ET SON « URNE D'OR »

La République populaire, pourtant communiste, est très vigilante sur ces questions religieuses. Considérant avoir hérité de la dynastie Qing l'autorité sur ce bouddhisme, elle revendique le pouvoir de choisir ses responsables en tirant les noms de « l'urne d'or », un processus instauré par l'empereur Qianlong au XVIII^e siècle. Plus récemment, un décret daté de 2007 a consolidé la prédominance de Pékin sur les procédures de réincarnation dans le bouddhisme tibétain. Autrement dit, toute autre forme de désignation que celle de l'urne d'or n'a aucune valeur à ses yeux, et le bébé d'Oulan-Bator ne saurait donc être le dixième bogd.

Ce contexte n'a pas échappé à la famille d'Altannar. Dans un entretien téléphonique accordé au Monde, sa mère, Munkhnasan Narmandakh, explique que son mari et elle se sont d'abord opposés à la désignation de leur fils : « Vous me demandez si nous avons pris en compte les risques associés aux tensions géopolitiques... C'est une des raisons pour lesquelles nous avons d'abord rejeté l'annonce. Nous avons dit non, parce que nous pensions qu'il devait choisir sa propre destinée. »

Avant d'être appelé par une vie vouée à la religion, l'enfant était promis à une tout autre existence, des plus aisées. Sa grand-mère, Garamjav Tseden, ingénieure en géologie, a fait fortune en fondant, au début des années 1990, un groupe d'exploitation de mi-



Lors d'une cérémonie avec le dalaï-lama, à Dharamsala (Inde), le 8 mars 2023. TENZIN CHOEJOR/THE OFFICE OF HIS HOLINESS THE DALAI LAMA

L'enfant sacré de Mongolie

Un garçon de 9 ans, issu d'une famille influente d'Oulan-Bator, est considéré par les autorités d'un courant du bouddhisme comme la réincarnation d'une figure religieuse de premier plan. Au grand dam de la Chine

nes d'or et de cimenteries, Monpolymet. Elle a également été vice-ministre des ressources minières, puis députée. Il se dit en Mongolie que la ferveur de sa dévotion pour le neuvième bogd pourrait expliquer la désignation – miraculeuse – de son petit-fils.

Au-delà, certains critiques se demandent pourquoi les figures religieuses se réincarnent si souvent dans des personnes issues de foyers riches et influents. L'universitaire Bataa Mishigish, maître d'œuvre de la cérémonie de 2016, soutient qu'à partir des dizaines de milliers d'enfants dont la date de naissance correspondait à certaines règles complexes une liste restreinte de neuf présélectionnés avait été établie « selon la science astrologique » puis que la réaction spontanée d'A. Altannar devant les affaires placées devant lui n'avait laissé aucune place au doute.

Plus prosaïquement, les défenseurs du système avancent qu'un enfant bien né aura les moyens de son éducation. Le premier bogd, Zanabazar, désigné par la noblesse en 1639, n'était-il pas un fils de roi et un descendant du grand Gengis Khan en personne ? Le second bogd était de la même lignée, ce qui a contribué par la suite aux velléités mongoles d'émancipation de la tutelle de la dynastie chinoise Qing.

A. Altannar, lui, est né aux Etats-Unis, pays où ses parents ont passé beaucoup de temps, ce qui pourrait offrir une forme de protection. Son père, Altannar Chinchuluun – les Mongols prennent généralement pour nom de famille le prénom de leur père –, un brillant mathématicien, s'est formé en Floride et à Londres et enseigne à l'école de commerce de la meilleure université de Mongolie. Sa mère, elle, dirige le groupe minier familial.

En mars 2023, soit près de sept ans après sa désignation, le nouveau bogd a été présenté au monde. Ce jour-là, devant une foule de Mongols venus à Dharamsala, la ville du nord-ouest de l'Inde où le dalaï-lama vit en exil, ce dernier déclare : « La réincarnation est présente avec nous aujourd'hui. » Des photos montrent

le garçon, cheveux courts et regard déferent, avançant des offrandes au vieil homme.

A. Altannar, désormais âgé de 9 ans, semble se faire à la destinée qui lui a été, d'une certaine manière, imposée. « Il demande souvent : "Pourquoi moi ?", mais il accepte sa responsabilité, confie sa mère. Il apprend, il est ouvert à l'idée. » A l'entendre, il se montre intéressé par les questions religieuses, alors que son jumeau est davantage tourné vers les sciences et les Lego. « L'Élu » suit l'école normalement, tout en bénéficiant des enseignements des moines de Gandan, première institution religieuse du pays.

En 2023, l'officialisation de son avènement est intervenue à un moment de résurgence du religieux en Mongolie, pays où la plupart des monastères furent détruits durant la période soviétique. Alors qu'au début du XX^e siècle le huitième bogd était aussi le chef de l'Etat (de 1911 à son décès, en 1924) d'une Mongolie indépendante après la fin de la Chine impériale, l'institution a manqué disparaître sous le communisme. La réincarnation du neuvième bogd au Tibet, puis son exil en Inde avec le dalaï-lama furent longtemps gardés secrets : l'homme mena une vie très normale à Dharamsala, où il fut un temps employé de la radio tibétaine. Il a fallu attendre 1990 pour que le dalaï-lama révèle son identité. L'inconnu de Dharamsala effectua sa première visite en Mongolie neuf ans plus tard, muni d'un simple visa touristique. Une fois intronisé, il reçut la nationalité mongole et put mourir au pays des steppes, en 2012.

En Mongolie, le nom de « bogd » est si prestigieux qu'il est exploité par des banques ou des marques de cachemire. Mais ce pays vaste comme trois fois la France, pour seulement 3,3 millions d'habitants, voudrait qu'on le laisse tranquille avec ces histoires de dirigeants religieux. Sauf que la présence d'un voisin comme la Chine ne facilite pas les choses. A la suite de la visite du dalaï-lama en 2016, la tension n'était retombée qu'après que la Mongolie s'était engagée à ne plus ja-

mais l'inviter. Pékin lui avait conseillé de « vraiment tirer les leçons de cet incident et [de] sincèrement respecter les intérêts fondamentaux de la Chine ».

Depuis 2023, les autorités chinoises n'ont pas fait de commentaires publics sur l'officialisation de la désignation du petit garçon, mais le fait que le dalaï-lama ait donné sa bénédiction ne peut qu'être problématique à leurs yeux. D'autant que le leader tibétain, âgé de 88 ans, n'est pas éternel. A sa mort, Pékin tentera probablement de désigner une réincarnation très officielle, en utilisant son « faux » panchen-lama pour valider son choix.

De son côté, le dixième bogd, même s'il n'a autorité que sur la religion en Mongolie, sera considéré comme la plus haute figure vivante et libre de ce courant du bouddhisme. En d'autres termes, il se retrouvera soudain en première ligne et pourra, par une seule phrase, légitimer un quinzième dalaï-lama né en exil, puisqu'il a reçu son autorité de l'actuel dalaï-lama. Il sera, en quelque sorte, le chaînon manquant. Ou être lui-même une figure alternative vénérée jusqu'au Tibet, si le dalaï-lama venait à ne plus se réincarner.

FAIRE PROFIL BAS

Quel que soit son rôle dans le futur, l'enfant d'Oulan-Bator suscite déjà bien des manœuvres. En mars 2023, aussitôt son visage révélé, un moine mongol du nom de Sanjdorj, responsable d'un monastère, le Centre pour un nouveau bouddhisme mongol, avait dénoncé, lors d'une conférence de presse, l'influence du dalaï-lama en Mongolie. « Il devient de plus en plus clair que ce processus d'identification de la réincarnation du bogd ne s'est pas fait selon les règles, c'est un mélange d'ingérences extérieures et de non-sens », s'indignait-il. Des propos très alignés sur les thèses de Pékin.

Le 29 mars, ce moine, ainsi que deux autres Mongols et un ressortissant étranger, nommé Hua, ont été arrêtés en Mongolie pour « collusion avec une agence de renseignement étrangère », chinoise en l'occurrence, qui, semble-t-il, les finançait. Ces opérations pourraient n'être qu'un avant-goût des frictions autour du cas Altannar dans les années à venir. Cette crainte explique la discrétion de la famille et du gouvernement, soucieux de faire profil bas jusqu'à ce qu'il devienne adulte.

« Si tout le monde venait à s'intéresser à lui, nous ne sommes pas certains d'avoir la capacité de renforcer sa protection, confie sa mère, Munkhnasan Narmandakh. En tant que maman, je veux m'assurer d'un environnement dans lequel il peut grandir et apprendre comme un enfant normal. Cet espace privé est très précieux. » Les autorités mongoles, elles aussi, aspirent à la sérénité. « Nous ne voulons pas contrarier la Chine. Nous sommes une petite nation », explique Bataa Mishigish, peu loquace sur le rôle envisagé pour l'enfant dans l'avenir du bouddhisme. « Un jour, dans le futur, il entrera dans la lumière. Pour le moment, il apprend. » ■

HAROLD THIBAUT

A Villers-Cotterêts, le château sur la défensive

La Cité internationale de la langue française a déjà attiré 180 000 visiteurs, dans une ville dirigée par le RN

REPORTAGE

VILLERS-COTTERÊTS (AISNE) -
envoyée spéciale

Samedi 8 juin, veille d'élections européennes. Le public est clairsemé, mais l'ambiance bon enfant au château de Villers-Cotterêts (Aisne), l'ancien logis de chasse de François I^{er}, reconverti en 2023 en Cité internationale de la langue française. Lycéens et compagnies de théâtre amateur rivalisent d'éloquence à l'occasion de la Fête du château. Non loin de là, on règle la sono du bal Joséphine B[re]aker, organisé le soir même dans la cour. « *On est à fond sur les rails* », glisse Paul Rondin, directeur depuis janvier 2023 de cet établissement qui cumule un parcours interactif autour de la langue française, des résidences d'auteurs francophones et un auditorium pour les spectacles.

En six mois, la Cité affiche 180 000 visiteurs, sans que soient spécifiés leur profil ni la proportion d'entrées payantes. « *On y verra plus clair cet été* », promet Paul Rondin, persuadé d'attirer le grand public avec la nouvelle exposition « *C'est une chanson qui nous ressemble* », consacrée aux stars francophones, prévue jusqu'au 5 janvier 2025.

Non sans malice, son commissaire, le journaliste musical Bertrand Dicale, fait démarrer le parcours avec la chanteuse franco-malienne Aya Nakamura, qui fut ciblée en mars par un torrent de haine émanant de l'extrême droite. Tout un symbole, dans une commune administrée depuis dix ans par un maire Rassemblement national (RN), Franck Briffaut, fidèle de Jean-Marie Le Pen.

Rempart à l'intolérance

Emmanuel Macron avait cru qu'en transformant ce château délabré en haut lieu de la francophonie il ferait rempart à l'intolérance. En l'inaugurant le 30 octobre 2023, il avait vanté une langue-monde « *hospitalière et voyageuse* », au moment où « *on voudrait renvoyer les communautés dos à dos* ». Cette profession de foi, doublée d'un investissement colossal de 211 millions d'euros que la Cour des comptes a dans le viseur, n'a pas fait reculer l'extrême droite. Les Cotteréziens ont voté le 9 juin à 46,9 % pour la liste européenne du président du RN, Jordan Bardella.

Inverser les mentalités prend du temps, veut croire Paul Rondin. « *Je suis à l'endroit dont j'ai toujours rêvé, là où je peux accueillir tous les artistes, tous les publics sans prérequis* ». En 2014, au moment où le Front national gagnait la mairie de Villers-Cotterêts, Paul Rondin secondait Olivier Py, alors directeur du Festival d'Avignon. Ce dernier avait alors menacé de délocaliser la prestigieuse manifestation si le parti d'extrême droite remportait les suffrages à la cité des Papes.

Dix ans plus tard, Paul Rondin n'en est plus là. « *Notre erreur collective, c'est qu'on n'a pas été à l'écoute. On a cloisonné culture de quartier et culture de ville, succès populaire et succès d'estime. On a fait preuve de condescendance en disant : "Venez parce qu'on sait ce qui est bien." On a perdu les gens en route parce qu'ils se sont dit qu'eux n'étaient pas assez bien.* »

Il sait sa tâche complexe. « *Si je dis aux gens "venez à la Cité pour la culture", je les perds et je ne me retrouve qu'avec la bourgeoisie culturelle. Ma méthode, c'est de montrer que le rap, ce n'est pas la musique du diable, que si Les Tontons flingueurs [Georges Lautner, 1963] et leur argot font rire, alors on peut aussi aimer les humoristes de Kinshasa* ». Le comédien franco-sénégalais Adama Diop, qui a envoyé, en mai, des étudiants de

son école d'acteurs de Dakar en résidence à la Cité, approuve : « *C'est dans ce type d'endroit qu'il faut agir pour faire pâlir les peurs, pour montrer que "l'Autre" est plus proche qu'on ne le pense.* »

Si les résidences et la salle de spectacle se remplissent, les anciens bâtiments des logis sont vides. Les rares candidats qui ont répondu à l'appel pour une offre d'hôtellerie-restauration seront départagés à l'automne. Faute d'offrir assez de chambres d'hôtel, la Cité ne sera pas « *le cœur battant* » du prochain sommet de la Francophonie, comme l'avait promis l'Elysée. L'établissement picard accueillera certes, le 4 octobre, les 88 chefs d'Etat et leurs délégations. Mais ces derniers retourneront à Paris le soir même.

En attendant, l'établissement commence à prendre ses marques dans le département. « *On se sent plus concernés qu'on ne l'était durant sa conception* », reconnaît Sébastien Eugène, maire (Parti radical) de Château-Thierry (Aisne). L'Echangeur, scène nationale installée dans sa ville, a d'ailleurs coproduit quatre spectacles qui se tiendront en octobre à Villers-Cotterêts. « *On pouvait craindre que la Cité soit un projet hors-sol, parisien, parachuté, mais ce n'est pas le cas, c'est un lieu qui a du sens* », s'enthousiasme son directeur, Christophe Marquis. Même plébiscite à Soissons (Aisne), où la Cité de la musique et de la danse a accueilli, le 14 mai, un concert d'Alain Souchon coproduit avec la Cité internationale de la langue française. « *On sent une vraie circu-*

lation entre notre public et le leur », salue son directeur, Benoît Wiart.

A l'office du tourisme de Villers-Cotterêts, on se frotte les mains : entre janvier et mai, le chiffre d'affaires en boutique et billetterie a augmenté de 89 % par rapport à la même période en 2023. L'Hôtel Le Régent a enregistré, depuis six mois, une hausse de 15 % des réservations et une montée en gamme de sa clientèle. Portée par l'élan, une crêperie basée à Pierrefonds (Oise) va se dédoubler à Villers-Cotterêts ; le salon de thé Les Favorites y ouvrira bientôt ses portes. Même le maire, Franck Briffaut, se réjouit : « *La notoriété de la Cité déborde largement sur la ville.* » La commune, pourtant, ne s'est pas mise au diapason.

Chacun chez soi

Façades décrépies, bâtiments décatés, équipements publics défaillants... A la moitié de son deuxième mandat, Franck Briffaut n'a aucune réussite à son actif. « *Villers-Cotterêts est confronté à une délinquance tenace, contre laquelle le maire ne semble pas avoir de solutions* », relevait, en octobre 2023, le quotidien *L'Union*. « *L'encéphalogramme est plat* », tonne Jeanne Roussel, élue de l'opposition, moquant les « *projets structurants promis depuis dix ans* » par la mairie RN. La ville dispose d'un fonds de roulement de 11,2 millions d'euros, mais elle investit peu. Alors que 11,3 millions d'euros de travaux étaient prévus en 2023, à peine 1,6 million a été réalisé, souligne Jeanne Roussel. La faute au retard des partenaires, à la « *complexité* » des dossiers, réplique Franck Briffaut, qui trouve mille autres raisons de vitupérer, quitte à compromettre la cohabitation avec la Cité.

Son nouveau cheval de bataille ? La fête foraine annuelle, qui se tient le jour de la Pentecôte dans le Grand Bosquet jouxtant le château, désormais transformé en parking. Le Centre des monuments nationaux (CMN), qui coiffe la Cité, a fait savoir à Franck Briffaut qu'il lui fallait trouver un autre site. Ce dernier prétend n'avoir aucune autre solution.

« *Le CMN est chez lui. Je comprends qu'ils aient besoin de parking pour le futur hôtel, mais s'il chasse les activités existantes, ça ne va pas aider à ce que la population s'approprie la Cité...* »

Le député de l'Aisne Jocelyn Designy (RN), candidat à sa propre réélection aux prochaines législatives, a aussitôt réagi en lançant une pétition sur *Change.org* appelant la présidente du CMN, Marie Lavandier, à « *revenir sur cette décision insensée* ». « *Ça me rend malade qu'on prétende qu'on veut stopper la fête foraine alors que j'ai*

voulu faire ce métier en voyant les camions des forains, enfant, dans ma banlieue », proteste Paul Rondin, rappelant que « *ça fait quatre ans qu'on leur dit de trouver un autre lieu* ».

Pratiquant le chacun chez soi, le directeur de la Cité s'était gardé de répondre aux escarmouches des élus RN. « *Le maire ne se mêle pas de ce qui se passe au château, et nous ne nous mêlons pas de politique* ». Franck Briffaut, pourtant, ne se prive pas de critiquer le parcours autour de la langue française, trop « *idéologiquement cor-*

rect » à ses yeux. « *Il aurait été nécessaire de respecter une chronologie historique, de rappeler qu'avant de s'imposer comme langue universelle il a fallu s'imposer comme ciment de l'unité française. Ce n'est pas dans l'air du temps de le dire, mais ça viendra peut-être...* », lâche-t-il, anticipant l'arrivée au pouvoir du RN. « *On ne va pas tout casser, être systématiquement contre ce qui a été fait. Mais on voudra probablement amender le parcours en mettant des explications.* » Le chacun chez soi s'est fissuré. ■

ROXANA AZIMI



Le bal Joséphine B[re]aker, au château de Villers-Cotterêts (Aisne), abritant la Cité internationale de la langue française, le 8 juin. CITÉ INTERNATIONALE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CIE KÄFIG ET 13E ART PRÉSENTENT
DU 12 AU 30 JUIN 2024

ZÉPHYR

DIRECTION ARTISTIQUE ET CHORÉGRAPHIE
MOURAD MERZOUKI

Le théâtre de la place d'Italie

13eART

INFOS ET RÉSERVATIONS
LE13EMEART.COM
01 48 28 53 53
30 PLACE D'ITALIE
75013 PARIS

käfig Direction Mourad Merzouki

MAC MAISON DES ARTS CRÉTEL

VENDEE LE DÉPARTEMENT

Society

Le Monde

Télérama

Retour sur le parcours d'un militant frontiste

Les cinéastes et le protagoniste de « La Cravate », tourné en 2017, commentent la situation politique actuelle

RENCONTRE

Le 9 juin, au soir des élections européennes, le triomphe de Jordan Bardella, 28 ans, qui menait la liste du Rassemblement national (RN), a ravivé un souvenir : celui d'un documentaire sur les jeunes cadres de l'extrême droite, tourné pendant la campagne présidentielle de 2017, *La Cravate* (2020), d'Etienne Chaillou et Mathias Théry. A l'époque, le parti – qui s'appelait encore le Front national (FN) – ouvrait la porte à une nouvelle génération de militants, contrôlant leur langage et véhiculant une image du FN plus avenante. Quatre ans après la sortie du film, alors que le RN est aux portes du pouvoir, du fait de la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée par Emmanuel Macron le 9 juin, en réaction à la victoire écrasante du RN (31,37 % des suffrages exprimés aux élections européennes), Mathias Théry revient sur cette expérience de tournage et s'exprime également au nom de son coréalisateur. Nous avons pu aussi nous entretenir avec le personnage principal de *La Cravate*, Bastien Régnier, qui militait à l'époque dans la Somme pour Marine Le Pen. Elevé à la campagne, passionné de *laser games*, il sortait d'une période trouble de l'adolescence et ressentait un manque de considération : « *Le FN m'a ouvert les bras* », nous dit-il, même si, depuis, il a quitté le parti mais pas



Bastien Régnier et Eric Richermoz, dans « La Cravate » (2020), documentaire d'Etienne Chaillou et Mathias Théry. NOUR FILMS

l'extrême droite, et ne mâche pas ses mots à son égard. Dans le film, Bastien Régnier fait ses premiers pas en politique, distribue des tracts pour la candidature du FN qui réussit à se qualifier pour le second tour de la présidentielle, avant d'être battue par Emmanuel Macron. Le tandem de réalisateurs a pris le parti de la durée, pour tenter de comprendre la trajectoire de Bastien, dont ils découvrent en chemin la

face sombre : à l'adolescence, il a fréquenté des skinheads, a appris à se battre et s'est persuadé de la supériorité de son identité picarde... Un jour, il découvre les discours de Marine Le Pen. L'un des premiers plans de *La Cravate* montre le local du FN à Amiens, le matin. Bastien Régnier est devenu l'assistant du jeune secrétaire départemental du FN dans la Somme, Eric Richermoz, issu d'une école de commerce, ap-

pliquant les règles du marketing à la politique. Celui-ci a été repéré par Florian Philippot, le numéro deux du parti, lequel a découvert aussi Jordan Bardella. Eric Richermoz apprend à Bastien les codes vestimentaires, l'art de porter le costume... et la cravate. Un jour, les deux provinciaux rejoignent en voiture la capitale, où se réunissent les huiles du parti dans un bel appartement : un plan furtif montre Eric et Bastien aux côtés de Jordan Bardella, qui était encore méconnu. Revoir *La Cravate* aujourd'hui, c'est mesurer l'efficacité de la diabolisation menée au sein du parti. Sur le terrain, Eric et Bastien ne cessent de marteler : « *Nous ne sommes pas d'extrême droite.* » Un refrain encore répété aujourd'hui au RN, quand bien même le Conseil d'Etat a validé cette qualification, dans une décision rendue le 11 mars.

Bastien Régnier, aujourd'hui âgé de 28 ans, pense encore qu'il ne faisait « pas partie de l'extrême droite » quand il militait au FN

aujourd'hui âgé de 28 ans, continue de penser qu'il ne faisait « *pas partie de l'extrême droite* » quand il militait au FN. Il s'explique : « *De 2011, l'année où Marine Le Pen devient présidente du parti, à 2017, il y a une récupération énorme du vote ouvrier, lequel votait auparavant pour la gauche, et souvent contre l'Europe. Que des cadres du parti soient racistes, c'est une chose, mais pas les gens qui votent* », déclare-t-il. Pourtant, objecte-t-on, les participants aux meetings reprennent les slogans anti-étrangers, du type « *On est chez nous* », comme on peut le voir dans *La Cravate*. « *Les gens reprennent les slogans sans forcément adhérer, puis un jour ils finissent par y croire inconsciemment* », reconnaît l'ancien supporter du FN.

« Très exagéré »

Bastien Régnier précise : « *Je ne défends pas le RN* », expliquant qu'il juge « *honteux* » certains de ses positionnements. « *Le RN parle d'immigration massive, comme si la France allait disparaître, c'est très exagéré. Surtout, ce rejet vise clairement l'islam, ce qui n'est pas juste.* » Alors qu'une partie du pays est en panique à l'idée que le RN arrive au pouvoir, lui tempore : « *Il ne se passera rien si Bardella arrive à Matignon, entre le Conseil constitutionnel qui retoquera les projets de loi et les réglementations de l'Union européenne qui s'imposeront. En revanche, le pays va se retrouver bloqué, idem si la gauche gagne...* » Bastien Régnier n'est pas plus tendre avec les propositions sociales du Nouveau Front populaire, qu'il juge « *irréalistes* », les projets de taxations des profits témoignant selon lui d'un « *racisme anti-riches* ».

Résultat, peu lui importe de savoir qui l'emportera aux législatives des 30 juin et 7 juillet. A Orléans, où il vit désormais, un candidat macroniste pourrait être présent au second tour, estime-t-il. « *Au premier tour je voterai blanc, au second je ferai barrage à Macron.* » Comme aux législatives de 2022, où il avait opté au second tour pour la Nouvelle Union populaire écologique et sociale – ancien nom de l'alliance à gauche – contre le parti présidentiel. ■

CLARISSE FABRE

« Le mixte idéal »

Un mot sur la forme du documentaire, particulièrement percutante, qui parvient à contrer ce discours. Etienne Chaillou et Mathias Théry – également auteurs du documentaire *La Sociologue et l'ourson* (2016), sur le mariage pour tous – ont fait le choix de couper le son sur les images de terrain, où se joue la propagande présidentielle, tandis qu'une voix off raconte l'itinéraire de Bastien, au passé simple, façon roman dix-neuviémiste. Simultanément, le jeune homme lit en silence ce « roman » de sa propre vie, assis sur un fauteuil, et de temps à autre fait part de son ressenti. Lorsque, au lendemain de l'échec de Marine Le Pen, en 2017, les règlements de compte entraînent l'éviction de Florian Philippot, Eric Richermoz et Bastien Régnier vont suivre leur mentor et intégrer son nouveau parti, Les Patriotes, qui défend la sortie de la France de l'Union européenne. Dans un café parisien, le quadragénaire Mathias Théry analyse la situation politique actuelle, à l'aune de cette expérience dans les coulisses de l'ex-FN. « *Eric et Bastien représentent deux profils sur lesquels le parti de Marine Le Pen capitalise : d'un côté, Eric est un garçon qui présente bien, type genre idéal, tendance Bardella, par-*

fait pour la diabolisation ; de l'autre, Bastien vient d'une culture plus populaire et de ce fait il correspond moins aux élites en costard que dénonce le RN. » Sur le terrain, les deux jeunes détonnaient, se souvient le cinéaste : « *Il y a une scène que l'on a coupée au montage, où l'on voit Eric parlant avec des électeurs. En prenant congé, il lance un "inchallah" à propos de l'élection qui approche. Et les gens le regardent, sidérés et admiratifs : ce n'est tellement pas ce que l'on attend du vocabulaire du RN.* »

Jordan Bardella, estime le réalisateur, incarne « *le mixte idéal* » entre Eric Richermoz et Bastien Régnier : « *Bardella a grandi à Saint-Denis [Seine-Saint-Denis] dans une cité, avec une mère célibataire, issue d'une famille d'immigrés. En le découvrant, Marine Le Pen a senti qu'elle tenait le parfait profil pour repeindre la façade du RN. Elle a investi en media training, lui a appris à sourire et à faire des vidéos sur TikTok. Pourtant, ajoute-t-il, on sait que Bardella a été d'abord fan de Jean-Marie Le Pen, a flirté avec les identitaires et a grandi aussi dans les beaux quartiers du côté de son père bourgeois.* » Peu importe, l'entreprise de séduction fonctionne. « *Avec Etienne Chaillou, nous avons voulu explorer la part émotionnelle qui nourrit tout engagement politique, et qui est particulièrement palpable chez les sympathisants de Marine Le Pen* », souligne Mathias Théry.

Au téléphone, Bastien Régnier ne dit pas autre chose. « *Beaucoup d'électeurs du RN se sentent exclus de la population et se retrouvent dans ce parti qui a su leur parler : le RN sait écouter les gens et les rassurer* », dit-il. Le jeune homme,

RADIO L'Arcom préconise la disparition de la bande FM en 2033

Dans un rapport publié mardi 18 juin, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) suggère de mettre fin au procédé de radiodiffusion FM à

l'horizon 2033. La diffusion radiophonique basculerait dès lors vers le tout-numérique, soit par le réseau Internet, soit par le réseau numérique terrestre – une technologie appelée DAB+, qui offre une meilleure qualité d'écoute mais qui ne couvre aujourd'hui que 62 % du terri-

toire français et qui nécessite un poste de radio adapté. Le rapport préconise aussi d'« adapter » les quotas qui existent en matière de diffusion de la chanson française face à la concurrence du streaming, les plates-formes n'étant pas soumises aux mêmes règles. – (AFP)



L'Offrande Musicale

Festival hors norme

DU 29/06
AU 13/07
2024

• Renaud CAPUÇON • Natalie DESSAY
• David FRAY • Emmanuelle HAÏM
• Felix KLIESER • Daniel LOZAKOVICH • Jakub Józef ORLIŃSKI • Maxim VENGEROV
• Sonya YONCHEVA

4^e édition
Tarbes / Lourdes
Hautes-Pyrénées

Billetterie :
loffrandemusicafe.fr
et dans les points
de vente habituels

Le festival est porté par l'Association Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées

Avec le généreux soutien d'Aline Foriel-Destezet, Présidente d'Honneur



La cérémonie d'ouverture des JO fait ses premiers pas

A Saint-Denis, le metteur en scène Thomas Jolly et la chorégraphe Maud Le Pladec orchestrent les répétitions du spectacle dansé

REPORTAGE

Je ne vous cache pas que je passe des nuits où j'angoisse un peu... Et aussi des jours.» Le jour – le 7 juin – où l'on rencontre Thomas Jolly, l'homme choisi il y a deux ans pour organiser les cérémonies des Jeux olympiques de Paris 2024, l'Assemblée nationale n'a pas encore été dissoute. On imagine que, depuis, ses nuits ne sont guère meilleures. La perspective de retrouver, côte à côte à la tribune, le président de la République, Emmanuel Macron, la maire (socialiste) de Paris, Anne Hidalgo, et un premier ministre issu du Rassemblement national, n'est plus une chimère inenvisageable.

Mais, pour l'heure, le metteur en scène qui a le vent en poupe (la rumeur le donne comme l'un des favoris pour l'Odéon-Théâtre de l'Europe à la rentrée) a d'autres questions en tête. Dans un hangar de banlieue au toit en béton armé et verre, près des voies ferrées de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), il vient découvrir les premiers pas d'une chorégraphie imaginée par Maud Le Pladec sur une musique de Victor Le Masne. Satisfaction visible à son sourire anguleux.

Cinquante danseurs répètent les mouvements hachés et joyeux que la chorégraphe, longs cheveux châtain, paupières surlignées, visage encadré de bijoux argentés, ongles à l'identique, sur un survêtement noir aux trois bandes blanches, vient de leur montrer. C'est populaire et contemporain à la fois. Quelques minutes seulement, mais qui suffisent à imaginer l'énergie et la synchronicité de ce qui va être donné à voir lors de la cérémonie d'ouverture sur les berges et les ponts de la Seine, tandis que, sur des bateaux, défilerront les délégations d'athlètes. «Pour les JO, la danse, c'est moi, sourit Maud Le Pladec, qui dirige actuel-

lement le Centre chorégraphique national d'Orléans avant de prendre, en 2025, la direction du ballet de Lorraine à Nancy. C'est mon ADN. [comprendre : cette énergie, cette foule compacte de danseurs] Pas un pont, pas une berge qui ne sera habitée par un événement artistique.»

«Hors du stade»

Ces cinquante performeurs ne sont en réalité qu'une partie des quatre cents qui composeront le tableau travaillé ici en «petit» comité... Quatre scènes. Dix ou douze tableaux sur les berges. Trois mille danseurs professionnels au total, d'ici et de partout, de France et d'au-delà... Une centaine de bateaux. «Un théâtre rêvé nommé Paris. Et son fleuve, s'enthousiasme la chorégraphe. Et, pour la première fois dans l'histoire des Jeux olympiques, pas dans un stade, mais hors du stade.» C'était l'idée de Thierry Reboul, le Marseillais spécialiste de l'événementiel, directeur exécutif des cérémonies, des événements et de la marque Paris 2024. Thomas Jolly, directeur artistique, y a ajouté sa patte imaginative. Alors que, traditionnellement, le show suit le défilé très protocolaire des athlètes, il a persuadé ses commanditaires de mélanger les deux. Une double première.

«Le show, la parade, les éléments du protocole, j'ai décidé de tout entremêler, glisse le metteur en scène habitué des spectacles gargantuesques et amateur de voies nouvelles pour escalader des sommets classiques. Faire que toute la cité danse, se synchronise. Jamais il n'y a eu de cérémonie qui ne soit pas dans un stade. Du coup, il n'y a pas de modèle. Il faut tout remettre en question en permanence.» Ses relectures de la trilogie d'Henri VI ou de Richard III de William Shakespeare ont fait date. Un Molière pour le premier, découpé en un presque feuille-



Lors des répétitions, le 7 juin, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). PARIS 2024

«Le show, la parade, les éléments du protocole, j'ai décidé de tout entremêler»

THOMAS JOLLY
chorégraphe

ton, et un sacre pour le second, dont il offre deux approches : *R3m3* et *L'Affaire Richard*.

Dans le hangar de Saint-Denis flotte un parfum de secret-défense. La presse a été conviée, mais avec moult précautions : embargo, pas de caméra s'il vous plaît (sauf pour les partenaires sponsors). Il s'agit de lever un coin du voile pour appâter sans rien dévoiler, de façon à maintenir le suspense et à garder la surprise. «Je suis un coffre-fort, s'amuse-t-il, gourmand. En ce moment, je suis mi-homme, mi-coffre fort. Entendre les fantômes des gens, moi qui sais ce qui va se passer, ça me fait souvent sourire.»

A la tête du Centre dramatique national d'Angers, Thomas Jolly, 42 ans aujourd'hui, en a démissionné sitôt qu'il a été nommé di-

recteur artistique de «la cérémonie la plus populaire de tous les temps» à l'automne 2022. Il a fait venir Maud Le Pladec dans la foulée pour travailler avec lui. Les deux se connaissent depuis longtemps – depuis dix ans déjà, lorsqu'ils étaient tout deux artistes associés au Théâtre national de Bretagne, à Rennes. En 2016, lorsque Thomas Jolly monte son premier opéra, *Eliogabalo*, de Cavalli, pour l'Opéra de Paris, c'est déjà à Maud Le Pladec qu'il fait appel pour les parties dansées.

«Maud a une culture large de la danse», glisse-t-il en aparté, alors qu'en compagnie de Tony Estanguet, l'ancien champion de canoë-kayak et président du comité d'organisation des Jeux olympiques, il assiste – les deux hommes ne cachent pas leur

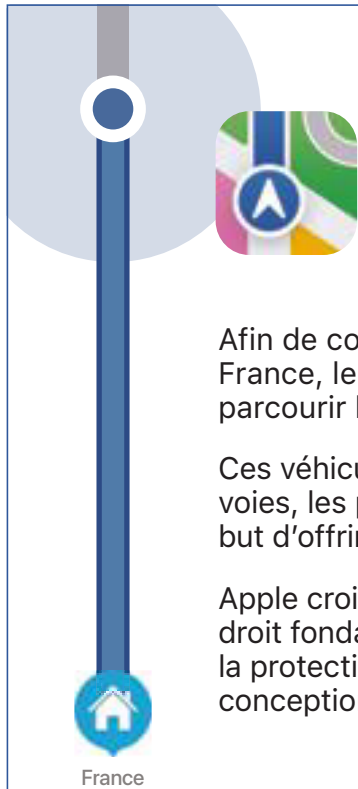
Trois mille danseurs professionnels se produiront sur quatre scènes, dans dix ou douze tableaux

plaisir – aux balbutiements du futur spectacle. «On a commencé à travailler sur les JO en décembre 2022, dit-il. La structure de la cérémonie a été posée en juin 2023. Et, depuis mars, cela devient concret. Les costumes sortent des ateliers, et l'on voit ici, pour la première fois, la danse de Maud épouser la musique composée par Victor Le Masne...»

Entre-temps, le chemin n'a pas été simple. De septembre 2023 à février, le «récit» imaginé par l'homme de théâtre avec ses trois scénaristes comme les rêves de mise en scène ont été renvoyés au purgatoire de leur faisabilité. «Je voulais construire une tour Eiffel inversée, ça, ce n'était pas possible.» Il a fallu se confronter aux réalités budgétaires (pas forcément les plus compliquées) mais aussi aux codes de l'environnement, aux règles patrimoniales, aux mesures de sécurité. Et même aux lois de la physique. «Sur l'un des ponts [il ne dira pas lequel], on voulait faire un grand ballet de deux cents danseurs. Les experts ont calculé qu'avec la résonance, les vibrations du poids des danseurs, le pont ne résisterait pas. On a dû transformer le tableau.»

De quoi faire douter? Pas le genre du bonhomme. «Chaque spectacle que j'ai imaginé dans ma tête n'est jamais arrivé semblable à ce que j'imaginai. Non, ça ne crée pas de frustration : si une idée ne va pas jusqu'au bout, c'est qu'elle n'est pas bonne», assène-t-il. Sur le tapis de bal, Maud Le Pladec montre un nouveau pas à la bouillonnante assemblée réunie depuis une semaine dans cette salle de répétition improvisée. Au cinquième jour de répétition, étonnamment, de cette foule d'inconnus, on sent déjà émerger une troupe. Quelques pas en avant, des bras tendus, des entrelacs, un cri primal... On n'en saura pas plus. Teasing. Pour le reste, c'est : «Rendez-vous le 26 juillet.» ■

LAURENT CARPENTIER



Apple Plans. Créer la meilleure carte numérique de France.

Afin de continuer à vous offrir la meilleure carte numérique de France, les équipes Apple Plans vont, à partir d'aujourd'hui, parcourir la France à l'aide de véhicules.

Ces véhicules vont collecter des données sur les marquages des voies, les panneaux de signalisation et les monuments dans le but d'offrir une expérience de navigation précise et fiable.

Apple croit fermement que la protection de la vie privée est un droit fondamental et c'est une de nos valeurs clés; c'est pourquoi la protection de la vie privée a été dès le départ au coeur de la conception de l'app Plans d'Apple.

De plus, "Apple Maps" est indiqué clairement sur tous nos véhicules donc vous saurez toujours qu'il s'agit de nous.

Pour en savoir plus sur la façon dont Apple protège votre vie privée, les endroits où auront lieu les collectes de données et comment nous contacter pour toutes questions ou demandes, veuillez visiter le site Collecte d'images pour Apple Plans à l'adresse suivante:

<https://maps.apple.com/imagecollection/fr>

PUBLICITÉ

Jim Henson, marionnettiste surdoué

Un documentaire de Ron Howard sur le créateur du « Muppet Show »

DISNEY+ À LA DEMANDE DOCUMENTAIRE

Des mille idées de Jim Henson (1936-1990), la France n'a ramassé que des fragments. Marionnettiste, cinéaste, homme d'affaires, le créateur du « Muppet Show » n'a pas seulement réuni Miss Piggy et Elton John sur le même plateau et inspiré (?) Jean Roucas et Stéphane Collaro dans l'élaboration du « Bébête Show ».

Henson a aussi bouleversé la télévision pour enfants avec « Sesame Street », contribué à l'évolution des effets spéciaux en travaillant avec George Lucas, avant d'acquérir in extremis (il est mort à 53 ans) le statut de cinéaste visionnaire et maudit grâce à *Dark Crystal* (1982) et *Labyrinthe* (1986).

Cette relative obscurité de Jim Henson de ce côté-ci de l'Atlantique et de la Manche (le « Muppet Show » est une production bri-

tannique) rend d'autant plus opportune la mise en ligne sur Disney+ du documentaire de Ron Howard. Cinéaste consensuel, l'ex-star de la série *Happy Days* et réalisateur d'*Apollo 13* (1995) n'était a priori pas le candidat rêvé pour retracer le parcours d'un innovateur qui a passé sa carrière à côté des sentiers battus.

Au service de justes causes

Mais cette trajectoire, qui mena Jim Henson des champs du Mississippi (où ses parents travaillaient pour la recherche agromique) à Hollywood, a quelque chose d'essentiellement américain, dont Ron Howard fait son miel.

Né en 1936, Henson apparaît d'abord sous les traits d'un enfant surdoué pour les arts graphiques, puis comme un étudiant des années 1950, barbu et timide, avant de se muer en hippie gentiment provocateur. La richesse des témoignages accumulés (de Frank

Oz, son alter ego, à Jennifer Connelly, qui tint l'un de ses premiers rôles dans *Labyrinthe*) et des documents d'archives (films de famille, vidéos antiques à la définition imprécise qui montrent les premières apparitions des marionnettes de Henson) permet au film d'atteindre une précision biographique qui manque souvent dans ce type d'exercice.

On apprendra ainsi que les marionnettes qui ont fait la gloire de Henson n'étaient pour lui qu'un moyen d'atteindre son but : faire de la télévision. Témoin des

débuts de l'invasion des écrans dans les années 1940, le père de Cookie Monster semble guidé par la volonté de mettre le nouveau média au service de justes causes.

Il crée ses marionnettes en compagnie de Jane Henson, son épouse, cofondatrice de Muppets Inc., société qui prospère encore aujourd'hui sous la houlette des enfants du couple. Délicatement, le film met en évidence la contradiction entre l'idéalisme pacifiste et inclusif de Jim Henson et sa pratique patriarcale de la vie familiale.

Jim Henson. L'homme aux mille idées permet aussi de prendre la mesure de l'énormité du phénomène « Sesame Street ». Le rappel des querelles qui entourèrent les premières saisons de cette émission pour enfants, à la légitimité aujourd'hui incontestée, montre que les censeurs qui vident aujourd'hui les bibliothèques scolaires américaines descendent d'une longue lignée.

Le succès planétaire du « Muppet Show », produit par le réseau de télévision britannique ITV après que tous les *networks* amé-

ricains eurent refusé le projet, l'ambition qui accompagnait les longs-métrages et les déconvenues critiques et financières qui entourèrent *Labyrinthe* (malgré la présence au générique de David Bowie en sorcier étrangement coiffé) parachèvent le portrait de cet homme pressé, dont la course fut brisée par une infection bactérienne en 1990. ■

THOMAS SOTINEL

Jim Henson. L'homme aux mille idées, de Ron Howard (EU, 2024, 1 h 51).



Et Bette Midler se fit, presque, Janis Joplin

Dans le mélodrame « The Rose », réalisé par Mark Rydell en 1979, l'actrice américaine interprète de façon bouleversante une rock star déchue

TCM CINÉMA JEUDI 20 – 20 H 50 FILM

On attend toujours la biographie filmée de Janis Joplin promise par Hollywood depuis sa mort, le 4 octobre 1970, à 27 ans. Il est peut-être une raison toute simple à cette impuissance : elle a déjà inspiré un mélodrame musical, *The Rose*, de Mark Rydell, l'histoire d'une chanteuse sudiste, happée par la révolution hippie

et le show-business, broyée par la gloire et les addictions.

Ce beau film aurait dû s'appeler « Pearl », surnom de Janis Joplin (et titre de son ultime album). Lorsque sa famille refusa d'accorder les droits de sa biographie, les scénaristes s'éloignèrent de la réalité. D'où cette confrontation incongrue, mais fructueuse, entre les figures du mélo hollywoodien et la culture rock.

Mary Rose Foster (Bette Midler) est au sommet de sa gloire. Elle déplace les foules, vend des dis-

ques par centaines de milliers. Aux mains d'un manager obsédé par l'évanescence de la gloire (Alan Bates), Rose – c'est ainsi que l'appellent ses adorateurs – est forcée de travailler comme une damnée. Elle peut, puisqu'elle a de l'argent, qu'elle représente une génération qui n'observe plus la loi, recourir aux substances les plus onéreuses, les plus illicites.

On sait que tout cela finira très mal, n'empêche : on se prend à rêver que Rose échappera à son destin, dans les bras d'un chauffeur

qui pourrait la conduire jusqu'au salut (Frederic Forrest). C'est tout le prodige de ce film que d'avoir transformé Bette Midler – une chanteuse de cabaret – en une pauvre chose qui braille le blues pour rester en vie.

Diva tragique

En 1978, au moment du tournage de *The Rose*, Bette Midler est une star grâce à des spectacles qui ont d'abord transporté la communauté gay new-yorkaise – une séquence du film de Rydell, dans un

cabaret de travestis imitant Diana Ross, Barbra Streisand et Mary Rose Foster, devient une espèce de reconnaissance de dette envers ces premiers fans.

La diva choisit de s'abandonner à la tragédie, et Bette Midler est bouleversante de fragilité. On voit son visage se décomposer lorsqu'elle est insultée par un chanteur de country (Harry Dean Stanton) à qui elle est venue rendre hommage. On la voit exulter lorsque les foules se pressent pour l'entendre chanter, lors de séquen-

ces de concert qui relèvent presque du documentaire.

La supervision musicale de Paul A. Rothchild parachève l'illusion d'avoir affaire à une vraie rock star, qui s'appuie sur un vrai répertoire, d'où se détache *The Rose*, ballade simplette que Bette Midler transforme en élégie à tous ces jeunes gens qui n'ont pas survécu à l'été de l'amour. ■

T. S.

The Rose, de Mark Rydell. Avec Bette Midler (EU, 1979, 2 h 05).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 143
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 23 - 142

HORIZONTALEMENT I. Ramification. II. Emirats. Iole. III. Bolide. Céder. IV. Arise. Oò. Loé (olé). V. Rata. Arrière. VI. Blettissure. VII. Aï. Irréel. Sp. VIII. Ts. Oi. Nt. Pin. IX. Iton. Anagène. X. Fesse-mathieu.

VERTICALEMENT 1. Rébarbatif. 2. Amoraliste. 3. Milite. OS. 4. Irisations. 5. Fade. Tri. 6. Ite. Air. AM. 7. Cs. Orsenna. 8. Corsetât. 9. Tie. Iul (lui). Gh. 10. Iodler. Pei. 11. Oléorésine. 12. Nérée. Pneu.

HORIZONTALEMENT

I. A franchi les Pyrénées pour fermer nos fenêtres. II. Tuera comme un cochon. Fait de la résistance dans les mesures. III. Un couple dans les rayons. Couche dans la lithosphère. IV. Protégé par Jean des Bandes Noires. Fatiguera à la longue. V. Intéressas le jeu. Dans les mains du couvreur. VI. En fin de lettre. Glossine fatigante. Encadre Blum. VII. Découpe sur le violon. Support théâtral. VIII. Bien en main. D'un auxiliaire. En crise. IX. Attaquerai le temps pour ne pas le perdre. Gratte en surface. X. Usure du temps. Perds les eaux.

VERTICALEMENT

1. Se prend toujours mais seulement en poudre. 2. Prépare surtout les harengs. 3. Encore plus mal. Les points de la rose. 4. Leur est place et au labo, pas dans la rue. 5. Roche à grain grossier. Fait le singe en Amérique. 6. Négation. Assure le rapprochement. Poursuivie par un taon. 7. Riches décorations. Au cœur du foyer. 8. Ses interventions sont longues et sans intérêt. 9. Aussi entre les mains du couvreur. 10. Comme une neige dangereuse dans la descente. Bon conducteur. 11. Ouverture théâtrale. Reprend sans cesse. 12. Dans le creux des mains.

SUDOKU

N°24-143

							9	4
					8	2	1	
		6		7				
		8	1					2
		3				4	5	1
	8	1		5				9
	3	5		9				8
	4			2	1	7		

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

4	9	7	2	5	8	1	6	3
8	6	3	9	1	7	5	2	4
5	2	1	6	3	4	7	9	8
3	7	5	1	8	2	9	4	6
2	4	8	7	6	9	3	1	5
6	1	9	5	4	3	8	7	2
1	3	6	4	7	5	2	8	9
9	8	4	3	2	1	6	5	7
7	5	2	8	9	6	4	3	1

Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : PPot = 0,0083 kg/tonne de papier

Anouk Aimée

Actrice de cinéma et de théâtre

Anouk Aimée n’aimait pas qu’on parle de son âge. Rencontrée en 2012, à l’occasion de la ressortie en salle de *Lola*, de Jacques Demy, elle avait inauguré l’entretien d’une requête : « *Je vous en prie, ne parlons pas de mon âge. Cela n’intéresse personne.* » Ce qui était troublant, c’est que, disant cela, elle avait exactement la même voix que Lola cinquante et un ans plus tôt. Aussi était-il si charmant de l’entendre dire au présent « *Lola, c’est moi* », comme si le temps n’avait en effet pas eu d’importance. C’était une coquetterie, sans doute, que ce présent sans âge, et la coquetterie cependant en disait long sur la dame, et la manière qu’elle avait eue de mener sa barque sans grand souci des embruns, de l’opinion ou d’une carrière, avant de s’éteindre, mardi 18 juin, à l’âge de 92 ans. « *Nous avons l’immense tristesse de vous annoncer le départ de ma maman Anouk Aimée*, a écrit sa fille, l’actrice Manuela Papatakis, dans un message publié sur Instagram. *J’étais tout auprès d’elle lorsqu’elle s’est éteinte ce matin, chez elle, à Paris.* »

Elle avait commencé très tôt, et n’avait plus voulu s’interrompre, à sept ans près : le temps d’une parenthèse londonienne et conjugale à la fin des années 1960, auprès de l’acteur Albert Finney, pour lequel elle avait souhaité ne plus jouer qu’un rôle, celui d’épouse, dans la vraie vie.

Née Françoise Dreyfus, le 27 avril 1932, à Paris, Anouk Aimée était fille de comédiens, mais disait ne rien avoir de l’« enfant de la balle ». Elle avait poussé comme une fleur sauvage loin des projecteurs, élevée en partie par un parrain et une marraine, à la ferme. Elle n’avait eu d’abord pour le cinéma qu’un intérêt si distant qu’il existait à peine. Il avait fallu que le destin lui force la main, en la mettant sur le chemin du réalisateur Henri Calef, qui lui demanda abruptement si elle ne voudrait pas faire du cinéma. Elle n’avait jamais vraiment su d’où était venu ce oui qui lui avait échos sur les lèvres.

S’inventer soi

Pour ce premier film, *La Maison sous la mer* (1946), Françoise a 13 ans, et son personnage s’appelle Anouk. Le prénom d’artiste trouvé avec ce premier pas, reste le nom : Jacques Prévert le lui offre. L’histoire est connue. Ils se rencontrent l’année suivante sur le tournage d’un film de Marcel Carné, *La Fleur de l’âge*, où elle joue avec Arletty, Serge Reggiani, Martine Carol. Le film reste inachevé : on en aurait monté une vingtaine de minutes et tourné la moitié, avant que la production n’arrête les frais. En reste les photographies de plateau d’Emile Savitry d’une Anouk ravissante et alors très en joues, et ce nom : « Aimée », « *parce que tout le monde l’aimait* », selon Prévert. On ne refuse pas semblable baptême.

Pendant la guerre, Françoise avait déjà cessé de s’appeler Dreyfus pour devenir Françoise Durand et esquiver l’étoile jaune. « Anouk Aimée », ce n’était plus une question de survie, mais cela obéissait encore à un principe vital : changer de nom pour s’inventer soi, sans qu’il s’agisse de devenir autre. « *Je n’ai jamais fait de totale composition. Il y a toujours un morceau de moi dans mes rôles* », disait-elle. L’un d’eux, tout de même, manqua de lui faire oublier Anouk au profit d’un autre prénom, Lola, celui de l’héroïne du film de Jacques Demy. « *Je ne sais plus où commence Anouk et où commence Lola, où finit Lola et où finit Anouk* », disait-elle toujours, cinquante ans après.



En 2012. MATHIEU ZAZZO/PASCO & CO

Sorti l’année suivant *La Dolce Vita*, *Lola* (1961) avait autant sinon plus que le film de Fellini participé à l’avènement cinématographique d’Anouk Aimée, si singulier dans sa nonchalance. Quand *La Dolce Vita* s’enivrait à capter la silhouette, les angles du visage qui avait perdu ses joues d’adolescente, une main aux longs doigts courbés sur une cigarette, *Lola* célébrait la naissance à l’écran d’un corps, de ceux que le cinéma n’oublierait jamais plus : une entraîneuse en guépière et collants résille, aussi épargnée par la vulgarité que la Vénus nue dans sa chevelure de Botticelli. Impossible à concevoir, et pourtant Demy l’avait fait. Anouk Aimée avait simplement fait confiance, et n’essayait pas d’expliquer le miracle. Elle observait seulement : « *Il y a des gens qui peuvent tout faire. Des femmes qui disent : “Oh merde, vous me faites chier.” Certaines choquent, d’autres pas. Lola peut le faire sans choquer, être grossière sans qu’on le remarque, parce qu’il n’y a en elle aucune vulgarité.* »

Après Demy, Anouk Aimée semblait porter un morceau de Lola dans tous ses autres rôles, ce morceau-là : une sorte d’état de grâce, qui lui permettait de tout faire et tout jouer, sans jamais être touchée par la crasse ou la médiocrité. Non qu’elle ait jamais eu à cœur de tenter le diable, mais qu’elle ait presque toujours joué les élégantes, ou qu’elle ait fait des élégantes de toutes celles qu’elle jouait, c’était encore et toujours

27 avril 1932 Naissance à Paris

1946 « La Maison sous la mer »

1960 « La Dolce Vita »

1961 « Lola »

1966 « Un homme et une femme »

1990 « Love Letters », au théâtre

2003 « La Petite Prairie aux bouleaux »

18 JUIN 2024 Mort à Paris

l’élégance, même – c’est loin d’être donné à toutes – chez Jean-Pierre Mocky (*Les Dragueurs*, premier film du cinéaste, sorti en 1959).

Très vite, sa carrière prend un essor international. A 17 ans, elle joue au côté de Trevor Howard dans *La Salamandre d’or* (1950), du Britannique Ronald Neame, producteur des premiers films de David Lean. En 1955 et 1956, on peut la voir dans deux films allemands, *L’amour ne meurt jamais*, d’O. W. Fischer, et *Nina*, de Rudolf Jugert. En 1959, elle tient un petit rôle dans *Le Voyage*, film américain d’Anatole Litvak, qui avait, six ans plus tôt, pour *Un acte d’amour*, fait jouer la toute jeune Brigitte Bardot, de deux ans la cadette d’Anouk Aimée.

Sur les écrans du monde entier

Catherine Deneuve, 16 ans, attend alors son heure : la blonde Bardot, la brune Aimée incarnent à l’étranger les deux visages de la beauté à la française, qu’on ne saurait imaginer plus différents. D’un côté, la *baby doll* en bikini, la tignasse ensauvagée nourrie de soleil, les courbes. De l’autre, le halo mystérieux d’une chevelure sombre, la peau d’albâtre, la ligne, avec ce seul et étonnant trait hollywoodien des paupières lourdes sous le grand trait de noir, à la Monroe.

Si l’aura internationale de Bardot doit assez peu à ses rares collaborations cinématographiques hors de France, Anouk Aimée rayonne plus durablement sur les écrans du monde entier, où

elle trouve quelques grands rôles. Moins, sans doute, que ceux que son absolue justesse de jeu, sa maîtrise si fine de l’émotion contenue méritaient. Citons, sans surprise, Fellini : la grande bourgeoise épuisée par l’ennui de *La Dolce Vita*, l’épouse trompée et souriante de *Huit et demi*. Plus tard, Bellocchio, pour lequel elle interprète la dépressive Marta habitée de vertiges, qui lui vaut en 1980 le prix d’interprétation féminine au Festival de Cannes pour *Le Saut dans le vide*.

Les Etats-Unis lui font également la cour, affichant des attraits et des atours plus inattendus (en 1962, elle joue une reine de péplum pour Robert Aldrich et Sergio Leone dans *Sodome et Gomorrhe*) ou directement inspirés par son aura d’icône de mode, lorsqu’elle interprète un mannequin dans *Le Rendez-vous*, de Sidney Lumet, en 1969. Elle a 37 ans à la sortie de ce film, et le personnage résume bien son statut singulier dans le paysage cinématographique : la mystérieuse Carla, officiellement modèle, y est soupçonnée par ses fiancé ou mari jaloux de se prostituer.

D’un côté, l’icône, l’intouchable, celle qui semble n’exister que sur le papier glacé des revues élégantes. De l’autre, le corps public, accessible, disponible. Deux fantasmes contradictoires, ou peut-être complémentaires, qui continuent de dessiner de conserve l’image d’Epinal que l’on se fait souvent de la belle Française en Amérique.

Bardot était déjà « la » femme dans *Et Dieu... créa la femme* (1956), lorsque dix ans plus tard Anouk Aimée devint « une » femme pour Claude Lelouch, dans *Un homme et une femme* (1966) : une femme, n’importe quelle femme (l’inconnue que croise Lelouch sur une plage, et qui lui inspire le film), et finalement celle que l’on n’oubliera jamais plus – dans la romance que le film raconte, et depuis son fauteuil de spectateur enchanté.

Anne Gauthier (son nom n’importe guère), technicienne de cinéma, héroïne de la plus simple histoire et de l’un des plus beaux films d’amour du monde. Il gagne les cœurs dans le monde entier, amasse les récompenses, l’Oscar et le Golden Globe du meilleur film en langue étrangère, le Golden Globe de la meilleure actrice pour Anouk Aimée, et la Palme d’or au Festival de Cannes. Ce récit en forme d’hymne à l’amour, qui était pourtant destiné à Romy Schneider, semble taillé sur mesure pour la grande amoureuse qu’Anouk Aimée est alors et sera.

Elle s’est mariée trois fois, avec le cinéaste grec Nico Papatakis à 19 ans, le musicien Pierre Barouh, rencontré sur le tournage d’*Un homme et une femme*, dont il était l’auteur et interprète de la célèbre ritournelle en « chabada-bada », l’acteur anglais Albert Finney. Vécut avec Elie Chouraqui, eut une liaison avec Omar Sharif, son partenaire dans *Le Rendez-vous* – autant de pages de sa vie qu’elle aura constamment gardées sous un voile de mystère, bien qu’elle ne se soit jamais interdit d’en parler.

Le goût du secret

L’évocation la plus éloquente qu’elle a pu en faire n’employait pas ses mots, mais ceux du dramaturge américain Albert Ramsdell Gurney, dont elle – qui n’était pas une habituée des planches – a joué inlassablement au théâtre, entre 1990 et 2014, les *Love Letters*, avec Bruno Cremer, puis Jean-Louis Trintignant, Philippe Noiret, Jacques Weber, Alain Delon, Gérard Depardieu...

Anouk Aimée aimait parler, mais elle méprisait les mots qui dévoilent, déchiffrent, déflorent. Elle n’était pas femme à donner des recettes. Interrogée sur le succès immense d’*Un homme et une femme*, dont on lui demandait si elle l’avait pressenti, elle répondait, à 80 ans, avec une candeur adolescente : « *On ne sait jamais ces choses-là, mais on est heureux. C’est un bon signe, je crois.* »

En cette occasion, comme elle l’avait toujours fait, elle avançait dans l’interview à rebours de toute analyse ou exégèse, qui ne semblaient pas revêtir à ses yeux le moindre attrait. Le ragot en avait moins encore, pas plus pourtant, sur l’autre face de la pièce, que le politiquement correct ou la langue de bois. Seulement, elle répondait à chaque question par une formule qui avait la forme grammaticale d’une réponse, et dans ce qu’elle disait triplait, malicieusement parfois, les points d’interrogation.

Etait-ce le signe d’un goût pour ce rôle vrai de femme mystère, « une » femme, qui pourrait être n’importe quelle femme et reste pourtant la femme que l’on n’oublie pas ? Peut-être, plus simplement, au-delà de tout rôle, un goût du secret, et de toutes ces choses d’autant plus belles qu’on ne les explique pas ? Peut-être, plus simplement encore, le secret de cette élégance inégalée et pérenne, qui faisait d’elle une présence si singulière, paisible dans son naturel, et trouvant cependant dans sa transparence même l’impossible matière de son mystère. ■

NOÉMIE LUCIANI

MILAN | PRÊT-À-PORTER HOMME PRINTEMPS-ÉTÉ 2025

A Milan, le vestiaire masculin prend le large

Costumes souples chez Fendi, chemisettes à motifs dauphins chez Gucci, chaussures en raphia chez Dolce & Gabbana : un vent de légèreté a soufflé sur les collections présentées en Italie du 14 au 18 juin

MODE

MILAN (ITALIE) - envoyée spéciale

Qui mieux que les Italiens pour célébrer la *dolce vita* et la liberté qu'elle véhicule ? La semaine des collections masculines printemps-été 2025, qui s'est tenue à Milan (Italie) du 14 au 18 juin, en fut la parfaite démonstration. Chez Gucci, la très attendue deuxième collection masculine de Sabato de Sarno colle parfaitement à l'idée de légèreté. *« Elle parle de rencontres entre la ville et la plage. En réalité, elle parle de liberté »*, détaille le créateur dans sa note d'intention.

Côté ville, les vestes épaulées et les costumes ajustés s'accompagnent de polos portés près du corps, tandis que les longs pardessus aux poches verticales s'ouvrent largement à l'arrière. Côté plage, les chemisettes de bowling avec leur grand col sont imprimées de motifs dauphins, surfeurs ou palmiers, et les couleurs gagnent en luminosité au fur et à mesure – chemise large bleu ciel, short rose fuchsia, veste vert anis. Le tout dessine un vestiaire commercialement désirable, porté par les accessoires. Les lunettes de soleil qui basculent dans la nuque retenues par une bride, les chaussures plates évoquant celles des plongeurs et les sacs mous en cuir brillant devraient en effet facilement trouver leur public.

Chez Dolce & Gabbana, c'est un retour aux années 1950 que le duo de créateurs a proposé. Une période d'après-guerre insouciant, où le chic et la nonchalance imposaient leur cadence. Ici, les vestes, chaussures et chemises amples sont en raphia (tressé à la main par des artisans italiens) et accompagnent des pantalons en lin portés larges et roulottés à la cheville. Des shorts ceinturés se portent avec des chemisiers à manches courtes et des chaussures derby tressées, tandis que les polos aux rayures obliques, les chemises en lin ouvertes et les costumes blancs évoquent l'allure séduisante d'un jeune Marcello Mastroianni. Un concentré d'italianité estivale rétro, parfaitement exécuté.

Silvia Fendi s'apprête à fêter en 2025 les 100 ans de la marque créée par ses grands-parents, Adele et Edoardo Fendi. L'occasion de se plonger dans les archives, et d'en extraire des trésors jusque-là peu exploités, à l'image de cet écureuil que l'on retrouve sur les écussons des blazers. Des cravates déclinent le logo Pequin imaginé par Karl Lagerfeld en 1983 – des rayures larges sur lesquelles le nom de Fendi est dilué.



Gucci. GUCCI

Chez Moschino, on s'attaque aux atours de l'homme d'affaires, avec des costumes en trompe-l'œil sur de longs tee-shirts

L'aisance s'exprime quant à elle à travers des shorts, des polos boutonnés en oblique et des costumes souples, le tout sur du vert d'eau, du beige ou du jaune. *« Je voulais des tissus très légers – il y a beaucoup de soie de coton – et des volumes un peu amples. C'est important que les hommes soient à l'aise »*, ajoute la créatrice.

La décontraction, c'est aussi le parti pris de Giorgio Armani pour sa ligne Emporio Armani. Pour la collection « Freedom in nature » (« liberté dans la nature »), il a dessiné un vestiaire aérien. Des vestes légères et ceinturées aux épaules tombantes, des pantalons façon sarouel ou encore des chemisiers en lin, déclinés en beige, brun ou gris. L'impression de légèreté se poursuit dans la ligne principale, Giorgio Armani, qui propose des pantalons larges en lin, vestes souples ou chemisiers vaporeux, dans des tonalités de bleu très estivales.

Chez Prada, Raf Simons et Miuccia Prada ont dédié leur vestiaire à la jeunesse. *« Il faut des échappatoires. La période actuelle n'est pas simple, et la jeune génération a besoin de rêver »*, détaillent-ils.

Colorés et froissés

Le casting est d'ailleurs plus juvénile que d'habitude. Les garçons portent des pulls courts en maille desquels dépassent des chemisiers colorés et froissés, des pantalons taille basse avec des ceintures en cuir intégrées, des combinaisons qui laissent voir des tee-shirts reproduisant des tableaux de Bernard Buffet. Mais chez Prada, la rigueur n'est jamais loin. Elle se niche ici sur des sweat-shirts à capuche en cuir épais ou des pantalons qui paraissent lourds. *« Ils sont en réalité façonnés dans un coton très léger. L'idée, c'était de s'amuser avec des trompe-l'œil ! »*, explique Raf Simons.



Dolce & Gabbana. DOLCE & GABBANA



Emporio Armani. STEFANO GUINDANI/ARMANI

La légèreté passe par la confusion des sens chez Moschino, où l'Argentin Adrian Appirolaza signe sa première collection masculine. Ici, ce sont notamment aux atours de l'homme d'affaires qu'il s'attaque, avec des costumes en trompe-l'œil sur des longs tee-shirts, ou garnis de fournitures de bureau (trombones...). Il y a également des clins d'œil à l'Italie, avec des vestes aux couleurs du drapeau et à l'imprimé ballons de football, ou encore des logos smiley ou œuf au plat, gimmicks indissociables de la marque, sur des pulls en maille fine ou en broches.

Jonathan Anderson a lui aussi l'habitude de jouer avec les codes du surréalisme. Cette saison, pour sa griffe JW Anderson, il a détourné le logo de la bière Guinness sur des pulls en coton. *« Cela fait des années que je leur demande de pouvoir l'utiliser. J'ai toujours été fan de leurs publicités. Entre Irlandais, on a fini par trouver un accord »*, s'amuse-t-il. Une iconographie qu'il associe à l'enfance, thème central de la collection : des ballons dégonflés en guise de cols lavallières sur des chemises, des motifs façon maisons de poupées sur des vestes ou des tee-shirts aux manches bouffantes très Barbapapa. La décontraction passe ici par les volumes agrandis à l'extrême sur des blousons bombers ou une cravate géante. Une collection très applaudie.

Enfin, Alessandro Sartori chez Zegna explore le lin pour sa ligne estivale, avec des mélanges de soie et de coton. La silhouette, aérée, est articulée autour de pantalons larges, de shorts et de costumes fluides. Les belles couleurs ocre, sable, beige, la rendent d'autant plus attrayante. *« Cette collection a quelque chose de typiquement italien, notamment dans la manière insouciant dont elle est portée »*, conclut le designer. Le soleil et les 27 degrés reflétaient idéalement cette philosophie dans les rues de Milan. ■

M. GA.

FLORENCE (ITALIE)

MAUD GABRIELSON

Au salon Pitti de Florence, une mode décontractée et durable

PRENDRE LE POULS de la mode masculine à l'écart des fashion weeks, tel est l'objectif du salon Pitti Immagine Uomo, à Florence (Italie), où ont été présentées les collections printemps-été 2025, du 11 au 14 juin. Depuis 1972, deux fois par an, en janvier et en juin, c'est le lieu où il faut être, pour dénicher les tendances fortes et pour croiser les acteurs du secteur (acheteurs, journalistes, designers...), dans un environnement plus détendu que lors des semaines officielles de la mode.

Les chaises longues, disséminées un peu partout, les nombreux marchands de *gelati* (« glaces ») et les DJ sets, qui résonnent régulièrement au cœur de la forteresse de Basso, majestueux complexe fortifié datant de la

Renaissance, donnent à l'événement un petit air de vacances avant l'heure. Les enjeux sont pourtant importants : pas moins de 20 000 visiteurs venus du monde entier arpentent les allées et les différents stands, pour découvrir ce que les quelque 800 marques exposantes y présentent.

On y trouve des labels connus, comme les italiens Brunello Cucinelli ou Missoni, ainsi que des jeunes pousses, comme Ouest Paris, une griffe française lancée en 2022 par Arthur Robert, ancien designer pour AMI. *« C'est la deuxième année que nous sommes invités. Il paraît qu'il faut attendre la troisième pour constater un effet sur les ventes, s'amuse-t-il. Mais c'est une chance ! On discute plus facile-*

ment avec les acheteurs que lors de la fashion week, qui est saturée de défilés. » Sur ses portants, une mode masculine décontractée, inspirée de la culture du surf, avec des sweat-shirts souples et des pantalons larges.

Cuir de pomme ou de cactus

Initiative remarquée, celle du groupe français Kering, qui a demandé à dix marques masculines émergentes d'imaginer des vêtements écoresponsables. On a ainsi pu voir les vestes courtes en cuir de pomme ou de cactus du Chilien Guido Vera, ou les manteaux amples et les chemises en denim de Buzigahill, une griffe ougandaise qui réinvente les vêtements de seconde main.

Chaque saison, le salon invite aussi quelques têtes d'affiche à défiler. Paul Smith a ainsi présenté une collection mêlant costumes aux tonalités douces et imprimés joyeux, tandis que Marine Serre a déroulé ensembles taillés dans des draps, robes du soir fatales et beaux costumes masculins.

Pierre-Louis Mascia, créateur français plus confidentiel, a lui aussi investi les podiums. *« Je suis venu pour la première fois au Pitti il y a quinze ans. J'avais un stand avec une dizaine de foulards. C'est important de revenir ici pour ce premier défilé. Il faut être fidèle à ceux qui vous donnent votre chance »*, a-t-il confié, ému, à l'issue de sa présentation. ■

François Heisbourg

« Vu les positions du RN sur la Russie, il y aurait un problème de sécurité en cas de cohabitation »

Le spécialiste de la défense analyse les difficultés d'une éventuelle cohabitation avec le parti d'extrême droite au lendemain des législatives, notamment sur les sujets internationaux

ENTRETIEN

Dans *Les Leçons d'une guerre* (Odile Jacob, 2023), François Heisbourg analysait la première année de combats après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale, le conseiller spécial à l'International Institute for Strategic Studies de Londres revient sur le domaine réservé du président qui, au-delà des affaires étrangères et de la défense, s'est étendu au renseignement. Pour lui, cette situation accentue les risques de conflits sur des sujets sensibles en cas de cohabitation au lendemain des élections législatives du 30 juin et du 7 juillet.

Dans la V^e République, la politique étrangère et la défense sont de la compétence du chef de l'Etat. Que cela implique-t-il en cas de cohabitation ?

Traditionnellement, il existe deux domaines réservés, l'un qui existe formellement et réellement, la défense, et l'autre qui existe réellement mais pas formellement, les affaires étrangères. Pour ces dernières, il s'agit d'une pratique instituée par de Gaulle dès l'instauration de la V^e République mais pas d'une obligation constitutionnelle. La manière dont est menée notre action extérieure dépend d'un accord entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, même si les Français comme nos partenaires sont habitués depuis maintenant soixante-cinq ans à ce que soit le président de la République et non pas le premier ministre qui l'incarne.

Mais, lors des trois cohabitations précédentes, nos partenaires européens avaient accepté que la France soit représentée lors des sommets bruxellois par les deux têtes de l'exécutif. Reste à savoir s'ils toléreront une nouvelle version de cette pratique singulière qui pourrait s'exercer cette fois au bénéfice d'un premier ministre du Rassemblement national [RN].

Et en matière de défense ?

Le président de la République est le chef des armées, selon la Constitution. Il s'appuie sur un conseil de défense et de sécurité nationale, organe prévu par la Constitution, et sur un chef d'état-major particulier, qu'il a choisi et qui est la courroie de transmission avec le chef d'état-major des armées et donc les forces

armées. A cela s'est rattaché, depuis la mise en œuvre opérationnelle de la force de dissuasion en 1964, tout ce qui relève de l'arme nucléaire. Mais si le président est le chef des armées, le premier ministre est chargé de l'organisation générale de la défense à travers l'ordonnance du 7 janvier 1959. D'où de possibles chevauchements et autant de potentielles frictions en période de cohabitation, notamment au vu des fonctions du secrétariat général pour la défense et la sécurité nationale rattaché à Matignon.

Le domaine présidentiel est constitué aussi des conseils de défense restreints qui ont commencé à partir des années 1990, avec la guerre du Golfe puis les interventions en ex-Yougoslavie, et n'ont cessé depuis, pour faire face aussi bien à la menace terroriste qu'à la pandémie de Covid-19. Ils ont pris toujours plus d'importance avec Emmanuel Macron, qui en choisit les ministres et les participants en fonction des sujets. Il est difficile d'imaginer que ces conseils se réunissent sans le premier ministre vu les pouvoirs de ce dernier, et dès lors que la présence d'autres ministres est nécessaire en fonction des sujets.

Le renseignement n'est-il pas désormais un troisième domaine réservé ?

Incontestablement, car c'est devenu depuis une quinzaine d'années l'une des grandes fonctions régaliennes de l'Etat. Jusqu'aux années 1980, les présidents successifs avaient un mélange de crainte et de fascination vis-à-vis des services. Ils préféraient donc les morceler afin d'éviter que l'un ou l'autre ne prenne trop de pouvoir.

Mais, depuis 2009, il y a officiellement une « communauté du renseignement » avec une coordination sous l'autorité de la présidence de la République entre les responsables des services les plus importants : ainsi a été créé un conseil national du renseignement, attaché au conseil de défense. Celui-ci remplace le comité interministériel du renseignement prévu par les textes de 1959 concernant les pouvoirs du premier ministre, comité qui n'a pratiquement pas été réuni depuis sa création. L'initiative de cette présidentialisation revient à Nicolas Sarkozy, qui a aussi créé un poste de coordinateur du renseignement rattaché à l'Elysée.

La cohabitation ne risque-t-elle pas d'être très compliquée sur ces sujets si le gouvernement et le premier ministre veulent porter une politique diamétralement opposée à celle décidée par le chef de l'Etat ?

Longtemps, l'idée même d'une cohabitation sembla impossible dans la logique institutionnelle de la V^e République. On a vu pourtant en 1986, avec la première cohabitation entre François Mitterrand et Jacques Chirac, que cela pouvait arriver, que c'était gérable et même qu'un tel partage du pouvoir avec une sensation diffuse d'unité nationale était populaire. La cohabitation n'en est pas moins une source de tensions permanentes et, si cela devait advenir, des problèmes vont se poser dans les trois domaines réservés. D'abord, il y a la question du pouvoir, consubstantiel à la fonction, avec un premier ministre qui en veut toujours plus et un chef de l'Etat qui refuse de renoncer à la moindre de ses prérogatives. C'est souvent vrai même hors cohabitation. A

IL Y AURAIT DE FORTES TENSIONS SUR L'EXERCICE DU POUVOIR AVEC UN MINISTRE DE LA DÉFENSE QUI NE PRENDRAIT PAS FORCÉMENT SES CONSIGNES DE L'ÉLYSÉE

fortiori s'ils sont de deux bords opposés et en rivalité ouverte.

En 1986, Mitterrand était président et l'élément nouveau et perturbateur était l'arrivée de ce premier ministre de droite. Ce pourrait être la situation en juillet si le RN conquiert une majorité. A l'époque, le président socialiste sut d'autant mieux s'imposer que Chirac, qui voulait exister en politique étrangère et y mettre sa marque, évitait néanmoins d'ébranler une pratique du domaine réservé dont il espérait profiter un jour en devenant président. L'un et l'autre avaient par ailleurs des conceptions très proches en matière de défense. Je crains que Macron ne soit pas un aussi fin manœuvrier politique.

Les pouvoirs du chef de l'Etat n'en seraient-ils pas affaiblis sur des engagements diplomatiques et militaires importants et notamment sur le conflit ukrainien ?

Porter atteinte au bon fonctionnement des institutions, notamment sur des questions de défense, aurait un lourd prix politique. On peut imaginer, si le premier ministre était Jordan Bardella, qu'il soit fasciné par le pouvoir qu'il découvre brusquement : la puissance et la qualité de la machine de l'Etat, y compris les services de renseignement, dont désormais il dispose, au moins en partie, à travers les ministres qui en ont la tutelle.

Certes, il y a des éléments de continuité comme la dissuasion nucléaire, symbole des symboles de la souveraineté nationale. Par ailleurs, la loi de programmation militaire adoptée en 2023 est généreuse, même si elle n'a pas de centre de gravité stratégique, mais elle est de ce fait même adaptable. On voit mal, enfin, le RN vouloir diminuer le budget des forces armées.

Mais il y aurait, je crois, de fortes tensions sur l'exercice du pouvoir avec un ministre de la défense qui ne prendrait pas forcément ses consignes de l'Elysée. Cela risque de tanguer encore plus en politique étrangère. Emmanuel Macron voudra sans doute, et à raison, continuer à imposer une pratique du domaine réservé, notamment sur les dossiers les plus cruciaux et litigieux que sont l'Ukraine et

l'organisation politique de l'Europe. Bien sûr, le RN, s'il occupe Matignon, peut éviter de se poser ouvertement comme l'instrument de Poutine. Mais on peut imaginer qu'il freinera par tous les moyens possibles l'engagement de la France vis-à-vis de Kiev, notamment sur le plan financier.

Nos accords bilatéraux prévoient 3 milliards d'euros par an sur les trois prochaines années. Pour cette année, ils ont été validés par le Parlement. Mais quid pour la préparation cet été de la loi de finances pour 2025 ? En tout cas, s'il le souhaite, Emmanuel Macron pourra envoyer de façon assumée des instructeurs sur le sol ukrainien. Ce qui se passera ensuite dépend de nombreux facteurs, dont les résultats de l'élection américaine [en novembre].

L'arrivée au pouvoir d'un parti qui longtemps n'a pas caché ses proximités avec le régime de Vladimir Poutine poserait-elle des questions de sécurité ?

Vu les prises de position du Rassemblement national vis-à-vis de la Russie, il y aurait, en cas de cohabitation, un vrai problème de sécurité. A certains égards, il serait comparable à celui que nous avons eu à gérer en mai 1981 lors de l'intégration des ministres communistes au gouvernement d'union de la gauche. Nous sommes aujourd'hui dans un conflit de zone grise où la Russie lance contre les Occidentaux, et notamment contre nous, des opérations d'influence, des cyberattaques, y compris contre des infrastructures critiques, et une guerre informationnelle.

Est-ce que nos services pourront continuer à traquer leurs adversaires russes comme aujourd'hui et à utiliser les fruits de leurs investigations pour contrer la réalité de la menace ? Qui va leur donner les ordres, leurs ministères de tutelle ou l'Elysée ? Est-ce que les services pourront continuer à faire leur travail proprement ? Le renseignement contre les ingérences russes comme le vote de la prochaine loi de finances avec les aides à l'Ukraine sont des questions à mèche courte où l'on saura rapidement ce qu'il en est, si le RN devait réellement accéder à Matignon. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC SEMO



YANN LEGENDRE

Raphaël Glucksmann Seule la gauche peut être la digue dont la démocratie française a besoin

Alors que le Rassemblement national peut conquérir la majorité absolue à l'Assemblée nationale, la principale menace pour le pays ne vient pas d'une France insoumise divisée et diluée dans le Nouveau Front populaire, affirme le coprésident de Place publique dans une tribune au « Monde »

On raconte que Néron contemplait Rome en flammes en récitant des vers et en jouant de la lyre. Emmanuel Macron sourit-il, ces jours-ci, en regardant notre pays s'enfoncer dans la crise ? Est-il fier et satisfait d'avoir joué le destin de la France aux dés, alors que rien d'autre que son orgueil blessé ne l'obligeait à dissoudre l'Assemblée nationale ? Nous n'en savons rien et cela n'a plus d'importance, au fond. Nous savons que nous sommes présidés par un adolescent qui s'amuse à craquer des allumettes dans une station-essence sous les vivats énamourés de trois conseillers obscurs. Et nous savons aussi que seule compte désormais l'absolue nécessité de refermer les portes de l'Enfer qu'il a ouvertes, c'est-à-dire d'empêcher la prise du pouvoir par l'extrême droite le 7 juillet, 300 députés du Rassemblement national à l'Assemblée, Jordan Bardella premier ministre, Thierry Mariani ministre des affaires étrangères, Marion Maréchal à l'éducation nationale et Eric Ciotti à l'intérieur...

Dans moins d'un mois, la France peut être gouvernée par la famille Le Pen et ses affidés. Que signifie cette phrase qui peine encore à faire sens lorsqu'on la prononce ? Elle signifie que la principale puissance militaire du continent sera dirigée par des petits télégraphistes du Kremlin. Elle signifie la déconstruction méthodique du projet européen et la remise en cause de l'Etat de droit (la promesse est déjà faite de « marcher » sur le Conseil constitutionnel). Elle signifie la privatisation du service public de l'audio-visuel (soyons clairs : sa vente à Vincent Bolloré) et le tri des malades à l'hôpital avec la fin de l'aide médicale de l'Etat...

Devoir de vérité

Dans un moment de bascule aussi fondamental, le premier devoir d'un politique est un devoir de vérité. Feindre de se réjouir de la « parole rendue au peuple » ou faire croire que l'union des gauches montée à la hâte pour résister au pire est un mariage d'amour, ce serait mentir. Non, l'heure n'est pas à la fête, mais à la responsabilité.

Je comprends le trouble de nombreux électeurs qui ont voté le 9 juin pour la voie sociale-démocrate, écologiste et pro-européenne que j'ai ouverte pendant la campagne des européennes. Je les croise dans la rue et je lis leurs lettres. Mais lorsque l'extrême droite est aux portes du pouvoir, hiérarchiser les périls devient une obligation. Et qui peut décemment croire que la principale menace sur la République vient d'une France insoumise divisée et diluée dans une large coalition électorale dont elle n'a pas la maîtrise quand le Rassemblement national seul peut conquérir la majorité absolue à l'Assemblée dans moins de trois semaines ?



LA SEULE MORALE QUI DOIT NOUS GUIDER EST CELLE DE L'EXTRÊME URGENCE. LE MACRONISME EST MORT CE 9 JUIN 2024. IL N'A NI LA FORCE NI LA LÉGITIMITÉ POUR FAIRE BARRAGE

Dans aucune autre démocratie européenne nous n'aurions eu à faire face à une telle situation : un fait du prince ouvrant la voie à une campagne de vingt jours avec un système électoral (le scrutin majoritaire à deux tours) réduisant de facto l'expression du pluralisme. Nous avions littéralement cinq jours pour tout organiser et il était de notre responsabilité de forger cette large unité d'action contre l'extrême droite en imposant nos conditions sur le soutien à la construction européenne, les livraisons d'armes à l'Ukraine, la nature terroriste des attaques du 7 octobre 2023, la lutte contre l'antisémitisme ou le rejet de la brutalisation de la vie politique.

Soyons responsables

Nous avons bataillé sans relâche pour faire en sorte que le Nouveau Front populaire ne soit pas une Nupes 2 et il est clair cette fois aux yeux de tous, y compris les siens, que Jean-Luc Mélenchon ne sera pas premier ministre. Il est clair aussi que la ligne dominante n'est plus la sienne. Alors oui, les purges sont insupportables, oui, des candidats « insoumis » ont franchi les limites de l'acceptable, oui la gauche doit affronter ses démons, les fractures qui la minent et les violents qui la salissent. Nous les affronterons.

Les leçons de morale sont tout sauf morales si elles conduisent à consentir au triomphe du pire. La seule morale qui doit nous guider ces jours-ci est celle de l'extrême urgence. Elle suppose de fon-

der ses choix sur une analyse clinique de la situation. Le macronisme est mort ce 9 juin 2024. Il n'a ni la force ni la légitimité pour faire barrage. Seule la gauche peut être la digue dont la démocratie française a tant besoin, à condition que nous soyons responsables pour tous les autres et que nous appelions au second tour à voter pour chaque candidat républicain faisant face au RN.

Forts de notre score aux élections européennes, fidèles à l'espérance que nous avons fait naître, nous lutterons pour qu'émerge de ce chaos un nouvel espace démocrate, écologiste et humaniste dans notre pays. Sans ciller, ni céder sur rien. J'y consacrerai toute mon énergie dans les semaines, les mois, les années qui viennent.

Mais, d'abord, il y a l'urgence. D'abord, nous devons empêcher la France de sombrer dans l'abîme dans quelques jours. D'abord, je ferai campagne sans pause pour que le Rassemblement national ne dirige pas notre nation le 7 juillet 2024. Voilà la mère de toutes les batailles, le combat qui rend possible tous les autres. Il reste peu de temps, très peu de temps et l'histoire nous regarde. ■

Raphaël Glucksmann est député européen du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) et coprésident de Place publique

Philippe Bas Les risques d'une cohabitation avec le RN

Le sénateur (Les Républicains) craint que la décision du président de la République n'entraîne une cohabitation subie et dangereuse avec le Rassemblement national, qui pourrait provoquer une succession de chocs politiques

La dissolution prononcée par le président de la République, dimanche 9 juin, rend peu probable la formation d'une majorité entre forces de gouvernement. Pourquoi les électeurs du 7 juillet, date du second tour des élections législatives, désavoueraient-ils ceux du 9 juin ? Il faut donc réfléchir à ce que serait une cohabitation d'Emmanuel Macron avec l'extrême droite.

La France a l'expérience de trois cohabitations. Elle ne donne pas les pleins pouvoirs au gouvernement. L'action gouvernementale bute sur les pouvoirs propres du président. Le premier ministre ne peut faire de référendum ou décider une dissolution, ni commander les armées, ni signer de traité, ni déclencher les pleins pouvoirs de l'article 16 de la Constitution [qui peut être activé en cas de menace grave et immédiate contre les institutions de la République], ni se substituer au président au Conseil européen. Il ne peut promulguer les lois, ni demander une seconde délibération, ni nommer seul les dirigeants de l'administration et de l'armée. Le président reste maître de l'ordre du jour du conseil des ministres.

Pour que les institutions fonctionnent, les deux têtes de l'exécutif ont instauré un rapport de force responsable entre partis

de l'alternance démocratique. En 1997, Jacques Chirac président a ainsi obtenu de Lionel Jospin premier ministre ce que Mitterrand président avait imposé à Chirac premier ministre (1986). Un tiers des nominations dans les grands corps ont été réservées au chef de l'Etat. Les Français ont attendu d'eux qu'ils se respectent, respectent les institutions, s'entendent sur la politique étrangère et européenne et sur la défense nationale.

Le gouvernement de cohabitation doit compter avec le Sénat : ses commissions d'enquête mettent en lumière les défaillances de l'exécutif, son travail législatif tend à l'équilibre. Le gouvernement peut ignorer le vote du Sénat en donnant le dernier mot à l'Assemblée nationale. Mais c'est une mauvaise affaire, car le Sénat incarne la France des territoires.

Rupture radicale

Le gouvernement de cohabitation doit respecter l'Etat de droit. Le Conseil d'Etat est consulté sur les projets de loi et de décret. Il peut annuler tout décret portant atteinte aux droits et libertés. Le Conseil constitutionnel peut censurer la loi. Le gouvernement doit alors se soumettre. Il ne peut réviser la Constitution sans l'accord du président et du Sénat.

Le premier ministre ne peut pas contourner par un référendum

les obstacles que le président, le Sénat ou les plus hautes juridictions mettraient sur sa route : le chef de l'Etat en détient la clé. Et le président ne peut faire de référendum sans la proposition du premier ministre. C'est pourquoi les cohabitations ont fonctionné dans un esprit de responsabilité qui a curieusement assuré un haut niveau de popularité au président et au premier ministre.

Cependant, elles ont toujours tourné à l'avantage des présidents, réélus quand ils se sont représentés. Aucun premier ministre de cohabitation n'a pu se faire élire président au terme d'une cohabitation, ni Jacques Chirac



LE PREMIER MINISTRE NE PEUT PAS CONTOURNER PAR UN RÉFÉRENDUM LES OBSTACLES QUE LE PRÉSIDENT METTRAIT SUR SA ROUTE

en 1988, ni Edouard Balladur en 1995, ni Lionel Jospin en 2002. Le premier ministre de cohabitation se brûle les ailes parce qu'il est confronté au mur de la réalité et doit assumer les difficultés d'un bilan.

Ces enseignements ne semblent pas transposables à la cohabitation qui s'ouvrirait avec un premier ministre Rassemblement national (RN). Elle serait sans précédent, car le RN revendique une rupture radicale. C'est le cœur même des relations entre les deux têtes de l'exécutif qui serait affecté. La politique européenne cesserait d'être consensuelle (préférence nationale, refus de la France de payer sa contribution à l'Union européenne, envolée des déficits publics français affaiblissant l'euro...). La politique étrangère aussi, à commencer par la question ukrainienne. Quant à la politique économique et sociale, elle provoquerait un tête-à-queue très grave.

L'Etat de droit serait aussi en cause, par exemple en matière de nationalité, d'asile ou d'entrée et de séjour des étrangers. Si la légitimité du Conseil constitutionnel est discutée à chaque fois qu'il censure la loi, c'est la Constitution elle-même qui est affaiblie.

Au total, une cohabitation entre Emmanuel Macron et Jordan Bardella serait beaucoup plus

dure que les précédentes, un combat sans merci au sommet de l'Etat entre des forces que tout oppose. Privé d'une partie de sa capacité d'action, un gouvernement RN ne manquerait pas de prendre à témoin les Français de la nécessité de l'accession de Marine Le Pen à l'Elysée pour tenir ses engagements !

Risque d'instabilité profonde

Et si le parti appelé à former le gouvernement ne détenait pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui ne s'est jamais produit en cohabitation, une période d'instabilité profonde s'ouvrirait. Le gouvernement pourrait à tout moment être censuré et le président ne pourrait y répondre, puisqu'il s'est privé de son droit de dissolution pendant un an. Le chef de l'Etat pourrait bien sûr démissionner et il pourrait se représenter. Cette succession de chocs politiques créerait une crise de régime. Or, nous avons besoin d'une démocratie stable et apaisée.

Dans cette hypothèse de majorité relative, les forces parlementaires détenant la clé d'une motion de censure auraient à assumer une lourde responsabilité. La recherche d'un gouvernement alternatif à celui du RN risquerait de se heurter aux plus graves difficultés. Une commune opposition au Rassemblement

national ne constitue pas un programme d'action.

En remettant en jeu, sans y être contraint, le gouvernement de la France, le chef de l'Etat n'a pas seulement imposé un « stress test » aux institutions de la V^e République : il a choisi la politique du pire. Il eût été mieux inspiré de continuer à gouverner jusqu'à ce que se réalise l'éventualité d'une motion de censure. L'article 12 de la Constitution a été inventé pour régler une crise politique. Emmanuel Macron s'en est servi pour en fabriquer une.

Il aurait pu utiliser la menace de la dissolution de manière constructive pour pousser les formations politiques de la majorité présidentielle et celles de la droite et du centre à rechercher un accord de gouvernement. Il a préféré le risque d'une cohabitation subie et dangereuse. Et il met ainsi en péril l'économie, l'emploi, les revenus des Français, la place de la France en Europe et dans le monde et le respect de l'Etat de droit. ■

Philippe Bas est sénateur (Les Républicains) de la Manche, ancien secrétaire général de la présidence de la République (2002-2005) et ancien ministre

VOLATILITÉ

Le terme, initialement utilisé en chimie pour désigner l’aptitude d’un corps solide ou liquide à passer à l’état gazeux, est aujourd’hui largement employé pour qualifier l’incertitude électorale et celle des marchés

HISTOIRE D’UNE NOTION

Emprunté à la chimie, le terme « volatilité » désigne traditionnellement l’aptitude d’un corps solide ou liquide à passer à l’état gazeux. Mais il est surtout employé aujourd’hui pour désigner deux formes d’incertitude : celle des élections et celle des marchés. Comme si le politique et l’économique, jadis relativement stables, devenaient de plus en plus « gazeux ».

L’expression « volatilité électorale » s’est imposée en France à partir du début des années 1980. Il s’agissait alors de décrire la baisse de l’attachement partisan, un phénomène que l’on observait aux Etats-Unis depuis les années 1970. Le politologue Gérard Grunberg est l’un des premiers à en montrer la réalité, dans une étude pionnière sur les itinéraires de vote entre 1981 et 1984. Elle sera confirmée par toutes les enquêtes ultérieures. Nonna Mayer, chercheuse au CNRS, résume ces travaux aujourd’hui classiques : « *Auparavant, on ob-*

servait que la classe et la religion permettaient de prédire le vote. Mais depuis plus de quarante ans, on voit un mouvement de fond qui fait que les électeurs sont de plus en plus imprévisibles. »

Cette imprévisibilité, qui concerne aujourd’hui une grande diversité d’électeurs, revêt trois principaux visages : l’indécision antérieure au vote, qui peut conduire à changer de bulletin au cours de la campagne électorale (9 % des électeurs entre mars et mai pour les européennes du 9 juin) ; l’intermittence du vote ou de l’abstention, d’une élection à une autre (14 % des électeurs) ; ou l’évolution des préférences partisans d’un scrutin à l’autre.

Longtemps, l’indécision électorale n’a concerné que les candidats ou les listes à l’intérieur d’un même camp politique. Les électeurs qui franchissaient la frontière entre la droite et la gauche demeuraient très minoritaires, avant de devenir de plus en plus nombreux. En 2017, Emmanuel Macron a instauré pour la première fois un clivage entre le centre et l’extrême droite, parvenant à faire venir

EN FRANCE,
À PARTIR DU DÉBUT
DES ANNÉES 1980,
L’EXPRESSION
« VOLATILITÉ
ÉLECTORALE »
DÉCRIT
LA BAISSÉ
DE L’ATTACHEMENT
PARTISAN

à lui des électeurs de droite comme de gauche. Les dernières élections européennes, à maints égards, ont confirmé cette volatilité.

Les électeurs seraient-ils devenus de simples consommateurs soucieux de maximiser l’utilité de leur vote sur le marché politique ? C’est ainsi que l’entendait le politologue américain Anthony Downs (1930-2021), qui a contribué à poser les bases théoriques de ce qu’il appelle « l’incertitude électorale » dans son livre de 1957, *Une théorie économique de la démocratie* (Editions de l’Université de Bruxelles, 2013).

L’adoption du terme « volatilité » pour décrire les comportements électoraux incertains, à partir de la fin des années 1970, trouve elle aussi son origine dans l’étude des marchés. Depuis les années 1930, le terme était couramment utilisé pour décrire l’instabilité des prix et des comportements économiques. A partir de 1973, il désigne une nouvelle approche mathématique de l’incertitude que théorisent trois économistes américains, Fisher Black, Myron Scholes et Robert C. Merton, qui recevront en 1997 le prix de la Banque de Suède en mémoire d’Alfred Nobel pour leurs travaux.

Généralisation des marchés dérivés

Ils ne font en réalité que perfectionner un modèle élaboré en 1900 par un mathématicien français, Louis Bachelier. Ce dernier, explique, dans un article de 1996 pour les *Annales. Histoire, sciences sociales*, le spécialiste de mathématiques financières Christian Walter, fut le premier à théoriser « la “volatilité” des marchés, ou écart-type de leurs variations successives ». Son ambition : formaliser l’incertitude des variations boursières et, ainsi, la domestiquer. Mais après les années 1970, la mo-

délisation de cette variabilité modifie les marchés. Les marchés dérivés se généralisent, ces « marchés de volatilité, dans lesquels on échange des niveaux de variabilité des cours, sans préjuger de leur direction », poursuit Christian Walter. Dans le même temps, l’usage croissant d’algorithmes automatisés soumet les marchés à des effets de plus en plus difficiles à anticiper.

Dans son livre *Comment tremble la main invisible. Incertitude et marchés* (Springer, 2009), l’épistémologue et historien des sciences Eric Brian (EHESS) développe une analyse critique de la façon dont les économistes pensent la volatilité des marchés. Plutôt que de se concentrer sur la seule mobilité des décisions individuelles, il propose notamment d’envisager l’histoire longue de différents « régimes d’incertitude ». Cette approche permet de mettre en relation les calculs des acteurs économiques avec les structures sociales et institutionnelles toujours changeantes dans lesquelles ils se font. Si les modèles stochastiques, qui visent à décrire des comportements aléatoires, se sont toujours montrés incapables de prédire les crises ou de penser les ruptures, c’est que l’incertitude historique leur échappe par nature.

Il en va de même de la volatilité électorale. En se concentrant sur les seuls électeurs, on peut de prime abord être tenté d’y reconnaître l’expression de leur inconstance ou de leur autonomie toujours plus grandes. Néanmoins, en portant l’attention sur les structures démocratiques, on verra plutôt dans la volatilité le reflet d’une crise des institutions comme des partis politiques, qui peinent à représenter adéquatement les besoins et les valeurs de la société. ■

JULIEN VINCENT

CHRONIQUE | PAR BARRY EICHENGREEN

La dette américaine est soutenable

L’un des exercices les plus amusants du calendrier économique est la revue annuelle de la situation des Etats-Unis par le Fonds monétaire international (FMI), car tout le monde sait que le gouvernement américain ne tient absolument pas compte de ce qu’il a à dire... Mais la dernière en date présente une conclusion inattendue : selon le FMI, la dette publique américaine est sur une trajectoire viable.

Cette conclusion est issue des hypothèses consensuelles sur l’évolution de l’inflation, de la croissance, des taux d’intérêt et des déficits. Il est bien sûr hasardeux de tenter de prévoir ces variables sur une période de dix ans, encore plus sur trente ans, l’horizon sur lequel le Congressional Budget Office (CBO) des Etats-Unis se livre à un exercice analogue. Et si les deux institutions prévoient une augmentation de la dette au cours des dix prochaines années, ni l’une ni l’autre ne prévoit une spirale catastrophique.

Pour comprendre cette conclusion, il faut d’abord noter qu’il ne s’agit pas de la dette totale du gouvernement fédéral, mais de la dette publique totale. Or, une part non négligeable de celle-ci est détenue par le gouvernement lui-même, notamment par le biais du Fonds de garantie de la sécurité sociale. Les intérêts versés par le Trésor sur cette portion représentent les revenus d’intérêts du Fonds de garantie : le gouvernement ne fait que payer des intérêts à lui-même.

La dette entre les mains du public, elle, représente actuellement 100 % du PIB – un niveau élevé selon les normes des économies avancées, mais qui n’est pas catastrophique. Le CBO prévoit qu’elle atteigne 116 % du PIB en 2034, 139 % en 2044 et 166 % en 2054.

Ces niveaux semblent alarmants. Mais le Japon a montré qu’une économie avancée qui emprunte dans sa propre monnaie peut gérer des dettes de cette ampleur. Le risque d’une crise de la dette, note le FMI, est limité

par la profondeur des marchés financiers américains, l’ampleur du réservoir d’investisseurs, le rôle du dollar dans le système international, la capacité de la Réserve fédérale à soutenir le marché des bons du Trésor et la force des institutions américaines.

Mais ces institutions, précisément, pourraient s’avérer moins solides. Donald Trump pourrait, lors d’un second mandat, ordonner à son secrétaire au Trésor de suspendre les paiements de la dette. Ce pourrait être tentant pour lui dans la mesure où un tiers de la dette publique américaine est détenu par des étrangers. Mais les investisseurs en bons du Trésor exigeraient alors une forte prime de risque, ce qui pourrait faire exploser les paiements d’intérêts.

Effets négatifs pour la croissance

Même en l’absence de ce scénario désastreux, l’augmentation de la dette, et donc des intérêts, peut se traduire par une diminution des investissements publics, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur la croissance.

Le CBO s’attend à ce qu’ils diminuent d’environ un cinquième par rapport aux niveaux actuels d’ici à 2034. Si ces réductions touchent les programmes actuels sur les semi-conducteurs, l’informatique quantique, l’énergie propre et l’éducation, les effets négatifs pour la croissance pourraient être considérables. Et une croissance nettement plus lente mettrait en doute la viabilité de la dette.

Le FMI propose une longue liste de mesures possibles pour la stabiliser. La plupart se situent du côté des recettes – car les recettes fiscales américaines sont, en pourcentage du PIB, faibles par rapport aux normes des économies avancées. Il s’agit notamment d’éliminer les déductions fiscales sur les intérêts hypothécaires, la vente de sa résidence principale et les services de santé offerts par l’employeur, d’augmenter le taux d’impôt sur les sociétés et d’ajouter une taxe sur la valeur ajoutée et/ou une taxe carbone.

Augmenter les impôts des Américains ? Le FMI peut toujours rêver, diront certains. Mais, contrairement à nous, économistes américains, le FMI a le droit de rêver. ■

Barry Eichengreen est professeur d’économie et de science politique à l’université de Californie, à Berkeley.
© Project Syndicate, 2024

UNE ÉCONOMIE AVANCÉE
QUI EMPRUNTE DANS
SA PROPRE MONNAIE
PEUT GÉRER DES DETTES
DE CETTE AMPLÉUR

DE LA NÉCESSITÉ DE FAIRE UN MARCHÉ

LIVRE



LES DÉMOCRATIES
FACE AU
CAPITALISME.
LE PRIX DE LA VIE
DES HOMMES
d’Anton Brender,
Odile Jacob, 176 p.,
18,90 €

A l’heure où les défenseurs de la démocratie s’interrogent sur les moyens de reconquérir « les cœurs et les esprits » des perdants d’un système économique qui les écrase, cet essai de l’économiste Anton Brender, *Les Démocraties face au capitalisme* (Odile Jacob, 176 pages, 18,90 euros), tombe à pic. Sa thèse est simple : contrairement à ce qu’affirment nombre de ses collègues, capitalisme et démocratie ne sont pas intrinsèquement liés.

Livré à sa seule logique d’accumulation des profits et de marchandisation, le capitalisme accroît les inégalités, dévaste l’environnement, bref, n’accorde pas grand prix à la vie des hommes et au vivant en général. Mais, contrairement à ceux qui affirment qu’il faut par conséquent le détruire et passer à autre chose, par exemple à la décroissance, l’auteur montre que ce sont les moteurs mêmes du capitalisme – l’innovation, l’entrepreneuriat, l’initiative individuelle – qui permettent à la démocratie d’éclore et de survivre.

La démocratie est ici entendue comme le fait d’accorder un prix élevé et égal à toutes les vies humaines, et donc aux conditions qui permettent l’accès à une « vie bonne » pour tous : droit, institutions politiques et sociales (école, protection sociale, fiscalité, justice). Ces conditions doivent être imposées, par les luttes politiques et sociales, au capitalisme. Ou plutôt, elles doivent être assignées comme objectifs aux capitalistes.

Dévaluation des existences

L’auteur explique de manière très pédagogique cette dialectique apparemment paradoxale, en montrant par exemple comment le marché ne peut fonctionner sans les prix ni le crédit (qu’il appelle la « mémoire des prix »), comment cette mémoire ne peut exister que si une institution publique en garantit la persistance, et pourquoi cette institution doit être démocratique pour assurer l’égalité de tous face au marché. Et c’est précisément parce qu’elles n’ont pas, ou parce qu’elles ont détruit, ces moteurs du capitalisme, que la Russie postsoviétique ou la Chine

postmaoïste n’ont pas créé les institutions démocratiques qui donnent à la vie humaine un prix élevé et égal pour tous.

La crise de la démocratie en Occident, quant à elle, est née du fait qu’à partir de la fin des années 1970 le capitalisme a été progressivement livré à lui-même, au nom d’une plus grande efficacité... et au bénéfice d’une étroite minorité sociopolitique. Le capitalisme débridé a fait exploser les inégalités (dans les nations comme entre les nations), a miné les institutions qui assuraient la redistribution et la protection sociale, et ouvert la voie aux idéologies qui, précisément, n’accordent pas le même prix à toutes les vies.

« Pour reprendre la route qui avait longtemps été la leur, nos démocraties n’ont pas le choix : il leur faut à nouveau tracer par la loi, par l’action de l’Etat et par une pression sociale toujours plus affirmée le chemin sur lequel le capitalisme les fera avancer. » Car, ajoute-t-il, « le capitalisme nous sera encore utile, pourvu que nous sachions où nous voulons aller ». ■

ANTOINE REVERCHON

La bande à Poutine | PAR SERGUEI





GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE
PAR GILLES PARIS

Diplomatie: le risque d’une France inaudible

Qu’advient-il de la voix de la France au soir du second tour des élections législatives précipitées par la dissolution de l’Assemblée nationale à l’initiative d’Emmanuel Macron? La question mérite d’être posée sans attendre le 7 juillet, compte tenu de la probabilité d’une cohabitation entre le président en place, qui entend le rester, et une majorité, absolue ou relative, portant les couleurs du Rassemblement national (RN).

Lors des expériences de cohabitation précédentes, de 1986 à 1988, de 1993 à 1995, puis de 1997 à 2002, la coexistence entre deux familles politiques opposées avait été facilitée par un consensus géopolitique. Il était résumé par une formule parfois contestée: le gaullio-mitterrandisme, soit l’attachement à l’indépendance stratégique d’une France rangée dans le camp occidental, «*alliée, mais pas alignée*» sur les Etats-Unis.

L’ancien ambassadeur Michel Duclos note qu’il n’existait «*aucune divergence entre les deux camps sur les valeurs comme sur les grandes options diplomatiques*» qui prévalaient alors. «*Le gouvernement ne cherchait pas à embarrasser le président dont la compétence était reconnue*», ajoute l’ancien ambassadeur Gérard Araud, qui avait vécu aux premières loges les deux dernières cohabitations.

Cette période est cependant révolue du fait de la profonde remise en cause des équilibres mondiaux à l’œuvre depuis près de deux décennies. Eu égard aux origines de son mouvement, se revendiquer sans vergogne du gaullisme, comme ne manque pas de le faire la dirigeante de fait du RN, Marine Le Pen, peut se concevoir par opportunisme politique, au prix cependant d’un péché d’anachronisme.

Certes, l’agression de Kiev par Moscou a forcé la leader du RN à une délicate volte-face pour s’éviter un procès en nationalisme à géométrie variable, alors qu’elle défendait depuis 2011 le principe d’une «*alliance stratégique*» avec la Russie, considérant en 2022 que «*la sécurité européenne (...) ne peut exister sans elle*».

Mais que vaut ce revirement? Emmanuel Macron considère que la «*sécurité*» des Français passe par «*la défaite de la Russie*» en Ukraine. Marine Le Pen, elle, estime que «*stratégiquement et politiquement il est illusoire de croire que la Russie va retirer ses troupes dans ce qui serait alors pour elle une défaite cinglante, défaite que nous ne pourrions d’ailleurs obtenir sans l’entrée en guerre de l’OTAN et donc une mondialisation du conflit*».

Vision du monde
L’incompatibilité de ces deux analyses est flagrante, même si en mars le RN s’est contenté de s’abstenir lors du vote sur un accord de défense conclu avec l’Ukraine, présenté par Marine Le Pen comme «*intenable militairement, financièrement et industriellement*» et n’apportant «*aucune garantie à une amélioration de la situation*». Pour Gérard Araud, les divergences sont tout aussi fortes sur l’Union européenne, dossier pour lequel

LA PROBABILITÉ D’UNE COHABITATION ENTRE LE PRÉSIDENT EN PLACE ET UNE MAJORITÉ RN SUSCITE PLUSIEURS QUESTIONS

la perte de leadership d’Emmanuel Macron a été, selon lui, instantanée.

Il en va de même à propos de l’Alliance atlantique, considérée par le RN comme l’un des outils à la disposition des Etats-Unis pour défendre quasi exclusivement leurs intérêts. C’est dans cette logique que Marine Le Pen proposait en 2022, comme en 2017, la sortie de la France du commandement intégré de l’organisation, un plagiat de la décision gaullienne de 1966 sur laquelle Nicolas Sarkozy était revenu en 2009. Le président du RN et potentiel premier ministre, Jordan Bardella, a repoussé cette mesure, en mars, en mettant en avant la guerre en cours aux portes de l’Europe. Il est vrai qu’elle apparaîtrait comme une curieuse forme d’isolement volontaire compte tenu de l’entrée récente de deux pays européens dans l’OTAN, la Finlande et la Suède.

Comme l’estimait le spécialiste de l’extrême droite Jean-Yves Camus dans une note consacrée à la conception des relations internationales de ce qui était encore le Front national, publiée en 2016 par la Fondation Jean Jaurès, «*c’est finalement le “nouvel ordre mondial” que le FN conteste, parce qu’il aurait conduit à asseoir la superpuissance américaine, face à laquelle la Russie symboliserait la seule véritable opposition*».

Cette vision du monde, qui justifie, selon Jean-Yves Camus, l’intérêt porté par le RN aux BRICS, un club de grandes puissances intégrant Moscou et Pékin alternatif au G7, reste pertinente huit ans plus tard. Le politiste considère que le RN reste profondément marqué par «*la réconciliation de la Russie avec son histoire prébolchevique*» opérée par Vladimir Poutine, et par un pays «*conservatoire des valeurs, avec la religion, la famille et la verticalité du pouvoir*».

Dans l’hypothèse d’une cohabitation, ces divergences sont-elles la promesse d’une France à deux voix, devenant de fait inaudible? Annoncent-elles un affrontement entre deux légitimités constitutionnelles, celle du président de la République, chef des armées, qui nomme les ambassadeurs et signe les traités, et celle du gouvernement, qui «*détermine et conduit la politique de la nation*», responsable de la défense nationale et qui dispose de la force armée?

Un dernier élément d’incertitude réside dans le rôle qui reviendrait alors à la haute fonction publique. Lors des cohabitations précédentes, cette dernière avait joué ponctuellement les amortisseurs entre ces deux légitimités. Pour Jean-Yves Camus, le manque de compétences du RN l’obligerait à composer avec la haute administration. Cette dernière a été particulièrement éprouvée par la présidence d’Emmanuel Macron, marquée, selon Michel Duclos, par une personnalisation et une concentration inédites du pouvoir à l’Elysée, ainsi que par la suppression du corps diplomatique. La période serait alors riche en dilemmes. ■

RUSSIE-CORÉE DU NORD : L’INQUIÉTANT SOMMET DES PARIAS

ÉDITORIAL

Vladimir Poutine ne s’était pas rendu en Corée du Nord depuis près d’un quart de siècle. Sa première visite était survenue peu après son accession au pouvoir, en 2000, alors que la politique de la main tendue, la *sunshine policy*, lancée par Séoul envers Pyongyang, nourrissait des espoirs de détente sur la péninsule qui furent, hélas, déçus. La Russie avait ultérieurement soutenu les sanctions internationales contre le régime nord-coréen adoptées en représailles de son programme nucléaire, au nom de la lutte légitime contre la prolifération et ses périls.

Nécessité fait loi pour un régime russe devenu en un temps record l’un des plus sanctionnés au monde, une triste distinction qu’il partage avec son hôte du jour et avec le

régime iranien pareillement ciblé pour ses ambitions nucléaires militaires et qui pourvoit également la Russie en armes telles que les drones armés. En gratifiant le maître de Pyongyang de sa présence le 19 juin, son homologue du Kremlin, qui ne peut plus guère voyager du fait du mandat d’arrêt lancé contre lui par la Cour pénale internationale, le récompense pour son soutien aveugle dans sa guerre d’agression contre l’Ukraine. Mais il fait aussi, et surtout, l’aveu des besoins en armements que nécessite ce conflit déclenché il y a déjà plus de deux ans. Un retournement de l’histoire au regard du passé de ces deux pays.

Cette visite intervient quelques mois après que Moscou a parachevé en mars, aux Nations unies, sa rupture avec ses positions passées concernant Pyongyang au Conseil de sécurité. Il a en effet bloqué par son veto le système de surveillance des sanctions de l’ONU contre le régime de Kim Jong-un. Les deux dirigeants rassemblés dans la capitale nord-coréenne sont devenus coutumiers de la menace irresponsable de recourir à des armes nucléaires tactiques contre leurs ennemis.

L’axe stratégique mis en scène dans la capitale nord-coréenne se présente ouvertement comme anti-occidental. A l’invasion de l’Ukraine fait écho en effet le bellicisme de Pyongyang à l’égard de la Corée

du Sud, alliée aux Etats-Unis, qui n’a cessé de gagner en intensité au cours des derniers mois. Alors qu’une rencontre antérieure entre Vladimir Poutine et le dirigeant nord-coréen en territoire russe, en septembre 2023, n’avait débouché sur aucune annonce, celle en cours est marquée par la conclusion d’accords significatifs destinés à renforcer l’«*amitié foudroyante*», selon Kim Jong-un, en vigueur entre les deux pays.

En échange de l’ouverture des arsenaux de son pays-caserne, principalement pour fournir des obus et des missiles balistiques, ou encore d’une main-d’œuvre qui commence à manquer du fait des vagues de mobilisation russes, Kim Jong-un pourrait obtenir une aide alimentaire cruciale ainsi que l’expertise russe en matière de satellites militaires. Ces promesses d’une guerre longue en Ukraine et d’une Corée du Nord encore plus menaçante constituent donc de fort mauvaises nouvelles.

Les pays occidentaux ne sont d’ailleurs pas les seuls à prêter attention à ce déplacement de Vladimir Poutine, devenu l’obligé de la Chine du fait des sanctions occidentales. Cette dernière ne voit pas forcément d’un bon œil une coopération qui permet à la Corée du Nord de s’affranchir en partie de sa dépendance vis-à-vis de Pékin et de devenir ainsi encore plus imprévisible. ■



Le Monde

VOUS PARTEZ EN VACANCES ? FAITES SUIVRE VOTRE JOURNAL !

Rendez-vous sur votre compte, à la rubrique «**Votre abonnement - Vacances et déplacements**» au moins 9 jours avant votre départ.

Valable pour une durée minimale de 7 jours et maximale de 3 mois, en France métropolitaine.

■ **C’est votre première visite :**

Créez votre compte au moyen de votre numéro de client + votre code postal + votre adresse courriel sur [lemonde.fr/sfuser/account](https://www.lemonde.fr/sfuser/account)

■ **Vous possédez déjà un compte sur le site [lemonde.fr](https://www.lemonde.fr) :**

identifiez-vous directement avec votre adresse courriel sur [secure.lemonde.fr/sfuser/connexion](https://www.lemonde.fr/sfuser/connexion), rubrique «**Votre abonnement-Vacances et déplacements**»

LES DIVERGENCES ANNONCENT-ELLES UN AFFRONTLEMENT ENTRE DEUX LÉGITIMITÉS CONSTITUTIONNELLES ?

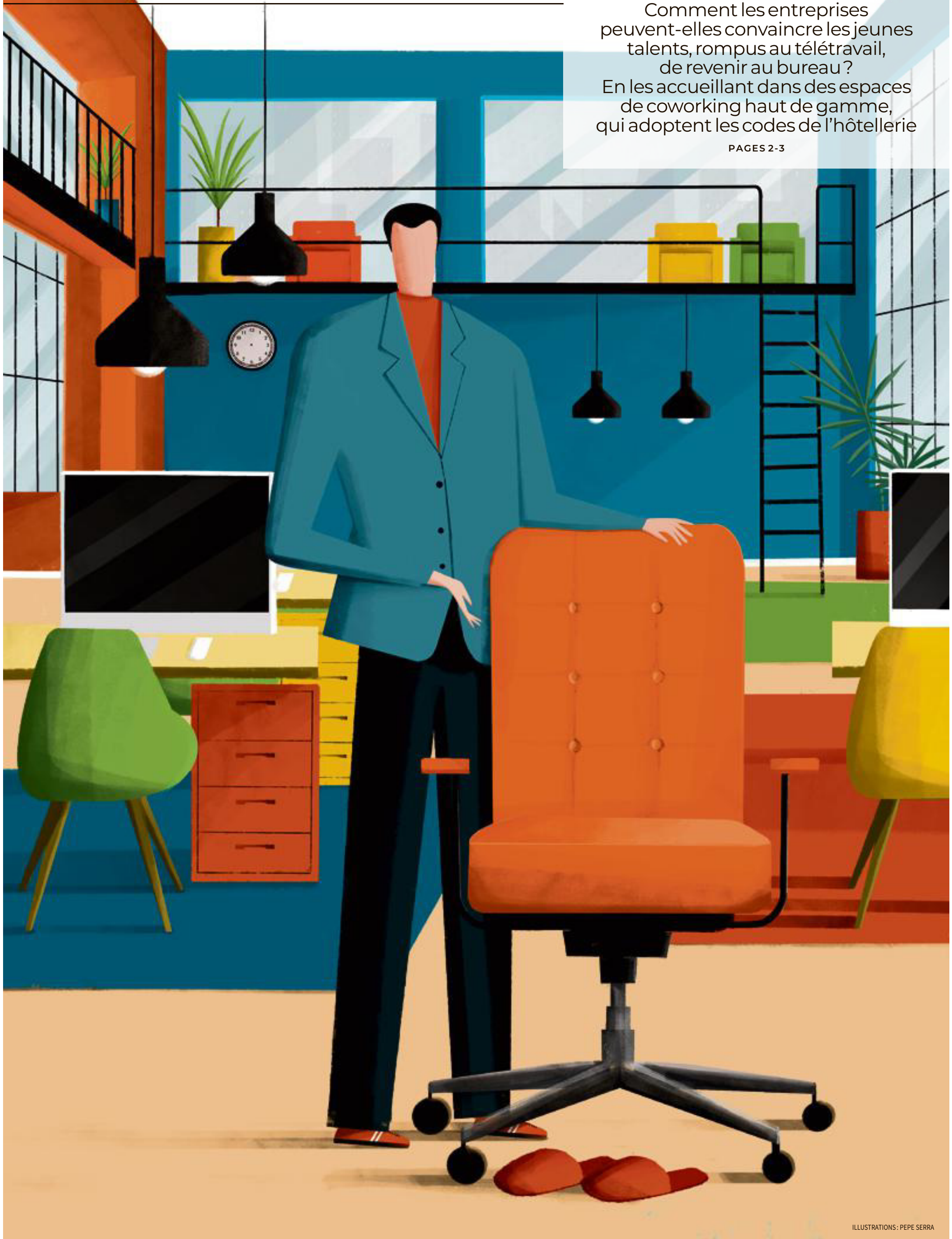
Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 24716 DATÉ JEUDI 20 JUIN 2024
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

PRENEZ PLACE DANS VOTRE **BUREAU** **QUATRE ÉTOILES**

Comment les entreprises
peuvent-elles convaincre les jeunes
talents, rompus au télétravail,
de revenir au bureau ?
En les accueillant dans des espaces
de coworking haut de gamme,
qui adoptent les codes de l'hôtellerie

PAGES 2-3



ILLUSTRATIONS : PEPE SERRA

BUREAU PARTAGÉ AVEC VUE, BARISTA ET YOGA



Certaines entreprises établissent leurs quartiers dans des espaces de coworking de luxe, proposant une farandole de services. Une manière pour elles d’attirer et de fidéliser les jeunes diplômés

Admirez la vue sur la tour Eiffel et les monuments emblématiques de Paris depuis le rooftop de Kwerk. Magnifiez naturellement votre teint et votre chevelure grâce à l’atelier colorimétrie de Deskopolitan. Chez The Bureau, faites réaliser votre costume sur mesure. Puis retournez travailler. Car oui, vous êtes bien dans des espaces de coworking, même si le terme y est banni. Ici, on fait du « haute couture office ». Là, on évite de prononcer le terme « bureau », on parle plutôt de « suite ». Partout, on propose aux occupants une expérience de travail « unique », inspirée de l’univers du luxe.

« La tendance aujourd’hui, c’est : “Montre-moi où tu bosses, je te dirai qui tu es” », résume Laurent Geneslay, fondateur de The Bureau. Cet ancien tradeur a quitté le monde de la finance en 2015, avec l’objectif de bous-

culer les codes des bureaux. Les espaces de coworking traditionnels ne correspondent plus aux aspirations d’une nouvelle génération soucieuse de promouvoir le bien-être au travail. « J’ai voulu dépoussiérer les centres d’affaires, avec leur tour monoactivité et leur routine métro, boulot, dodo. J’ai imaginé un espace haut de gamme, dans une localisation centrale, avec une belle déco, des services à la clé pour que les occupants n’aient rien d’autre à gérer que leur travail, et un bon restaurant pour négocier autour de la table », explique Laurent Geneslay.

The Bureau voit le jour en 2017 dans le « triangle d’or », en plein 8^e arrondissement de Paris. Le réseau compte désormais quatre adresses, plébiscitées par près de deux cents entreprises, avec des prix allant de 500 à 1 000 euros le poste par mois, détaille Laurent Geneslay : « Aujourd’hui, on visite les es-

« LA TENDANCE
AUJOURD’HUI,
C’EST :
“MONTRE-MOI
OÙ TU BOSSES,
JE TE DIRAI
QUI TU ES” »

LAURENT GENESLAY
fondateur de The Bureau

paces de coworking comme on explore un hôtel. Intégrer un de ces établissements premium, c’est un peu comme rejoindre un club : on paie pour en être. On poste des photos de son bureau sur les réseaux sociaux. Comme les habits ou les voitures, le bureau est devenu un signe ostentatoire de richesse. »

Et un appât à jeunes diplômés. En 2023, Laurent da Silva, ancien directeur talents chez LinkedIn, monte son cabinet de conseil en recrutement, et compte bien attirer les meilleurs consultants. Il visite plusieurs espaces de travail et mise sur Kwerk. Fondée en 2015, cette « collection de bureaux d’exception » se décline sur quatre adresses qui accueillent une clientèle premium – cabinets d’avocats, de conseil, fonds d’investissement, maisons de luxe – prête à dépenser 2 500 euros en moyenne chaque mois pour un poste de travail.

« Quand j’accueille des candidats, il y a un effet “Waoouh !” Les concierges connaissent le prénom de tout le monde. Les parties communes sont fantastiques. Sans parler des 300 mètres carrés de terrasse avec vue sur la tour Eiffel. Le barista leur propose un latte sympa et toutes sortes d’en-cas. Même ceux qui sont habitués aux gros cabinets ne s’en remettent pas, ça ressemble plus à un hôtel qu’à un bureau. On a des cours de yoga ou Pilates à midi, et une salle de sport accessible même le week-end », déroule Laurent da Silva, dont l’équipe compte aujourd’hui vingt-cinq personnes.

« Dans nos espaces, même des petites structures peuvent offrir un environnement de travail qu’on ne trouve généralement que dans les grandes sociétés. Ça plaît beaucoup aux jeunes diplômés, et encore plus depuis le Covid, qui nous a permis de comprendre à quel point les bureaux sont importants pour la convivialité », estime Lawrence Knights, cofondateur de Kwerk.

« UNE CERTAINE CATÉGORIE »

Responsable marketing de Deskopolitan, un réseau d’espaces de coworking ouvert en 2014, Corentin Combalbert note également que les bureaux premium sont utilisés par les entreprises comme levier de recrutement. « Lorsque j’arrive chez Deskopolitan, je reconnais les jeunes diplômés venus passer leur entretien d’embauche à leur curiosité vis-à-vis de l’endroit. Sur 6 000 mètres carrés, on propose un restaurant, un hôtel, une crèche, un rooftop, un potager, une salle de sport, un salon de coiffure, et toutes sortes d’activités. Et on est au cœur de Paris, dans des quartiers résidentiels riches en commerces, pas sur une esplanade en béton. »

Le trentenaire a lui-même rejoint l’équipe de Deskopolitan en 2022, après quelques années dans le monde de l’hôtellerie du luxe puis en tant qu’indépendant, en raison de la qualité des espaces de travail. « Comme beaucoup de jeunes, j’ai la bougeotte, j’ai du mal à tenir plus d’une heure en place. Chez Deskopolitan, je peux profiter de différents espaces. Je passe une heure à mon bureau, puis je monte sur le rooftop travailler devant les framboises blanches du potager, ensuite je profite des canapés dans les “breakout”, des espaces libres sans réservation. »

Lorsque, à 30 ans, Marie Hombrouck quitte le milieu du droit des affaires pour lancer son cabinet de recrutement, elle choisit avec soin son nouvel espace de travail. « Dans mon ancienne vie professionnelle, j’ai tout connu : le gros open space à Londres, façon bétailière où tout le monde voit ce que tu fais ; les tours à la Défense avec bureaux privés, mais plantés au milieu de nulle part. Je voulais une adresse centrale, et qui me permette aussi de tisser des liens. »

Elle jette son dévolu sur The Bureau et, niveau réseau, la voilà servie. Le restaurant de l’établissement est connu parmi le gotha parisien – pontes du CAC 40, cadres de marques de luxe, startupeurs influents s’y retrouvent pour discuter affaires autour d’un menu aux influences méditerranéennes. « L’endroit attire une certaine catégorie de personnes. Mon voisin est une des plus grandes fortunes de France, il a pris son bureau d’apparat ici », raconte la chasseuse de têtes.

The Bureau est également un atout pour sa propre politique de recrutement, poursuit Marie Hombrouck : « Les entreprises rencontrent de vraies difficultés à faire revenir les gens au bureau, alors que la plupart des candidats demandent du télétravail. Proposer une localité d’exception peut être une solution. » Le vendredi était un jour de faible affluence à The Bureau. « C’était avant qu’on se mette à offrir un petit déjeuner de malade, avec toutes sortes de viennoiseries, œufs, bacon, pain, confiture, jus, thé, café, la totale. Aujourd’hui, le vendredi est devenu le jour de prédilection de nos clients », s’amuse Laurent Geneslay.

L’espace de travail fait partie des arguments déployés pour attirer les meilleurs candidats, au même titre que le salaire et le rythme. En 2023, le NewGen Talent Centre de l’Edhec, centre d’expertise sur les aspirations, les comportements et les compétences des nouvelles générations, a publié une étude sur le rapport des jeunes au bureau. « On ne s’attendait pas à un si fort attachement de leur part à cet endroit », reconnaît Manuelle Malot, directrice du NewGen Talent Centre.

Si les nouvelles générations plébiscitent le télétravail, perçu comme une marque de confiance de l’entreprise, « le bureau reste un lieu d’apprentissage et de rencontre, plus propice à la créativité que ne l’est le télétravail », souligne M^{me} Malot. La très grande

M. NA.

Télétravailler à l’hôtel, pour une heure ou une journée

Depuis 1929, l’Hôtel Rochechouart accueille, aux pieds de la butte Montmartre, artistes, curieux et baroudeurs du monde entier. Rénovée par le duo d’architectes décorateurs Festen, cette adresse mythique reçoit aujourd’hui un nouveau type de public. En ce début de printemps, Jeoffroy Jouannet, 26 ans, franchit la façade Art déco de l’établissement.

S’il profite du petit-déjeuner – granola maison, pains et viennoiseries de la boulangerie du coin, café torréfié à Paris, thés bio, confitures confectionnées en Haute-Savoie, fromages AOP – ainsi que de la vue à 360° sur la capitale, du rooftop, c’est bien pour travailler qu’il est venu. Fondateur d’une agence de conseil, Jeoffroy Jouannet est un adepte de Third Place, une application qui permet de travailler depuis des hôtels quatre et cinq étoiles.

Plutôt que de donner rendez-vous à ses quatre consultants, qui ont tous entre 25 et 35 ans, dans des espaces de coworking, Jeoffroy Jouannet les re-

trouve dans les halls des hôtels parisiens : « Investir dans un bureau à nous n’a pas de sens, c’est cher, ça ne fait plus rêver. On est en full remote [“en télétravail à 100 %”]. Mais on aime quand même se voir pour garder un esprit d’équipe, au moins une fois par mois. Les espaces de coworking classiques sont froids, parfois il n’y a même pas de fenêtre. On est mieux dans les lobbys d’hôtel : on a un cadre agréable, de grandes tables, des assises confortables, du calme, et un buffet qualitatif. »

AMBIANCE BOUDOIR
Ancienne avocate en droit immobilier, Laetitia Bô Canavaggio, 31 ans, travaillait pour le géant du coworking WeWork, avant de fonder Third Place. « Je négociais leurs baux commerciaux, pour des montants très élevés. Quand on va dans un espace de coworking classique, on paie le foncier », explique-t-elle. Alors pourquoi ne pas utiliser des espaces où on paie pour un service, plutôt que pour du foncier ? C’est

avec cette idée qu’elle lance Third Place en 2022.

« Au départ, j’avais pensé aux restaurants, mais c’est trop bruyant. Et on ne peut pas rester travailler pendant le service. Alors que les lobbys des hôtels sont toujours calmes, et, vu le prix du foncier, les hôteliers veulent rentabiliser ces espaces », explique Laetitia Bô Canavaggio. Après avoir été incubée à Station F (créée par Xavier Niel, également actionnaire à titre individuel du Monde), sa start-up a intégré pour six mois un des programmes de l’Ecole 42.

Mise en ligne en 2022, l’application Third Place donne aujourd’hui accès à une vingtaine d’hôtels quatre ou cinq étoiles à Paris, pour travailler seul ou à plusieurs. En fonction du moment choisi, le télétravailleur a accès à un service spécifique. Au Rochechouart, compter 24 euros pour une matinée et l’accès au petit-déjeuner. Au Diamond, à quelques pas de la gare Saint-Lazare, le pass après-midi, à 20 euros, permet de travailler en profitant d’une boisson

chaude et d’une part de gâteau. Ajouter 3 euros pour avoir accès à une salle de sport. La journée entière chez Maison Favart, dans une ambiance boudoir, est à 78 euros, avec petit-déjeuner au buffet, accès à une salle de sport équipée, au sauna et à la piscine.

Third Place se rémunère par une commission d’environ 20 % sur chaque réservation. « On a aussi des prix d’appel à 10 euros la matinée, avec un petit-déjeuner plus abordable. On est uniquement à Paris pour l’instant, mais on a vocation à se développer dans d’autres régions », précise Laetitia Bô Canavaggio. La plate-forme compte mille utilisateurs, dont des dirigeants souhaitant récompenser leurs employés avec une journée de travail à l’hôtel, spa à la clé. Mais aussi des étudiants, « plutôt en fin d’études, car il faut avoir un petit budget. Ils viennent rédiger leur thèse dans un beau cadre », précise la fondatrice. Après le bureau, aux bibliothèques universitaires de se réinventer. ●

Berlin, terre promise des nomades numériques

Reportage La capitale allemande est une destination prisée des jeunes créatifs et entrepreneurs européens séduits par une ville cosmopolite, verte et artistique

« CERTAINS LORRNAIENT DES PROFILS BIEN SPÉCIFIQUES DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES. ILS ONT RÉUSSI À LES RECRUTER EN LEUR PROPOSANT DE VENIR TRAVAILLER DANS UN CADRE D'EXCEPTION »

MATHIEU BILLARD
fondateur de Gustave Collection

majorité des jeunes sondés pour cette étude plébiscitent des postes attribués pour chaque employé, un lieu accessible à volonté, situé en centre-ville, avec des espaces hybrides adaptés pour des activités extraprofessionnelles. Autant de cases cochées par les espaces de coworking premium, qui séduisent également par leur élitisme, analyse Manuelle Malot : « *Un peu comme les graduate programs* [“programmes d’études supérieures”], *ces endroits donnent aux jeunes le sentiment de faire partie d’un petit club d’élus, c’est du “co-networking” plus que du coworking.* »

Certains établissements poussent à l’extrême leur souci de distinction. En entrant chez Gustave Collection, on baisse naturellement le volume de la voix, on ouvre grand les yeux et les narines. Les bâtiments disposent de leurs propres signatures olfactives, une pour les vestiaires et les sanitaires, l’autre pour les espaces de travail. On y trouve aussi une salle de sport, un sauna, un hammam, des aménagements intérieurs imaginés par un architecte de renom, des majordomes et un restaurant opéré par la maison Le Taillevent, doublement étoilée. Le tout, à quelques pas de la place Vendôme.

LISTE D'ATTENTE

« *Je ne comprenais pas comment les grands patrons pouvaient dépenser autant d’argent en vacances dans de grands hôtels, pour ensuite retourner dans leur tour à la Défense. J’ai donc appliqué les codes des palaces aux espaces de travail* », raconte Mathieu Billard, qui a fondé Gustave Collection en 2021. Ses clients, essentiellement issus du monde du luxe, des fonds d’investissement et des banques, paient entre 2500 et 3500 euros par mois pour un poste de travail. « *Certains lorrnaient des profils bien spécifiques depuis plusieurs années. Ils ont réussi à les recruter en leur proposant de venir travailler dans un cadre d’exception. Il faut se mettre sur liste d’attente pour nous rejoindre.* » Le réseau compte aujourd’hui deux établissements et en ouvrira deux autres en 2025.

Avant de fonder Gustave Collection, Mathieu Billard travaillait chez Regus, un des leaders mondiaux de l’aménagement de bureaux. Il retrace l’évolution du secteur : « *Le mot coworking est arrivé en France en 2015. Ces espaces ne s’adressaient initialement qu’aux start-up, aux jeunes entrepreneurs, aux travailleurs nomades, et très peu aux corporate* [les salariés] *et aux maisons de luxe. On oubliait un pan entier de la population, en considérant qu’elle n’avait pas besoin de flexibilité. Ce n’est plus le cas aujourd’hui.* »

Les premiers espaces de coworking en France, comme la Cantine à Paris, répondaient à l’essor de travailleurs indépendants en quête de modalités de travail différentes, confirme François-Xavier de Vaujany, professeur à l’université Paris Dauphine-PSL : « *On y trouvait beaucoup de jeunes, des pompes à bière, des soirées, une ambiance un peu campus. Le coworking répondait aussi à un besoin de maintenir une convivialité propre au monde étudiant, tout en basculant dans autre chose.* »

Petit à petit, avec la montée en gamme des start-up et la généralisation du télétravail à la suite de la pandémie, le coworking se professionnalise et élargit son public : on passe des freelance et des jeunes pousses aux entreprises, analyse encore le spécialiste de théories des organisations et d’histoire du management : « *On est loin de la culture militante et alternative des premiers coworkings. On se fiche de la pompe à bière et de l’ambiance campus, on réclame des services premium.* » Après des débuts sous le signe de la camaraderie, le coworking embrasse pleinement les codes du capitalisme. ●

MARGHERITA NASI

BERLIN - envoyé spécial

Du Wi-Fi gratuit et du café haut de gamme, le tout dans une salle moderne : la recette fait carton plein à Berlin. Les établissements de ce type ont poussé comme des champignons dans les anciens quartiers populaires de la ville, depuis une dizaine d’années. Ils côtoient désormais les döner kebabs et les épiceries bon marché. « *On doit bloquer des tables sans ordinateur, sinon les gens qui ne travaillent pas ne rentrent même pas* », déclare en soupirant, dans un anglais parfait, le serveur de The Visit, à Kreuzberg. Avant la chute du Mur, ce quartier accueillait pêle-mêle artistes fauchés, punks anarchistes et immigrés turcs. Aujourd’hui, en pleine gentrification, il voit arriver les free-lances et « nomades numériques » qui sont nombreux à y emménager, comme un peu partout dans le centre de la capitale.

Ces graphistes, vidéastes, experts en marketing numérique ou entrepreneurs souhaitent échapper à une vie de bureau classique, perçue comme morne et aliénante. « *Le CDI, quel enfer ! Cinq jours par semaine au même endroit, non merci* », s’exclame Magdeleine (elle n’a pas souhaité donner son nom de famille), 24 ans. Elle a emménagé à Berlin avec deux amies après des études de design graphique à Paris. « *On savait que ça bougeait beaucoup à Berlin sur le plan artistique, alors on s’est lancées en free-lance ici. Chacune a un job à côté pour démarrer* », poursuit la Française qui habite en colocation dans le quartier de Friedrichshain, dans le centre de la capitale.

Le mode de vie qui combine voyage et travail à distance est devenu courant ces dernières années, d’autant plus depuis la pandémie de Covid-19. « *De nombreux jeunes diplômés souhaitent l’essayer en entrant sur le marché du travail*, explique Olga Hannonen, chercheuse en mobilités à l’université de la Finlande orientale. *Ils veulent avoir la liberté de choisir leur lieu et leurs horaires de travail. Ils s’installent dans des villes où le coût de la vie est moins élevé, et choisissent les quartiers les plus touristiques et attractifs. Cette mode a vraiment explosé depuis le Covid-19.* » A l’échelle mondiale, ils auraient été 40 millions début 2023, selon la Confédération mondiale du voyage pour la jeunesse, étudiants et éducatifs.

A Berlin, on compte beaucoup de nomades aux métiers créatifs. La

« J’AI EU UN COUP DE FOUDRE. IL Y A ICI UNE VRAIE CONNEXION ENTRE LES JEUNES DE TOUTE L’EUROPE »

BEN MCGETTIGAN
Britannique de 27 ans

capitale allemande a en effet été une caisse de résonance pour de nombreuses contre-cultures, comme le street art des années 1980 ou la techno des années 2000. « *Les gens sont très libres et s’affirment, ils n’ont pas peur de s’habiller bizarrement* », note Paulina (qui n’a pas souhaité donner son nom de famille), 24 ans, en sirotant un cappuccino. Cette graphiste indépendante travaille souvent depuis le même café en bas de chez elle, à Kreuzberg. « *En Russie, d’où je viens, ce ne serait pas toléré. En tant qu’artiste, cette liberté est très importante pour s’exprimer. J’y puise mon originalité, et c’est aussi ce que mes clients viennent chercher* », poursuit celle qui gagne entre 1500 et 3000 euros net par mois.

Berlin est aussi prisée pour son aspect cosmopolite. « *Quand j’ai visité la ville, il y a quelques années, j’ai eu un coup de foudre. Il y a ici une vraie*

connexion entre les jeunes de toute l’Europe », raconte avec émotion Ben McGettigan, 27 ans, qui télétravaille dans un grand café Wi-Fi à Kreuzberg. Son employeur, une agence événementielle anglaise, le laisse travailler d’où il veut. « *J’adore la musique, je suis aussi pianiste. Berlin a gardé une ambiance indépendante, avec beaucoup de petits concerts. On fume à l’intérieur des bars, on s’éclaire à la bougie* », raconte Ben, qui habite avec sa petite amie et voyage régulièrement en sa compagnie.

Le jeune Britannique ne parle pas un mot d’allemand. Les cours de langue lui semblent superflus tant l’anglais est courant dans toute la ville. Le café huppé qui l’accueille, de la carte à la signalétique, n’affiche rien dans la langue de Goethe. Un phénomène spécifique à la capitale : « *Dans le sud de l’Allemagne, les gens sont plus attachés à leur langue. Ils refusent parfois de parler anglais avec les étrangers, même s’ils en sont capables. Les Berlinois sont plus ouverts à l’anglais* », juge Chris Zimmermann, 28 ans, qui monte une entreprise de design de produits numériques. Ses parents ont grandi en Allemagne, mais l’ont élevé en Asie et en Amérique du Nord. Chaque semaine, il organise une session de travail collective pour briser la solitude du télétravail.

Autour d’une limonade en face de Checkpoint Charlie, l’un des anciens

postes-frontières qui marquaient la division de la capitale pendant la guerre froide, Chris étale ses voyages avec l’aplomb de celui qui a roulé sa bosse. « *Je suis beaucoup allé à Bali, où il y a une grosse communauté de nomades. Ça n’a rien à voir avec Berlin : les discussions sont superficielles, les gens restent cloîtrés dans les résidences de coworking. Ici, on peut créer un vrai lien avec les Allemands et les autres internationaux dans la ville* », expose l’entrepreneur. Il note que Berlin est plébiscitée par les nomades européens, car, pour les extracommunautaires, le visa allemand est moins facile à obtenir que dans d’autres pays d’Europe comme le Portugal ou la Croatie, par exemple. De plus, le coût de la vie a fortement augmenté.

UNE VILLE GENTRIFIÉE

Il semble bien loin le temps où 500 euros par mois suffisaient pour vivre à Berlin. « *En coloc à trois dans un bon quartier, on paie chacune 600 euros par mois*, expose la Française Magdeleine. *Les Allemands que je connais paient autour de 400 euros par mois pour des appartements plus grands dans le centre, car ils connaissent plus de gens sur place.* » La ville, qualifiée de « pauvre mais sexy » par son maire, en 2003, Klaus Wowereit, s’est gentrifiée à une vitesse éclair. Le prix moyen d’un appartement dans

le quartier central de Mitte a été multiplié par cinq en trente ans, atteignant les 2500 euros le mètre carré aujourd’hui.

« *Les nomades numériques contribuent au processus de gentrification, même s’ils n’en sont pas les seuls responsables*, explique la docteure Olga Hannonen. *Les espaces de coworking, les logements de court terme qu’ils utilisent transforment la ville et font monter les prix.* »

La vie de nomade est comme un long voyage, et il vient un moment où l’on rentre au bercail. Souvent, c’est pour se rapprocher de sa famille ou de ses amis. Ou bien, parfois, par attachement à un partenaire amoureux qui cherche une vie plus stable. « *Je ne pense pas rester à Berlin cette année, c’est trop déprimant l’hiver, et c’est si peu dense qu’on se sent vite seule dans les rues. Je vais encore voyager un peu, je pense, avant de me poser* », se projette l’ex-Parisienne Magdeleine. Ben, le jeune Anglais fan de musique, remue ciel et terre pour obtenir un passeport irlandais. « *J’ai l’impression que le Brexit a amputé ma génération de sa liberté de voyager, je voudrais réintégrer l’UE. J’ai l’âge d’or pour explorer, je compte bien en profiter* », conclut-il, enthousiaste. Tous deux continueront donc leur route, tant que le Wi-Fi sera bon et que le mal du pays ne pointera pas le bout de son nez. ●

MATÉO PARENT



Parce que si nous voulons changer le monde, il faut bien commencer quelque part.



IT ALL STARTS HERE

*Tout commence ici

BERLIN | LONDON | MADRID | PARIS | TURIN | WARSAW

LA RELÈVE

GASPARD G

LE JOURNALISME FAÇON YOUTUBE



Dans les locaux de l'agence Intello, à Paris, le 24 avril. RÉMY ARTIGES POUR « LE MONDE »

Gaspard Guermonprez, 26 ans, réinvente les codes du journalisme. Pendant la campagne pour les élections européennes, il a publié une série d'interviews de six des principales têtes de liste

Objectif : 2 millions d'abonnés », peut-on lire sur une affiche collée à la porte du bureau de Gaspard G. Lorsqu'il comprend que nous avons vu cette projection ambitieuse, le youtubeur de 26 ans explose de rire. « Il faut que je fasse gaffe à ce que je montre », lance-t-il. Le bureau du créateur de contenu est organisé. Sur les parois vitrées, des notes adhésives colorées indiquent les choses qu'il lui reste à faire : tourner une nouvelle enquête, caler des interviews, écrire la prochaine vidéo de sa chaîne. « Pour être honnête, avoir 2 millions d'abonnés, je m'en fiche un peu. Ce qui compte vraiment, c'est d'atteindre le million. C'est un seuil de crédibilité qui est intéressant », explique-t-il.

Le million, il y est presque. Avec plus de 870 000 abonnés sur YouTube, Gaspard Guermonprez (de son vrai nom) est l'un des créateurs de contenu d'actualité les plus populaires de la plate-forme. Sur sa chaîne, il produit de longues vidéos plus ou moins en lien avec l'actualité nationale et internationale. Celles qui fonctionnent le mieux, ce sont les portraits de personnalités publiques comme Beyoncé, Pablo Escobar ou encore Cyril Hanouna. Face caméra, simplement vêtu d'un tee-shirt et d'une chemise ouverte, le jeune homme déroule le parcours d'une figure historique. Son plus gros succès ? L'histoire de Ben Laden, qui cumule plus de 4 millions de vues.

Depuis un an, il s'essaye également à l'enquête journalistique. Ses abonnés peuvent ainsi voir le youtubeur partir sur le front en Ukraine et interroger les civils, ou s'envoler pour la Martinique et parler aux victimes de l'empoisonnement au chlordécone. En mars, il a codiffusé avec Franceinfo un débat autour de la transition écologique et sociale avec les principaux candidats aux élections européennes. Pour ces mêmes élections, il

est le seul youtubeur à avoir interviewé six des sept premières têtes de liste.

Pourtant, Gaspard G hésite lorsqu'il s'agit de parler de son métier. Est-il youtubeur ou journaliste ? « Ma réponse dépend de la personne en face de moi. J'évite de le dire quand je suis dans des cercles trop journaliers, parce que je sais que ça hérisse le poil de beaucoup de gens, j'incarne un nouveau modèle », avance celui qui figure au classement français des « 30 under 30 » (« trente personnes de moins de 30 ans ») du magazine *Forbes*.

« PAS UN ENFANT HEUREUX »

Né dans une famille « bourgeoise et catholique » de la région lilloise, d'un père directeur financier et d'une mère employée dans l'agroalimentaire, il débute sur YouTube à l'âge de 10 ans. « J'étais un nerd qui était à fond dans les ordi, se souvient-il, mais à l'époque ce n'était pas un truc de "cool kid" de faire des vidéos sur Internet, c'était un truc de marginal. Je ne cultivais pas du tout cette différence et j'en ai beaucoup souffert. » Harcelé de ses 11 ans à ses 15 ans, jusqu'à porter plainte, le collège est un moment de pur calvaire pour lui : « Je n'allais plus en cours, j'en venais presque à menacer de me défenestrer. Je n'étais pas un enfant heureux. »

Ses parents l'autorisent alors à quitter son collège pour aller passer un an aux États-Unis à la Washington High School, dans la banlieue de San Francisco. Avant son départ, alors qu'il passe des vacances chez son ami Max Laulom qui doit lui aussi partir au pays de l'Oncle Sam, il découvre l'art du vlog, qui consiste à filmer son quotidien de manière naturelle. « Il m'a dit qu'il fallait absolument qu'on fasse pareil en France et que l'on devait documenter notre séjour américain », se souvient l'ami d'enfance, désormais journaliste lui aussi.

Chose promise, chose due, à peine arrivé sur le sol états-unien, Gaspard se munit

« LES JEUNES N'EN PEUVENT PLUS DU MONDE MÉDIATIQUE ET POLITIQUE. J'ESSAYE D'OFFRIR QUELQUE CHOSE DE PLUS HUMAIN, SUR LEQUEL IL Y A MOINS DE FILTRES »

d'une caméra et commence à filmer. « Je me suis dit que je pouvais enfin poster mes vidéos sur YouTube parce que je parlais français, personne n'allait me faire chier dans la cour de récré. » Le jeune Gaspard, cheveux coupés ras et houpette blonde, montre tous les recoins de sa nouvelle vie américaine. La machine est lancée. Arrivé aux États-Unis avec 300 abonnés, il en repart avec près de 120 000. Dans les commentaires, neuf ans plus tard, un message se démarque : « Je te verrais bien journaliste, tu as une façon de parler pour. »

Au fond de lui, c'est ce qu'il a toujours voulu faire. A 14 ans, lors d'un voyage scolaire à Paris, il échappe à l'attention de ses professeurs et se dirige rue François-1^{er}. Là-bas, dans cette voie bordée d'immeubles haussmanniens, il s'arrête devant les anciens locaux d'Europe 1. Il veut travailler pour Laurent Ruquier et son émission phare « On va s'égner », que sa mère écoute en boucle. Caché derrière une voiture, son CV dans les mains, il s'arme de courage et se dresse devant les portes coulissantes. « Elles s'ouvraient de l'intérieur, donc j'étais bloqué, raconte Gaspard. Finalement, un vigile m'a ouvert, bien sympa, et a transmis mon CV aux équipes de Laurent Ruquier. Je ne sais pas ce que j'avais écrit sur ce bout de papier, je n'avais même pas mon brevet des collèges. »

Petit à petit, le contenu de sa chaîne devient plus professionnel. Fini les vlogs sur sa vie, place aux interviews de Bruno Le Maire, de Yannick Jadot ou encore de Raphaël Glucksmann. Si ses vidéos sont plus sérieuses, Gaspard G garde toujours un ton très décontracté. « En fait, je pense que les jeunes n'en peuvent plus du monde médiatique et politique. Il n'y a aucune place à la nuance, on demande aux journalistes de tout savoir. J'essaye d'offrir quelque chose de plus humain, peut-être plus faillible, mais sur lequel il y a moins de filtres. » Il a horreur de la fa-

meuse voix télé, qu'il imite allègrement et qu'il considère comme l'une des raisons pour lesquelles les jeunes ne consultent plus les formats traditionnels.

« Ce qui plaît aux jeunes chez Gaspard ou HugoDécrypte, c'est d'abord la pédagogie employée », analyse Anne Cordier, enseignante-chercheuse en sciences de l'information et de la communication, spécialiste des usages numériques des jeunes. L'utilisation de schémas pour illustrer une idée, le fait de parler d'une façon plus simple et de synthétiser les sujets permet aux jeunes de s'attacher à ce genre de contenus : « Ces créateurs respectent le jeune public. Ils ne leur parlent pas "djeuns" mais d'égal à égal tout en léchant leurs contenus. »

GROS COUP

« C'est le HugoDécrypte blond. » Voilà une phrase que Gaspard G en a assez d'entendre, quand bien même il est admiratif de celui qu'il considère comme le pionnier du genre et comme son ami. « Je le connais depuis six ans, c'est un gros taffeur et il a ouvert plein de portes pour nous tous », se défend-il. Mais lorsqu'il est question de contenu, Gaspard G affirme être sur un autre créneau : « Hugo c'est le premier JT de France chez les 18-34 ans ; nous, on essaye de faire plutôt du magazine sociétal, de l'enquête sur le terrain. » Lorsque Hugo Travers (de son vrai nom) a publié son interview du président Volodymyr Zelensky, Gaspard était admiratif : « Il y a des journalistes quinquagénaires qui ont attendu toute leur vie pour pouvoir parler avec ce type et Zelensky préfère s'adresser à un youtubeur. Ça a dû faire grincer des dents, mais je trouve ça trop bien. »

Comme lui, Gaspard G ne bénéficie pas de la carte de presse ni des aides de l'État pour les médias. Ses revenus reposent sur trois leviers : la pub sur ses vidéos YouTube, des levées de fonds et des partenariats. Derrière chaque production, une équipe de plusieurs journalistes est à l'œuvre pour le tournage, le montage, l'illustration ou encore le fact-checking. En parallèle de sa chaîne, le vidéaste a fondé, en 2021, Intello, une agence qui met les créateurs de *smart content* en relation avec 91 marques pour créer d'avantage de vidéos. Parmi les talents, Mathilde Studygram, connue pour ses fiches de révision, ou César-Culture G, premier média français de culture générale.

Son dernier gros coup : l'interview des six premières têtes de liste aux élections européennes. Seul Jordan Bardella, du Rassemblement national, n'a pas répondu présent. Chaque vidéo aborde un thème en lien avec les européennes, et les candidats ont le même temps de réponse pour chaque question.

Se définissant lui-même comme un démocrate progressiste et écolo, biberonné à la politique américaine et fan d'Alexandria Ocasio-Cortez, il entend inviter tout le monde sur sa chaîne, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Sa mère, « branchée » sur CNews huit heures par jour, est une sorte de boussole dans son travail journalistique. « Quand je produis une vidéo, je me dis toujours : "Il ne faut pas que ma mère arrête de regarder." C'est ce que j'essaye de dire aux gens qui me regardent : "Beaucoup d'entre vous ne pensent pas comme moi, mais je ne veux pas que ce soit un frein pour que vous puissiez vous informer." Je préfère qu'ils viennent s'informer avec moi plutôt qu'avec un influenceur d'extrême droite comme Papacito. Quand j'informe, j'essaye de ne pas être Gaspard le Bobo, je suis Gaspard G », conclut-il.

Depuis un an et demi, il n'a pas arrêté une seconde : « J'ai mal au dos, je ne fais plus de sport, je mange mal. J'ai pris 10 kilos depuis que j'ai commencé mon activité. J'ai peur de passer à côté de ma jeunesse. » Le jeune homme aimerait bien avoir une vie amoureuse, aller en Afrique rendre visite à ses parents installés là-bas depuis huit ans. « Mais je suis hyper verni : avant mes 30 ans, je suis capable de réaliser plus de 80 % de mes rêves les plus fous. » Qu'il soit youtubeur ou journaliste. ●